

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AIX**

**Date de Publication : 18/12/2019**

**N° : 2019/158**

## **Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 octobre 2019**

### **Habitat et aménagement du territoire – Politique de la ville / Cohésion sociale**

#### **2019 CT2 355**

**Précisions concernant la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des lois n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropole et n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république, la métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance ».

Cette compétence n'est toutefois pas définie par les textes de façon précise. Or le domaine de la prévention de la délinquance revêt un caractère transversal du fait des multiples champs d'action concernés comme la sécurité, l'éducation, le social, l'insertion, la santé, ... A cela s'ajoutent les différentes institutions mobilisées autour de cette compétence, à savoir l'Etat, les Départements, les Métropoles et les Communes, notamment, pour ces dernières, par le biais des pouvoirs de police du maire et par la coordination des Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD).

Au regard des textes existants, l'Etat semble aujourd'hui soucieux de vouloir préciser le rôle des Métropoles relatives aux possibilités de mise en œuvre d'un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) au niveau métropolitain, d'élaboration d'une stratégie intercommunale de prévention de la délinquance à l'échelle métropolitaine, de dialogue avec les services de l'Etat, d'observation et d'analyse des phénomènes de délinquance, etc. Ces réflexions sont intégrées dans le cadre de la future stratégie nationale en cours d'élaboration.

Dès lors et dans cette perspective, la métropole souhaite organiser de façon plus précise l'exercice de cette compétence notamment par la mise en place d'un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) à l'échelle métropolitaine.

Ainsi, afin de garantir la lisibilité de l'action publique et permettre une meilleure compréhension des obligations réciproques des communes et de la

Métropole, il apparaît nécessaire de préciser la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance ».

C'est pourquoi, en application de la loi NOTRe, il est proposé de réserver à l'échelon métropolitain un rôle stratégique d'animation et de coordination qui pourra se traduire par, d'une part, la mise en place d'une instance intercommunale de type Conseil Métropolitain de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et, d'autre part, par la définition de la Stratégie Métropolitaine de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

L'échelon communal est quant à lui compétent pour les actions de proximité de prévention et pour les actions d'accès au droit (mise en œuvre de dispositif de sécurité et de prévention des espaces urbains, actions dans le champ de l'accès au droit et de l'aide aux victimes, actions éducatives de prévention) ainsi que pour la coordination de CLSPD présidés par les maires.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de se prononcer sur la répartition de l'exercice de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » tel que précisée par la présente délibération, étant précisé qu'il appartiendra à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la Métropole d'en évaluer l'impact sur le territoire du Pays de Martigues pour que puisse être révisée en conséquence le montant de l'attribution de compensation des communes concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts et particulièrement son article 1609 nonies c ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que pour garantir la lisibilité de l'action publique et permettre une meilleure

compréhension des obligations réciproques des communes et de la Métropole, il apparaît nécessaire de préciser la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance ».

## **Délibère**

### **Article unique :**

Est précisée la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » au 1<sup>er</sup> janvier 2020 telle que proposée dans la présente délibération.

- 1- Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix prend acte de ce rapport.
- 2- Néanmoins, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix constate que ce rapport complexe, qui concerne l'exercice des compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a été transmis pour information au Conseil de Territoire la veille de la séance.  
Par conséquent, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix demande au Conseil de la Métropole de se prononcer sur ce rapport seulement lorsqu'il aura été en capacité de mesurer les éventuelles conséquences sur le Territoire du Pays d'Aix, qui est attentif au fonctionnement de l'organisation actuelle des CLSPD en relation avec les communes.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

## **Politique culturelle et sportive - Sports**

### **2019 CT2 357**

**AVIS - Délégation de Service Public Aréna du Pays d'Aix – Examen du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2018**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

#### **1. Rappel du cadre juridique et des réalisations**

Par délibération du 18 mai 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué au candidat Lagardère Sport, la Délégation de Service Public (DSP) relative à l'exploitation aux frais et risques de ce dernier de l'Aréna du Pays d'Aix. D'une durée de

7 ans, ce contrat a pour objet l'exploitation d'un équipement multifonctionnel. Il est prévu contractuellement que le délégataire accueille le club du PAUC Handball comme résident au sein de l'Aréna. L'exécution du contrat est confiée à la société dédiée LAGARDERE ARENA 13 (LA13), issue du groupe Lagardère Sports. Le contrat a été signé et mis en œuvre à compter du 5 juillet 2017.

Les critères de choix du délégataire portaient sur trois points :

- la qualité et la cohérence du projet d'exploitation,
- la qualité et la cohérence de l'exploitation technique de l'ouvrage,
- la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel et du montant des contributions publiques sollicitées.

Pour la réalisation de ce contrat, il est prévu que la Métropole compense à hauteur de 4.050.000 euros la contrainte de service public imposée au délégataire, à savoir principalement l'accueil du club de handball comme résident, la participation à la mission de conception / réalisation et de suivi des périodes de garantie. Cette somme est valorisée sur la durée du contrat à hauteur de 750.000 euros en 2017, de 525.000 euros en année pleine (2018 à 2023) et de 150.000 euros en 2024, pour les 6 derniers mois d'exécution du contrat.

En outre, afin que l'équipement de l'Aréna réponde au projet d'exploitation développé par le futur lauréat, il a été décidé de ne pas l'équiper en mobilier à priori, mais de subventionner le projet d'équipement du délégataire. Ainsi, une subvention de 1.798.502,84 euros pour la réalisation de cet investissement a été versée au délégataire en 2017.

Pour sa part, le délégataire versera une redevance fixe d'occupation domaniale à la Métropole pour un montant de 3.510.000 euros sur la durée du contrat, soit 135.000 euros pour les années 2017 et 2024 et 540.000 euros en année pleine (2018 à 2023).

Une redevance variable est également prévue au contrat. Elle est égale à :

- 10 % du résultat du résultat annuel avant impôt du délégataire compris entre 100.000 euros et 500.000 euros ;
- 15 % du résultat du résultat annuel avant impôt du délégataire compris entre 500.000 euros et 750.000 euros ;
- 20 % du résultat du résultat annuel avant impôt au-delà de 750.000 euros.

#### **2. L'activité 2018 de la DSP (rapport en annexe)**

2018 est la première année complète de fonctionnement de l'Aréna. Néanmoins, la programmation de ce type de salle se faisant d'une année sur l'autre au minimum, un optimum de fonctionnement n'était envisagé qu'en fin d'année 2018. Cette prévision s'est confirmée et ce fut effectivement lors du dernier trimestre que l'Aréna a accueilli des artistes de renommée internationale (Julien Clerc, MC Solar, Vald, Calogero) après avoir accueilli Florent Pagny en début d'année.

Sportivement, en plus du PAUC Handball, 4 équipes de France (Futsal, handball, volley-ball et tennis féminines) ont évolué dans l'Aréna au cours de l'année.

## 2.1. Le compte rendu technique

### Suivi patrimonial :

LA13 a procédé à l'ensemble de son programme d'investissement et a également procédé à des aménagements permettant de mieux répondre notamment aux attentes des artistes.

Des aménagements et investissements ont également été réalisés afin d'optimiser le temps entre deux événements et donc de permettre d'augmenter le nombre de programmations.

### Suivi d'exploitation :

Type d'événements	Prévu offre Lagardère (par an)	Réalisé 2018	Différence
Matches PAUCH	20 à 23	16	-4 à -7
Spectacles	30	10	-20
Evénements sportifs	10	5	-5
Evénements corporate et autres	7	39	+32
Spectateurs accueillis	248 500	157 863	-90 637

La lecture du tableau ci-dessus indique que le délégataire a modifié en 2018 son modèle économique, privilégiant des « événements corporate » à faible affluence, à des spectacles de tout ordre qui concourent davantage au rayonnement de la salle. Ce positionnement peut s'expliquer par la difficulté pour le délégataire de programmer des événements en 2018 au regard de sa désignation tardive. L'évolution de la programmation 2019 confirmera une tendance conjoncturelle ou structurelle.

## 2.2. Le compte rendu financier

Sur le plan financier, les produits sont valorisés à hauteur de 3.799.109 euros dont 22 % sont constitués par la compensation pour contrainte de service public versée par la Métropole.

Les charges d'exploitation pour leur part sont égales à 3.846.924 euros.

L'excédent brut d'exploitation s'élève à – 77.815 euros.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à – 324.826 euros.

Le résultat net est de - 320.607 euros pour l'exercice 2018.

## 2.3. Analyse de la qualité du service et du respect des objectifs

Les obligations mises à la charge du délégataire dans le contrat de DSP, à savoir, la fourniture de l'état des effectifs, les obligations en matière de sécurité, la transmission des contrats souscrits, sont respectées pour la partie exploitation.

LA13 a également procédé à l'ensemble des contrôles réglementaires en lien avec le type de l'équipement.

Aucun incident de fonctionnement majeur n'est signalé. A noter que LA13 poursuit sa participation active au suivi de la garantie parfait achèvement de l'ouvrage (117 signalements en 2018).

### Exécutions quantitatives du service :

71 événements ont été organisés dans l'Aréna en 2018, soit 114 jours d'occupation, 157 863 visiteurs accueillis.

L'essor de l'activité de l'Aréna se situe au dernier trimestre de 2018, soit un an après la remise de l'ouvrage.

L'éclectisme de la programmation a permis de satisfaire plusieurs publics que ce soit en matière de sport, de culture ou de salons.

## 3. Perspectives

LA13 indique que les effets de l'attribution tardive de cette DSP doivent s'atténuer en 2019. Ainsi la programmation sera davantage conforme avec les prévisions.

De plus, les travaux d'amélioration des couvertures Wifi et GSM doivent permettre d'améliorer l'expérience des spectateurs.

Le principal point de difficulté repose aujourd'hui sur le manque de places de stationnement à proximité directe de l'Aréna.

## 4. Commentaires sur le rapport

Ce premier rapport d'activité d'une année complète d'exploitation de l'Aréna demeure tronqué au regard de l'attribution tardive de la délégation de service public. En effet, LA13 étant désigné au second semestre 2017 n'a pu entreprendre les travaux de programmation de spectacles qu'à compter de ce moment. Sachant que les organisateurs anticipent généralement leur dates un an à l'avance, il était difficile de programmer avant la fin de 2018.

Néanmoins, le délégataire a œuvré afin de proposer un maximum de dates d'ouverture de l'Aréna en compensant le manque de spectacles par

l'organisation de plusieurs événements d'entreprises.

D'un point de vue technique, les éléments transmis par le délégataire permettent d'attester du respect des engagements contractuels.

Le principal point d'inquiétude porte sur le résultat financier de cet exercice (- 320.607 euros).

L'augmentation des charges par rapport au compte d'exploitation prévisionnel (+21%) n'est pas compensé par l'augmentation des produits (+7,5%).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 relatif au rapport annuel du délégataire de Service Public Local ;
- La délibération n°CSGE 001-2103/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 relative au choix du délégataire ;
- Le contrat de concession signé entre la « Métropole Aix-Marseille-Provence » et la société Lagardère Aréna 13 notifié le 5 juillet 2017 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 10 octobre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Il est pris acte du rapport du délégataire 2018 et du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels, produits au titre de la Délégation de Service Public pour l'exploitation aux frais et risques du délégataire de l'Aréna du Pays d'Aix.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 358**

**AVIS - Complexe sportif Maurice David à Aix-en-Provence - Approbation d'un avenant n°3 à la convention fixant les conditions particulières d'intervention de la Société Publique Locale**

**d'Aménagement Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'opération d'aménagement du stade Maurice David**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 a déclaré d'intérêt communautaire le projet de requalification du stade Maurice David à Aix-en-Provence.

Ce même Conseil a approuvé le programme de requalification du stade, ainsi qu'une convention fixant les conditions particulières d'intervention de la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires, dans le cadre de cette opération.

Le Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 a approuvé par la délibération n°2015\_A095 un avenant numéro 1 à la convention fixant les conditions particulières d'intervention de la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires ayant pour objet la modification du programme de l'opération afin d'intégrer la réfection de la pelouse et des installations d'éclairage au projet. Le Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 a approuvé par délibération n°2015\_A266 un avenant numéro 2 à la même convention clarifiant les relations financières entre les parties.

La rénovation et l'agrandissement du stade Maurice David à Aix-en-Provence s'inscrivent dans une opération d'aménagement du quartier du Jas de Bouffan.

Les travaux du stade se sont déroulés en deux phases successives. La première livrée en septembre 2015 a consisté en la construction d'une seconde tribune de 1 962 places assises à l'Est du terrain, à la requalification de la pelouse du stade, ainsi qu'à la mise au norme de l'éclairage du stade. La seconde, livrée en octobre 2018 a vu la construction d'une tribune de 2 208 places au Nord du terrain, ainsi la construction d'un parvis et d'un bâtiment d'accueil pour le public.

Ces travaux, pour un montant de 17 000 000€ TTC d'euros sur une Autorisation de Programme de 18 000 000€ TTC ont permis d'une part d'augmenter la capacité du stade à 5 575 places assises (au lieu de 1 500 places avant travaux) et d'autre part, d'améliorer les conditions de sécurité et d'accueil du public et des sportifs.

Le club Provence Rugby, utilisateur principal du stade, connaît depuis plusieurs saisons une progression sportive qui lui permet désormais d'évoluer en deuxième division nationale (PRO D2 de la Ligue Nationale de Rugby). Provence Rugby ambitionne de rejoindre à moyen terme l'élite nationale, à savoir le Top 14. Cette volonté sportive s'accompagne de contraintes en terme de capacité d'accueil du public. En effet, la Ligue Nationale de Rugby impose aux clubs de disposer d'un stade de

10 000 places assises minimum pour pouvoir être éligible au label « stade Top 14 ».

Cet objectif s'inscrit dans la perspective de Provence Rugby d'atteindre le niveau du Top 14. Il est envisageable à la condition de construire une tribune complémentaire au Sud du terrain et en requalifiant la tribune historique située à l'Ouest du terrain. Les travaux ainsi réalisés permettront de disposer d'une capacité assise comprise entre 10 000 et 13 000 places, mais également d'améliorer sensiblement la qualité des prestations à l'usage du public et des sportifs du stade.

Lors du dernier Comité de Pilotage du stade Maurice David du 19 juillet 2019, il a été décidé de réaliser les travaux précédemment évoqués en deux phases. La première consistant en la construction de la tribune Sud de 2 700 places assises doit permettre au club d'asseoir son modèle économique pour lui permettre d'envisager une montée en Top 14. Les études pourraient être lancées en fin d'année 2019 et les travaux livrés courant 2021. La seconde, à savoir la rénovation de la tribune Ouest serait réalisée dès lors que l'accession du club en Top 14 sera confirmée. A noter que la Ligue Nationale de Rugby octroie une dérogation de deux années aux clubs pour se mettre en conformité avec le critère de 10 000 places assises.

Il convient dès lors de modifier la convention fixant les conditions particulières d'intervention de la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'opération d'aménagement du stade selon les dispositions suivantes :

- Mise en œuvre d'une tribune sud pérenne avec les mêmes caractéristiques fonctionnelles que la tribune nord, d'environ 2 700 places portant la capacité totale du stade à 8 400 places environ,
- Mise en œuvre de la transformation ou de la surélévation de la tribune Ouest permettant globalement de tripler la capacité de spectateurs de cette tribune et de porter la capacité totale du stade potentiellement jusqu'à 12 000 personnes environ dont 10 000 places à minima, (assises et couvertes).

Il convient également de préciser qu'une délibération a été soumise au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 24 octobre 2019 ayant pour objet de prendre en compte les incidences financières des travaux précédemment évoqués engendrant une modification de l'Autorisation de Programme DI410AP et selon les montants prévisionnels suivants :

- Construction de la tribune sud : 6 500 000€ TTC ;
- Requalification de la tribune ouest : 12 000 000€ TTC ;
- Équipements et aléas divers : 1 500 000€ TTC ;

Soit un total de 20 000 000€ TTC pour l'opération d'aménagement du complexe sportif Maurice David.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2013\_A300 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant le programme d'aménagement du stade et une convention avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour la construction du Grand Stade du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015\_A095 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 approuvant l'avenant n°1 à la convention avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°2015\_A266 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'avenant n°2 à la convention avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant la revalorisation de l'Autorisation de Programme pour l'opération d'aménagement du complexe sportif Maurice David à Aix-en-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de poursuivre l'opération d'aménagement du stade Maurice David à Aix-en-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé à la convention fixant les conditions particulières d'intervention de la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'opération d'aménagement du stade Maurice David à Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°3 ci-annexé et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

### **Article 3 :**

- Concernant la phase 1 : Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – État Spécial de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence de 2020 et 2021, en section d'Investissement : opération budgétaire 458 11 62 410, nature 4581, fonction 322, autorisation de programme DI410AP.

-Concernant la phase 2 : Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – État Spécial de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence des années afférentes à la réalisation des travaux, en section d'Investissement : opération budgétaire 458 11 62 410, nature 4581, fonction 322, autorisation de programme DI410AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 359**

**Complexe sportif et de loisirs du Farigoulier - Attribution d'un fonds de concours de la commune à la Métropole au titre de la deuxième tranche des opérations de requalification et développement du site du Farigoulier**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis a été déclaré d'intérêt communautaire par le Conseil communautaire du Pays d'Aix du 8 octobre 2015 au titre de la compétence « construction, aménagement, entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ».

Ce site est devenu métropolitain au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

La prise en compte de ce complexe par la Communauté du Pays d'Aix avait alors notamment pour objectif de permettre la modernisation des équipements existants ainsi que la création d'autres aménagements permettant de conférer à ce site un positionnement majeur au niveau du Val de Durance et du Pays d'Aix.

Ce site comprend des terrains de sport, des aires de jeux et de multiples pratiques de sports et loisirs (terrains de football et rugby, site de tir à l'arc, stand de tir à armes à feu, piste et tribune de modélisme, piste et site d'aéromodélisme, piste de motocross, parcours de santé, étang de pêche...).

Compte tenu du contexte foncier et environnemental du site, de la bonne connaissance des installations ainsi que de leur exploitation par la commune de Pertuis et, dans la mesure où le Pays d'Aix n'était pas en capacité d'assumer dans l'immédiat la gestion de ce site, le Bureau communautaire de la CPA dans sa séance du 26 novembre 2015 a validé le principe d'une convention de gestion du Farigoulier au profit de la commune de Pertuis jusqu'au 31 décembre 2017.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 a validé une nouvelle convention de gestion avec la commune de Pertuis pour la période 2018/2020 sur les mêmes bases que la précédente.

Cette convention de gestion prévoit que la commune de Pertuis engage les dépenses nécessaires au fonctionnement courant de ce site et que le Pays d'Aix les rembourse sur des états comptables trimestriels.

L'ensemble du site d'environ 25 hectares, unique sur le territoire du Pays d'Aix, a fait l'objet d'un projet de requalification et de développement à l'image du rôle qu'il devra tenir dans son bassin de vie et en relation avec la politique sportive et de loisirs du Territoire du Pays d'Aix.

Afin de pouvoir initialiser le projet de développement de ce site et mener à bien les études de faisabilité et de programmation de ce projet, le Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 a validé la création d'une Autorisation de Programme de 5 millions d'euros ainsi qu'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) au profit de la commune de Pertuis, dans la mesure où cette dernière disposait des compétences et d'une organisation dimensionnée pour assurer la maîtrise d'ouvrage de ces études préalables.

A l'issue de la réalisation des études susmentionnées, le Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017 a validé le programme du projet de restructuration et de développement du site du Farigoulier ainsi que le principe de revalorisation à 9 millions d'euros de l'Autorisation de Programme correspondante. Il a également pris acte de l'utilité de recourir à une procédure de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la commune de Pertuis concernant l'ensemble des travaux à

réaliser pour la restructuration et le développement du complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis.

En conséquence, le Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 a validé une seconde convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage pour la commune de Pertuis pour la réalisation de la 1<sup>ère</sup> phase des travaux validés lors des études programmatiques.

En effet, ces dernières ont fait émerger la nécessité d'un phasage en plusieurs temps de l'opération d'aménagement :

- Mise en Sécurité (clôture périmétrique, contrôle d'accès, parking, maison gardien) ;
- Opération 1 (voies de circulation, aires de jeux, plaine sportive, canoé-kayak, moto-cross...) ;
- Opération 2 (tribunes, aéromodélisme, stand de tir...).

La mise en sécurité du site a été réalisée prioritairement en 2018, le Pays d'Aix ayant fait réaliser sur cet exercice budgétaire par l'intermédiaire de la commune, la clôture périmétrique du site ainsi que le contrôle d'accès (portails) pour un montant total de 270 000€.

Afin de mener à bien la phase suivante des travaux, il apparaît nécessaire de conclure une nouvelle convention entre le Territoire du Pays d'Aix et la Commune de Pertuis. Celle-ci concerne une nouvelle tranche des opérations pour un montant de 1 810 000,00 € comprenant :

- La réalisation d'un parking d'accueil VL et PL pour bus avec accès sécurisé au complexe, de capacité maximale 250 places,
- La réalisation d'un terrain de football en gazon synthétique,
- La réalisation de vestiaires modulaires et d'espaces polyvalents pour les clubs sportifs,
- La réalisation de tribunes modulaires pour accueillir 400 spectateurs.

Pour ce faire, dans le cadre de la convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage et sous réserve de délibérations concordantes des organes délibérants de chacune des deux parties, la commune de Pertuis versera à la Métropole Aix-Marseille-provence un fonds de concours de 446 952 € afin de participer au financement de l'opération. Le plan de financement de cette opération dont le coût prévisionnel est estimé à 1.810.000 € TTC, se présente ainsi :

	Montants	2019	2020	2021
Métropole / TPA	1 363 048 €	480 000 €	480 000 €	403 048 €
Fonds de concours Commune de Pertuis	446.952 €	223 476 €	223 476 €	
Total	1.810.000 €	703 476 €	703 476 €	403 048 €

Les modalités de versement de ce fonds de concours par la commune de Pertuis seront les suivantes :

- 223 476 € à la notification de la convention ;
- Le solde sera versé sur production d'un décompte financier définitif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015\_A225 du Conseil communautaire du Pays d'Aix du 8 octobre 2015 relative à la déclaration d'intérêt communautaire du complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis ;
- La délibération n°2015\_B645 du Conseil communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 relative à l'approbation de la convention de gestion du complexe sportif et de loisirs du Farigoulier entre la CPA et la commune de Pertuis ;
- La délibération n°2015\_A290 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relatives aux ouvertures, modifications et clôtures d'AP/CP sur le budget général 2016 (dont l'AP relative au projet de restructuration et de développement du site du Farigoulier) ;
- La délibération n°2015\_B765 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à l'aménagement du site de sport et loisirs du Farigoulier à Pertuis et concernant l'approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour les études de faisabilité et de programmation ;
- La délibération n°2017\_CT2\_346 du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017 relative à l'approbation du programme du projet de restructuration et de développement du site du Farigoulier à Pertuis et du principe de revalorisation de l'Autorisation de Programme correspondante ;
- La délibération n°2017\_CT2\_446 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 validant la convention de gestion du site du Farigoulier au profit de la commune de Pertuis pour la période 2018/2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le principe d'un fonds de concours de la commune de Pertuis au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un montant de 446.952 € TTC.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

La recette du fonds de concours de la Ville de Pertuis sera constatée sur le budget Principal Métropolitain Fractionné, en section d'investissement : Chapitre 13, nature 13241, fonction 325.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 360**

**Complexe sportif et de loisirs du Farigoulier - Approbation de la convention de Mandat de Maîtrise d'Ouvrage pour la commune de Pertuis pour la deuxième tranche des opérations de requalification et développement du site du Farigoulier**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis a été déclaré d'intérêt communautaire par le Conseil communautaire de la CPA le 8 octobre 2015 au titre de la compétence « construction,

aménagement, entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ».

Ce site est devenu métropolitain au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

La prise en compte de ce complexe par la Communauté du Pays d'Aix avait alors notamment pour objectif de permettre la modernisation des équipements existants ainsi que la création d'autres aménagements permettant de conférer à ce site un positionnement majeur au niveau du Val de Durance et du Pays d'Aix.

Ce site comprend des terrains de sport, des aires de jeux et de multiples pratiques de sports et loisirs (terrains de football et rugby, site de tir à l'arc, stand de tir à armes à feu, piste et tribune de modélisme, piste et site d'aéromodélisme, piste de motocross, parcours de santé, étang de pêche...).

Compte tenu du contexte foncier et environnemental du site, de la bonne connaissance des installations ainsi que de leur exploitation par la commune de Pertuis et dans la mesure où le Pays d'Aix n'était pas en capacité d'assumer dans l'immédiat la gestion de ce site, le Bureau communautaire de la CPA dans sa séance du 26 novembre 2015 a validé le principe d'une convention de gestion du Farigoulier au profit de la commune de Pertuis jusqu'au 31 décembre 2017.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 a validé une nouvelle convention de gestion avec la commune de Pertuis pour la période 2018/2020 sur les mêmes bases que la précédente.

Cette convention de gestion prévoit que la commune de Pertuis engage les dépenses nécessaires au fonctionnement courant de ce site et que le Pays d'Aix les rembourse sur des états comptables trimestriels.

**Objet de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée :**

L'ensemble du site d'environ 25 hectares, unique sur le territoire du Pays d'Aix, a fait l'objet d'un projet de requalification et de développement à l'image du rôle qu'il devra tenir dans son bassin de vie et en relation avec la politique sportive et de loisirs du Territoire du Pays d'Aix.

Afin de pouvoir initialiser le projet de développement de ce site et mener à bien les études de faisabilité et de programmation de ce projet, le Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 a validé la création d'une Autorisation de Programme de 5 millions d'euros ainsi qu'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO) au profit de la commune de Pertuis, dans la mesure où cette dernière disposait des compétences et d'une organisation dimensionnée pour assurer la maîtrise d'ouvrage de ces études préalables.

A l'issue de la réalisation des études susmentionnées, le Conseil du Territoire du Pays

d'Aix du 6 juillet 2017 a validé le programme du projet de restructuration et de développement du site du Farigoulier ainsi que le principe de revalorisation à 9 millions d'euros de l'Autorisation de Programme correspondante. Il a également pris acte de l'utilité de recourir à une procédure de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la commune de Pertuis concernant l'ensemble des travaux à réaliser pour la restructuration et le développement du complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis.

En conséquence, le Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 a validé une seconde convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage pour la commune de Pertuis pour la réalisation de la 1<sup>ère</sup> phase des travaux validés lors des études programmatiques.

En effet, ces dernières ont fait émerger la nécessité d'un phasage en plusieurs temps de l'opération d'aménagement :

- Mise en Sécurité (clôture périmétrique, contrôle d'accès, parking, maison gardien) ;
- Opération 1 (voies de circulation, aires de jeux, plaine sportive, canoé-kayak, moto-cross...);
- Opération 2 (tribunes, aéromodélisme, stand de tir...).

La mise en sécurité du site a été réalisée prioritairement en 2018, le Pays d'Aix ayant fait réaliser sur cet exercice budgétaire par l'intermédiaire de la commune, la clôture périmétrique du site ainsi que le contrôle d'accès (portails) pour un montant total de 270 000 € TTC.

Afin de mener à bien la phase suivante des travaux, il apparaît nécessaire désormais de conclure une nouvelle convention entre le Territoire du Pays d'Aix et la Commune de Pertuis. Celle-ci concerne une nouvelle tranche des opérations pour un montant de 1 810 000 € TTC comprenant :

- La réalisation d'un parking d'accueil VL et PL pour bus avec accès sécurisé au complexe, de capacité maximale 240 places,
- La réalisation d'un terrain de football en gazon synthétique,
- La réalisation de vestiaires modulaires et d'espaces polyvalents pour les clubs sportifs,
- La réalisation de tribunes modulaires pour accueillir 400 spectateurs.

#### Financement de l'opération :

Dans le cadre de la convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage et sous réserve de délibérations concordantes des organes délibérants de chacune des deux parties, la commune de Pertuis versera à la Métropole un fonds de concours de 446 952 € afin de participer au financement de l'opération.

Le plan de financement de cette deuxième phase, dont le coût prévisionnel est estimé à 1 810 000 € TTC, se présente ainsi :

	Montant TTC	2019	2020	2021
Métropole / TPA	1 363 048 €	480 000 €	480 000 €	403 048 €
Commune de Pertuis	446 952 €	223 476 €	223 476 €	
Total	1 810 000 €	703 476 €	703 476 €	403 048 €

#### Modalités financières de la convention :

Dès signature de la convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix versera à la Commune de Pertuis une première avance de 703.476 €TTC.

Avant toute nouvelle demande d'appel de fonds, la commune devra fournir à la Métropole un décompte justifiant de l'utilisation de l'avance précédemment versée.

La nouvelle demande d'avance devra être justifiée sur la base d'un planning prévisionnel de travaux établi par le maître d'œuvre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de territoire du Pays d'Aix,

##### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015\_A225 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 relative à la déclaration d'intérêt communautaire du complexe sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis ;
- La délibération n°2015\_B645 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 relative à l'approbation de la convention de gestion du complexe sportif et de loisirs du Farigoulier entre la CPA et la commune de Pertuis ;
- La délibération n°2015\_A290 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relatives aux ouvertures, modifications et clôtures d'AP/CP sur le budget général 2016 (dont l'AP relative au projet de restructuration et de développement du site du Farigoulier) ;
- La délibération n°2015\_B765 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à l'aménagement du site de sport et loisirs du Farigoulier à Pertuis et concernant l'approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour les études de faisabilité et de programmation ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la

Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°2017\_CT2\_346 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017 relative à l'approbation du programme du projet de restructuration et de développement du site du Farigoulier à Pertuis et du principe de revalorisation de l'Autorisation de Programme correspondante ;
- La délibération n°2017\_CT2\_446 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 validant la convention de gestion du site du Farigoulier au profit de la commune de Pertuis pour la période 2018/2020 ;
- La délibération n°2018\_CT2\_311 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 validant la présente convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage au profit de la commune de Pertuis pour les opérations de requalification et de développement du site du Farigoulier.
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 2 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de Mandat de Maîtrise d'Ouvrage au profit de la commune de Pertuis pour la réalisation d'une nouvelle tranche détaillée ci-dessus conformément au projet de développement du site de sport et loisirs du Farigoulier à Pertuis.

**Article 2 :**

L'entrée en vigueur de la convention de Mandat de Maîtrise d'Ouvrage est prévue dès la signature des parties et pour la durée de réalisation des travaux concernés.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant légal est autorisé à signer la convention et les documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 - État Spécial de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162487, nature 4581, fonction 325, autorisation de programme DI487AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 361**

**PRODAS 2019 – Attribution de subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives et approbation d'une convention d'objectis**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en ZUS (Zone Urbaine Sensible).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif Prodass a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif Prodass a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quatre communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec de nombreuses associations.

En 2019, ce dispositif a été lauréat de la 16ème édition du concours « Fais-nous rêver » organisé

par l'Agence Pour l'Education Par le Sport (APELS) de Provence Alpes Côte d'Azur permettant de reconnaître des projets labellisés d'éducation par le sport.

L'APELS est une association loi 1901 nationale et indépendante. Depuis 20 ans, l'APELS est un acteur de l'innovation sociale qui construit des programmes pour insérer et éduquer les jeunes par lesport.

Grâce à un réseau de 1.000 associations repérées sur l'ensemble du territoire français, elle a accompagné plus de 100.000 jeunes talents éloignés de l'emploi ou décrocheurs scolaires.

Le dispositif PRODAS permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix de subventionner 100% des actions de ces

associations sur la base de projets qui mutualisent sur le terrain les différents acteurs concernés.

Ces associations de proximité conduisent des actions d'initiation à la pratique sportive dont la liste et le calendrier sont joints au dossier de demande de subvention et dont la réalisation est contrôlée avant le versement du solde.

Les huit subventions proposées sont détaillées dans le tableau ci-joint pour un montant total de 35.470 €.

Il convient de rappeler que les associations Les Argonautes Foot US, le Poulpe et Ensemble pour les Jeunes du 13 (EJ 13) ont déjà bénéficié en 2019 de subventions dans le cadre du dispositif Prodass telles que décrites dans le tableau ci-dessous :

Association	Guichet Unique 2019	Actions	Dispositif	Conseil de Territoire	BP 2019	Subvention 2019	Total
Les Argonautes	01120	Animations de Flag	Prodass	13 juin 2019	8.000 €	4.000 €	4.000 €
Le Poulpe	00994	Initiations plongée	Prodass	9 mai 2019	2.480 €	2.400 €	2.400 €
EJ 13	00503	Stage multisports	Prodass	9 mai 2019	6.000 €	6.000 €	22.000 €
EJ 13	00495	Fête du Prodass	Prodass	9 mai 2019	9.000 €	8.000 €	
EJ 13	00502	Coordination contrats apprentissage	Prodass	9 mai 2019	10.000 €	8.000 €	

Compte tenu des subventions proposées en annexe du présent rapport, cela porte la totalité des subventions attribuées en 2019 à 8.000 € pour Les Argonautes, à 5.020 € pour le Poulpe et à 28.000 € pour EJ 13.

A ce titre, une convention d'objectifs entre l'association EJ 13 et le Territoire du Pays d'Aix permettra de consolider l'aide financière supérieure à 23.000 € apportée à ce club.

Concernant les modalités de paiement de la subvention, un acompte de 80% est versé à l'association dès que la délibération sera exécutoire et le solde de 20% sera versé avant la fin de l'année, sur présentation avant la fin octobre d'un budget réalisé provisoire ou définitif de la manifestation signé du Président et du Trésorier de l'association.

L'article 12.3 du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence précise que, dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention attribuée sera révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fera alors l'objet d'un versement au

prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Métropole en cas de trop-perçu.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010\_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la

Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°2017\_CT2\_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 2 octobre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées huit subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du PRODAS telles que décrites dans le tableau ci-joint pour un montant total de 35.470 €.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association «Ensemble pour les jeunes du 13».

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement - Chapitre 65 / Fonction 326 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 362**

**PRODAS 2019 – Attribution de subventions à l'association Objectif Plus Emploi pour le développement de l'emploi et la formation d'éducateurs sportifs spécialisés en contrat d'apprentissage - Approbation de deux conventions d'objectifs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a approuvé lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en ZUS (Zone Urbaine Sensible).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif Prodass a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif Prodass a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quartiers ou des villes des 4 communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec 69 associations.

En 2019, ce dispositif a été lauréat de la 16ème édition du concours « Fais-nous rêver » organisé par l'Agence Pour l'Education par Le Sport (APELS) de Provence Alpes Côte d'Azur permettant de reconnaître des projets labellisés d'éducation par le sport.

L'APELS est une association loi 1901 nationale et indépendante. Depuis 20 ans, l'APELS est un acteur de l'innovation sociale qui construit des programmes pour insérer et éduquer les jeunes par le sport.

Grâce à un réseau de 1.000 associations repérées sur l'ensemble du territoire français, elle a accompagné plus de 100.000 jeunes talents éloignés de l'emploi ou décrocheurs scolaires.

Outre le développement des animations sportives dans les quartiers sensibles, la mise en œuvre du Prodass s'articule également autour du dispositif des Contrats d'apprentissage (anciennement Contrats Avenir).

Le dispositif Prodass s'engage à participer à la création d'emplois dans le cadre du soutien à la professionnalisation et à la qualification des intervenants sportifs au profit des associations de proximité permettant de soutenir en 2018 la création de 8 emplois au minimum.

L'association « Objectif Plus Emploi » (groupement d'employeurs) crée et développe l'emploi dans le champ du sport, de l'animation, des loisirs et du tourisme depuis 2008.

En 2018, ce groupement d'employeurs a bénéficié du soutien du Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 131.200 € afin de développer une action d'insertion professionnelle pour 8 jeunes en contrat d'apprentissage dans le cadre du dispositif PRODASS (Programme de Développement des Activités Sportives) à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix.

L'objectif visé par cette action doit correspondre à :

- la formation et la qualification de 8 jeunes de moins de 26 ans dans le champ du sport ;
- la création de 8 contrats en apprentissage sur une durée de 2 ans, soit jusqu'en 2020 ;
- des interventions sportives auprès de 8 clubs implantés dans les quartiers prioritaires de la ville ;
- la mise en œuvre d'animations sportives dans les quartiers en faveur des publics défavorisés.

Ce soutien doit permettre la création d'emploi par la formation de jeunes éducateurs sportifs au titre des formations qualifiantes suivantes :

- BPJEPS ( Brevet Professionnel Jeunesse Éducation Populaire et Sports)
- APC ( Activités Physique pour tous)
- AIS ( Animation et Insertion Sociale)

Il convient d'indiquer que sur les 8 jeunes recrutés en 2018 par le groupement d'employeurs Objectif Plus Emploi, seuls 6 sont en cours de finalisation de leur formation qui doit s'achever en 2020.

Compte tenu du trop perçu par le groupement d'employeurs en 2018 en raison de l'abandon des deux jeunes sur les huit, le soutien du Territoire du Pays d'Aix pour la deuxième année de formation des six jeunes s'élève à 76.781,20 € en 2019 (au lieu des 131.200 € prévus initialement), soit un montant total du soutien du Pays d'Aix sur deux ans de 207.981,20 € (au lieu des 262.400 € prévus initialement).

L'évolution de la réglementation en matière de contrats d'apprentissage a modifié la durée de la formation dispensée aux jeunes qui s'étend

désormais sur un an (et non plus sur deux ans) permettant au Pays d'Aix de poursuivre son soutien sur quatre nouveaux contrats en 2019 pour des jeunes qui passeront leur diplôme en 2020.

Le groupement d'employeurs Objectifs Plus Emploi estime la participation du Pays d'Aix pour chaque nouveau contrat à 14.873 € soit un soutien financier de 59.492 € pour 4 nouveaux contrats qui lui sera alloué en 2019.

Une convention d'objectifs sera conclue entre le groupement d'employeurs Objectifs Plus Emploi, le Territoire du Pays d'Aix et l'association tutrice de chacun des apprentis afin de préciser que sur les 1.500 heures annuelles que représentent l'activité d'un contrat d'apprentissage, 600 heures seront dévolues à la formation, 450 heures au développement de l'association et 450 heures au projet Prodass.

Les 450 heures dont bénéficiera le dispositif Prodass représenteront une présence du jeune apprenti sur le terrain, à charge pour le Président de l'association de fournir un calendrier et un projet des actions programmées sur les quartiers des communes concernées.

Le groupement d'employeurs Objectif Plus Emploi déploiera les missions suivantes :

- repérage des clubs sportifs relevant de la politique de la ville en territoire du Pays d'Aix,
- recueil des besoins des dirigeants des clubs retenus,
- recherche et recrutement de 4 candidats pour intégrer la formation qualifiante BPJEPS Activité Physique pour Tous et suivre la totalité du parcours proposé en contrat d'apprentissage,
- portage de l'emploi, gestion de la partie administrative de l'emploi et de la formation,
- coordination générale des différents partenaires au projet : Métropole Aix-Marseille-Provence, CFA Futur O Sud, UFA Prepa-Sports, clubs sportifs et jeunes,
- suivi des jeunes et accompagnement des clubs.

Concernant les modalités de versement de la subvention de 76.781,20 € relative à la coordination administrative et financière des 6 contrats d'apprentissage démarrés en 2018, un acompte de 80% est versé à « Objectif Plus Emploi » dès notification de la présente délibération et signature des conventions d'objectifs.

Le solde de 20% est versé sur présentation avant la fin novembre du budget réalisé provisoire ou définitif de l'opération signé du Président et du Trésorier d'Objectif Plus Emploi.

Concernant les modalités de versement de la subvention de 59.492 € relative à la mise en œuvre et à la coordination administrative et financière de 4 nouveaux contrats d'apprentissage, un acompte de 80% du montant de chaque contrat est versé à « Objectif Plus Emploi » dès la signature de la convention d'objectifs tripartite.

Le solde de 20% est versé sur présentation d'un budget réalisé provisoire ou définitif de l'opération

signé du Président et du Trésorier d'Objectif Plus Emploi.

Compte tenu de ce qui précède, une convention d'objectifs sera conclue entre le Territoire du Pays d'Aix et le groupement d'employeurs Objectifs Plus Emploi aux fins de fixer les conditions et modalités d'octroi de ces subventions en 2019 dont le montant total s'élève à 136 273,20 €.

Il convient de noter que l'intégralité des subventions (guichet unique n°2019\_01028) sera versée sous réserve d'une part, de la réalisation des engagements de l'association Objectif Plus Emploi à savoir la finalisation et la coordination des 6 contrats d'apprentissage démarré en 2018 et la mise en œuvre de 4 nouveaux contrats d'apprentissage en 2019 et d'autre part, que le montant du budget réalisé de l'action soit au minimum égal à celui de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010\_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°2015\_B064 du Bureau communautaire de la CPA du 29 janvier 2015 relative au soutien à des associations pour l'aide à la formation et à la professionnalisation d'éducateurs sportifs spécialisés ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017\_CT2\_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- La délibération n°2018\_CT2\_310 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018 relative à l'attribution d'une subvention à une association pour le développement de l'emploi et la formation

d'éducateurs sportifs spécialisés en contrat d'apprentissage ;

- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 2 octobre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant total de 76.781,20 € au groupement d'employeurs « Objectif Plus Emploi » pour la coordination administrative et financière, et la finalisation de 6 contrats d'apprentissage dans le cadre du PRODAS.

##### **Article 2 :**

Est attribuée une subvention d'un montant total de 59.492 € au groupement d'employeurs « Objectif Plus Emploi » pour la mise en œuvre et la coordination administrative et financière de 4 nouveaux contrats d'apprentissage dans le cadre du PRODAS (guichet unique n°2019\_001028).

##### **Article 3 :**

Est approuvée la convention d'objectifs type relative à la mise en place des Contrats d'Apprentissage à conclure avec le groupement d'employeurs « Objectif Plus emploi » et l'association tutrice de chaque apprenti.

##### **Article 4 :**

Est approuvée la convention d'objectifs relative aux conditions et modalités d'attribution des subventions à conclure avec le groupement d'employeurs « Objectif Plus emploi » .

##### **Article 5 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

##### **Article 6 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2019 au Chapitre 65 / Fonction 326 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 363**

**Soutien au sport de haut niveau – Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'Escrime du Pays d'Aix - Approbation d'un avenant à la convention d'objectifs 2019**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix puis le Territoire du Pays d'Aix a engagé depuis 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

Plusieurs dispositifs ont été délibérés afin de mieux répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratique amateur et professionnelle autour notamment du soutien au sport de compétition de niveau national pour les sports collectifs comme pour les sports individuels.

L'Escrime du Pays d'Aix est un des clubs phares de sport individuel soutenus depuis plus de dix ans par le Pays d'Aix.

Au regard de ses résultats sportifs pour la saison 2018/2019 mais également de charges exceptionnelles de fonctionnement, le Territoire du Pays d'Aix souhaite lui attribuer une aide supplémentaire de fonctionnement en 2019.

Pour mémoire, le club Escrime du Pays d'Aix a déjà obtenu une aide financière du Territoire du Pays d'Aix en 2019 telle que rappelée dans le tableau ci-dessous :

Clubs (Guichet Unique 2019)	BP 2019	Subvention sollicitée 2019	Subv n-1	Conseil Territoire	Subvention attribuée 2019	Conve- -sion
Escrime du Pays d'Aix (GU n°00055)	290.450 €	72.000 €	82.000 €	CT 27/02/2019 Délibération n°2019_CT2_081	72.000 €	Oui

Compte tenu de ses résultats sportifs lors de la saison sportive 2018/2019, et en particulier de son titre de champion du Monde par équipe, ainsi que des charges exceptionnelles de fonctionnement lors de la prochaine saison sportive, le Territoire du Pays d'Aix souhaite soutenir l'Escrime du Pays d'Aix par l'attribution d'une subvention exceptionnelle de

fonctionnement comme défini dans le tableau ci-dessous :

Clubs (Guichet Unique 2019)	BP 2019	Subvention sollicitée 2019	Conseil Territoire	Subvention proposée 2019	Convention
Escrime du Pays d'Aix (GU n°00055)	290.450 €	10.000 €	CT du 17/10/2019	9.000 €	Oui
Total				9.000 €	
Total des subventions 2019				81.000 €	

Ce qui porte la totalité des subventions allouées à l'Escrime du Pays d'Aix à 81.000 € sur un budget prévisionnel du club de 290.450 € comme indiqué dans l'avenant à la convention d'objectifs 2019 entre le club et la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix, annexé au présent rapport qui permettra de consolider l'aide financière supérieure à 23.000 € apportée à ce club.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005\_A340 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 relative au dispositif de formation des jeunes sportifs des clubs de haut niveau ;
- La délibération cadre n°2012\_A006 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014\_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°2015\_B767 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative au soutien au sport de haut niveau et à l'approbation de conventions d'objectifs pluriannuelles pour le soutien aux clubs Pays d'Aix Venelles Volley Ball et Pays d'Aix Natation ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°2019\_CT2\_061 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 relative à l'attribution de subventions aux clubs éligibles de sports collectifs et individuels de haut niveau ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 2 octobre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement exceptionnelle de 9.000 € à l'Escrime du Pays d'Aix.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant à la convention d'objectifs 2019 à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et le club bénéficiaire, l'Escrime du Pays d'Aix.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer l'avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2019 en section de fonctionnement : Chapitre 65 / Fonction 30 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 364**

**Approbation du Programme Général en vue de la construction d'une capitainerie et d'un club d'aviron au Lac de Peyrolles**

Madame le Président soumet pour au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le lac de Peyrolles propose sur plus de 70 hectares de multiples activités.

Il connaît un succès important et son attractivité est telle que de nouveaux projets sont envisagés : aménagement de nouvelles activités, aménagement d'un parc résidentiel de loisirs et extension du parking existant.

Par délibération 2010\_B288 du Bureau Communautaire de la CPA du 11 juin 2010, le Conseil approuvait la réalisation sur les berges d'un bâtiment comprenant un hangar de stockage pour les embarcations et de locaux pour le club d'aviron. Par délibération 2015\_B279 du Bureau Communautaire de la CPA du 16 juin 2015, le Conseil approuvait le lancement de l'étude de faisabilité et de programmation pour la rénovation et la transformation de la ferme des tilleuls.

Par délibération 2015\_A\_280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015, le Conseil approuvait notamment la restauration de la ferme des Tilleuls afin d'assurer la gestion de l'activité du Lac de Peyrolles et l'accueil du public et des personnels en poste sur le site, ainsi que la mise en place d'une autorisation de programme de 2,4M€TTC pour l'agrandissement du parking (1,7M€) et la rénovation de la ferme des Tilleuls (700k€).

Depuis, une faisabilité a été entreprise et l'état bâtiminaire de la ferme des tilleuls s'avère incompatible avec sa réhabilitation.

**Etat des lieux :**

La capitainerie et le club d'aviron sont hébergés dans le bâtiment dénommé « la ferme des Tilleuls ». Celui-ci n'est plus en capacité d'assurer la qualité de service de ces fonctions supports.

L'étude du bâtiment a permis d'établir que la structure du bâtiment était à reprendre entièrement (planchers dangereux, état parasitaire, infiltrations, structures métalliques dégradées) et que l'accessibilité PMR devait être mise en œuvre.

Cette étude de faisabilité de 2016 a démontré que la réhabilitation de la ferme des Tilleuls n'est pas une solution adaptée au regard de la fonctionnalité attendue et du coût de la restructuration. De plus, conserver ce bâtiment durant les travaux de construction d'un nouveau bâtiment permet la continuité de service dans de bonnes conditions sans supporter le coût d'un phasage et de la location de bâtiments provisoires.

Ainsi, il est proposé de construire deux nouveaux bâtiments : l'un abritant la capitainerie et le second le club d'aviron.

### **Programme général :**

Le programme prévoit la construction de deux bâtiments en structure légère et passifs :

#### **- La capitainerie**

Le bâtiment de plain-pied sera situé à proximité de la ferme des Tilleuls.

Il s'étendra sur une surface utile de 317 m<sup>2</sup> et comprendra les locaux nécessaires au fonctionnement du site et à l'accueil des agents : espace caisse/billetterie/boutique accessible au public, bureaux, salle de réunion, vestiaires, sanitaires, locaux de stockage...

#### **- Le club d'aviron**

Ce bâtiment situé au plus près des berges dédiées à l'aviron profitera du dénivelé du terrain pour proposer un accès de plain-pied pour les locaux du club qui surmonteront les locaux de stockage accessibles directement depuis les berges.

Le club, d'une surface utile de 174 m<sup>2</sup>, comprendra notamment un espace ergonômes/salle de musculation, un bureau, une salle de réunion/formations, des vestiaires. L'espace de stockage permettra d'entreposer matériel, rames, avirons et sera équipé d'un atelier. Sa surface pourra être doublée ultérieurement afin d'accueillir la totalité des embarcations.

Il sera, en outre, aménagé une aire d'hélicoptère en remplacement de l'existante située sur le futur emplacement de la capitainerie, ainsi qu'un cheminement PMR permettant de rejoindre le club d'aviron et les berges.

### **Estimation prévisionnelle du montant de l'opération (valeur juillet 2019) :**

Etudes diverses (programmation, géotechnique, géomètre...) :	
Travaux de construction et d'aménagement :	1
Honoraires de maîtrise d'œuvre + prestations intellectuelles associées + aléas + révisions :	
Coût d'opération HT :	1
Coût d'opération TTC :	1

### **Calendrier prévisionnel de l'opération :**

Rédaction du programme général détaillé :	octobre 2019
Lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre :	décembre 2019
Etudes de maîtrise d'œuvre :	de juillet 2020 à mars 2020
Lancement de la consultation des entreprises :	mai 2020
Travaux :	de décembre 2021 à décembre 20
Réception :	décembre 2022

Les enjeux qualitatifs et financiers auxquels devra répondre le projet sont :

- l'optimisation des coûts d'investissements et d'exploitation ;
- l'optimisation de la qualité de service sur le site et de l'accessibilité ;
- la qualité de l'insertion des bâtiments dans le site ;
- la performance énergétique (bâtiments passifs) et la qualité environnementale du bâti.

Ce projet a été présenté à la Commission Culture et Sports du 02 octobre 2019 qui a émis un avis favorable.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération 2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 créant l'autorisation de programme n°DI16002AP1 ;
- Les délibérations n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 2 octobre 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Création d'un bâtiment pour la capitainerie et d'un bâtiment pour le club d'aviron du Lac de Peyrolles.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le programme de construction d'un bâtiment pour la capitainerie et d'un bâtiment pour le club d'aviron du Lac de Peyrolles pour un coût d'opération de 1 660 800 € TTC.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à solliciter l'ensemble des partenaires potentiels pour l'obtention de subventions et signer tous les documents relatifs à l'exécution de la présente délibération.

#### **Article 4 :**

Les dépenses, résultant de cette opération, seront imputées sur les crédits d'investissement du budget du Territoire du Pays d'Aix, autorisation pour laquelle une autorisation de paiement a été mise en place pour un montant de 2 400 000 € TTC.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Politique culturelle et sportive - Culture**

### **2019 CT2 365**

**Approbation de l'avenant n°2 à la convention d'investissement avec la Fondation du Camp des Milles**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de permettre à la Fondation du Camp des Milles de réaliser la phase 3 des travaux d'aménagement des espaces extérieurs situés entre la tuilerie et le wagon souvenir, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a attribué par délibération n°2016\_CT2\_241 du 12 octobre 2016 une subvention d'investissement d'un montant de 100 000 € (GU 2016\_00949) et a approuvé la convention afférente. Cette convention signée le 7 novembre 2016 prévoyait un délai de deux ans pour la réalisation de ces travaux, soit jusqu'au 7 novembre 2018.

Par délibération CSGE 004-4046/18/BM du 28 juin 2018, cette convention est prolongée d'un an à la date anniversaire de sa signature, soit jusqu'au 7 novembre 2019.

A ce jour, la Fondation du Camp des Milles n'est pas en mesure de finaliser ces travaux dans les

délais impartis pour des raisons d'autorisations d'urbanisme indépendantes de sa volonté.

Aussi, afin de permettre à la Fondation du Camp des Milles de régler les questions de sécurisation du site, il convient de prolonger de deux années supplémentaires les délais d'exécution des travaux par avenant n°2, soit jusqu'au 7 novembre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2016\_CT2\_241 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement de 100 000 € et la convention afférente ;
- La délibération CSGE004-4046/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin approuvant l'avenant de prolongation d'un an soit jusqu'au 7 novembre 2019 ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de soutenir la Fondation du Camp des Milles pour la réalisation des travaux d'aménagement des espaces extérieurs situés entre la tuilerie et le wagon souvenir.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 prolongeant la durée de la convention d'investissement avec la Fondation du Camp des Milles signée le 7 novembre 2016.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°2 annexé au présent rapport et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires pour cette opération sont inscrits sur le budget État Spécial du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement: opération

budgétaire 4581162445, nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI445AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 366**

**Attribution d'une subvention d'investissement à la Fondation du Camp des Milles - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003\_A080). La politique culturelle de la CPA confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Elle adjoint dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité

territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

Depuis 2003, la Communauté du Pays d'Aix puis la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et les autres collectivités ont entrepris de financer conjointement la rénovation, la mise aux normes en matière de sécurité et la mise en valeur du site du Camp des Milles.

Il s'agit ici de procéder à l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 121 838,48 euros pour le renforcement de l'accueil des publics scolaires et adultes et la création de nouveaux espaces muséographiques, dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention annexée. Conformément au projet d'investissement en annexe du rapport, le descriptif des travaux est détaillé de la manière suivante :

1. Renforcement de l'accueil des publics scolaires et adultes

- Aménagement des espaces extérieurs
- Aménagement des espaces intérieurs

2. Création de nouveaux espaces muséographiques

- «Fenêtre sur Auschwitz»

- Aménagement de la «salle des artistes»

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à verser à la Fondation du Camp des Milles sous forme de subvention d'investissement (dossier N° GU 2019\_01351) une aide financière de 121 838,48 euros soit 21,07% du montant des travaux estimés à 578 344,26 euros TTC.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Montant total des travaux	578 344,26 € TTC	%
Etat- Préfecture 13	53 933,44 €	9,32%
Etat – DRAC	63 223,60 €	10,93%
Conseil Régional PACA	121 838,48 €	21,07%
Conseil Départemental 13	121 838,48 €	21,07%
Métropole Aix-Marseille – Territoire Du Pays d'Aix	121 838,48 €	21,07%
Fondation du Patrimoine	63 223,60 €	10,93%
Autofinancement	32 448,18 €	5,61%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre ;
- Que la Fondation du Camp des Mille : Mémoire et Éducation a été reconnue d'utilité publique par décret du Premier Ministre du 25 février 2009.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'investissement de 121 838,48 euros à la Fondation du Camp des Mille.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Fondation du Camp des Mille.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement: opération budgétaire 4581162445, nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI445AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 367**

**Attribution d'un fonds de concours à la commune de Gardanne pour la construction du "Puits de Sciences", Centre de culture**

## **scientifique, technologique et industrielle à Gardanne - CCSTI**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

### **1) Le contexte**

La Ville de Gardanne a racheté le site du puits Morandat en 2004 pour y développer un projet économique, énergétique et culturel à même de redynamiser son territoire. Cet ancien carreau de mine de 14 ha a été inscrit dans une dynamique nouvelle, avec la création d'un parc d'activités pour des TPE/PME innovantes dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. 1000 emplois vont être créés avec plusieurs centaines d'emplois induits.

L'ouverture d'un Hôtel d'entreprises innovantes en 2009 a préfiguré le processus de reconversion économique du site tandis que l'année 2013 a marqué un temps fort avec un programme d'expositions et d'événements artistiques et culturels autour des sciences et des technologies.

Depuis 2016, sous l'impulsion de la Commune de Gardanne et par l'intermédiaire de la Société d'Economie Mixte d'Aménagement de Gardanne (SEMAG) dont la ville est actionnaire principal, le site du Puits Morandat est engagé dans une phase de transformation intense, avec la mise en œuvre de plusieurs chantiers :

- la viabilisation et l'aménagement du carreau de la mine pour l'accueil d'entreprises innovantes socialement et technologiquement ;
- la création d'une société experte, Energie Solidaire, filiale de la SEMAG, chargée de développer un réseau d'énergie thermique et électrique décarbonée unique en Europe basé sur les eaux tièdes de la mine pour chauffer et climatiser les 80 000 m<sup>2</sup> de surface de planchers de cet éco-quartier,
- la co-construction avec un panel d'acteurs très large du programme de l'outil ouvert et durable que constitue le Puits de Sciences et qui offrira à ses visiteurs et utilisateurs des expériences vivantes de découverte des sciences et techniques.

La diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle doit trouver au cœur du Pôle Yvon Morandat un lieu fédérateur et propice au développement de nouvelles synergies sur l'ensemble de la Métropole.

C'est dans ce cadre que se situe le projet du « Puits de Sciences » - Centre de Culture Scientifique, Technique et Industrielle » (CCSTI) positionné au cœur des bâtiments patrimoniaux du Pôle Yvon Morandat et dont l'ouverture au public est prévue courant 2022.

### **2) Le projet**

Le projet du Puits de Sciences bénéficie d'une surface de 4000 m<sup>2</sup> sur deux niveaux et de trois hectares en pinède pour accueillir le grand public, le public scolaire ainsi que les entreprises avec pour objectif la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle.

Son attractivité s'étend à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le sujet des transitions, énergétiques, écologiques, des territoires constitue sa ligne éditoriale spécifique en termes d'offres pédagogiques et d'expositions.

Le « Puits de Sciences » permettra de valoriser le patrimoine matériel et immatériel du Puits Yvon Morandat par la mise en valeur de traces et de récits ponctuels qui constitueront un parcours mémoriel et de découverte de l'industrie minière en relation avec le musée de la Mine de Gréasque.

L'espace du « Puits de Sciences », conçu de façon modulaire, est appelé à :

- proposer un parcours sur le patrimoine et la mémoire que porte l'ancien site industriel minier qu'est le Pôle Yvon Morandat ;
- présenter des expositions permanentes et temporaires pour la diffusion de la culture scientifique accessible à tous ;
- abriter un fonds documentaire et d'outils pédagogiques pour le milieu scolaire ;
- héberger des initiatives du réseau « culture Sciences Provence-Alpes-Côte d'Azur » ;
- organiser des rencontres « entreprises, collectivités, citoyens, scientifiques et industriels » ;
- accueillir et coproduire certaines expositions avec les autres CCSTI français et européens.

Il est à noter que de nombreuses actions de diffusion et de sensibilisation à la culture scientifique sont déjà présentes sur le territoire gardannais au travers d'acteurs comme l'école des Mines de Gardanne et son Campus Georges Charpak, le Centre pilote « la Main à la pâte » mis en place avec le rectorat Aix-Marseille ou encore le parcours scientifique et pédagogique qu'est le « Chemin des Energies.

En 2021 une action de sensibilisation est envisagée avec les médiathèques des communes du Territoire du Pays d'Aix et de la Métropole Aix-Marseille-Provence au moyen du Contrat Territoire Lecture Métropolitain.

### **3) Les modalités de mise en œuvre**

Le projet le « Puits de Sciences » a été construit autour d'un groupe de travail qui réunit depuis 2013 les principaux partenaires du projet : la Délégation Régionale de la Recherche et de la Technologie, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, l'Université Aix Marseille, le Rectorat Aix-Marseille, l'équipe du projet, ainsi que la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence-

Territoire du Pays d'Aix- et la Ville de Gardanne.

**Pour ce qui concerne l'investissement**, lors du Comité de pilotage du 11 juin 2019, co-présidé par le préfet de région et le maire de Gardanne, l'ensemble des collectivités concernées a validé à l'unanimité le principe d'un soutien au projet du « Puits de Sciences » avec un coût en investissement fixé à 14,7 M€ HT et un plan pluriannuel de financement établi sur trois exercices.

La Ville de Gardanne a validé le principe d'en assurer la maîtrise d'ouvrage. Elle missionnera un mandataire pour en assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée. Elle garantira la totalité de la dépense au moyen des contributions des collectivités et de l'État. Elle financera cet équipement à hauteur de 2 940 000 €. L'ensemble des participations annoncées fait l'objet de demandes initiées par la Ville de Gardanne au regard du plan de financement ci-après.

Type	Montant HT	N	N+1	N+2	Taux
Ville de Gardanne	2 940 000 €	400 000 €	1 400 000 €	1 140 000 €	20 %
Etat	1 000 000 €	500 000 €	500 000 €		7 %
Région	4 410 000 €	1 650 000 €	2 000 000 €	760 000 €	30 %
Département	3 410 000 €	800 000 €	1 800 000 €	810 000 €	23 %
Métropole/TPA	2 940 000 €	800 000 €	1 400 000 €	740 000 €	20 %
Total	14 700 000 €	4 150 000 €	7 100 000 €	3 450 000 €	100 %

La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix s'élève à 2.940 000 € Elle se fera au moyen d'un fonds de concours égal à la participation de la commune, créé et affecté au titre de la compétence culture du Conseil de Territoire du Pays d'Aix. Ce fonds de concours pourra faire l'objet d'avances.( cf décision de demande de fonds de concours du Maire de Gardanne du 17 juillet 2019.

Enfin, il est à noter, que la dévolution du marché de maîtrise d'œuvre de cette opération a d'ores et déjà été initiée en 2019, avec un budget CRET, sous la forme d'un dialogue compétitif et que 5 équipes de grande notoriété ont été retenues pour y participer.

**Pour ce qui concerne le fonctionnement**, l'objectif pour début 2023, un an après l'ouverture au public en 2022, est de disposer d'une structure de plein exercice dédiée au « Puits de Sciences » qui soit adaptable en fonction des évolutions du projet. A l'instar des autres CCSTI, c'est son caractère éducatif, novateur, ludique et interactif qui doit permettre au « Puits de Sciences » de trouver le succès auprès du grand public afin d'atteindre un équilibre en fonctionnement hors subventions. A cet effet le « Puits de Sciences » vise à moyen terme une fréquentation de 100 000 visiteurs par an, ce qui le placerait dans la moyenne des CCSTI français.

Pour la période 2020/2022, la constitution en cours d'une association de préfiguration permettra :

- la mise en place du conseil d'orientation et scientifique ;

- la recherche des financements privés et publics ;
- la réalisation d'expositions permanentes et temporaires pour son ouverture au public ;
- la réalisation d'actions de préfiguration du « Puits de Sciences » via des actions hors les murs ou sur le site même.

Lors du comité de pilotage du projet du 11 juin 2019, il a été présenté aux collectivités et à l'Etat un projet de protocole d'accord au titre du financement en fonctionnement de cette période de préfiguration. Il est à noter que pendant cette phase, le budget prévisionnel de l'association est limité à 455 000 € en 2022. A titre indicatif, la participation de la Métropole au titre de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix est sollicitée (en l'absence de ressources propres) à hauteur de 40k€ 2020, 60 K€ en 2021 et 120 K€ en 2022.

Ce protocole d'accord en cours de finalisation entre l'État, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix et la Ville de Gardanne doit permettre aux collectivités et à l'État d'acter conjointement leurs interventions financières en fonctionnement pendant la période 2020/ 2022 tout en faisant valoir leurs attentes au regard de leurs compétences respectives.

Ce protocole devrait être soumis à l'assemblée délibérante fin 2019 afin de permettre à l'association de préfiguration de solliciter les crédits de fonctionnement nécessaires et ce dès le début de l'exercice 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 relative à la création de l'opération d'investissement « Puits de Sciences » CCSTI ;
- La décision du Maire de Gardanne du 17 juillet 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Le rayonnement du « Puits de Sciences » (CCSTI) de Gardanne sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La participation en investissement à cette opération en fonds de concours à hauteur de
- 2.940 000 €.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribué un fonds de concours à la commune de Gardanne pour un montant de 2 940 000 € concernant la construction et l'aménagement du « Puits de Sciences » CCSTI.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention à conclure entre la Métropole et la commune de Gardanne.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 4581192492, nature 4581, fonction 314, autorisation de programme DI492.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

**2019 CT2 368**

**Approbation de la convention pluriannuelle d'objectifs avec le Ballet Preljocaj Centre Chorégraphique National**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a choisi de devenir dès 2003, un partenaire privilégié d'opérateurs culturels participant au rayonnement culturel du pays d'Aix dans l'objectif de contribuer à l'éducation et au rapprochement des générations par la facilitation de l'accès à la culture (délibération N°2003\_A285 du 12 décembre 2003).

Cette politique s'exerce en complémentarité avec le fonds d'intervention à destination des associations et témoigne de la volonté du Pays d'Aix d'irriguer son territoire avec des actions culturelles originales, éducatives et diversifiées, qui restent accessibles au plus grand nombre.

Au-delà des structures culturelles, le Pays d'Aix s'appuie sur de grands opérateurs.

Ces grands opérateurs au nombre de quatre, le Ballet Preljocaj Centre Chorégraphique National, le Festival International d'Art Lyrique, le Théâtre du Jeu de Paume et le Centre International des Arts en Mouvements, bénéficient d'une subvention de fonctionnement dans le cadre d'une convention triennale, suivant des objectifs précis. Ce partenariat avec les « grands opérateurs » répond aux objectifs généraux de la politique culturelle de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix tels que définis dans la délibération n°2003\_A081 du conseil communautaire du 16 mai 2003.

**Présentation du Ballet Preljocal Centre Chorégraphique National**

Créée en décembre 1984, la Compagnie Preljocaj devient CCN de Champigny-sur-Marne et du Val-de-Marne en 1989. En 1996, elle est accueillie à la Cité du Livre d'Aix-en-Provence et devient Ballet Preljocaj CCN de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, de la Communauté du Pays d'Aix et de la Ville d'Aix-en-Provence.

Le conseil de Communauté du 12 décembre 2003, par délibération n°2003\_A285, a décidé de l'intérêt communautaire du projet du Ballet Preljocaj CCN.

**Le label CCN**

Le Label Centre Chorégraphique National est décerné par l'État et les collectivités territoriales dans le cadre de l'aménagement du territoire et des politiques en faveur de la danse. Ainsi le Ballet Preljocaj CCN se voit confier les missions suivantes :

- la création d'œuvres chorégraphiques
- la diffusion de ces œuvres, au niveau local, régional, national et international
- la sensibilisation des publics à l'art de la danse
- la formation
- l'accueil et le soutien d'autres compagnies afin de faire partager outils et moyens (accueil studio)

**L'ouverture d'un lieu pour la danse à Aix-en-Provence**

En octobre 2006, le Ballet Preljocaj investi un nouveau lieu conçu par l'architecte Rudy Ricciotti : le Pavillon Noir, premier centre de production construit pour l'activité qu'il abrite où les artistes peuvent mener leur processus de création en intégralité, du travail en studio à la représentation sur scène.

Outre la diffusion de ses pièces dans le monde entier, le Ballet Preljocaj multiplie les actions de proximité à Aix-en-Provence et dans la région afin de faire découvrir la danse au plus grand nombre à travers un dispositif complet de nombreux formats comme les lectures, la vidéodanse, les répétitions publiques, les stages et les ateliers de pratiques, les interventions dansés dans l'espace urbain.

Le Ballet Preljocaj est aujourd'hui constitué de 24 danseurs permanents, plus de 100 représentations par an sont effectuées en France comme à l'étranger. Depuis la création de sa compagnie, Angelin Preljocaj a créé 52 chorégraphies, du solo aux grandes formes. Ses créations sont reprises au répertoire de nombreuses compagnies, dont il reçoit également des commandes. C'est le cas notamment de La Scala de Milan, du New York City Ballet, du Staatsoper de Berlin et du Ballet de l'Opéra national de Paris.

#### **Les conventions d'objectifs**

Les grands principes de ce projet de développement et les modalités des partenariats financiers, en matière de subventions de fonctionnement et d'investissement ont été fixés dans une première convention 2006-2008 conclue entre le Ballet Preljocaj CCN et l'Etat, la ville d'Aix en Provence, le Conseil Régional PACA, le Conseil Général des Bouches du Rhône et la CPA (Délibération N° 2006\_ A147 du Conseil Communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 25 juin 2006).

La convention d'objectifs 2016-2018 comprenait les engagements financiers des différents partenaires qui ont permis au Ballet Preljocaj CCN de mener à bien son projet artistique sur la base de la programmation et des budgets prévisionnels du Ballet Preljocaj CCN des trois années référentes de la convention, par délibération N°2015\_A272 du Conseil Communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 17 décembre 2015.

#### **Objet de la convention annexée**

La présente convention, au titre des années 2019, 2020 et 2021, a pour objet d'établir le cadre contractuel entre le bénéficiaire titulaire du label Centre Chorégraphique National et les partenaires publics pour la mise en œuvre du projet artistique et culturel du bénéficiaire et de définir les modalités de son évaluation au travers d'objectifs concrets.

Pour permettre à l'association Ballet Preljocaj de réaliser son projet et d'atteindre les objectifs énoncés dans la convention 2019-2021, les partenaires s'engagent à financer l'association Ballet Preljocaj sur la base du budget annexé et selon la répartition suivante :

DETAILS DES COMPTE DE PRODUITS	Projet de BP 2019	Projet de BP 2020	Projet de BP 2021
Subventions selon convention	3 180 910	3 223 900	3 223 900
Ville d'Aix-en-Provence	465 000	465 000	465 000
Métropole - Territoire du Pays d'Aix	600 000	600 000	600 000
Etat- Drac Provence Alpes Côte d'Azur	1 419 410	1 462 400	1 462 400
Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur	500 000	500 000	500 000
Conseil Départemental des Bouches du Rhône	196 500	196 500	196 500

**Au titre de l'année 2019, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 par délibération n°2019\_CT2\_064, a attribué une subvention en fonctionnement de 600 000 € au Ballet Preljocaj CCN (GU N°2019\_00107) et a approuvé une convention bilatérale.**

**Par ailleurs, le Ballet Preljocaj CCN a déposé un autre dossier de demande de subvention en fonctionnement et sollicite la Métropole-Aix-Marseille Provence pour un montant de 10 000 € (N°GU 2019\_01299).**

Pour les années 2020 et 2021, la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix s'efforcera de maintenir son financement au montant de l'année 2019, sous réserve de la disponibilité des crédits au budget de l'exercice concerné et du respect des règles de l'annualité budgétaire.

Chaque année, le Ballet Preljocaj CCN déposera une demande de subvention spécifique auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence -Territoire du Pays d'Aix et fera l'objet d'une convention financière bilatérale permettant ainsi de préciser les modalités de paiement.

#### **Durée de la convention**

La convention est conclue pour une durée de 3 ans soit du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2021 en regard d'une durée de mandat de directeur de 3 ans (2019, 2020, 2021).

Il est donc proposé d'approuver la convention d'objectifs 2019-2021 avec le Ballet Preljocaj Centre Chorégraphique National, annexée au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 2 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix s'efforcera de maintenir son financement au montant de l'année 2019, sous réserve de la disponibilité des crédits au budget de l'exercice concerné et du respect des règles de l'annualité budgétaire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Ballet Preljocaj Centre Chorégraphique National.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention annexée et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 369**

**Attribution d'une subvention de fonctionnement à la Fondation du Camp des Milles - Approbation d'une convention d'objectifs et de moyens**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis du Maire de la commune.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la

baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80 % de la subvention à la signature de la convention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

L'attribution des subventions en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions type d'objectifs et de moyens pour le fonctionnement général et les actions spécifiques annexées à la présente délibération.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement à la Fondation du Camp des Milles pour un montant total de 80 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention d'objectifs et de moyens annexée au présent rapport.

N° GU	Nom Association	Commune (ville, secteur)	Motivation	Défin. Projet	Subvention N°1	Subvention N°2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	Montant proposé	Date commission	Date CT
2019_00470	Fondation du camp des Milles	Aix les milles	Fonctionnement général	Année 2019	80 000 €	100 000 €	3 989 467 €	100 000 €	130 000,00 €	80 000,00 €	02/12/19	17/12/19

**Total : 80 000€**

**A titre d'information, pour l'exercice 2019 la Fondation du camp des Milles a déposé un dossier de demande de subvention d'investissement dont le projet est le renforcement de l'accueil des publics scolaires et adultes et la création de nouveaux espaces muséographiques (N° GU 2019\_ 1351) sollicitant la Direction de la Culture du Territoire du Pays d'Aix (CT2) pour un montant de 121 838,48 €.**

**D'autre part, la Fondation du Camp des Milles a déposé un dossier de demande de subvention en fonctionnement sollicitant le Territoire Marseille Provence (CT1) pour un montant de 100 000 € (GU N°2019\_00469).**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 2 octobre 2019.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention en fonctionnement, d'un montant total de 80 000 €, à la Fondation du Camp des Milles.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix et la Fondation du Camp des Milles.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement Chapitre 65 fonction 311, nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 370**

#### **Attribution d'une subvention de fonctionnement au Centre International des Arts en Mouvement - Approbation d'une convention d'objectifs et de moyens**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre

ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit: 80 % de la subvention à la signature de la convention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il convient de rappeler que le Centre International des Arts en Mouvement dispose d'une convention d'objectifs pluriannuelles et multipartites, annexée au présent rapport.

A titre d'information, le Centre International des Arts en Mouvement a déjà bénéficié en 2019 de trois subventions de la Direction de la Culture et d'une subvention de la Direction des Sports du Territoire du Pays d'Aix telles que décrites dans le tableau ci-dessous

CIRAM	2019_00446	Animations et découvertes Du cirque Projet de Développement Des Activités Sportives	4 000,00 €	CT2 (SPORT)	09/05/19	2019_CT2_200
	2019_00452	Fonctionnement général	100 000,00 €	CT2 (CULTURE)	27/02/19	2019_CT2_064
	2019_00453	Festival Jours et Nuits de Cirque	150 000,00 €	CT2 (CULTURE)	21/03/19	2019_CT2_145
	2019_00465	Investissement Équipement Scénique et technique	5 000,00 €	CT2 (CULTURE)	13/06/19	2019_CT2_407/408

L'attribution des subventions en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation d'une convention d'objectifs et de moyens pour cette action spécifique annexée à la présente délibération.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention pour un montant de 30 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations

N° GU	Nom Association	Description de la manifestation	Manifestation	Lieu de l'action	Dates Projet	Subvention N°1	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	nd
2019_30424	CIAM	En 2019, le Centre International des Arts en Mouvement expérimente la création d'un événement en parallèle à son festival « arts et rue de cirque », en partenariat avec les acteurs du patrimoine du territoire à l'occasion des Journées Européennes du Patrimoine, en gérant des œuvres de cirque contemporaines au cœur de deux lieux emblématiques de la région : La Fondation Vassier à Aix-en-Provence, et l'Atelier de Cirque à la Roque d'Ardenne.  Cette première édition a rassemblé plus de 1 000 spectateurs, et a permis d'offrir un « Buzz » sur les réseaux sociaux, avec plus de 700 000 vues à travers le monde.  Cette manifestation permet de mettre les arts du cirque et l'architecture d'exposition ainsi que le patrimoine naturel afin de soutenir les enjeux patrimoniaux du territoire.	Festival en mouvement 2019	Territoire métropolitain	De mai à août 2019 (3 semaines)  01  Journées Européennes du Patrimoine du 13 au 19 septembre 2019	0 €	100 000 €	30 000 €	

TOT

Ce qui porte la totalité des subventions attribuées au CIAM en 2019 à 289 000 €,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 2 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

#### Article 1 :

Est attribuée une subvention en fonctionnement au Centre International des Arts en Mouvement telle que présentée dans le tableau ci-dessus, pour un montant total de 30 000 €.

#### Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille Provence-Territoire du Pays d'Aix et le Centre International des Arts en Mouvement, annexée au présent rapport.

#### Article 3

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention annexée au rapport et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### 2019\_CT2\_371

**Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix (- 23 000 €) - Approbation d'une convention d'objectifs avec l'Office de tourisme de Gardanne**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au

développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix, prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations intéresse uniquement les manifestations sur la base des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont en rapport avec la compétence intercommunale et dépassent le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est cadrée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le soutien aux grands opérateurs pour leur fonctionnement,

- L'instruction de la demande inclut l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80% de la subvention après la notification de la subvention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 7 subventions pour un montant total de 27 500 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

N° GU	Nom Association	siège social	Objet social	Manifestation	Lieu de l'action	Dates Projet	Subvention N-1	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	Montant proposé
2019_00 065	Felibrige	Aries	Défendre, maintenir, promouvoir la langue et l'identité du pays d'oc	Santo-Estello – Festival du Felibrige	Pertuis et Luberon	7 au juin 2019	0 €	78 100 €	30 000 €	Pertuis 10 000 €	5 000 €
2019_00 882	Société Paul Cézanne	Aix-en-Provence	Promouvoir l'œuvre de Cézanne	Cézanne, Jas de Bouffan, art et histoire	Aix-en-Provence	Journées du patrimoine 2019	0 €	55 000 €	5 000 €	Aix-en-Provence 15 000 €	5 000 €
2019_00 910	Ka divers	Aix-en-Provence	Promotion, diffusion d'œuvres culturelles ainsi que la transmission du savoir sous quelque forme que ce soit	Festival Street Art 3ème édition	Territoire du Pays d'Aix	juin/juillet 2019	2 000 €	60 000 €	8 000 €	Aix-en-Provence 33 000 €	3 000 €
2019_00 965	Centre socio culturel et de loisirs	Le Puy-Ste-Réparate	Sensibiliser, informer, pratiquer diverses activités artistiques et culturelles permettant de développer le goût et le jugement.	Le livre et l'enfant	Le Puy Ste Réparate	Mars 2019	0 €	7 540 €	1 600 €	Le Puy Ste Réparate 2 000 €	1 000 €
2019_01 053	Association pour la restauration et la sauvegarde	Aix-en-Provence	Etudier, promouvoir, réaliser des restaurations et la mise en valeur du patrimoine bâti et des sites remarquables d'Aix et du Pays d'Aix.	Rencontre des Ecrivains du Patrimoine du Pays d'Aix. Concours de textes des lycéens sur « Patrimoine et modernité»	Pays d'Aix	22/06/19	0 €	6 110 €	2 500 €	0 €	2 500 €
2019_01 130	Association musicale du Puy Ste Réparate	Le Puy-Ste-Réparate	Promotion de la musique: concerts, événements et animations	3ème édition du Festival de toutes les musiques	Puy-Ste-Réparate	13/09/19	1 000 €	11 000 €	2 000 €	Puy-Ste-Réparate 1 000 €	1 000 €
2019_01 170	Office de tourisme de Gardanne	Gardanne	Tourisme et promotion / Organisateur de voyage	Journée de la préfiguration Puits de Sciences	Gardanne	08/10/19	0 €	12 000 €	12 000 €	0 €	10 000 €

**Total : 27 500 €**

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

Il est précisé qu'il convient, le cas échéant, de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, et d'attribuer ces subventions après la réalisation des manifestations décrites dans le tableau ci-dessus.

**Par ailleurs pour 2019 et à titre d'information, l'association Felibrige sollicite la Métropole à hauteur de 10 000 € (N° GU 2019\_00972). L'Office de Tourisme de Gardanne a obtenu une subvention de 55 000 € du Territoire du Pays d'Aix (service Tourisme) par délibération 2019\_CT2\_042 (N°GU 2019\_00312).**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la

Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 2 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

**Article 1 :**

Sont attribuées aux associations culturelles des subventions de fonctionnement, telles que présentées dans le tableau ci-dessus, pour un montant total de 27 500 €.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens 2019 avec l'Office de tourisme de Gardanne annexée à la présente délibération.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention avec l'Office de tourisme de Gardanne et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 372**

**Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix avec conventions d'objectifs (+ 23 000 €) - Approbation d'avenants types**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001\_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003\_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Pour mémoire, les associations Café musique La Fonderie, le Théâtre du Jeu de Paume, Les Journées de l'éloquence, Aix Qui, Opening Night, Charlie Free, les Rencontres cinématographiques d'Aix-en-provence, Saisis ton Kairos et les Films du delta ont déjà obtenu des aides financières du Territoire du Pays d'Aix en 2019 telles que rappelées dans le tableau ci-dessous :

N°OU	Nom de l'association	Manifestation	Dates de la manifestation	N-1	total budget prévisionnel	Montant attribué	CT	N° délibération
2019_00165	La Fonderie	22ème édition Zik Zac	18, 19 et 20 juillet	120 000 €	283 000 €	108 000 €	21/03/19	2019_CT2_145
2019_00164	Théâtre du Jeu de Paume	Fonctionnement général	Année 2019	270 000 €	2 172 800 €	270 000 €	27/02/19	2019_CT2_064
2019_00081	Journées de l'éloquence	5ème festival Les Journées de l'éloquence	Fin mai 2019	70 000 €	250 000 €	70 000 €	27/02/19	2019_CT2_064
2019_00763	Aix Qui	Tour du Pays d'Aix	14/11/19	100 000 €	129 384 €	90 000 €	09/05/19	2019_CT2_205
2019_00437	Opening Night	13ème édition par les villages	de mars à décembre 2019	130 000 €	161 800 €	100 000 €	27/02/19	2019_CT2_064
2019_01017	Charlie Free	22ème édition Charlie Jazz Festival	05/07/19	48 000 €	316 500 €	43 000 €	09/05/19	2019_CT2_205
2019_00884	Rencontres cinématographiques Aix	37ème festival Tous court	du 25 novembre Au 7 décembre 2019	50 000 €	272 900 €	45 000 €	09/05/19	2019_CT2_205
2019_00553	Saisis ton Kairos	Stages et tournées en Pays d'Aix de l'OPPA Junior	du 8 au 12 avril, Du 25 au 29 août Du 21 au 25 octobre 2019	40 000 €	130 575 €	36 000 €	21/03/19	2019_CT2_145
2019_00409	Les Films du delta	Organisation du festival Noir o monde et Journées Courts bouillon	Du 8 au 17 mars et octobre 2019	50 000 €	166 900 €	45 000 €	21/03/19	2019_CT2_145

Au regard des manifestations culturelles programmées mais également des charges supplémentaires de fonctionnement, le Territoire du Pays d'Aix souhaite attribuer des aides complémentaires à ces structures associatives.

En effet, les baisses de subventions appliquées aux associations culturelles ont des conséquences multiples. Citons, la non réalisation des objectifs initiaux, l'annulation de projets prévus par les communes du Territoire du Pays d'Aix, l'impossibilité de modifier en cours d'année la programmation, la non présentation au public du travail effectué lors de résidences ou de création, la réduction des dépenses structurelles, la réduction du personnel d'encadrement, la baisse de la billetterie et des recettes afférentes, l'augmentation notable des tarifs.

Au-delà de ces effets préjudiciables pour les structures culturelles, ce sont bien les communes et leurs publics qui sont impactés.

Ce soutien complémentaire doit donc permettre aux associations culturelles de poursuivre les actions engagées, en partie ou en totalité, sans fragiliser davantage leurs équilibres économiques. Il doit aussi permettre de les accompagner dans la mise en perspective de leurs prochains budgets dans une politique culturelle réussie.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 9 subventions complémentaires pour un montant total de 80 592 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations :

N°GU	Nom de l'association	Objet de la demande complémentaire	Dates de la manifestation	N-1	budget prévisionnel demande complémentaire	Montant sollicité demande complémentaire	Montant proposé
2019_01253	La Fonderie	22ème édition Zik Zac	18, 19 et 20 juillet	120 000 €	283 000 €	12 000 €	12 000 €
2019_01355	Théâtre du Jeu de Paume	Fonctionnement général	Année 2019	270 000 €	2 192 389 €	20 000 €	20 000 €
2019_01381	Journées de l'éloquence	5ème festival Les Journées de l'éloquence	Fin mai 2019	70 000 €	294 400 €	8 592 €	8 592 €
2019_01374	Aix Qui	Tour du Pays d'Aix	14/11/19	100 000 €	129 384 €	10 000 €	10 000 €
2019_01375	Opening Night	13ème édition par les villages	de mars à décembre 2019	130 000 €	127 000 €	12 000 €	12 000 €
2019_01379	Charlie Free	22ème édition Charlie Jazz Festival	05/07/19	48 000 €	316 500 €	17 000 €	5 000 €
2019_01376	Rencontres cinématographiques Aix	37ème festival Tous court	du 25 novembre Au 7 décembre 2019	50 000 €	270 100 €	5 000 €	5 000 €
2019_01382	Saisis ton Kairos	Stages et tournées en Pays d'Aix de l'OPPA Junior	du 8 au 12 avril, Du 25 au 29 août Du 21 au 25 octobre 2019	40 000 €	130 575 €	3 000 €	3 000 €
2019_01402	Les Films du delta	Festival Nouveau monde et Journées Courts bouillon	Du 8 au 17 mars et octobre 2019	50 000 €	163 900 €	5 000 €	5 000 €

**TOTAL : 80 592 €**

Il est précisé qu'il convient, le cas échéant, de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, et d'attribuer ces subventions après la réalisation des manifestations décrites dans le tableau ci-dessus.

Par ailleurs, pour 2019 et à titre d'information deux de ces associations, Les Journées de l'éloquence et Saisis ton Kairos ont sollicité des subventions telles que décrites dans le tableau ci-dessous :

NOM ASSOCIATION	N°GU	MONTANT DEMANDÉ	SERVICE GESTIONNAIRE
LES JOURNEES DE L'ELOQUENCE	2019_00748	15 000,00 €	METROPOLE
SAISIS TON KAIROS	2019_00552	2 000,00 €	CT1
SAISIS TON KAIROS	2019_00554	2 000,00 €	CT3
SAISIS TON KAIROS	2019_00555	2 000,00 €	CT4
SAISIS TON KAIROS	2019_00556	2 000,00 €	CT5
SAISIS TON KAIROS	2019_00557	2 000,00 €	CT6
SAISIS TON KAIROS	2019_00617	1 500,00 €	CT2

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut l'avis de la commission culture du Territoire du Pays d'Aix.

Toutes les demandes de subventions qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80 % de la

subvention à la signature de la convention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.  
La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

L'attribution des subventions en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation d'avenants aux conventions d'objectifs et de moyens annexés à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 2 octobre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions en fonctionnement aux associations culturelles, telles que présentées dans le tableau ci-dessus, pour un montant total de 80 592 €.

**Article 2 :**

Sont approuvés les avenants types à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix et les associations.

**Article 3**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les avenants aux conventions d'objectifs et de moyens et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2019 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 373**

**Attribution d'une subvention complémentaire en fonctionnement à l'association Festival International d'Art Lyrique d'Aix-en-Provence - Approbation d'un avenant à la convention d'objectifs 2019**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par la délibération n°2014\_A282, le Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 a approuvé la convention triennale et multipartenaire 2015-2017 signée avec le Festival International d'Art Lyrique, l'État, le Conseil Régional PACA, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la ville d'Aix-en-Provence.

Par la délibération n°2017\_CT2\_523 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017, un avenant à la convention triennale et multipartenaire 2015-2017 a été approuvé pour l'exercice 2018, année transitoire dans la direction artistique du Festival et a attribué une subvention de fonctionnement de 930 000 €, comme en 2017.

Par la délibération n° 2018\_CT2\_630 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018, a été attribuée une subvention complémentaire de fonctionnement de 100 000 € pour l'exercice 2018.

Par la délibération n°2019\_CT2\_064 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019, a été attribuée une subvention de fonctionnement de 930 000 € pour l'exercice 2019.

La convention 2019 - 2021, en cours de formalisation par l'ensemble des partenaires publics, prend en compte les orientations artistiques du nouveau directeur et les évolutions budgétaires qu'elles impliquent.

Dans ce cadre, l'association sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour une subvention complémentaire d'un montant de 150 000 € pour l'exercice 2019.

- L'État a été sollicité pour un montant de : 400 000 €
- La Ville d'Aix-en-Provence pour un montant de : 150 000 €
- La Région pour un montant de : 50 000 €
- Le Département des Bouches-du-Rhône pour un montant de : 50 000 €

Pour l'édition 2019 du festival cette subvention est affectée de la manière suivante :

- Financement d'une partie (118 000 euros) de l'augmentation du budget des opéras de 8 220 000 euros en 2018 à 9 317 000 euros en 2019, soit une augmentation de 1 097 000 euros des dépenses artistiques.
- Financement du projet Opéras de-ci de-là, 4 formes d'opéra présentées en plein air sur 4 sites de la Ville d'Aix-en-Provence, dans le cadre du

festival « d'Aix en juin » pour un montant de 32 000 euros.

Par ailleurs, on relèvera que le budget de fonctionnement du festival 2019 initialement établi à 24 142 000 € est réactualisé à 22 256 000 €. Une des raisons principales est la diminution des recettes espérées des coproductions internationales. conformément au budget annexé au rapport.

Il convient de noter que le Festival International d'Art Lyrique bénéficie par convention triennale et multipartenariale d'une autre subvention du Pays d'Aix en investissement d'un montant de 80 000 € (GU 2019\_0381 du CT du 09/05/2019) pour l'exercice 2019.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention complémentaire pour un montant de 150 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver l'avenant à la convention d'objectifs 2019 annexé au présent rapport.

Le total des subventions en fonctionnement perçues en 2019 s'élève à 1 080 000 € soit 4,85 % du budget du Festival, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Description de la manifestation	Manifestation	Subvention N-1	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	Montant proposé	Date CT
2019_00379	FIAL	Aix-en-Provence	Fonctionnement Général	Fonctionnement Général	930 000 €	1 080 000 €	Aix-en-Provence : 1 508 000 €	930 000 €	27/02/19
2019_01380	FIAL	Aix-en-Provence	Complément de subvention Fonctionnement général	Complément de subvention au fonctionnement général	100 000 €	150 000 €	Aix-en-Provence : 100 000 €	150 000 €	17/10/19

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 2 octobre 2019.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

#### Article 1 :

Est attribuée à l'association culturelle Festival International d'Art Lyrique une subvention complémentaire de 150 000 € en fonctionnement, telle que présentée dans le tableau ci-dessus, ce qui porte le montant total des subventions perçues à 1 080 000 € en 2019.

### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant à la convention d'objectifs 2019 avec l'association Festival International d'Art Lyrique annexé à la présente délibération.

### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer l'avenant à la convention d'objectifs et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2019 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## **Développement économique et emploi – Enseignement supérieur et recherche**

### **2019 CT2 356**

**AVIS - Attribution d'une subvention d'investissement relative à l'acquisition et l'installation d'un système de climatisation dans le cadre du projet DAT'CARB du CEREGE**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole du 20 Juin 2019 a approuvé par la délibération n°ECO 023-6058/19/BM l'attribution d'une subvention d'investissement relative à l'achat d'outils d'analyse du carbone 14 du projet DAT'CARB d'Aix –Marseille Université/CEREGE et la convention afférente.

Toutefois, une erreur est à signaler dans la formulation de l'objet de la subvention et la convention telle qu'adoptée ne permet pas de justifier de la dépense. Le CEREGE ayant déjà procédé à l'acquisition dudit matériel.

La délibération initiale doit donc être retirée.

Une nouvelle délibération est proposée.

Dans le cadre du projet DAT'CARB, le CEREGE a fait l'acquisition d'une plateforme de datation in situ couplant un spectromètre à source plasma, haute résolution à ablation Laser (LA-ICPMS-HR).

L'installation de cet outil spécifique dans une salle dédiée répond à des contraintes thermiques précises, La pièce ne doit pas en effet subir de variations de températures supérieures à 0,5°C.

Un système de froid sur eau glacée est nécessaire pour la mise en service permanente de l'outil d'analyse.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite participer au financement de l'acquisition et de l'installation d'un nouveau système performant de climatisation indispensable, et, dans ce cadre, il est proposé l'octroi d'une subvention de 80 000€ (quatre vingt milles euros) à Aix-Marseille Université (tutelle du projet pour le CEREGE) (Guichet Unique N°2019-01232) et d'approuver la convention afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L242-1 permettant à l'administration de retirer une décision attribuant une subvention lorsque les conditions de mises à sont octroi n 'ont pas été respectées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ECO 023-6058/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 concernant l'attribution d'une subvention d'investissement relative à l'achat d'outils

d'analyse du carbone 14 du projet DAT'CARB du CEREGE ;

- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est abrogée la délibération n° ECO 023-6058/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 concernant l'attribution d'une subvention d'investissement relative à l'achat d'outils d'analyse du carbone 14 du projet DAT'CARB du CEREGE et la convention afférente.

**Article 2 :**

Est attribuée une subvention d'investissement au profit de Aix-Marseille Université pour financer l'achat et l'installation d'une nouvelle climatisation pour un montant de 80 000€.

**Article 3 :**

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec Aix-Marseille Université.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

**Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement opération budgétaire 4581162905 nature 4581 fonction 61 autorisation de programme DI9052AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	70
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	70
Majorité absolue	36
Pour	70
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Institution**

**2019 CT2 374**

**Désignation des représentants de la commune de Pertuis au sein des Commissions spécialisées du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°HN 088-219/16/CM le Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 a délégué, en vertu de la loi NOTRe, un ensemble de compétences au territoire pour lesquelles ce dernier a souhaité organiser un processus décisionnel qui repose sur des commissions thématiques dans les domaines de compétences transférées.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a ainsi procédé à la création des commissions thématiques du Territoire par la délibération n°2016\_CT2\_026 du 21 avril 2016 :

- la Commission « **développement économique, emploi et agriculture** »
- la Commission « **aménagement de l'espace et mobilité** »
- la Commission « **environnement et déchets** »
- la Commission « **habitat et politique de la ville** »
- la Commission « **culture et sports** »
- la Commission « **ressources et moyens** »

Les commissions comprennent 44 membres titulaires parmi les conseillers de territoire, représentant chacune des communes membres.

Par ailleurs, les commissions comprennent 44 membres suppléants parmi les conseillers de territoire ou à défaut parmi les membres des conseils municipaux, selon la même répartition par commune.

Le nombre de représentants par commune au sein des commissions tient compte de leur population respective. Aussi, la commune d'Aix-en-Provence compte 4 sièges, les communes de Vitrolles, Gardanne, Les Pennes-Mirabeau, Pertuis et Bouc-Bel-Air disposent chacune de deux sièges et les autres communes disposent chacune d'un siège.

Suite aux transferts de certaines compétences communales à la Métropole au sein des Conseils de Territoire et plus particulièrement du Territoire du Pays d'Aix, dans un souci d'efficacité, deux des commissions thématiques existantes ont été modifiées par délibération n°2018\_CT2\_110 du Conseil de Territoire du 15 mai 2018.

Ainsi, la Commission « aménagement de l'espace et mobilité » est devenue la Commission « Mobilité et Infrastructures de Transports ».

La Commission « habitat et politique de la ville » est devenue la Commission « Habitat, Urbanisme et Aménagement »

Par délibération n° 2018\_CT\_205 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018, certaines communes ont modifié la liste de leurs représentants sur ces deux Commissions.

Par ailleurs, en fonction de la thématique, de sa technicité et des enjeux qu'elle représente sur l'aménagement du territoire des communes, un courrier a été adressé à l'ensemble des Maires du Territoire du Pays d'Aix, leur donnant la possibilité de se faire représenter par l' élu à l'urbanisme en complément du représentant désigné ou d'assister eux mêmes à la Commission si leur commune est concernée dans les rapports soumis à l'ordre du jour.

Suite à la demande de la communes de Pertuis, il convient de remplacer un représentant suppléant au sein d'une commission spécialisée du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2016\_CT2\_026 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 avril 2016 portant création des commissions thématiques du Territoire ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2016\_CT2\_038 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016 relative à la composition des commissions thématiques ;
- La délibération n°2018\_CT2\_110 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018, relative à la modification des Commissions thématiques du Territoire ;
- La délibération n°2018\_CT2\_205 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018, relative à la désignation au sein des commissions spécialisées du Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Considérant

- Qu'il convient de mettre à jour la liste des représentants de la commune de Pertuis.

### Délibère

#### Article unique :

Est approuvée la désignation des représentants suppléants de la commune de Pertuis au sein de la Commission « Habitat, Urbanisme et Aménagement ».

#### 1. Choix des modalités de scrutin :

Il est proposé de ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation des représentants du Territoire du Pays d'Aix au sein des commissions spécialisées.

Vote sur la proposition :

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire approuve à l'unanimité la proposition et décide de ne pas procéder au scrutin secret.

#### 2. Désignation des membres :

Une liste comprenant les représentants titulaires et suppléants de la commune de Pertuis pour la commission spécialisée « habitat, urbanisme et aménagement » a été proposée :

COMMISSION HABITAT, URBANISME ET AMENAGEMENT		
COMMUNE	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLEANTS
Pertuis	Jean-Michel APPLAVAT	Corinne DUPAQUIER *
	Fabien PEREZ	Henri LAPON

\* nouveau représentant

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Sont proclamés élus en qualité de membres titulaires et suppléants représentant la commune de Pertuis au sein de la commission spécialisée « habitat, urbanisme et aménagement » :

COMMISSION HABITAT, URBANISME ET AMENAGEMENT		
COMMUNE	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLEANTS
Pertuis	Jean-Michel APPLANAT	Caroline DUPAQUIER *
	Fabien PEREZ	Henri LAFON

\* nouveau représentant

## Ressources – Finances

### **2019 CT2 375**

**AVIS- Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 12 logements sociaux dénommée " Pierrefeu " située 2 Chemin de Pierrefeu aux Pennes-Mirabeau**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements sociaux dénommée « Pierrefeu » située 2 Chemin de Pierrefeu aux Pennes-Mirabeau.

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 1 575 702 euros est financée par un emprunt de 1 199 338 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % par la ville des Pennes-Mirabeau.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 539 702,10 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Logirem, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 214 698 135 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 696 001 663 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 518 696 472 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont

la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 27 271 542 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n°FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 96030 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**  
**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA HLM Logirem a contracté un prêt d'un montant total de 1 199 338 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements sociaux aux Pennes-Mirabeau.
- Que la SA HLM Logirem a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le

service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Logirem.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Logirem.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 199 338 euros souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 96030.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements dénommée « Pierrefeu » située 2 Chemin de Pierrefeu aux Pennes-Mirabeau.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de

besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un (1) logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 376**

**AVIS- Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 44 logements sociaux dénommée " La Rabassière " située Lieudit Les Riveaux à Peyrolles-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 44 logements sociaux dénommée « La Rabassière » située Lieudit Les Riveaux à Peyrolles-en-Provence.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, cette opération d'un montant total de 6 955 923 euros est financée par un emprunt de 5 857 613 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Peyrolles-en-Provence.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 3 221 687,15 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 312 596 006 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 982 811 552 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 329 784 454 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 21 601 164 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération n°FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- Le contrat de prêt N° 95748 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a contracté un prêt d'un montant total de 5 857 613 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 44 logements sociaux à Peyrolles-en-Provence.
- Que la SA HLM Grand Delta Habitat a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Grand Delta Habitat.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Grand Delta Habitat.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 857 613 euros souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 95748.

Ce prêt, constitué de sept lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 44 logements dénommée « La Rabassière » située Lieudit Les Riveaux à Peyrolles-en-Provence.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de cinq (5) logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 377**

**AVIS- Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 3 logements sociaux dénommée " Emeraude " située 600 Avenue Jean Moulin à Cabriès**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 3 logements sociaux dénommée « Emeraude » située 600 Avenue Jean Moulin à Cabriès.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 664 630 euros est financée par un emprunt de 634 630 euros proposé par la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Cabriès.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 349 046,50 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 453 550 516 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 973 634 621 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 479 915 895 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 12 082 984 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;

- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération n°FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA HLM Unicil envisage de contracter un prêt d'un montant total de 634 630 euros auprès de la caisse d'Epargne Provence Alpes Corse pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 3 logements sociaux à Cabriès.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 634 630 euros à souscrire par la SA HLM Unicil auprès de la caisse d'Epargne Provence Alpes Corse.

Ce prêt est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 3 logements dénommée « Emeraude » située 600 Avenue Jean Moulin à Cabriès

**Article 2 :**

Les caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

**Montant :** 634 630 euros (six cent trente quatre mille six cent trente euros)

**Frais de dossier :** sans objet

**Frais de garanties :** sans objet

***Phase de mise à disposition des fonds***

- **Date limite de début de versement des fonds :** le 14/06/2020 (au plus tard)
- **Commission d'engagement :** sans objet
- **Mode de mise à disposition des fonds :** versement unique
- **Montant minimum de chaque versement :** sans objet
- **Délai de préavis pour versement des fonds :** 3 jours ouvrés
- **Indemnités de dédit :** 3 % du montant réduit

***Phase d'amortissement des fonds***

- **Durée d'amortissement du prêt :** 18 années
  - **Mode d'amortissement :** progressif
  - **Taux d'intérêt du prêt :** index Euribor 3 mois + marge de 1.25 % l'an
- Dans l'hypothèse où l'Euribor 3 mois de référence pour toute période d'intérêts serait inférieur à zéro, l'Euribor 3 mois de référence retenu pour les besoins du prêt pour cette période d'intérêts sera réputé égal à zéro.
- **Base de calcul :** exact/360
  - **Périodicité des échéances :** trimestrielle
  - **Quantième :** 25
  - **Durée du différé d'amortissement (différé partiel) :** 60 mois

***Remboursement anticipé***

- **Montant minimum de remboursement anticipé :** sans objet
- **Commission spécifique d'intervention :** 0,00 euros

**Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la SA HLM Unicil serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la SA HLM Unicil.

**Article 4 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

**Article 5 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

**Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse et la SA HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 378**

**Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Décision Modificative n°2 de l'exercice 2019 du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les décisions modificatives des budgets annexes du territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2019. Ces budgets annexes sont établis :

- la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le budget annexe « Gestion des déchets »
- la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau » et « Assainissement »

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres de la décision modificative de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

**Budget annexe « Gestion des déchets » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 0 euros  
Section d'Investissement (dépenses et recettes) 0 euros

**Budget annexe « Assainissement DSP » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 659 980 euros  
Section d'Investissement (dépenses et recettes) - 4 471 786 euros

**Budget annexe « Eau DSP » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 85 733 euros  
Section d'Investissement (dépenses et recettes) - 4 012 000 euros

**Budget annexe « Eau régie » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 1 664 049,47 euros  
Section d'Investissement (dépenses et recettes) 4 638 463,96 euros

**Budget annexe « Assainissement régie » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 1 893 971,47 euros  
Section d'Investissement (dépenses et recettes) 4 670 277,52 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,****Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 096-4912/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le Budget Primitif 2019 des budgets annexes du territoire du Pays d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n° FAG 005-5702/19/CM du 28 mars 2019 approuvant la décision modificative n° 1 de ces mêmes budgets ;
- La délibération n° FAG 030-6337/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le budget supplémentaire 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Sont approuvés les Décisions modificatives n°1 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 379**

**AVIS- Budget principal – Territoire du Pays d'Aix – Approbation de la révision de l'opération Salle de sports multifonctionnelle ARENA et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Communauté du Pays d'Aix du 19 décembre 2013 a lancé la construction d'une Salle de sport multifonctionnelle ARENA sur le site des Trois Pigeons sur la commune d'Aix-en-Provence comprenant une salle de 3 000 places transformable en 6 000 places et accompagnée d'une petite salle d'entraînement de 1 000 places pour le club en résidence le PAUC.

Cet établissement, outre l'accueil du PAUC, de bureaux et de points de restauration, est multifonctionnel, la grande salle pouvant accueillir aussi des concerts ou autres spectacles. La salle annexe de 1 000 places offre 2 terrains de handball de haut niveau.

Les parkings (1200 places) sont partagés avec le pôle multimodal et des aménagements de desserte routière sont intégrés à l'opération.

Il convient aujourd'hui de prendre en compte des prestations supplémentaires de travaux liées à la sécurité et à l'amélioration de la fluidité des accès à l'ARENA (dispositifs GBA, panneaux à messages variables, éclairage de zones de contrôles de billets, étude de signalétique de jalonnement et modifications de fonctionnalités sur le P+R).

L'opération d'investissement Salle de Sport Multifonctionnelle ARENA d'un montant initial de 60 072 000 € H.T. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI476AP2 doit être révisée pour un montant de + 400 000 € H.T.

Cette révision porte le montant de l'opération Salle de Sport Multifonctionnelle ARENA, autorisation de programme DI476AP2 de 60 072 000 € H.T. avant révision à 60 472 000 € H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 027-509/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2017 portant ouvertures, affectations et modifications d'autorisations de programme du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 400 000 € H.T. de l'opération d'investissement DI476AP2 Salle de sport multifonctionnelle ARENA afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 400 000 € H.T. de l'opération d'investissement DI476AP2 Salle de sport multifonctionnelle ARENA.

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

## Délibère

### Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI476AP2 Salle de sport multifonctionnelle ARENA pour un montant de + 400 000 € H.T

### Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit

### DI476AP2 Salle de sport multifonctionnelle ARENA

**Montant initial de l'AP : 60 072 000 € H.T.**

**Révision de l'AP : + 400 000 € H.T.**

**Montant final de l'AP : 60 472 000 € H.T.**

Déjà financé : 56 747 500 € H.T.

CP 2019 : 3 190 787 € H.T.

CP 2020 : 533 713 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	1
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

LENFANT Gaëlle

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

### 2019 CT2 380

**AVIS- Budget principal – Territoire du Pays d'Aix – Approbation de la révision de l'opération Rénovation de la piscine Plein Ciel d'Aix-en-Provence et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Communauté du Pays d'Aix du 11 décembre 2009 a lancé la 3ème tranche de rénovation des piscines de la Communauté du Pays d'Aix afin de mettre en conformité les installations et apporter des améliorations nécessaires au public, aux clubs et aux personnels d'entretien.

Les études de la restructuration de cette piscine sont actuellement en cours. En effet, puisque le dossier APD vient d'être validé et le dossier PRO est en préparation ; l'appel d'offre relatif aux travaux est envisagé pour la fin d'année 2019.

Néanmoins, les études en cours ont démontré une estimation financière de base inadaptée au programme des travaux, c'est pourquoi la commission d'appel d'offre du 26 avril 2019 a approuvé l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre, fixant le forfait définitif de rémunération de l'équipe.

Cette approbation induit une augmentation de l'enveloppe financière du projet qui a été validée lors du Comité de Pilotage du 6 mars 2019.

L'incidence financière se décompose comme suit :

- Augmentation de la part affectée aux travaux : + 1 220 000 € TTC

- Révisions de prix : + 250 000 € TTC

- Augmentation des honoraires de maîtrise d'œuvre : + 90 000 € TTC

- Actualisation des aléas suite à l'augmentation de la part affectée aux travaux : + 60 000 € TTC

- Incidence sur autres intervenants (OPC, CSPS, BCTRL,...) : + 60 000 € TTC

Soit un total de 1 680 000 € TTC.

L'opération d'investissement Rénovation de la piscine Plein Ciel d'Aix-en-Provence d'un montant initial de 4 411 200 € T.T.C. inscrite du budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI46012A doit être révisée pour un montant de + 1 680 000 €.

Cette révision porte le montant de l'opération Rénovation de la piscine Plein Ciel d'Aix-en-Provence, autorisation de programme DI46012A de 4 411 200 € T.T.C avant révision à 6 091 200 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°HN040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2017 portant intégration de la situation au 31 décembre 2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FAG 027-509/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2017 portant ouvertures.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 1 680 000 € TTC de l'opération d'investissement DI46012A Rénovation piscine Plein Ciel d'Aix-en-Provence afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de +1 680 000 € TTC de l'opération d'investissement DI46012A Rénovation Piscine Plein Ciel d'Aix-en-Provence.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI46012A Rénovation Piscine Plein Ciel d'Aix-en-Provence, pour un montant de + 1 680 000 € T.T.C.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit

**DI46012A : Rénovation Piscine Plein Ciel Aix-en-Provence**

**Montant initial de l'AP : 4 411 200 € T.T.C.**  
**Révision de l'AP : + 1 680 000 € T.T.C.**

**Montant final de l'AP : 6 091 200 € T.T.C.**

Déjà financé : 122 376,68 € T.T.C.

CP 2019 : 200 000,00 € T.T.C.  
 CP 2020 : 1 647 000,00 € T.T.C.  
 CP 2021 : 4 121 823,32 € T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	2
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

CASTRONOVO Lucien-Alexandre

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

BALDO Edouard

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 381**

**AVIS- Budget principal – Territoire du Pays d'Aix – Approbation de la révision de l'opération rénovation et extension du Stade Maurice David et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Communauté du Pays d'Aix du 19 décembre 2013 a déclaré d'intérêt communautaire le projet de requalification du stade Maurice David à Aix-en-Provence.

La rénovation et l'agrandissement du stade Maurice David à Aix-en-Provence s'inscrivent dans une opération d'aménagement du quartier du Jas de Bouffan.

Les travaux du stade se sont déroulés en deux phases successives.

La première livrée en septembre 2015 a consisté en la construction d'une seconde tribune de 1 962 places assises à l'Est du terrain, à la requalification de la pelouse du stade, ainsi qu'à la mise au norme de l'éclairage du stade.

La seconde, livrée en octobre 2018 a vu la construction d'une tribune de 2 208 places au nord du terrain, ainsi la construction d'un parvis et d'un bâtiment d'accueil pour le public.

Ces travaux ont permis d'une part d'augmenter la capacité du stade à 5 575 places assises (au lieu de 1 500 places avant travaux) et d'autre part, d'améliorer les conditions de sécurité et d'accueil du public et des sportifs.

Le club Provence Rugby, utilisateur principal du stade, connaît depuis plusieurs saisons une progression sportive qui lui permet désormais d'évoluer en deuxième division nationale (PRO D2 de la Ligue Nationale de Rugby).

Provence Rugby ambitionne de rejoindre à moyen terme l'élite nationale, à savoir le Top 14. Cette volonté sportive s'accompagne de contraintes en termes de capacité d'accueil du public. En effet, la Ligue Nationale de Rugby impose aux clubs de disposer d'un stade de 10 000 places assises minimum pour pouvoir être éligible au label « stade Top 14 ».

Cet objectif est envisageable à la condition de construire une tribune complémentaire au Sud du terrain et en requalifiant la tribune historique située à l'Ouest du terrain.

Les travaux ainsi réalisés permettront de disposer d'une capacité assise comprise entre 10 000 et 13 000 places, mais également d'améliorer sensiblement la qualité des prestations à l'usage du public et des sportifs du stade.

Lors du dernier Comité de Pilotage du stade Maurice David du 19 juillet 2019, il a été décidé de réaliser les travaux précédemment évoqués en deux phases.

La première consistant en la construction de la tribune Sud de 2 700 places assises doit permettre au club d'asseoir son modèle économique pour lui permettre d'envisager une montée en Top 14. Les études pourraient être lancées en fin d'année 2019 et les travaux livrés courant 2021.

La seconde, à savoir la rénovation de la tribune Ouest serait réalisée dès lors que l'accession du club en Top 14 sera confirmée. A noter que la Ligue Nationale de Rugby octroie une dérogation de deux années aux clubs pour se mettre en conformité avec le critère de 10 000 places assises.

Le Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 a approuvé un avenant numéro 3 à la convention fixant les conditions particulières d'intervention de la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires en vue de la mise en œuvre de ce projet.

Il convient aujourd'hui de prendre en compte les incidences financières prévisionnelles des travaux précédemment évoqués, à savoir :

- Construction de la tribune Sud : 6 500 000€ TTC ;
- Requalification de la tribune Ouest : 12 000 000€ TTC ;
- Équipements et aléas divers : 1 500 000€ TTC ;

Soit une augmentation de l'opération de + 20 000 000€ TTC.

L'opération d'investissement Stade Maurice David : rénovation/extension d'un montant initial de 18 000 000 € T.T.C. inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI410AP doit être révisée pour un montant de + 20 000 000 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération Stade Maurice David : rénovation/extension, autorisation de programme DI410AP de 18 000 000 € T.T.C. avant révision à 38 000 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2017 portant intégration de la situation au 31 décembre 2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la délibération n°FAG 027-509/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2017 portant ouvertures.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 20 000 000 € TTC de l'opération d'investissement DI410AP Stade Maurice David : rénovation/extension afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de +20 000 000 € TTC de l'opération d'investissement DI410AP Stade Maurice David : rénovation/extension.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI410AP Stade Maurice David : rénovation/extension, pour un montant de + 20 000 000 € T.T.C.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit

#### **DI410AP      Stade      Maurice      David :** **rénovation/extension**

**Montant initial de l'AP : 18 000 000 € T.T.C.**  
**Révision de l'AP : + 20 000 000**  
**€ T.T.C.**

**Montant final de l'AP : 38 000 000 € T.T.C.**

Déjà financé : 16 996 053,26 € T.T.C.  
CP 2019 : 200 000,00 € T.T.C.  
CP 2020 : 6 000 000,00 € T.T.C.  
CP 2021 : 3 000 000,00 € T.T.C.  
Reste à financer 11 803 946,74 € T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 382**

**AVIS - Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la création de l'opération d'investissement - Opération d'aménagement du Pôle Yvon Morandat et de son affectation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

La zone d'activités économique du « Puits Morandat » est une opération qui a été engagée par la commune de Gardanne avant le 1er janvier 2018. Pour la mise en œuvre de cette opération d'aménagement, la commune a confié une concession d'aménagement à la SEMAG en octobre 2008.

Cette opération étant qualifiée de ZAE, elle doit donc être transférée à la Métropole.

La concession d'aménagement est en cours d'exécution, le foncier a été acquis, les études ont été réalisées, et les travaux sont en cours. A cet effet, il convient de confier à la commune le suivi de l'exécution de la concession d'aménagement conclue avec la SEMAG pour l'achèvement de l'opération.

Conformément au contrat de concession, relatif à la participation affectée à la remise d'équipements publics, les versements qui restent dus au concessionnaire sont les suivants :

- 489 791 euros TTC soit 408 159,17 euros HT au titre de l'année 2018 ;

- 580 800 euros TTC soit 484 000 euros HT au titre de l'année 2019 ;

- 542 400 euros TTC soit 452 000 euros HT au titre de l'année 2020.

Afin d'assurer la continuité de cette opération, il est nécessaire d'ouvrir une Autorisation de Programme pour l'opération d'investissement : « Opération d'Aménagement du Pôle Morandat », d'un montant de 1 612 991€.

Pour le financement de la réalisation de ces équipements publics, la commune de Gardanne versera un fonds de concours à la Métropole d'un montant de 672 079,59 € H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la création pour un montant de 1 612 991 € T.T.C. de l'opération d'investissement - Opération d'aménagement du Pôle Yvon Morandat - afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 612 991 € T.T.C. de l'opération d'investissement Opération d'Aménagement du Pôle Yvon Morandat.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement Opération d'Aménagement du Pôle Yvon Morandat pour un montant de 1 612 991 € T.T.C

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

**Opération d'Aménagement du Pôle Yvon Morandat AP/CP DI326**

**Montant initial de l'AP : 1 612 991 € T.T.C.**

**CP 2019 : 489 791 € T.T.C**

**CP 2020 : 1 123 200 € T.T.C**

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 383**

**AVIS - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement relative au Pôle d'Echanges de Plan de Campagne**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions d'ici 2020. Dans ce cadre la Métropole a souhaité programmer la réalisation du pôle d'échanges multimodal (PEM) de Plan-de-Campagne aux Pennes-Mirabeau.

Ce pôle d'échanges multimodal vise à créer une véritable polarité de transports en commun regroupant sur le site différentes liaisons métropolitaines à haut niveau de service et renforçant l'attractivité du transport ferroviaire avec la future halte ferrée de Plan de Campagne.

Par délibération en date du 13 décembre 2018, la Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019001600 du Pôle d'Echanges Multimodal de Plan de Campagne, pour un montant de 7 350 000 € HT inscrite au budget annexe Transports, rattachée au programme 541 « PEM Plan de Campagne » Code AP 190540TP.

Le montant affecté de 7 350 000 € HT correspond au montant total de l'opération hors foncier; la maîtrise foncière de ce projet ayant été confiée en octobre 2017 à l'Etablissement Public Foncier (EPF) PACA par le biais d'une convention d'intervention foncière en phase anticipation sur le secteur du quartier de gare de Plan-de-Campagne aux Pennes-Mirabeau.

Selon les premières estimations de l'opérateur foncier, le coût d'acquisition des terrains d'emprise du projet de Pôle d'échanges de Plan de campagne s'élève à 5 700 000 euros, indemnités d'évictions comprises. Il est donc nécessaire de réviser l'opération d'investissement 2019001600 du Pôle d'Echanges Multimodal de Plan de Campagne d'un montant de 5 700 000 euros correspondant à cette acquisition.

Cette révision porte le montant total de l'opération numéro 2019001600 de 7 350 000 euros HT à 13 050 000 euros H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

## Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 13 décembre 2018 de création et d'affectation de l'opération d'investissement relative à la création du Pôle d'Echanges Multimodal de Plan de Campagne.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

## Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 13 050 000 euros H.T. de l'opération d'investissement du Pôle d'Echanges de Plan de Campagne afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 13 050 000 euros H.T. de l'opération d'investissement 2019001600 correspondante ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

## Délibère

### Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement numéro 2019001600 « Pôle d'Echanges de Plan de Campagne » d'un montant de 5 700 000 euros portant le montant total à 13 050 000 euros H.T. rattachée au programme 540 « PEM Plan de Campagne » Code AP 19054 TP.

### Article 2 :

Les recettes d'investissement seront inscrites au Budget Annexe Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, sous-politique C240, Nature1312.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe transports de la Métropole – Sous-Politique C240 – Natures 2031-211 - 2145 - 238. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'établit comme suit :  
CP 2019 : 50 000 euros HT.  
CP 2020 : 500 000 euros H.T.  
CP 2021 : 4 900 000 euros H.T.  
CP 2022 et suivants : 7 600 000 euros HT

## Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2019 CT2 384

### Décision Modificative n°2 - 2019 - État Spécial de Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire a adopté le 29 novembre 2018 le Budget Primitif 2019 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Il convient aujourd'hui de préparer une Décision Modificative n° 2 afin de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement.

Le Budget Primitif est un document prévisionnel ; il est nécessaire d'ajuster les prévisions en cours d'année.

Les dotations de gestion étant figées, le financement des dépenses supplémentaires ne peut être assuré que par des suppressions de crédits antérieurement votés.

### 1 – Section de Fonctionnement

Il convient de procéder à des ajustements de crédits entre chapitres au sein de la section de fonctionnement.

Il s'agit notamment :

- de prévoir les dépenses liées à la gestion du bâtiment de la S.M.A.C. dans l'attente de sa prise en charge par le délégataire au 1<sup>er</sup> janvier 2020.
- d'ajuster les prévisions relatives aux loyers, charges locatives et taxes foncières.

Compte tenu des restitutions de crédits proposées, ces mouvements sont sans incidence budgétaire sur la Dotation de Gestion Locale de l'E.S.T.

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :  
0 €**

## **2 – Section d'Investissement**

Il convient de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement.

Des crédits supplémentaires doivent être inscrits compte tenu de l'état d'avancement de certaines opérations. Les mouvements notables sont les suivants :

- Travaux très haut Débit : +  
168.000 € (avenant n°1 CAPAIX)
- Travaux bâtiments administratifs : +  
142.000 € (opération réaménagement global des services)
- Travaux Z.A. Terre du Fort : +  
1.000.000 €
- Travaux Z.A. PDC les Rigons : +  
2.507.500 €
- Travaux Z.A. Les Estroublancs : +  
356.470 €
- Complexe du Farigoulier : +  
223.476 € (convention M.O.D. relative à la phase 2)
- Subvention CD13 déviation RD : +  
700.000 €
- C.C.P.D. : +  
6.204.535 €
- Subventions logement social :  
+ 600.000 €
- Pôle Yvon Morandart  
+ 489 791 €

Par ailleurs, compte tenu du décalage dans l'attribution de marchés de travaux, des aléas de chantier et de financements de partenaires extérieurs décalés, des restitutions de crédits sont proposées. Les mouvements notables sont les suivants :

- Subvention d'équipement Cité des  
Energies : - 300.000 €
- CPER 2015/2020 :  
- 350.000 €
- Travaux Z.A. les Joncquiers :  
- 1.000.000 €
- Travaux pont sur la Guiramande : -  
1.040.000 €
- Subvention TER MGA2 :  
- 918.050 €
- ANRU/PNRU Aix :  
- 3.000.000 €
- ANRU/PNRU Vitrolles : -  
1.445.103 €
- Opération OPAH Bel Ombre :  
- 800.000 €

**La section d'Investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à  
0 €**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2018\_CT2\_496 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018 approuvant le Budget Primitif 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le Budget Primitif 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2019\_CT2\_076 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019 approuvant la Décision Modificative n°1 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 001-5698/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant adoption de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2019 du Budget Principal de la Métropole Aix Marseille Provence et de ses Etats Spéciaux de Territoire ;
- La délibération n°2019\_CT2\_242 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 approuvant le Budget Supplémentaire de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 028-6335/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 portant adoption du Budget Supplémentaire de l'exercice 2019 du Budget Principal de la Métropole Aix Marseille Provence et de ses Etats Spéciaux de Territoire ;
- L'avis de la Commission de Territoire Ressources et Moyens du 3 octobre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### Considérant

- Qu'il convient d'approuver la Décision Modificative n°2 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix telle que présentée.

### Délibère

#### Article unique :

La Décision Modificative n°2 pour 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix est adoptée, par nature.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures

### 2019 CT2 385

**AVIS - Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Carnot, Méjanès, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet et Bellegarde**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant

la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la SEMEPA un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le contrat pour l'exploitation des parcs de stationnement Carnot, Méjanès, Pasteur, Cardeurs, Mignet et Bellegarde en date du 29 décembre 1986 ;
- La délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### Considérant

- Que la délibération TRA 042-5298/18/CM du 13 décembre 2018 prévoit la modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis portant sur la gratuité du stationnement pendant les deux week-ends précédents les fêtes de fin d'année aux horaires d'ouverture des commerces de 10 heures à 19 heures ;
- Que la Métropole a souhaité régler le manque à gagner occasionné par ces gratuités sur ces parkings, par la signature d'un protocole transactionnel.

### Délibère

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé relatif à la compensation du manque à gagner dans la gestion des parkings.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de l'état spécial du territoire du CT2 chapitre 011 nature 6288.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Mobilité – Entrées de ville et voiries communautaires**

### **2019 CT2 386**

**AVIS - Voirie de contournement Sud d'Aix-en-Provence - Validation de la modification de programme de la section entre la RD65 et la RD9 - Approbation de l'avenant n°3 à la convention d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° 2014\_A045 15 janvier 2014, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a déclaré d'intérêt communautaire le projet de liaison routière entre la route départementale n°65 (RD65) et la route départementale n°9 (RD9), située au sud de la commune d'Aix-en-Provence.

Par convention du 13 mars 2015, le Pays d'Aix a confié à la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires (SPLA) la maîtrise d'ouvrage du projet.

Par délibération n° 2015\_A323 du 17 décembre 2015, la Communauté du Pays d'Aix a approuvé le programme général des travaux ainsi que l'enveloppe prévisionnelle de l'opération qui s'élève à

12 414 720€TTC. Cette même délibération a validé l'avenant n°1 à la convention afin de notifier le programme et porter le délai d'exécution à 48 mois. Cet avenant a été notifié le 23 décembre 2015.

La réalisation de cette liaison nécessitait la modification des documents d'urbanisme afin notamment de modifier les zones Espaces Boisés Classés (EBC) et de modifier l'emplacement réservé (ER). Les procédures ayant pris du retard, il est devenu nécessaire de prolonger le délai de la convention de 21 mois. Ainsi le 14 septembre 2018, la Métropole notifiait un avenant n°2 à la SPLA pour acter cette prolongation de délai.

Il s'avère que cet ouvrage de franchissement de l'Arc est une opportunité pour mettre en place un réseau d'adduction d'eau potable majeur qui assurera la sécurisation de l'alimentation et de la distribution d'eau sur les secteurs Ouest de la commune.

A cette fin, Il est proposé de confier à la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires la mise en œuvre du réseau d'adduction d'eau potable, relevant de la compétence « eau potable » métropolitaine depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, et porté par la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Le programme complémentaire lié à ces travaux d'eaux potable est le suivant :

Les travaux de pose du réseau d'eau potable consistent à mailler la conduite en attente Rue de l'Hippodrome côté RD9 avec celle située Avenue du Club Hippique (RD65) dans le but de sécuriser l'alimentation en eau potable du secteur ouest de la commune d'Aix-en-Provence.

Pour ce faire une conduite de diamètre de 400 mm sera posée dans le cadre de la création de la liaison routière entre ces deux voies.

La traversée du réseau d'eau potable sur le pont nécessite des conditions de pose spécifiques et une isolation thermique adaptée au passage aérien sur ouvrage d'art exposé aux intempéries. Il a donc été choisi la pose d'une conduite calorifugée de DN 400 mm sur environ 180 ml. Leurs supports seront composés de rails fixés sur les poutres préfabriquées de l'ouvrage d'art via des plaques de fixation.

L'estimation des ces travaux s'élève à 250 000€HT soit 300 000 €TTC.

Il est donc proposé de passer un avenant n°3 à la convention avec la SPLA afin de modifier le programme des travaux de l'opération pour intégrer la réalisation de cette conduite d'eau et d'ajouter 300 000 €TTC à l'enveloppe prévisionnelle qui passera de 12 414 720 €TTC à 12 714 720 €TTC.

Le coût des travaux liés à ces travaux d'eaux potable seront directement financés par la REPA par l'intermédiaire d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la REPA. Ainsi, cette modification de programme est sans surcoût pour la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2014\_A045 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le contournement sud d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n° 2015\_B022 du Conseil communautaire de la CPA du 29 janvier 2015 approuvant la convention fixant les conditions particulières d'intervention de l'opérateur pour les études et la réalisation de l'opération d'aménagement ;
- La délibération n° 2015\_A323 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le programme général des travaux et l'enveloppe prévisionnelle de l'opérateur ;
- La délibération n° 2015\_A280 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 validant l'autorisation de programme « contournement Sud d'Aix » pour un montant de 21 millions d'euros.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la modification de programme de l'opération portant le coût global des travaux à 10 105 600 €HT (études et travaux).

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention avec la SPLA Pays d'Aix Territoires portant l'enveloppe de l'opération à 12 714 720 €TTC y compris honoraires de la SPLA

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et

tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 387**

**Approbation d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage entre la Métropole et la Régie des Eaux du Pays d'Aix pour la réalisation de la liaison entre la RD9 et la RD65 sur la commune d'Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Aux termes de l'article L 5217-2 du CGCT, la Métropole est depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, compétente sur le périmètre du Territoire du Pays d'Aix, en matière de voirie déclarée d'intérêt communautaire par la Communauté du Pays d'Aix à laquelle elle s'est substituée. C'est à ce titre qu'elle porte la création de voirie nouvelle de contournement Sud de la commune d'Aix-en-Provence et particulièrement la liaison entre la RD9 et la RD65. Le programme de cette opération a été voté par délibération n°2015\_A323 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, le Territoire du Pays d'Aix de la Métropole est compétent en matière d'eau potable et d'assainissement, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Toutefois, la Métropole a créé par extension du périmètre de la Régie des Eaux de Venelles, par délibération du 28 juin 2018, la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA). Celle-ci exerce depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2019, les compétences dévolues à la Métropole en matière notamment d'eau potable sur le territoire de la Commune d'Aix-en-Provence.

La REPA, régie dotée de la personnalité juridique, dispose donc seule depuis cette date de la qualité de maître d'ouvrage des travaux concourant à la réalisation de la canalisation d'eau potable supportée par le pont et plus largement des travaux connexes à réaliser sur le réseau d'eau potable à l'occasion de cette opération.

Aussi, compte tenu de la situation de la cession de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la REPA sur l'opération en cause à raison, laquelle forme un ensemble dont certaines parties sont difficilement dissociables du point de vue technique et opérationnel, les deux parties se sont rapprochées pour convenir de la désignation d'un maître d'ouvrage unique à savoir le Territoire du Pays d'Aix de la Métropole.

En application de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la Métropole assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci.

La Métropole assure toutes les prérogatives du maître d'ouvrage à l'exception du paiement des factures des travaux liés au réseau d'adduction d'eau. La Métropole transmettra à la REPA les factures pour paiement.

Cette convention est donc sans incidence financière pour la Métropole.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de cette convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage entre la REPA et la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'augmentation de l'autorisation de programme pour l'opération « Aix contournement Sud » (DI5521AP) pour un montant de 21 M€ ;
- La délibération n°2015\_A323 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 validant le programme de l'opération pour la liaison RD9/RD65 dans le cadre du contournement Sud ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation de la liaison entre la RD9 et la RD65 sur la commune d'Aix-en-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation, par la Métropole, de la pose d'une conduite d'eau potable pour le compte de la REPA.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 388**

**Validation de programmes d'opérations d'entrées de villes : Cabriès - RD60d Le Verger, Peynier - RD908 Avenue de la Libération - Phase II, Venelles - RD13a / Sortie A51**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence facultative relative aux « Entrées de ville », le Territoire du Pays d'Aix s'est engagée à mettre en œuvre les aménagements visant à assurer la cohérence des entrées de ville et de village sur son territoire.

Depuis 2017, les études de faisabilité réalisées conjointement avec les Communes ont permis d'établir les diagnostics des infrastructures existantes, de déterminer les solutions d'aménagements adaptées et d'aboutir aux propositions des programmes des travaux des trois entrées de ville suivantes : Cabriès - RD60d Le Verger, Peynier – RD908 Avenue de la Libération - Phase II, Venelles – RD13a / Sortie A51.

La présente délibération a pour objet la validation du programme de ces trois opérations.

#### **Cabriès - RD60d Le Verger / Estimation 1 056 000 € TTC**

Le projet est situé au Sud-Est de la commune de Cabriès au niveau du hameau Le Verger, limitrophe de la commune de Bouc-Bel-Air. Il s'étend sur environ 500 mètres de la route de Rans (RD60d) depuis l'ouvrage sous l'autoroute A51 jusqu'au chemin des Bolles (vers le village).

L'aménagement a pour objectif de sécuriser l'ensemble des modes de déplacements (modes actifs, transports en commun et automobiles) tout en intégrant l'expansion du secteur et la requalification de l'entrée du village.

Ainsi, le programme de l'opération est défini comme suit :

- l'adaptation et la requalification des voies avec création d'un tourne à gauche ;
- la mise en œuvre de murs ou murets de soutènement ;
- l'aménagement de cheminements piéton sur l'ensemble du projet ;
- la création d'une piste cyclable et d'arrêts de bus ;
- le traitement des accès privés à la voie publique ;
- la requalification paysagère de l'esplanade existante impactée et des espaces résiduels avec création d'un réseau d'arrosage ;
- le traitement du pluvial de la voie intégrant une rétention liée à l'imperméabilisation supplémentaire ;
- la mise en place d'un éclairage public aux normes et de la signalisation routière.

L'estimation globale de cette opération s'élève à 880 000 € HT, soit 1 056 000 € TTC dont 960 000 € TTC de travaux.



#### **Peynier – RD908 Avenue de la Libération – Phase II / Estimation 1 500 000 € TTC**

L'opération se situe à l'Est de la commune de Peynier. Elle se développe sur une section de la RD908 située en agglomération sur environ 300 mètres, comprise entre l'intersection avec la rue des Bergers et le carrefour de l'avenue Saint Eloi.

L'intervention envisagée sur ce tronçon de route départementale a de multiples enjeux. Il s'agit d'assurer la continuité piétonne sécurisée, d'intégrer un itinéraire cyclable, de sécuriser les usagers notamment aux carrefours et d'accompagner la mutation urbaine en présentant un aménagement paysager de qualité dans la continuité de celui de la phase I achevée en 2016.

En conséquence, le programme du projet se définit comme suit :

- la requalification des voies et carrefours avec création d'un barreau de liaison entre l'avenue de la Libération et la rue des Bergers ;
- la mise en œuvre de murs de soutènement ;
- la création de plateaux traversants et de stationnements en zone apaisée ;
- l'aménagement de cheminements piéton et d'arrêts de bus PMR sur l'ensemble du projet ;
- la création d'une piste cyclable en continuité de la phase I ;
- l'adaptation des accès privés à la voie publique ;
- le traitement paysager des espaces résiduels avec création d'un réseau d'arrosage ;
- la modification du réseau pluvial de la voie ;
- la mise en place d'un éclairage public aux normes et de la signalisation routière.

L'estimation globale de cette opération s'élève à 1 250 000 € HT, soit 1 500 000 € TTC dont 1 380 000 € TTC de travaux.



#### **Venelles – RD13a / Sortie A51 / Estimation 1 980 000 € TTC**

Le projet est implanté au Sud-Est de la commune de Venelles sur une superficie d'environ 1,2 Ha, au niveau de l'échangeur n°13, point de raccordement entre la sortie de l'autoroute A51, le chemin du Collet Redon, le chemin des 4 tours et la rue des Michelons (RD13).

Les objectifs de l'aménagement projeté, situé sur le principal accès à l'agglomération depuis l'autoroute,

sont nombreux. D'une part, il est nécessaire d'améliorer les conditions de sécurité et de visibilité des usagers de cette intersection très fréquentée aux heures de pointe du soir. D'autre part, il est primordial de conforter ce point d'échange où l'ensemble des modes actifs coexistent actuellement en mode dégradé. Il s'agit également de marquer significativement l'entrée sur la Commune de Venelles.

Le programme de l'opération consiste donc en :

- la création d'un carrefour giratoire ;
- les modifications, raccords et rétablissements de la bretelle de sortie autoroutière, des chemins du collet Redon et des 4 Tours ainsi que de la rue Michelons ;
- les travaux hydrauliques tels que les bassins de rétention, les ouvrages de compensation ou de continuité et séparateurs hydrocarbures ;
- l'aménagement de cheminements piéton ;
- le traitement paysager des espaces résiduels ou délaissés ;
- la modification du réseau pluvial de l'ensemble du projet ;
- la mise en place d'un éclairage public aux normes et de la signalisation routière.

L'estimation globale de cette opération s'élève à 1 650 000 € HT, soit 1 980 000 € TTC dont 1 800 000 € TTC de travaux.



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76M€ ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Mobilité et Infrastructures de Transports du 8 octobre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de valider les programmes d'opérations d'entrées de villes établis sur les bases des études de faisabilité démarrées en 2017 afin de permettre le lancement des études de maîtrise d'œuvre.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le programme de l'opération d'entrée de ville de Cabriès - RD60d Le Verger pour un coût global d'opération estimé à 1 056 000 € TTC, dont 800 000 € HT de travaux.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le programme de l'opération d'entrée de ville de Peynier – RD908 Avenue de la Libération – Phase II pour un coût global d'opération estimé à 1 500 000 € TTC, dont 1 150 000 € HT de travaux.

#### **Article 3 :**

Est approuvé le programme de l'opération d'entrée de ville de Venelles – RD13a / Sortie A51 pour un coût global d'opération estimé à 1 980 000 € TTC, dont 1 500 000 € HT de travaux.

#### **Article 4 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les différentes pièces afférentes à ces dossiers.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06, en section d'Investissement : opération budgétaire 50, nature 4581, fonction 515, autorisation de programme DI 50 AP 12 .

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Habitat et aménagement du territoire – Habitat**

### **2019 CT2 389**

**AVIS - Approbation de l'avenant n° 1 à la convention Etat-Métropole de mise à disposition des services de l'Etat dans le cadre de la délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une durée de 6 ans (2017-2022), la compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ANRU) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).

Trois conventions fixent les conditions de cette délégation : la convention cadre avec l'Etat, une convention de gestion avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et une convention de mise à disposition du personnel de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer pour 3 ans (2017-2019).

Les aides publiques déléguées concernent donc principalement la construction et l'acquisition de logements sociaux, ainsi que l'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'ANAH.

Concernant le logement social, la Métropole assure elle-même l'engagement et le paiement des aides. Pour l'habitat privé, l'ANAH continue, sous l'autorité de la Métropole, d'assurer l'engagement et le paiement des subventions.

Pour l'exercice de cette compétence, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'appuie donc, jusqu'au 31 décembre 2019, conformément à la convention spécifique signée, sur les services de l'Etat à titre gratuit. Néanmoins, afin de poursuivre cette mission et de prévoir une organisation métropolitaine adaptée, la Métropole a demandé la prorogation de cette convention d'une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2020.

La DDTM a donné son accord partiel à cette sollicitation, sous réserve que la période transitoire s'accompagne d'une montée en puissance rapide des services de la Métropole, la DDTM ayant connu aussi le départ de certains agents instructeurs en 2019, non remplacés. Ainsi, il a été convenu, qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2020, la Métropole gèrera pleinement l'instruction des dossiers d'agrément, de financement, de conventionnement APL pour ce qui concerne le parc locatif social, puis à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021, la compétence globale, couvrant également les interventions sur le parc privé. Ces dispositions impliquent le recrutement d'agents pour l'exercice de cette compétence

Pour ce faire, les services de l'Etat mettront à disposition de la Métropole toutes les fiches de procédure existantes en vue de l'exercice des missions correspondantes et un plan de formation à destination des agents sera mis en place.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et ses articles L.301-3, L.301-5-1, L.301-5-2, L.321-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et notamment le XIII de l'article 61 ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, notamment son article 72 ;
- Le plan local d'action pour l'hébergement et le logement des personnes défavorisées (PDHALPD) approuvé le 17 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat (PLH) métropolitain en date du 30 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant les

conventions de délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques à l'habitat 2017-2022 ;

- La convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022 en date du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022 du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention de mise à disposition des services de l'Etat pour l'exercice de la compétence en matière d'attribution des aides publiques au logement 2017-2019 du 20 juillet 2017 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les conventions de délégation de compétence en matière d'aides publiques en faveur de l'habitat ont été signées pour 6 ans (2017 – 2022) ;
- Qu'il est nécessaire de proroger d'un an la mise à disposition des services de l'Etat pour assurer la continuité de cette mission et préparer l'organisation métropolitaine nécessaire ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention Métropole – Etat de mise à disposition des services de l'Etat qui modifie l'article 1 de la convention initiale du 20 juillet 2017 en prorogeant d'un an maximum le délai de mise à disposition. Les autres articles restent inchangés.

**Article 2 :**

Madame La Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant et tout document y afférent.

**Ne prennent pas part au vote : BALDO Edouard – CASTRONOVO Lucien-Alexandre**

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	67
Abstentions	3
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	64
Majorité absolue	33

Pour	0
Contre	64
Ne prennent pas part au vote	2

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

L'assemblée dans sa majorité sauf les abstentionnistes

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

L'assemblée dans sa majorité sauf les abstentionnistes

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

MONDOLONI Jean-Claude - MORBELLI Pascale - RENAUDIN Michel

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix décide de voter contre l'avenant dans la mesure où les moyens humains consacrés au traitement des dossiers ne sont pas compensés par l'État comme c'était le cas préalablement.

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de voter contre le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 390**

**AVIS - Approbation de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille Provence au Comité Départemental d'Education et de Promotion de la Santé des Bouches du Rhône**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Comité Départemental d'Education et de Promotion de la Santé des Bouches du Rhône (CODEPS 13) est une association dont l'objet est de participer à l'éducation pour la santé, la prévention et la promotion de la santé dans le Département des Bouches du Rhône.

Le CODEPS constitue un lieu privilégié de ressources (documentation, formation, accompagnement...), d'actions, de réflexion et d'échanges pour l'ensemble des acteurs concernés par l'éducation pour la santé, la prévention et la promotion de la santé, au bénéfice de la population du département.

Il participe aux activités de l'Instance régionale d'éducation et de promotion de la santé de la région (IREPS) Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca), constituée des Comités départementaux d'éducation pour la santé (Codes) et du Comité régional d'éducation pour la santé (Cres).

Les sept missions de base du CODEPS sont ainsi définies :

- Développer localement des programmes et actions en cohérence avec les priorités départementales ;
- Participer à la formation initiale et continue,

- Fournir un conseil et un accompagnement méthodologiques,
- Accueillir et documenter le public,
- Amplifier localement les programmes nationaux et régionaux,
- Participer à la définition des politiques de santé départementales,
- Contribuer à la concertation, la coordination et la communication entre les acteurs concernés, et toute autre mission définie au niveau départemental.

L'association se compose de membres de droit, de membres adhérents et éventuellement de membres d'honneur. Le Conseil d'administration de l'association comprend six collèges et des représentants des adhérents.

Les administrateurs sont :

- Collège 1 - collectivités territoriales et locales : 12 membres de droit, avec voix consultative ( le Conseil départemental des Bouches du Rhône, les villes d'Arles, d'Aubagne, de Marseille, de Salon de Provence)
- Collège 2 - institutions : 5 membres de droit, avec voix consultative.
- Collège 3 - organismes de protection sociale : 6 membres de droit.
- Collège 4 - établissements de soins : un tiers des membres de droit élus tous les trois ans au sein du collège 4 et rééligibles, 3 membres avec voix délibérative.
- Collège 5 - autres partenaires départementaux, un tiers des membres de droit élus tous les trois ans au sein du collège 5 et rééligibles, 17 membres avec voix délibérative.
- Collège 6 - personnes physiques qualifiées : tous les membres de droit, avec voix délibérative.
- Adhérents - 5 adhérents élus tous les trois ans, avec voix délibérative.<sup>1</sup>

Les actions développées par le CODEPS 13 s'inscrivent dans les orientations du Contrat de Ville signé à l'échelle du Conseil de Territoire Marseille Provence le 17 juillet 2015. A ce titre, la Métropole apporte son soutien à l'association via :

- Un soutien financier

Ce soutien financier s'effectue dans le cadre de l'appel à projets annuel du contrat de ville. Les financements du Conseil de territoire Marseille Provence viennent en complémentarité des financements de droit commun notamment de l'Agence Régionale de Santé PACA (ARS) et du Conseil Départemental des Bouches du Rhône.

- Le soutien méthodologique des Ateliers Santé Ville du Conseil de territoire Marseille Provence

Dans le cadre de leur mission de participation à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé, le dispositif des Ateliers Santé Ville de

Marseille, porté par la direction de la Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence accompagne le CODEPS 13 dans la mise en œuvre et dans le déploiement de ses actions au sein des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV).

Le Conseil de Territoire Marseille Provence a été sollicité pour que la Métropole soit représentée au sein du Conseil d'Administration de l'association.

Cette adhésion sans participation financière permettrait de :

- rendre visible l'implication de la Métropole dans la mise en œuvre d'actions en faveur de l'éducation pour la santé, la prévention et la promotion de la santé
- de mobiliser si nécessaire, certaines compétences de la Métropole qui pourraient faciliter la mise en œuvre opérationnelle des actions portées par l'association,

Il est donc proposé que la Métropole adhère à l'association CODEPS 13 sous le statut de membre du collège 1 des collectivités territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La délibération N° FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- Le contrat local de santé signé le 12 février 2015 entre la Ville de Marseille, le Conseil Départemental, l'Etat et l'Agence Régionale de Santé Paca.

**Où il rapporte ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'éducation pour la santé, la prévention et la promotion de la santé

relève des compétences politique de la ville de la Métropole ;

- Que la Métropole participe actuellement, en soutenant financièrement et en apportant un soutien en ingénierie au CODEPS 13, à la mise en œuvre d'actions concrètes en faveur de l'éducation pour la santé, la prévention et la promotion de la santé;
- Qu'il convient d'adhérer au CODEPS 13 sous le statut de membre du collège 1 des collectivités territoriales pour conforter et rendre plus lisible l'implication de la Métropole sur ces sujets.

## Délibère

### Article unique :

Est approuvée l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au CODEPS 13 sous le statut de membre du collège 1 des collectivités territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2019 CT2 391

### **Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le

neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Un prêt « bonifié » à hauteur de 25 000€ sur 12 ans**

Ce dispositif est suspendu en attendant le montage d'une convention avec un nouveau partenaire bancaire ; en effet, le Crédit Foncier, partenaire du Pays d'Aix depuis 2012, a dénoncé la précédente convention avec effet au 31/12/2018 suite à l'intégration de ses activités au sein du groupe BPCE.

- **Une aide directe à la personne**

D'un montant de 2 500€, cette aide est portée par le notaire de l'opération : l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui devra intégrer des clauses anti spéculatives et préciser que l'aide sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat.

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 communes du Pays d'Aix ;
- Résider ou travailler sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issus en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer :

- 53 aides directes à la personne, soit un montant de 132 500 euros ;

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans les tableaux ci-annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017\_CT2\_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative à l'ajustement des modalités d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 30 septembre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire en matière de politique locale de l'Habitat.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé, dans le cadre des aides directes à la personne, le versement de subventions d'un montant total de 45 000 euros aux 18 primo accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 553, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 392**

**Intervention financière en faveur de propriétaires privés en matière de travaux d'assainissement non collectif**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations n°2014\_A114 du Conseil communautaire du 22 mai 2014 et n° 2015\_A328 du Conseil communautaire du 17 décembre 2015, la Communauté du Pays d'Aix a décidé de mettre en place un dispositif d'aide aux propriétaires qui engageraient des travaux sous injonction de mise en conformité des installations d'assainissement non-collectif et donnant lieu à un financement de l'Agence de l'Eau.

Le programme d'aide financière de l'Agence de l'Eau aux particuliers est animé et géré par le SPANC du Territoire du Pays d'Aix.

Il permet aux propriétaires de bénéficier d'une aide forfaitaire de 3 000 € pour la réhabilitation d'une installation ce qui correspond à 30 % du montant moyen des travaux de réhabilitation d'une installation.

Les propriétaires concernés par le dispositif d'aide complémentaire à la réhabilitation des installations d'assainissement sont ceux :

- dont les installations d'assainissement non collectif sont non-conformes et présentent un danger pour la santé des personnes ou un risque environnemental avéré au sens de l'annexe 2 de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.
- dont les constructions ne possèdent aucune installation d'assainissement en infraction à l'article L1331-1-1 du Code de la santé publique.

Ce dispositif d'aide financière à la réhabilitation des installations les plus défectueuses présentant un risque sanitaire s'inscrit dans la continuité du contrôle périodique de bon fonctionnement des installations d'assainissement non collectif fait par le SPANC, dans un souci d'amélioration du parc

d'installation et de limitation de leur impact environnemental.

L'aide forfaitaire proposée en complément du financement de l'Agence de l'Eau est attribuée aux propriétaires modestes et très modestes (selon le plafond de ressources de l'Anah en vigueur au 01/01/2018). Elle s'élève à :

- 2 000 euros pour les propriétaires très modestes,

- 1 000 euros pour les propriétaires modestes.

L'ensemble des aides perçues par le bénéficiaire ne pourra dépasser 80% d'aides publiques.

Au vu des dossiers transmis par le SPANC, 7 propriétaires sont concernés par ces aides, recensés dans le tableau ci-dessous.

NOM DU BENEFICIAIRE	ADRESSE DES TRAVAUX	CP	COMMUNE	Type dossier	MONTANT FACTURES HT	AIDES AGENCE DE L'EAU	AIDES PAYS D'AIX	TOTAL AIDES PUBLIQUES	% AIDES PUBLIQUES
POEUF	1685, route de coudoux	13410	ROUSSET	PO MO	5 224 €	3 000 €	1 000 €	4 000 €	77%
ROUSSET	Quartier roquette	13710	FUVEAU	PO MO	10 501 €	3 000 €	1 000 €	4 000 €	38%
CLAVEAU	Chemin du tremplace	13860	PEYROLLES	PO TM	11 140 €	3 000 €	2 000 €	5 000 €	45%
CRAVERO	1879, chemin du val des fleurs	13770	LES PENNES MIRABEAU	PO MO	10 450 €	3 000 €	1 000 €	4 000 €	38%
GRANGIER	1420, chemin Barthélémy Vera	13290	AIX EN PROVENCE	PO TM	10 878 €	3 000 €	2 000 €	5 000 €	46%
ISBIRIAN	Quartier des michels	13790	PEYNIER	PO TM	5 498 €	3 000 €	1 400 €	4 400 €	80%
MAKISNOV GRINEVICH	135, traverse des charettes	13100	ST MARC DE JAUMEGARDE	PO MO	11 350 €	3 000 €	1 000 €	4 000 €	35%
TOTAL					48 193 €	15 000 €	9 400 €	22 000 €	46%

Le montant total des aides du Territoire du Pays d'Aix s'élève à 9 400 euros.

Les aides seront attribuées aux propriétaires occupants aux vues des attestations de versement de l'Agence de l'Eau, l'avis d'imposition et les factures acquittées du propriétaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Santé Publique et notamment l'article L 1331-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif des particuliers ;
- La délibération n°2014\_A114 du Conseil communautaire de la CPA du 22 mai 2014 relative à la mise en place du dispositif ;

- La délibération n°2015\_A328 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à la mise en place du dispositif ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 30 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'inciter les propriétaires à réaliser des travaux d'assainissement non collectif.

Délibère

#### Article 1 :

Sont approuvées les aides aux bénéficiaires dont la liste est présentée dans le tableau ci-dessus pour un montant total de 9 400 euros.

## **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

## **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 552, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 393**

**Attribution d'aides pour la réhabilitation de logements locatifs sociaux – Approbation d'une convention de financement**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° 2014\_A071 du 15 janvier 2014, le Conseil communautaire de la CPA a déclaré d'intérêt communautaire les modalités d'intervention en faveur des opérations de réhabilitation de logements locatifs sociaux, prenant en compte les caractéristiques sociales des territoires et encourageant les travaux permettant d'améliorer les performances énergétiques des logements.

En complément, une déclinaison plus fine et plus précise des taux d'intervention a été adoptée par le Conseil communautaire du 14 octobre 2014, notamment en préconisant 3 niveaux de performance thermique et énergétique sur la base d'une grille d'instruction technique (délibération n° 2014\_A216).

Cette délibération présentait des taux d'intervention allant de 15 à 80 % selon le territoire concerné, la nature des travaux et le niveau de performance énergétique atteint. Le montant des subventions a été plafonné à 50 % du coût total de l'opération.

Dans le contexte budgétaire métropolitain, la gestion des crédits sur l'Etat Spécial de Territoire a nécessité de prioriser l'accompagnement sur les politiques publiques. Aussi, par délibération n° 2019\_CT2\_014, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix s'est prononcé en faveur d'une modification des taux d'intervention.

Par ailleurs, dans le cadre du partenariat entre le Pays d'Aix et l'Atelier de l'Environnement du Pays d'Aix – Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (convention d'objectifs annuelle), ce dernier accompagnera la Direction de l'Habitat dans la pré-instruction et l'analyse des dossiers de demande de subvention des bailleurs sociaux (étude des dossiers, accompagnement technique des bailleurs, visites sur site, réunion de clôture).

**Les aides se déclinent désormais de la façon suivante :**

	Nature des réhabilitations				Taux de financement global de la CPA Maximum 50% du coût total de l'opération
	Energie / Thermique			Autres Travaux	
	Maximum	Moyen	Minimum	Travaux plafonnés à 13 000 euros par logement	
	Travaux non plafonnés	Travaux plafonnés à 18 000 euros par logement			
Projets ANRU ou assimilés, en cours	40%	30%	20 %	30%	Financement de complément
Quartiers Politique de la Ville / Quartiers d'habitat social fragilisés	30%	25%	20%	25%	
Reste du territoire				15%	

Chaque subvention allouée à une opération de réhabilitation de logement social fait l'objet d'une convention de financement entre le Territoire du Pays d'Aix, et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire.

Selon ces critères, il est proposé dans ce rapport d'attribuer une aide à la réhabilitation de logements locatifs sociaux et d'approuver la convention afférente.

Cette aide est déclinée dans le tableau annexé. Elle s'élève à 322 205,55 € pour 1 opération de réhabilitation représentant 50 logements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2014\_A071 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014, et 2014\_A216 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre

2014 relatives à l'intervention de la CPA pour la réhabilitation de logements locatifs sociaux ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2019\_CT2\_014 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix relative à la modification des taux d'intervention du Territoire pour la réhabilitation des logements locatifs sociaux ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat Urbanisme et Aménagement du 30 septembre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de soutenir la réhabilitation des logements locatifs sociaux sur le Territoire du Pays d'Aix.

**Délibère**

Nom opération	Organisme	Commune	nb log.		Descriptif des travaux	coût opération	Plafond travaux	Subvention	
			coll.	ind.				montant	taux
Font du Roy	13 Habitat	GARDANNE	50	0	Réhabilitation énergétique	1 191 973 €	900 000 €	225 000 €	25%
					Autres travaux d'amélioration	1 213 580 €	650 000 €	97 205,55 €	15%
<b>TOTAL</b>			<b>50</b>	<b>0</b>		<b>2 405 553 €</b>		<b>322 205,55 €</b>	<b>13%</b>

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention pour l'opération décrite dans le tableau annexé pour un montant total de 322 205,55 €.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention de financement entre le Territoire du Pays d'Aix et le bailleur social concerné.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer cette convention de financement et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182736, nature 4581, fonction 552, autorisation de programme DI736AP.

**Opération proposée à l'approbation du Conseil de Territoire du 17 octobre 2019:**

**REHABILITATION : Opération Font du Roy**

Néant

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 394**

**Attribution de subventions aux propriétaires privés dans le cadre du Programme d'Intérêt**

**Général « Mieux Habiter, Mieux Louer » 2016-2019**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis plusieurs années, le Territoire du Pays d'Aix s'engage dans la mise en œuvre et le soutien des dispositifs programmés axés sur la réhabilitation du parc immobilier privé.

Pour accompagner cette politique d'amélioration du bâti privé, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (CPA) a mis en place un Programme d'Intérêt

Général (PIG) « Mieux Habiter - Mieux Louer » avec secteurs renforcés pour la période 2016-2019, destiné à aider financièrement les propriétaires privés, occupants et bailleurs, de logements conventionnés en vue de réduire la vacance, lutter contre l'insalubrité et la précarité énergétique et de contribuer à une offre en logements à loyers maîtrisés.

La convention de programme triennale de ce dispositif déterminant les modalités financières et juridiques relatives aux financements, alloués aux propriétaires privés, en provenance du Territoire du Pays d'Aix et des partenaires financiers institutionnels a été signée le 27 septembre 2016 par l'ensemble des partenaires (Agence Nationale de l'Habitat, Conseil Régional, Conseils Départementaux des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse, les Villes d'Aix-en-Provence, Gardanne, Lambesc, Pertuis, Peyrolles-en-Provence et Trets).

Ce PIG « Mieux Habiter - Mieux Louer » vise :

- la production de logements conventionnés et la sortie de vacance,
- le traitement de l'habitat indigne et dégradé,
- la lutte contre la précarité énergétique,
- l'accompagnement des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie.

Son champ d'application porte sur l'ensemble des 36 communes du Pays d'Aix. Un objectif global de 446 logements est défini sur 3 ans, sur l'ensemble du Territoire soit :

- 220 logements relevant de propriétaires occupants,
- 226 logements relevant de propriétaires bailleurs.

Six centres anciens présentant des potentiels d'habitat indigne ou très dégradé ont été identifiés et retenus en vue d'optimiser la démarche de prospection, d'animation et d'information du dispositif auprès des propriétaires. Ce PIG prévoit donc une ingénierie renforcée sur les centres anciens de :

- Gardanne,
- Lambesc,
- Pertuis,
- Peyrolles-en-Provence,
- Trets,
- Aix-en-Provence.

L'objectif de réhabilitation dans ces secteurs renforcés se décline ainsi :

- 122 logements de propriétaires occupants soit 55 % des objectifs « propriétaires occupants »,
- 135 logements de propriétaires bailleurs soit 60 % des objectifs « propriétaires bailleurs ».

Par ailleurs, ce PIG intègre un dispositif expérimental d'Auto-Réhabilitation Accompagnée

(ARA) prévu par l'Anah (instruction du 6 février 2015) visant à inscrire les ménages en difficulté dans une démarche d'insertion sociale en les faisant bénéficier d'une prestation d'accompagnement et d'encadrement technique des travaux. Il est prévu d'accompagner 30 ménages sur les 3 ans au titre de l'ARA.

Afin de soutenir l'amélioration de l'habitat privé en s'associant aux objectifs prioritaires, pour la réhabilitation des logements du parc privé, fixés par l'Anah, et en complément des aides de l'Anah, le Territoire du Pays d'Aix mobilise les aides suivantes :

- pour les propriétaires occupants (sur conditions de ressources) : une subvention de 10 % du montant subventionnable de l'Anah et une prime de 500 € en complément de l'Allocation de Solidarité Ecologique - ASE (programme « Habiter Mieux »),
- pour les propriétaires bailleurs : une « prime de réduction de loyer » visant à encourager les propriétaires bailleurs privés à produire des logements « conventionnés » avec loyer maîtrisé durant 9 ans. Le montant de cette prime est plafonné à 80 m². Son mode de calcul varie selon si le bailleur opte pour livrer un logement avec un :
  - « loyer très social » : prime = 125 €/m²,
  - « loyer social » : prime = 100 €/m²,
  - « loyer intermédiaire » : prime = 50 €/m².

Le Territoire du Pays d'Aix prévoit également des aides majorées lorsque les travaux interviennent en secteurs renforcés :

- pour les propriétaires occupants (sur conditions de ressources) : une subvention de 20 % du montant subventionnable pour des travaux lourds,
- pour les propriétaires bailleurs : une « prime de sortie de vacance » dont le mode de calcul varie si le bailleur opte pour livrer un logement avec un :
  - « loyer très social » : prime = 5.000 €,
  - « loyer social » : prime = 2.500 €,
  - « loyer intermédiaire » : prime = 1.500 €.

Les décisions d'attribution des aides en faveur de l'habitat privé sont prises par l'Anah après avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH), dans la limite des droits à engagement alloués annuellement. Les primes et subventions accordées par le Territoire du Pays d'Aix, pour compléter et majorer une aide Anah, sont versées à l'achèvement des travaux sur la base des attestations de versement de la participation de l'Anah qui vérifie les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicable. En cas de dépassement du plafond d'attribution des aides publiques (80 % ou 100 % du montant des travaux), le Territoire du Pays d'Aix se réserve le droit d'écarter son aide.

Pour encourager l'engagement des travaux de réhabilitation, le Territoire du Pays d'Aix a souhaité harmoniser ses aides avec celles de l'Anah et ajuster les modalités de sa participation financière. Les propriétaires ont ainsi la possibilité de déposer une demande d'avance et/ou d'acompte(s) auprès du Territoire du Pays d'Aix.

Suite aux décisions prises au sein des dernières CLAH, la participation du Territoire du Pays d'Aix est sollicitée sur 23 dossiers, détaillée dans le tableau ci-annexé, pour un montant total de 71 805 € ainsi répartis :

- 38 045 € pour 19 dossiers de propriétaires occupants,
- 33 760 € pour 4 dossiers de 2 propriétaires bailleurs.

Les dossiers de propriétaires bailleurs ont donné lieu à la production de 4 logements conventionnés ainsi répartis :

- 0 logement « Conventionné Très Social » (LCTS)
- 4 logements « Conventionné Social » (LCS),
- 0 logement conventionné en « Logement Intermédiaire » (LI)

Les dossiers se répartissent de la façon suivante (certains dossiers donnent lieu à plusieurs subventions) :

- 13 subventions répondant à un objectif de performance énergétique,
- 5 subventions relatives aux travaux liés à l'autonomie,
- 1 subvention répondant à un objectif de performance énergétique et relative aux travaux liés à l'autonomie,
- 1 subvention relative à des travaux de sécurité et de salubrité,
- 3 subventions relatives aux travaux lourds (logements indignes et très dégradés).

5 dossiers ont été instruits en « Secteurs Renforcés » sur les communes de Pertuis, et de Trets.

- 2 dossiers de propriétaires occupants
- 3 dossiers de propriétaires bailleurs

Par ailleurs, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé par une convention de financement avec la Région Provence Alpes Côte d'Azur à faire l'avance de l'aide régionale auprès des bénéficiaires.

Ainsi, le montant total des subventions relatives aux dossiers des propriétaires occupants s'élève à 41 252 €.

Le Territoire du Pays d'Aix procède également à l'avance, aux bénéficiaires, des aides financières accordées par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, après leur validation technique. Le montant total des subventions relatives aux dossiers des propriétaires occupants s'élève à 38 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014\_A273 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à l'amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire – Dispositif d'aides à la rénovation énergétique des logements privés ;
- La délibération n°2015\_B708 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à l'approbation d'une convention de programme triennale liée au Programme d'Intérêt Général « Mieux Habiter – Mieux Louer » avec secteurs renforcés 2016-2019 et d'une convention de financement bi-partite avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2016\_CT\_170 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016 relative aux modalités de paiement des aides en faveur des propriétaires occupants et bailleurs dans le cadre du PIG « Mieux Habiter – Mieux Louer » avec secteurs renforcés 2016/2019 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 30 septembre 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'intervenir auprès des propriétaires occupants et bailleurs du parc privé potentiellement indigne, dégradé, en vue d'améliorer le confort des occupants, de réduire la vacance, de lutter contre l'insalubrité et la précarité énergétique et de contribuer à une offre en logements à loyers maîtrisés.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont attribuées des subventions d'un montant total de 71 805 € aux propriétaires privés concernés mentionnés dans le tableau ci-annexé pour la part du Territoire du Pays d'Aix.

#### **Article 2 :**

Sont attribuées, pour l'avance des aides régionales et départementales, les subventions d'un montant total de 41 252 € pour la part Région PACA et d'un montant total de 38 000 € pour la part Département des Bouches-du-Rhône, aux propriétaires privés mentionnés dans le tableau ci-annexé.

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 552, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## **Habitat et aménagement du territoire – Politique de la ville / Cohésion sociale**

#### **2019 CT2 395**

**AVIS - Stratégie de lutte contre l'habitat indigne - Approbation de l'avenant 1 à la convention de portage immobilier et foncier avec CDC-Habitat Social pour une intervention ciblée au sein de copropriétés dégradées**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 16 mai 2019, le Conseil de la Métropole a adopté, dans le cadre de sa stratégie de lutte contre l'habitat indigne dans les grandes copropriétés dégradées, une convention de portage immobilier et foncier avec CDC Habitat social, afin que cet organisme puisse acquérir 210 lots dans 6 copropriétés dégradées : Corot (80 lots), Bellevue (30 lots), La Maurelette (30 lots), le Grand Mail (40 lots), Est Marseillais (10 lots), La Mariélie (20 lots). Ces acquisitions seront conduites auprès de copropriétaires endettés afin d'engager rapidement une baisse des dettes des syndicats de copropriétés et dégager ainsi des moyens de gestion.

La durée de cette convention de portage est de 3 ans, reconductible par période de 1 à 3 ans, sans excéder une durée globale de 10 ans.

Cette action s'inscrit dans le cadre de l'accord partenarial signé avec la Ville de Marseille, l'État, l'ANAH, les collectivités territoriales, le Procureur, l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise, l'Agence d'information pour le logement des Bouches du Rhône, l'Association Régionale HLM, la Caisse des dépôts et consignations, afin de bâtir des stratégies d'interventions collectives sur les grandes copropriétés dégradées, dont une dizaine nécessite une action prioritaire : Bel Horizon 1 et 2 (Marseille 3ème), Bellevue(Marseille 3ème), Plombières (Marseille 3ème), Corot (Marseille 13ème), Maison Blanche (Marseille 14ème), Le Mai I- Le Mail G et les Gardians (Marseille 14ème), Les Rosiers (Marseille 14ème), Kalliste (Marseille 15ème), La Maurelette (Marseille 15ème), Consolat (Marseille-15ème). D'autres grandes copropriétés de la Métropole se trouvent également fragilisées comme celles de la Mariélie à Berre l'Etang ou les Facultés à Aix-en-Provence, mais aussi dans d'autres arrondissements de Marseille (Est Marseillais, Bel Ombre, La Cravache).

L'intervention sur ces grandes résidences privées se met progressivement en place à travers des opérations d'aménagement visant à une appropriation publique des bâtiments les plus dégradés (Kalliste, Corot), des dispositifs opérationnels : Plans de sauvegarde ou OPAH copropriétés (Kalliste, Corot, Bellevue, Plombières, La Mariélie, Les Facultés) pour accompagner leur redressement, la désignation d'administrateurs provisoires (Corot, Est Marseillais, Bellevue).

Le redressement de ces ensembles immobiliers et des bâtiments réhabilitables, passe par toute une série d'actions au premier rang desquelles figurent l'amélioration de la gestion des parties communes et la réalisation de travaux de conservation. Les syndicats de copropriétaires et leurs mandataires doivent donc dégager des moyens pour résorber le plus rapidement possible les dettes des copropriétaires qui ne s'acquittent plus de leurs charges, que ce soit par manque de ressources pour certains copropriétaires occupants très modestes ou par choix de rentabilité pour d'autres,

et réaliser des travaux de sécurité avec l'aide de l'ANAH et des collectivités.

Des opérateurs fonciers et de gestion sont déjà présents à Kallisté, Plombières, Bellevue bâtiments B (Marseille Habitat), Maison Blanche (Etablissement public foncier PACA), Bel Horizon (Etablissement Public Euroméditerranée). Les copropriétés Les Rosiers et Consolat doivent encore faire l'objet d'une définition d'une stratégie d'intervention sur la base de diagnostics à engager en 2019.

Dans la copropriété des Facultés, à Aix-en-Provence, actuellement en phase d'élaboration de plan de sauvegarde, un programme de travaux d'urgence est en cours de mise au point pour améliorer la sécurité incendie de cet ensemble de 496 studios, commerces, garages, bureaux. L'acquisition d'une centaine de lots par la Société Anonyme de Construction et de Gestion Immobilière d'Aix-en-Provence (SACOGIVA) a permis d'améliorer les comptes du syndicat. L'action de portage de CDC Habitat social est mobilisée pour poursuivre l'acquisition d'une quarantaine de lots nécessaire à la mise en œuvre complète des travaux d'amélioration de la sécurité. La durée de portage de 3 ans permettra de préciser la stratégie d'intervention à conduire, en articulation avec l'intervention sur le Projet de Rénovation Urbaine du quartier d'Encagnane.

C'est pourquoi il est proposé d'adopter un avenant 1 à la convention de portage.

Le flux d'investissement (acquisitions et travaux) passe de 13,5 millions d'euros à 18 millions d'euros sur la durée de la convention.

Un comité de suivi réunissant des représentants des signataires statuera sur les lots à acquérir, leur prix d'acquisition. Les montants prévisionnels sont estimés en moyenne à 861 euros/m<sup>2</sup> et seront adaptés à la nature du logement et la situation des copropriétés.

Les occupants des lots acquis seront aussi souvent que possible et en fonction de leur souhait maintenus dans les lieux à un loyer de niveau conventionné social.

Pour d'éventuels besoins en relogement, la Métropole mobilisera les moyens dont elle dispose et sollicitera ceux de ses partenaires (réservataires et bailleurs).

Les lots acquis seront cédés aux concessionnaires d'aménagement que la Métropole désignera, remis sur le marché ou conservés dans le parc de CDC Habitat social.

Les prix de cessions seront établis au regard des prix d'acquisition, travaux éventuellement réalisés, frais financiers, rémunération des fonds propres investis, déficit d'exploitation éventuel une fois déduites les subventions de l'ANAH perçues.

Ainsi pour une acquisition moyenne de 861 euros/m<sup>2</sup> le prix estimé de revente s'établira à 1 219 euros/m<sup>2</sup> pour une durée de portage de 3 ans. Les prix de cessions seront fixés au regard des résultats et dépenses effectifs.

La Métropole sera sollicitée pour garantir les emprunts contractés évalués à 8 053 707 euros et instaurer un droit de préemption urbain renforcé sur toutes les copropriétés qui n'y seraient pas encore soumises. Les décisions seront soumises aux prochaines instances compétentes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017 approuvant un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les grandes copropriétés dégradées ;
- La délibération DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 du conseil métropolitain adoptant une stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DEVT 001-5884/19/BM du 16 mai 2019 approuvant la convention de portage dans 6 copropriétés dégradées ;
- La convention de portage immobilier et foncier 19/0482, exécutoire à compter du 9 juillet 2019, entre la Métropole Aix-Marseille Provence et CDC Habitat Social.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est indispensable pour engager le redressement des copropriétés dégradées de mettre en œuvre une action foncière et immobilière ciblée immédiate afin d'acquérir les lots de copropriétaires endettés ou vendeurs ;
- Que les stratégies d'intervention sur les copropriétés Corot, Bellevue, la Maurelette, l'Est Marseillais, la Mariélie, le Grand Mail sont suffisamment définies pour savoir qu'un portage ciblé est nécessaire ;

- Que la copropriété des Facultés, à Aix-en-Provence, est en phase d'élaboration de plan de sauvegarde ;
- Que CDC Habitat social, société anonyme d'habitation à loyer modéré, filiale de CDC Habitat, est engagée dans la mise en œuvre des stratégies d'intervention publique en faveur de la dignité de l'habitation, et conformément aux dispositions de l'article L 411-2 du code de la construction et de l'habitation, peut-être chargée d'un service d'intérêt général lorsqu'elle assure la gestion ou l'acquisition, en vue de leur revente, de logements situés dans des copropriétés connaissant des difficultés importantes de fonctionnement ou faisant l'objet d'un plan de sauvegarde ou d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat ;
- Que CDC Habitat s'est engagée aux côtés de l'État et des collectivités dans le cadre du Plan Initiative copropriétés.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 à la convention 19/0482 de portage immobilier et foncier, intervention ciblée au sein de copropriétés dégradées de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec CDC Habitat Social, ci-annexé.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2019 CT2 396

### **AVIS - Opération de rénovation urbaine d'Encagnane Concession d'Aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Approbation du compte-rendu annuel à la collectivité**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence a été retenu au titre des projets de renouvellement urbain et s'inscrit dans les programmes d'intérêt Régionaux au sein du contrat de plan Etat / Région 2015-2020. Conformément à la Loi Lamy, les premières orientations du projet de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane ont été proposées dans le Protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et Vitrolles, validé par délibération n°2015\_A255 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 et signé par les partenaires le 17 décembre 2015.

Le protocole de préfiguration ANRU sur le quartier d'Encagnane a conduit la Métropole, compétente en la matière, à conclure une convention avec son aménageur public la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la coordination et la mise en œuvre des aménagements publics qui seront réalisés dans le cadre du renouvellement urbain du quartier d'Encagnane.

Cette opération a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour une durée de dix ans, conformément à la concession d'aménagement notifié à la SPLA le 4 février 2019.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Assurer la gestion et l'entretien des biens,
- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération,
- Assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération,
- Assurer la maîtrise foncière et la libération des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération,
- Assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération,
- Assurer la commercialisation,
- Assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération,
- Mettre en place et animer les instances de suivi de la concession,
- Mettre en œuvre les démarches inhérentes et déjà engagées sur l'opération,
- Proposer, préparer et assurer la mise en œuvre de tous contrats et conventions avec des tiers publics ou privés nécessaires à la réalisation de l'opération,
- assurer la réalisation des études et de toutes missions nécessaires à l'exécution de ces obligations, dont la gestion et la coordination,

- Participer aux comités techniques et de pilotage liés à la convention du nouveau programme de renouvellement urbain d'Encagnane.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des réunions de travail ont été mises en place, qui ont permis de travailler avec les partenaires à l'élaboration de la convention NPRU, d'aborder les questions foncières liées à l'opération et de poursuivre le travail engagé sur la copropriété des Facultés afin de permettre l'élaboration du plan de sauvegarde.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- Le bilan prévisionnel actualisé,
- Le plan de trésorerie actualisé,
- Un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir, relatant l'état d'avancement des différentes missions confiées au concessionnaire et leurs conditions de mise en œuvre, les procédures nécessaires à l'opération engagées et leur état d'avancement, les incidents éventuels (contentieux...),
- Un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- Le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances prévues,
- Le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- Un planning d'opération actualisé.

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 25 septembre 2019 présente le CRAC 2019.

### **Compte rendu de l'année 2019**

L'essentiel des dépenses de l'opération en 2019 a concerné les études préalables à l'aménagement des espaces publics, la réalisation du schéma d'aménagement d'ensemble, l'étude de développement économique et commercial, les

études préalables liées à l'élaboration du plan de sauvegarde de la Résidences des facultés, des frais divers et la rémunération de l'aménageur.

Le montant prévisionnel des dépenses pour l'année 2019 s'élevait à 500 000 € pour un montant qui a été confirmé au 30 juin, au regard des études en cours, de 500 000 €.

### **Evolution du bilan**

Suite à la validation du bilan prévisionnel de la concession par le Conseil de la Métropole du 12 décembre 2018, l'élaboration de la convention NPRU a nécessité un travail partenarial au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019, ce qui a amené certaines évolutions, notamment en terme financier, par rapport aux subventions des partenaires du PRU. Ces montants de subventions prévisionnelles ont ainsi été intégrés au bilan prévisionnel de l'opération, conformément au comité de pilotage du 21 mai 2019 et conformément à la délibération approuvée par le Conseil de la Métropole du 20 juin dernier, ce qui a permis de limiter la participation globale du concédant à l'opération.

La participation d'équilibre du concédant pour l'année 2019 s'élève à 500 000€ ; Elle sera versée à la SPLA après l'adoption du présent CRAC.

Pour les années 2020 à 2024, la participation d'équilibre du concédant s'établit de manière prévisionnelle à 2 000 000 euros en 2020, 2 400 000 € en 2021, 2 200 000 € de 2022 à 2024 le solde de la participation s'élevant à 9 200 000€ pour les années au-delà de 2024.

### **Perspectives 2019**

Conformément au bilan présenté, en 2020 les actions suivantes se poursuivront :

- Les acquisitions foncières ;
- Poursuite des études techniques pour les aménagements des espaces publics et l'opération d'aménagement ;
- Travaux d'aménagement des espaces publics ;
- La mise en œuvre du plan de sauvegarde de la Résidence des facultés.

Sont joints au présent rapport, les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé de janvier à juin 2019, le prévisionnel pour le reste de l'année 2019 et pour les années à venir, ainsi que le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° DEVT 012-6158/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant la convention de concession d'aménagement relative au renouvellement urbain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2019 de l'opération de renouvellement urbain d'Encagnane à Aix-en-Provence ci-joint.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le Compte Rendu Annuel 2019 de la concession transmis à la Collectivité.
- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 25 septembre 2019 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2019 de la concession de l'opération de renouvellement urbain d'Encagnane à Aix-en-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2019) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2019 s'élève à 500 000 €, et sera versée après l'approbation du présent CRAC 2019.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix , en section investissement : opération budgétaire 458 1182 714, nature 4581, fonction 52, Autorisation de Programme DI714AP2.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 397**

**Attribution de subventions nominatives dans le cadre des opérations façades de Pertuis**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les opérations façades de la Ville de Pertuis ont été transférées à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix au titre de sa compétence Politique de la Ville (délibération n°2003\_A156 du Conseil communautaire de la CPA du 25 juillet 2003 et délibération n° 2015\_B518 du Conseil communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 ).

L'opération façades est pilotée par une commission façades, composée d'élus et de techniciens de la Ville de Pertuis et du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et régie par une convention d'attribution des aides.

Peuvent bénéficier de l'opération façades, les propriétaires d'immeubles situés à l'intérieur du cœur de ville, correspondant au périmètre de la concession d'aménagement de la ville de Pertuis. Les immeubles situés en vis-à-vis du périmètre de l'opération façades peuvent également bénéficier du dispositif.

L'ensemble des façades des bâtiments est subventionnable. Néanmoins les façades visibles depuis l'espace public seront subventionnées en priorité.

Chaque façade doit être rénovée en totalité y compris les rez-de-chaussée. La réfection d'un seul élément de la façade (gouttière, menuiseries extérieures...) ne peut être subventionnée.

La nature des travaux porte sur le piquage et la réfection des enduits, la reprise des peintures incluant les appuis des fenêtres, le remplacement ou la peinture des menuiseries extérieures et la zinguerie.

Le montant de la subvention par façade s'élève de 40 % à 53,33 % du montant des travaux plafonnés à 69 € le m<sup>2</sup> TTC de surface de façade retenue.

Pour les travaux de ravalement avec enduit, la subvention maximale est de 3 049 €, pour les travaux de ravalement peinture, celle-ci est de 2 287 €.

La Commission se réserve le droit d'accorder exceptionnellement une aide supplémentaire pour surcoût architectural (de 1 500€ à 2 000€ maximum), selon l'intérêt architectural du bâtiment et/ou l'utilisation de matériaux coûteux imposés par la réglementation de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager ou de tout dispositif réglementaire destiné à s'y substituer,

afin de contribuer à l'amélioration du patrimoine de Ville.

Enfin, les propriétaires peuvent bénéficier d'une majoration de 10% :

- au titre de l'aide à la personne : selon le montant des ressources qui ne doivent pas excéder les plafonds du Prêt d'Accession
- Sociale (accordé pour financer la construction ou l'achat d'un logement, avec ou sans travaux d'amélioration)
- au titre de la lutte contre l'insalubrité : réhabilitation d'un immeuble dégradé à très dégradé

Suite à la commission façades du 27 juin 2019, la participation du Pays d'Aix est sollicitée sur les 5 dossiers suivants pour un montant total s'élevant à **12 795 euros**.

NOM DU PROPRIÉTAIRE	ADRESSE	SURFACE en m <sup>2</sup>	MONTANT DES TRAVAUX	BASE DE LA SUBVENTION	MONTANT ESTIMÉ DE SUBVENTION	RAPPEL MONTANT PLAFOND	MONTANT AIDE À LA PERSONNE + 10 %	MONTANT DE SUBVENTION
POUCHINS FRANCK	108 place parmentier	170	23 600,00 €	11 454,00 €	6 108,42 €	3 049,00 €	0,00 €	3 049 €
SCI VINOLLY CONTINIGOLAS	2 RUE Vinolly	350	17 325,00 €	17 325,00 €	6 900,00 €	2 287,00 €	0,00 €	2 287 €
SCI PAUL CASOLI REGIS	9, Rue d'Arion et 36 rue Durand	160	13 895,00 €	14 244,50 €	5 687,00 €	3 787,00 €	336,60 €	3 923 €
SCI JACKONADIA EL ALAMI JACKAUSA	553, Rue Colbert	60	8 500,00 €	4 240,00 €	1 656,00 €	2 287,00 €	331,30 €	1 986 €
GRATIANS MONIQUE	11 rue saint Antoine	50	4 300,20 €	2 400,00 €	1 406,00 €	3 787,00 €	340,60 €	1 547 €
TOTAL								12 795 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°2015\_B518 du Conseil communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 concernant les opérations Façades de la Ville de Pertuis ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 30 septembre 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'aider les communes à préserver leur centre ancien en venant en appui de leurs opérations façades.

## Délibère

### Article 1 :

Sont attribuées les subventions aux propriétaires concernés mentionnés ci-dessus pour un montant total de 12 795 euros dans le cadre des opérations façades de la Ville de Pertuis.

### Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182735, nature 4581, fonction 52, autorisation de programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### 2019 CT2 398

**Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix oeuvrant dans le champ de la Prévention de la Délinquance**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant:

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes associations développent des projets spécifiques dans le champ de la Prévention de la Délinquance. A ce titre, 12 structures sollicitent la participation du Territoire du Pays d'Aix pour des aides financières destinées à soutenir les actions qui s'inscrivent, soit dans le contrat de ville du

Territoire, pour les communes d'Aix-en-Provence, Gardanne, Pertuis et Vitrolles, soit dans les dispositifs de soutien à la programmation des Comités Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), ou dans d'autres dispositifs non contractuels sur des communes dont les actions ont besoin d'être soutenues.

Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant total de 117 732 €.

Cette proposition s'inscrit dans le prolongement des actions soutenues par le Pays d'Aix selon les quatre axes d'intervention suivants :

- Accès au droit et aide aux victimes
- Médiation
- Prévention des conduites à risques
- Information et communication

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme ci-après :

**Pour les subventions d'un montant inférieur à 5 000,00 €** le règlement sera effectué en une seule fois après notification

**Pour les subventions d'un montant supérieur à 5 000,00 €** en deux temps :

– un acompte de 80 %, après notification de la subvention et le paiement du solde dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Si les dépenses justifiées s'avèrent inférieures au montant subventionnable, le montant définitif de la subvention est calculé au prorata du montant des dépenses justifiées, rapportées au montant subventionnable et dans la limite de la subvention votée.

N° GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTIO N N - 1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLLICITEE	SUBVENTION PROPOSEE	CONV OUI/ NON
Axe 1 : Accès au droit et aide aux victimes							
2019_00 817	Le Cri de l'Enfant en Pays d'Aix	Accompagnement Pluridisciplinaire	9 900 €	22 800 €	12 000 €	9 900 €	NON
2019_00 813	Espérance Plus en Pays d'Aix	Accueil de mineurs exposés aux violences	4 050 €	13 730 €	9 000 €	4 050 €	NON
2019_00 956	Œuvre des Prisons	Protocole Violences Conjugales	8 500 €	31 000 €	8 500 €	8 500 €	NON
2019_14 45	Accès au droit des enfants et des jeunes	Droit au quotidien – Simiane Collongue et Bouc Bel Air	7 200 €	8 500 €	8 500 €	7 200 €	NON
Sous Total Axe 1					38 000 €	29 650 €	
Axe 2 : Médiation							
2019_01 308	Groupe ADDAP 13	Chantier insertion, commune Pertuis	0,00 €	11 743 €	6 682 €	6 682 €	OUI
2019_00 768	Resonances	Médiation Familiale Pertuis	2 700 €	62 617 €	5 000 €	2 700 €	OUI
2019_00 769	Resonances	Médiation Familiale Aix-en-Provence	8 100 €	75 234 €	11 000 €	8 100 €	OUI
2019_00 770	Resonances	Médiation Familiale Peyrolles	5 400 €	31 348 €	6 000 €	5 400 €	OUI
2019_00	Resonances	Médiation	1 800 €	12 539 €	2 000 €	1 800 €	OUI

771		Famille Le Puy Sainte Réparate						
2019_00 772	Resonances	Médiation Familiale Meyrargues	1 800 €	15 674 €	3 000 €	1 800 €	OUI	
2019_00 774	Resonances	Médiation Familiale Saint Paul Les Durance	1 800 €	10 972 €	2 000 €	1 800 €	OUI	
2019_00 775	Resonances	Médiation Familiale Jouques	1 800 €	10 972 €	2 000 €	1 800 €	OUI	
2019_01 328	Synergie Family	Actions de proximité et d'animations sociales	0,00 €	76 400 €	10 000 €	10 000 €	NON	
2019_01 326	Association La Perche		0,00 €	20 000 €	15 000 €	12 500 €	NON	
Sous Total Axe 2					62 682 €	52 582 €		
Total Axe 1 + Axe 2					100 682 €	82 232 €		
Axe 3 Prévention des Conduites à Risques								
2019_00 818	Association Vie Libre	Prévention des conduites addictives	0,00 €	3 081,40 €	2 750 €	2 750 €	NON	
2019_00 508	IMAJE Santé	Réseau pour la santé des jeunes des Pennes Mirabeau, Bouc Bel Air Simiane	20 000 €	34 000 €	20 000 €	15 000 €	NON	
2019_01 331	Association Bus 31/32	Santé festive, Maraudes et stands Aix-en- Provence	0,00 €	400 000 €	6 000 €	5 500 €	NON	
Sous Total Axe 3					28 750 €	23 250 €		
Total Axe 1 +Axe 2 +Axe 3					129 432 €	105 482 €		
Axe 4 : Information et Communication								
2019_00 592	Pompiers sans Frontière	Mise en place d'une section des cadets de la sécurité civile – Aix-en-Provence	2 250 €	12 550 €	5 000 €	2 250 €	NON	
2019_01 329	Synergie Family	Création de trois spectacles de prévention et de sensibilisation	0,00 €	88 500 €	10 000 €	10 000 €	NON	
		contre les violences						
Sous Total Axe 4					15 000 €	12 250 €		
Total Axe 1 + Axe 2 + Axe 3 + Axe 4					144 432 €	117 732 €		

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, l'opérateur ADDAP 13 bénéficie d'autres subventions du Pays d'Aix sur l'exercice 2019, pour un montant global de 19 200 € (délibération n°2019\_CT2\_171 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2015 (STSPD) de la commune d' Aix-en-Provence, signée le 10 octobre 2014 et prorogé jusqu'en 2017, par délibération du 03 décembre 2015 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et

la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2016 (STSPD) de la commune de Gardanne ;

- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2017 (STSPD) de Pertuis, signée le 02 avril 2013 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2017 (STSPD) de Vitrolles, signée le 11 décembre 2013 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 30 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix propose le financement de ces associations au titre de la prévention de la délinquance.
- Que ces associations s'inscrivent pleinement dans le cadre des actions soutenues par le Pays d'Aix.
- Que le montant total de la participation financière du Territoire du Pays d'Aix pour ces associations est attribué dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget

Délibère

#### Article 1 :

Sont attribuées des subventions pour l'année 2019 pour un montant total de 117 732 € aux bénéficiaires suivants :

- ACCES AU DROIT DES ENFANTS ET DES JEUNES  
 -BUS 31/32  
 - CRI DE L'ENFANT  
 - ESPERANCE PLUS EN PAYS D'AIX  
 - GROUPE ADDAP13  
 - IMAJE SANTE  
 - LA PERCHE  
 - ŒUVRE DES PRISONS  
 - POMPIERS SANS FRONTIERE  
 - RESONANCES  
 - SYNERGIE FAMILY  
 - VIE LIBRE

#### Article 2:

Sont approuvées les conventions à conclure avec l'ADDAP13 et RESONANCES.

#### Article 3:

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les

conventions ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4:**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 420

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 399**

**Attribution d'une subvention et approbation de la convention annuelle et pluriannuelle d'objectifs avec l'association DUNES**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En réponse à l'appel à projets lancé dans le cadre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) d'Aix-en-Provence, l'association Dunes a déposé un projet intitulé « médiation, tranquillité et paisibilité dans les quartiers d'habitat social » proposant la mise en place d'un dispositif de médiation sociale urbaine répondant aux priorités de tranquillité publique et d'amélioration du cadre de vie des habitants partagées par les partenaires du (CLSPD). Ce projet a été retenu par les partenaires du CLSPD.

A ce titre, la participation financière du Territoire du Pays d'Aix est sollicitée pour soutenir cette action qui s'inscrit dans le cadre des enjeux prioritaires de la prévention de la délinquance retenus par le Territoire.

L'association Dunes propose aux institutions publiques et aux bailleurs sociaux d'axer son intervention dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville d'Encagnane et du Jas de Bouffan autour des objectifs suivants :

- Favoriser le lien social, faciliter la résolution pacifique des conflits, contribuer au respect des obligations citoyennes et des règlements intérieurs ;
- Contribuer, dans un cadre partenarial spécifique et adapté au « bien vivre ensemble » ;
- Prévenir et limiter les incivilités et les dégradations dans les parcs d'habitat social ;
- Faciliter le déploiement de dispositifs et d'information autour de renouvellement urbain ou de réhabilitation pour faciliter l'adhésion des populations aux projets ;
- Doter les bailleurs et institutions publiques d'un outil d'intervention sur le domaine «infra- pénal» permettant d'intervenir en prévention sur le sentiment d'insécurité, la tranquillité publique ;
- Accompagner et rassurer les personnels de terrain ;
- Orienter l'action des institutions selon leurs compétences suivant les problématiques identifiées.

L'intervention de l'association Dunes sur ces deux quartiers prioritaires fait l'objet d'un conventionnement dont le but est de définir, entre les parties signataires, les modalités de mise en œuvre du projet « médiation, tranquillité et paisibilité dans les quartiers d'habitat social ».

La convention est prévue pour une durée de trois ans.

Le fondement de cette action est de recréer du lien social et de la cohésion au sein des territoires du Jas de Bouffan et Encagnane.

Par la présente convention, l'association Dunes s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser, en cohérence avec les orientations définies dans le cadre de la stratégie locale de sécurité de la ville d'Aix-en-Provence, les actions conformes à son objet social.

**Les objectifs généraux de l'action sont les suivants:**

- Contribuer à restaurer le lien social sur les quartiers concernés, dans l'objectif d'aller vers un mieux-vivre ensemble.
- Identifier et analyser les situations d'atteinte à la tranquillité publique.
- Répondre au sentiment d'insécurité de la population par une présence visible et active sur l'espace public aux heures de grande fréquentation et au sein des espaces privés de résidences appartenant aux bailleurs.
- Rassurer et améliorer les relations entre les individus et les groupes.
- Réguler l'utilisation de l'espace public et ouvert en agissant en cas d'appropriation problématique d'un espace et en intervenant sur des comportements incivils.
- Faire de la médiation un outil de résolution privilégié des difficultés de tranquillité publique.
- Accompagner les médiateurs en parcours d'insertion (parcours emplois compétences, adulte relais).

Pour ce faire, l'association Dunes mettra en œuvre une équipe opérationnelle composée de 6 « médiateurs » ainsi qu'une équipe d'encadrement

équivalent à un ETP. L'équipe opérationnelle est déployée sur une zone qui prend en compte les espaces publics et privés des résidences appartenant aux bailleurs signataires.

Dans le cadre de la coordination du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la ville d'Aix-en-Provence, ce projet fera l'objet d'un suivi qui prendra la forme d'une gouvernance dont les modalités seront les suivantes :

- Un point hebdomadaire avec les personnels de proximité des bailleurs sur site ;
- La mise en place d'une cellule de veille qui sera l'instance opérationnelle avec la participation des bailleurs et partenaires opérationnels de terrain.

Un comité technique se tiendra trimestriellement. Il sera chargé du suivi financier de la démarche. Il préparera les réunions du comité de pilotage. Il réunira les partenaires financiers de l'action ainsi que les partenaires pouvant apporter une expertise sur le suivi de l'action.

Un comité de pilotage composé de représentants décisionnaires des institutions partenaires et des bailleurs, se réunira une fois par an à minima et/ou sur demande de l'un des financeurs. Ce comité se tiendra sous le pilotage de la ville d'Aix-en-Provence dans le cadre de son Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance. L'association Dunes présentera, à cette occasion, un bilan annuel de l'action.

#### **Soutien financier des signataires de la convention :**

Le dispositif est soutenu par les bailleurs, l'État, la ville d'Aix-en-Provence et le Territoire du Pays d'Aix

- **Précision du montant de participation de chacun :**

##### **- Participation de la commune**

Le soutien de la commune sera apporté à plusieurs titres :

- Par la mise à disposition d'un local ;
- Par l'octroi d'une subvention annuelle de 40 000€ ;
- Par l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) consentie aux bailleurs dans le cadre des financements apporté sur ce projet.

##### **- Participation des Bailleurs**

Les bailleurs participent au prorata du nombre de logements couverts en zone QPV à hauteur de 30€ par logement. Le montant de participation pourra être valorisé dans le cadre de l'exonération de la Taxe Foncière sur les propriétés bâties consentie par la Ville d'Aix en Provence ainsi que l'État. De manière complémentaire, ils ont la possibilité de compléter la couverture territoriale à hauteur de 20€ par logement hors QPV dans la mesure où la zone à couvrir est en continuité et permet une cohérence de couverture. Ce montant ne sera pas exonérable au titre de la TFPB.

##### **- Participation de l'État**

La participation de l'État au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation est non contractualisée dans la présente convention. Néanmoins, l'État, au titre du

FIPDR, pourra soutenir cette action tant que cette dernière répondra aux priorités de l'appel à projets annuel et sous réserve de la disponibilité des crédits.

#### **- Participation du Territoire du Pays d'Aix au titre de la Prévention de la Délinquance**

Il est proposé d'attribuer une subvention d'un montant total de 30 000 €.

Cette action s'inscrit dans le cadre d'intervention du Territoire du Pays d'Aix en matière de Prévention de la Délinquance sous l'axe Médiation.

N° GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N - 1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLLICITEE	SUBVENTION PROPOSEE	CONV OUI/ NON
Axe : médiation							
2019_13 41	Association DUNES	Médiation Tranquillité et paisibilité dans les quartiers d'habitat social	0,00 €	239 628 €	30 000 €	30 000 €	OUI
Total Axe : Médiation					30 000 €	30 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;  
La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2015 (STSPD) de la commune d'Aix-en-Provence, signée le 10 octobre 2014 et prorogé jusqu'en 2017, par délibération du 03 décembre 2015 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 30 septembre 2019.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix propose le financement de ce projet au titre de la prévention de la délinquance.
- Que ce projet s'inscrit pleinement dans l'axe Médiation soutenu par le Territoire du Pays d'Aix.
- Que le montant total de la participation financière du Territoire du Pays d'Aix pour

ce projet est attribué dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle votée au budget.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat à conclure avec l'association DUNES, retenue dans le cadre de l'Appel à Projets lancé par le CLSPD de la ville d'Aix-en-Provence.

### Article 2 :

Est attribuée une subvention pour un montant total de 30 000 euros au bénéficiaire suivant :

- Association DUNES

### Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention pluriannuelle d'objectifs ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 420

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

## Habitat et aménagement du territoire – Gens du voyage

### 2019 CT2 400

Délégation de Service Public pour l'animation et la gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix - Examen des Rapports d'Activités et des Comptes de

## Résultats du délégataire de l'exercice 2018 afférents aux Aires d'Accueil d'Aix-en-Provence, Le Réaltor, de Fuveau/Meyreuil, Rives Hautes et de Bouc-Bel-Air/Simiane-Collongue, La Malle

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Cette Délégation de Service Public, confiée à l'Association ALOTRA, est régie dans le cadre d'une convention d'affermage qui a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Son objet a trait à la gestion, à l'organisation ainsi qu'à la mise en œuvre de l'animation et des actions socio-éducatives des trois Aires d'Accueil pour les Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix indiquées en objet.

Afin de permettre la vérification optimale du fonctionnement, des conditions financières et des dispositions techniques de ce service délégué, le délégataire doit fournir à l'autorité délégante, au plus tard le 1<sup>er</sup> mai de chaque exercice, les Rapports d'Activités idoines. Ceux-ci se composent notamment des comptes-rendus techniques, des comptes de résultats financiers, ainsi que tout élément permettant une analyse précise de cette délégation.

Par souci de lisibilité et d'efficacité, les Rapports d'Activités consolidés spécifiques aux trois Aires d'Accueil, joints à cet exposé, sont accompagnés, de leurs synthèses respectives et d'un rapport synthétique global.

Conformément à la législation en vigueur, l'Aire d'Accueil d'Aix-en-Provence, Le Réaltor, agréée Centre Social par la C.A.F., l'Aire d'Accueil de Fuveau/Meyreuil, Rives Hautes et l'Aire d'Accueil de Bouc-Bel-Air/Simiane-Collongue, La Malle, poursuivent leurs multiples missions auprès des voyageurs tout en assurant des relations constantes avec les services du Territoire du Pays d'Aix, les partenaires institutionnels et les services publics de proximité.

Dans le domaine de la gestion sociale, les animations, les actions en matière de santé et de scolarisation, ainsi que les mesures de soutien et d'accompagnement des familles, mises en œuvre sur les trois sites dans le cadre du Projet Social contractualisé, traduisent de réelles avancées. Elles sont sommairement énumérées ci-après pour chacun des axes concernés.

- **Accueil et suivi des familles** : accompagnements socio-éducatif et administratif, domiciliations, instructions des dossiers RSA et des prestations sociales, accès à l'emploi et à la formation, etc ... En 2018, dans ce secteur ont été engagés **3218** entretiens et interventions auprès des familles (+ 7,12%).

- **Santé et prévention** : consultations médicales, prévention et dépistages, sensibilisation aux violences, sensibilisation en faveur de l'hygiène et de l'éducation à la santé, etc ...

Bien que les permanences PMI aient été suspendues par les services concernés, **214** personnes ont participé aux actions engagées en 2018 dans le domaine de la santé et de la prévention (+72,58 %).

- **Scolarisation et soutien scolaire** : inscriptions en établissements scolaires, cours de soutien, liaisons avec le CNED et le CASNAV, ateliers d'alphabétisation et de soutien à la parentalité, etc ...  
En 2018, **417** enfants ont bénéficié des actions en faveur de la scolarisation et du soutien scolaire (-4,79%).

- **Animation et accès à la culture** : organisation d'ateliers ludiques, créatifs, éducatifs et culturels, organisation de sorties, participation aux manifestations des communes (carnaval d'Aix en Provence, Salon du livre ...) développement de projets spécifiques (débat, vidéo, spectacles, sports) etc ...

**1953** actions ont été engagées en 2018 sur les Aires d'Accueil dans les secteurs de l'animation et de la culture (+25,19%).

Dans le domaine de la gestion locative une forte augmentation de la fréquentation globale est à constater. En effet, en 2018, **1232** personnes ont été accueillies sur l'Aire d'Accueil Le Réaltor, de 80 places, soit **47,89 %** de plus qu'en 2017. Cette progression est générée par la forte attractivité de ce nouvel Equipement Public qui voit sa durée moyenne de séjour se stabiliser à **43** jours par famille.

A cette fréquentation s'ajoutent les **574** personnes, soit + 33,79 %, accueillies en 2018 sur l'Aire d'Accueil de Fuveau/Meyreuil, Rives Hautes, qui dispose d'une capacité limitée à 23 places. Désormais concurrencée par les deux autres Aires plus récentes et de jauge supérieures, la qualité de ses équipements et de sa gestion maintiennent néanmoins sa durée moyenne de séjour à **31** jours par famille.

En 2018, l'Aire de Bouc Bel Air / Simiane Collongue, La Malle, a accueilli **609** personnes, soit + 9,5 %, et voit sa durée moyenne de séjour s'établir à **48** jours par famille.

En 2018, les trois Aires du Territoire du Pays d'Aix ont donc accueilli **2415** personnes, (+ 32,83 %), soit **1007** caravanes (+ 31,92%). Les taux d'occupation annuels respectifs se fixent à **58 %** pour Le Réaltor, à **58 %** pour Rives Hautes et à **87 %** pour La Malle, démontrant ainsi la pertinence de ces équipements.

Ainsi, malgré un environnement parfois particulièrement défavorable, l'occupation globale annuelle des trois Aires d'Accueil s'est établie à **35 914** journées/caravanes, en nette augmentation de **47,31 %** par rapport à 2017.

Cette fréquentation a produit une recette totale perçue auprès des usagers de **251 232 € TTC**, soit plus **32 %** par rapport à 2017. Cependant les

produits totaux des budgets d'exploitation atteignent **736 992 € TTC**, alors que les dépenses globales idoines s'établissent à **763 053 € TTC**, dégageant ainsi un résultat global déficitaire de **26 060 € TTC**, alors que 2017 faisait l'objet d'un excédent de **97 076€ TTC**.

Il est à noter que le rapport R/D, soit : Recettes directes perçues auprès des voyageurs/Dépenses totales d'exploitation, qui caractérise toute Délégation de Service Public (DSP) se fixe à **32,92 %**. Sur le plan juridique pour ce type d'activité non commerciale, ce taux est parfaitement compatible avec la nature contractuelle de la DSP.

Ce bilan économique pourrait être plus favorable si ces Aires d'Accueil n'avaient pas à connaître régulièrement la proximité de nombreux stationnements illicites, de voyageurs s'installant en dehors des équipements prévus à cet effet ou de populations sédentarisées.

Ces occupations génèrent des charges supplémentaires (vols de fluides, dégradations, ...etc), et réduisent fortement l'attractivité des Aires d'Accueil qui, le cas échéant, pourraient connaître des taux d'occupation bien plus élevés et donc des recettes plus conséquentes. Ces états de faits risquent donc de mettre en péril l'équilibre économique de la DSP de gestion des Aires d'Accueil, induisent des difficultés de gestion et posent de véritables problèmes de sécurité, de tranquillité et d'hygiène publiques.

Néanmoins pour ce qui concerne la gestion des Aires d'Accueil, il est à constater qu'au fil du temps, pour un service rendu en réelle amélioration, tant quantitative que qualitative, la participation financière du Territoire du Pays d'Aix et le coût global restant à sa charge, se sont particulièrement optimisés avec la mise en œuvre de cette D.S.P.

En effet, en 2018, la Contribution Financière forfaitaire (CFf) globale du Territoire du Pays d'Aix, afférente à la gestion et à l'animation de ces structures d'accueil, s'est limitée à **40 912 € TTC**, soit **71 %** de moins que l'année précédente. Néanmoins, au titre de 2019 cette Contribution Financière sera impactée par le résultat de la procédure de consultation inhérente à l'échéance, à fin 2018, de la convention de DSP en vigueur.

En substance, il est à préciser qu'en 2018, le coût global annuel (Contribution Financière contractualisée + Travaux réalisés par le délégant) supporté par les finances du Territoire du Pays d'Aix, s'établit à **16,94 € TTC** par personne accueillie.

Les propos qui précèdent démontrent, que ces trois Aires, remplissent parfaitement leur rôle d'accueil auprès des Gens du Voyage. Elles sont un lieu de ressources où les familles trouvent des avantages multiples : tissu économique important, situation sur des axes de passages, proximité des Equipements Publics, diversité des prestations, etc.

Malgré les quelques inconvénients pointés, les voyageurs font globalement part de leur satisfaction quant à l'accueil, la gestion, les services et les animations proposés. Ils souhaitent voir se développer sur la Métropole Aix-Marseille-Provence d'autres Equipements de qualité, semblables aux Aires d'Accueil construites sur le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et de procédures publiques ;
- La loi 2000-614 du 05 juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La délibération n°2010 \_A196 du Conseil communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du délégataire ;
- La délibération n°DEVT 003-3296/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative au prolongement d'un an de la convention de DSP en vigueur ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 10 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

**Article unique :**

Il est pris acte des Rapports d'Activités annuels pour l'exercice 2018 de la Délégation de Service Public inhérente à l'animation et la gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage d'Aix-en-Provence, Le Réaltor, de Fuveau/Meyreuil, Rives hautes, de Bouc-Bel-Air/Simiane-Collongue, La Malle.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

**Habitat et aménagement du territoire – Habitat**

**2019 CT2 401**

**Motion relative aux logements sociaux**

En application des dispositions des articles L 441-1 et R 441-5 du Code de la Construction et de l'Habitation, la Métropole bénéficie de réservations de logements en contrepartie des garanties d'emprunt qu'elle accorde pour la production et la rénovation de logements sociaux.

Compte-tenu de l'importance de ces logements sociaux pour la mise en œuvre de la politique sociale des communes, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix réaffirme la nécessité de respecter les propositions des maires des communes concernées par les attributions de ces logements.

Les conventions de garantie d'emprunt prévoient que les propositions des maires soient faites en concertation avec le service de l'habitat du territoire. Le respect de cette stipulation est essentiel pour prendre en compte les besoins des bassins de vie ou de territoire lors de l'attribution de ces logements.

Vote sur la motion

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité la motion ci-jointe et la transforme en délibération.

**Habitat et aménagement du territoire – PLU, PLUi et urbanisme**

**2019 CT2 402**

**AVIS - Avis sur le Projet de Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation par débordement de l'Arc et de ses affluents sur la commune d'Aix-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'élaboration du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation (PPRI) par débordement de l'Arc et de ses affluents sur la commune d'Aix-en-Provence a été prescrite par arrêté préfectoral en date du 9 Avril 2018.

Pour rappel, cela fait de nombreuses années que la commune d'Aix-en-Provence demandait l'élaboration de ce Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation. Ce dernier nous permettra de mettre en œuvre une véritable prévention des inondations, d'avoir des règles claires et partagées en matière de constructibilité dans les zones inondables mais permettra également d'accompagner la mise en sécurité des constructions déjà existantes dans ces zones.

Le projet de règlement et de zonage qui constituent le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation a été élaboré dans le cadre d'une association avec les collectivités en 2017 et 2018 et a été présenté lors de la phase de concertation publique qui s'est déroulée du 05 Février au 05 Avril 2019.

En application de l'article R.562-7 du code de l'environnement, la Métropole Aix-Marseille-Provence est consultée pour avis en tant que Personne et Organisme Associés sur ce projet de Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation par débordement de l'Arc et de ses affluents sur la commune d'Aix-en-Provence.

L'article R.562-7 du Code de l'Environnement stipule:

*« Le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles est soumis à l'avis des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan.*

*Si le projet de plan contient des mesures de prévention des incendies de forêt ou de leurs effets ou des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde relevant de la compétence des départements et des régions, ces dispositions sont soumises à l'avis des organes délibérants de ces collectivités territoriales. Les services départementaux d'incendie et de secours intéressés sont consultés sur les mesures de prévention des incendies de forêt ou de leurs effets.*

*Si le projet de plan concerne des terrains agricoles ou forestiers, les dispositions relatives à ces terrains sont soumises à l'avis de la chambre d'agriculture et du centre national de la propriété forestière.*

*Tout avis demandé en application des trois alinéas ci-dessus qui n'est pas rendu dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande est réputé favorable »,*

Ce projet de Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation sera soumis à enquête publique à l'issue de cette phase de consultation.

Le zonage du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation définit les conditions de constructibilité des terrains en tenant compte de l'intensité de l'aléa et de la nature de l'occupation du sol. Le croisement de ces deux paramètres détermine le principe général de constructibilité

(bleu) ou d'inconstructibilité (rouge) sur la zone inondable.

De façon globale, le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation reprend des aléas déjà connus qui avaient été transmis à la commune par un « Porter à Connaissance » en 2015 et traduit dans le Plan Local d'Urbanisme dans sa modification n°5. Cependant, il est important d'assurer une cohérence entre ces deux documents.

En effet, même si les périmètres, les objectifs et réglementations encadrant ces deux documents sont différents, il s'agit de rechercher la meilleure adéquation possible entre eux afin de faciliter autant l'appropriation des règles de prévention par le grand public et les porteurs de projets que l'instruction des demandes d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol.

Le projet de règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation indique dans sa partie 2 que *« dans tout le périmètre du PPRI, les conditions ci-après s'imposent en sus des règles définies au PLU ou au POS. Dans l'hypothèse de prescriptions différentes ayant le même objet, c'est la disposition la plus contraignante qui s'applique ».*

De manière générale, il s'agit de continuer à mieux faire converger ces deux plans pour réduire ces différences possibles dans l'interprétation de leurs prescriptions.

Les travaux d'association avec les collectivités engagés depuis 2017 ont permis d'œuvrer en ce sens par la prise en compte des remarques et propositions qui en découlaient.

A la lecture du projet présenté, un certain nombre de sujets doivent encore être éclairés.

### **Concernant le projet de zonage du Plan de Prévention des Risques Inondation**

Le zonage est issu du croisement des aléas (déjà connus) et des enjeux urbains. Le Plan de Prévention des Risques Inondation approuvé vaudra servitude d'utilité publique et sera annexé au Plan Local d'Urbanisme.

A ce titre, se pose la question de la combinaison graphique du zonage du Plan de Prévention des Risques Inondation sur les planches risque inondation du Plan Local d'urbanisme.

Il semble utile d'expliquer le « mode d'emploi » de la lecture de ces documents lorsqu'il y a chevauchement sur une même parcelle notamment dans les secteurs de confluence entre le ruissellement urbain du Plan Local d'Urbanisme et le risque fluvial traité dans le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation. De nouvelles réunions d'échange et de formation avec les équipes en charge de l'instruction des autorisations d'urbanisme devront être organisées en ce sens.

Les couleurs utilisées pour réaliser les cartes de zonage sont peu lisibles et manquent de contrastes. A titre d'exemple les zones « *bleu clair* » se distinguent très mal des zones violettes par ailleurs rebaptisées « *résiduel* » dans la légende de la carte de zonage alors que le règlement écrit fait référence à une zone « *violette* ».

Une autre erreur apparaît dans la légende de ces cartes réglementaires qui comporte l'intitulé « carte d'aléa » alors que ce sont des cartes de zonage. Ces points méritent d'être corrigés.

Par souci de clarté, étant donné que les Zones d'Expansion des Crues définies par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de l'Arc emportent automatiquement un classement en zone rouge du Plan de Prévention des Risques Inondation et que le règlement de ce dernier édicte des dispositions spécifiques à l'intérieur des périmètres des Zones d'Expansion des Crues. Il conviendrait de faire figurer ces derniers sur les planches de zonage réglementaire du Plan de Prévention des Risques Inondation.

Enfin, il conviendra d'assurer la cohérence entre le rapport de présentation et le règlement du projet de Plan de Prévention des Risques Inondation et de corriger ce rapport de présentation sur les points suivants : le SAGE de l'Arc définit 7 ZEC et non pas 6 ; et la figure 59 est absente du rapport.

### **Concernant le projet de règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation**

Le règlement définit les conditions d'occupation et d'utilisation des sols en fonction des zones.

- Concernant les parties 1 et 2 consacrées au lexique et aux dispositions générales et effets du plan :

Le règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation et le règlement du Plan Local d'Urbanisme proposent chacun un lexique dont certaines définitions de mêmes mots diffèrent : « emprise au sol », « extension », « vulnérabilité », « zone refuge », .... Il s'agira donc d'homogénéiser les définitions ou acceptions de ces termes et à minima, il conviendra de s'assurer qu'elles ne soient pas contradictoires.

De même, il sera nécessaire de clarifier l'utilisation des termes « bâtiment » et « construction » dans le projet de règlement.

Parfois, les termes du règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation ne sont pas exactement ceux donnés dans le lexique : dans le règlement on parle de « locaux d'activités » et dans le lexique de « construction/bâtiments à usage d'activités ».

Une inexactitude est à corriger en page 14 et 15 du projet de règlement qui stipule que le zonage réglementaire est constitué de 5 planches alors que le projet soumis à consultation en comporte 8.

- Concernant les parties 3 et 4 du projet de règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation :

Ces parties du projet de règlement concernent les règles applicables aux projets en fonction des zones réglementaires. Pour information, les zones aux tons bleus correspondent aux secteurs où s'applique un principe général de constructibilité sous conditions puisque soumis à un aléa fort, modéré ou résiduel. La zone rouge regroupe les secteurs où s'applique, sauf exceptions, un principe général d'inconstructibilité.

D'une manière générale, dans les articles 2 de chaque zone, le projet de règlement utilise le terme

« *Par dérogation* ». Par souci de clarté, cette rédaction pourrait être précisée en mentionnant la règle à laquelle elle fait référence et les cas qui permettent de déroger.

Les chapitres 3 (règles applicables aux projets) et 4 (règles applicables aux constructions existantes) édictent des dispositions spécifiques pour les Établissements Recevant du Public (ERP) de 1ère, 2ème et 3ème catégorie qui sont les établissements susceptibles de drainer un grand nombre de personnes. En revanche, ces chapitres sont muets sur les établissements de 4ème et 5ème catégorie.

L'explication figure dans le corps du texte de la définition des Établissements Recevant du Public au sein du lexique (chapitre 1, page 5) : *Les ERP de catégories 4 et 5 ne sont quant à eux pas visés par des règles particulières. Leur sont appliquées les règles relatives à leur usage (activité, hébergement, établissement sensible\*, établissement stratégique\*, etc). A titre d'exemple, un local commercial ERP de catégorie 4 se voit appliquer les règles concernant les « locaux d'activités », alors qu'un hôtel ERP de catégorie 4 se voit appliquer les règles concernant les « locaux d'hébergement ».* Par souci de clarté et pour une meilleure sécurité juridique du règlement de Plan de Prévention des Risques Inondation, cette explication devrait être reprise au sein des chapitres 3 et 4 du document.

En zone bleu foncé :

- à l'article 2 (c), concernant les créations des bâtiments neufs ex-nihilo, la dérogation pourrait être précisée en mentionnant la règle à laquelle le (c) fait référence.

- à l'article 2 (e), la règle d'extension cumule 20% d'emprise au sol et 20% de l'effectif des établissements sensibles. Les « effectifs » se calculent-ils au regard du nombre d'employés de la structure ou bien du nombre de personnes fréquentant quotidiennement le site ? La notion d'effectif paraît difficilement vérifiable à l'instruction car à "géométrie variable". Le calcul de cette règle devra être précisé.

- l'article 2 (l) concernant « *la reconstruction à l'identique des bâtiments détruits par un sinistre autre que l'inondation* » ajoute de nouvelles conditions à l'article 7 des dispositions générales du règlement du Plan Local d'urbanisme. Cette possibilité pour un Plan de Prévention des Risques Inondation de réglementer les reconstructions à l'identique au regard d'autres risques majeurs pose la question de sa validité juridique.

- l'article 2 (q) concerne le stationnement des véhicules mais la définition proposée dans le lexique mériterait d'être plus explicite sur le caractère couvert ou non couvert des « *aires de stationnement collectives* ».

En zone bleu clair :

- l'article 2 (s) concerne le stationnement des véhicules et prévoit, à la différence de la zone bleu foncé, la création de « *parking silos* ». Le lexique ne propose pas de définition pour ce terme et devrait définir ce type de stationnement en ouvrage et ouvert au public.

- l'article 2 (u) concerne plus spécifiquement la création d'aires de stationnement collectives souterraines. Le règlement du Plan de Prévention des Risques Inondation indique que « *les accès et*

émergences soient implantés au minimum à la cote PHE\* + 50 cm » alors que le règlement du Plan Local d'Urbanisme qui les autorise également sous condition dans les secteurs orange et bleu indique que « les entrées doivent être situées en dehors de l'emprise de la crue de référence ou au-dessus de la cote PHE... ». Il s'agira d'harmoniser ces différences rédactionnelles pour réduire leur interprétation.

Au chapitre 4 du règlement « règles applicables aux constructions existantes », sont prescrites « dans les zones concernées par l'aléa de référence » (zonages rouge, bleu et bleu foncé) et dans les cinq ans après approbation du Plan de Prévention des Risques Inondation, des mesures hiérarchisées de réduction de vulnérabilité sur l'existant : études de diagnostic de vulnérabilité, des travaux de réduction de la vulnérabilité avec en premier lieu, la construction de zones refuges en aléa fort (à hauteur de 10% au maximum de la valeur vénale du bien). Les mesures sont seulement recommandées dans les zones d'aléa résiduel.

Au chapitre 5 du règlement, les mesures de prévention, protection et sauvegarde à réaliser dans les cinq ans maximum après approbation du Plan de Prévention des Risques Inondation sont listées. Des « plans d'alerte et d'intervention » doivent être établis par les maîtres d'ouvrage des infrastructures routières, et les gestionnaires de réseaux, services publics, ainsi que des « diagnostics de vulnérabilité » des réseaux et services publics. Les mesures de réduction de vulnérabilité seraient finançables par le fonds Barnier sous certaines conditions, à hauteur de 40% maximum pour les biens à usage d'habitation ou mixte et 20 % pour les locaux d'activités de moins de 20 salariés.

Les assurances ne sont pas tenues d'indemniser ou d'assurer les biens construits et les activités exercées en violation des règles du Plan de Prévention des Risques Inondation, s'il était en vigueur lors de leur mise en place.

Les aides aux travaux de réduction de vulnérabilité dans l'habitat sont plus importantes (multipliées par deux) quand un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) existe, que sa convention donne des objectifs chiffrés pour les études et travaux de vulnérabilité et que les études de réduction ont été menées par une collectivité ou un groupement de collectivités.

Il est souhaitable que les travaux puissent être financés au meilleur taux au vu de l'existence du Programme d'Actions de Prévention des Inondations de l'Arc.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement et notamment son article R.562-7 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du Préfet de Département du 09 Avril 2018 prescrivant l'établissement du Plan de Prévention des Risques Inondation par débordement de l'Arc et de ses affluents sur la commune d'Aix-en-Provence ;
- La consultation du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône du 06 Juin 2019 pour avis en application de l'article R.562-7 du Code de l'Environnement.

**Où le rapport ci-de**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de formuler un avis en tant que Personne et Organisme Associés à l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Inondation par débordement de l'Arc et de ses affluents sur la commune d'Aix-en-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est donné un avis favorable sous réserve de la prise en compte des observations précitées.

**Article 2 :**

Est émis le souhait que les travaux prescrits dans le cadre du Plan de Prévention des Risques Inondation puissent bénéficier de taux d'aides les plus importants.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 403**

#### **AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence - Révision allégée n°2 - Approbation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB004-3562/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs. Par délibération n°2015-349 du 23 juillet 2015 la commune d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Il est rappelé que, par délibération n°URB003-3842/18/CM du 18 mai 2018, le Conseil de la Métropole a engagé la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, dont le principal objectif est d'ouvrir à l'urbanisation le secteur Valcros-Constance, et dans ce cadre, mettre en cohérence la trame végétale, actualiser les cartes d'aléas hydrauliques au regard des nouveaux éléments d'études du secteur de Valcros-Constance et déroger à la loi Barnier dans ce même secteur.

Le secteur de la Constance a effectivement été identifié comme lieu d'accueil d'une future extension urbaine de la ville d'Aix-en-Provence vers l'ouest. Situé à proximité et en lien direct avec la ville, il s'étend entre l'autoroute A8 au Nord, l'autoroute A51 de l'Est au Sud et le vallon de la Thumine à l'Ouest.

En complément du renouvellement urbain dont le processus long et aléatoire ne permet pas à lui seul de répondre à tous les besoins inhérents au développement d'Aix-en-Provence, le secteur de la Constance est le plus à même d'accompagner dans le temps la production régulière et indispensable des logements, activités et services. Ce projet apporte ainsi une partie de la réponse à la mixité sociale et fonctionnelle nécessaire au développement urbain.

Le projet de la Constance permettra effectivement de répondre à la forte demande de logements, et en

particulier de logement social, en proposant une diversité de logements que ne procure pas aujourd'hui le renouvellement urbain. Il est ainsi prévu le développement de 3500 logements environ.

Le projet de la Constance est aussi, d'un point de vue plus large au niveau du bassin d'emplois, une réponse en création de logements pour accompagner la création d'emplois. Aix-en-Provence étant toujours aussi attractive pour les entreprises, cette dynamique économique repose sur un accompagnement en matière d'habitat. Sans une offre de logements diversifiée et programmée à proximité des pôles d'emplois, les actifs continueront d'aller habiter de plus en plus loin, aggravant les conditions de circulation à l'approche d'Aix-en-Provence.

L'intégration de ce nouveau quartier dans l'armature urbaine aixoise, et particulièrement dans celle des quartiers Ouest et Sud, passe également par une offre d'équipements, notamment d'infrastructures adaptées aux ambitions et permettant même d'accroître l'efficacité de plusieurs dispositifs proposés à l'échelle de la Ville comme le développement de la liaison Nord-Sud du Bus à Haut Niveau de Service ou la mise en œuvre du réseau de chaleur...

Le futur quartier de la Constance permettra à la ville de se doter de nouveaux équipements publics et d'espaces d'activités pour accompagner des filières technologiques d'avenir en lien avec la French Tech, avec notamment son Pôle numérique de dimension internationale, et offrir ainsi des opportunités nouvelles face au déficit d'emplois connu dans les quartiers Ouest. Plus de 70.000 m<sup>2</sup> de surface de plancher pour ces activités seront programmés et garantiront les objectifs fixés.

Le dynamisme universitaire sera également renforcé par la création de logements étudiants et la mise en place d'équipements en synergie avec le campus numérique.

Par sa localisation géographique en continuité de la ville, ce secteur répond également au critère de maîtrise et de limitation des déplacements, avec des possibilités de liaisons adaptées au développement des transports collectifs (relations avec les quartiers ouest et sud, la Pioline, les Milles, Pôle d'activités).

Cette révision ne portant pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, elle s'inscrit dans le cadre de la procédure de révision « allégée » prévue par les dispositions de l'article L.153-34 du code de l'urbanisme :

*« lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de*

*l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 ».*

Les pièces du Plan Local d'Urbanisme qui font l'objet d'évolutions sont le règlement et les documents graphiques du règlement, l'orientation d'aménagement et de programmation n°6 La Constance, ainsi que l'actualisation du rapport de présentation. Ils sont adaptés pour prendre en compte les évolutions proposées.

Le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a fait l'objet d'une concertation préalable dont le bilan a été tiré par délibération du conseil de la Métropole n°URB010-5141/18/CM du 13 Décembre 2018 et le projet de révision allégée n°2 a été arrêté lors de cette même séance. Il a fait l'objet d'un examen conjoint des personnes publiques associées le 27 Mars 2019.

La Mission Régionale de l'Autorité environnementale a émis un avis n°MRAe2019-2143 en date du 25 avril 2019 sur le projet de révision allégée n°2 assorti de plusieurs recommandations. La Métropole Aix-Marseille-Provence a adressé une réponse à cet avis en date du 21 Mai 2019.

La révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a été soumise à enquête publique dans le cadre des dispositions de l'article L.153-19 du Code de l'Urbanisme.

Cette enquête publique est intervenue dans le cadre de la procédure de révision allégée d'un Plan Local d'Urbanisme régie par les articles L.153-31 à L.153-35 du Code de l'Urbanisme qui renvoient à la réalisation d'une enquête publique conformément au chapitre III du Titre II du livre 1er du Code de l'Environnement (articles L.123-1 à L.123-18 du Code de l'Environnement).

Durant l'enquête, le dossier et un registre ont été mis à disposition de la population afin de permettre de consulter le projet et d'émettre des observations. Six permanences du commissaire enquêteur ont été assurées. De plus, la totalité des documents était consultable sur le registre numérique avec la possibilité de déposer à l'enquête publique par courrier électronique et via ce registre numérique en ligne.

62 remarques ont été déposées durant l'enquête sur ce projet de révision allégée n°2. Il est à relever que parmi ces observations, 24 contributions sont favorables au projet, 11 observations s'interrogent sur les problématiques de transport, de trafic et d'infrastructures routières, 7 dépositions portent sur les nuisances, et 10 contributions concernent l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Constance.

Sur la soixantaine de dépositions à l'enquête publique, 45% des observations portent ainsi principalement sur les conditions d'ouverture à l'urbanisation du quartier de la Constance en termes de transport, d'infrastructures routières et de nuisances et 39% des observations accueillent favorablement le projet. Il a effectivement été souligné par ces dernières que le développement d'Aix-en-Provence par l'ouest était pertinent du fait de la forte urbanisation du reste de la ville et que

cette ouverture à l'urbanisation de ce quartier permettrait de répondre à la forte demande en logement sur la ville d'Aix-en-Provence. Enfin, la perspective de la création d'un parc et de nombreux espaces verts a été fortement appréciée.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur désigné à cet effet ont été reçus le 24 juillet 2019. Le rapport constate que les moyens mis à disposition, tant au niveau matériel que pour l'information du public, ont permis le déroulement de l'enquête publique dans de bonnes conditions et dans un climat serein.

Le commissaire enquêteur a estimé que *« les quatre objectifs poursuivis dans cette procédure de révision sont réalistes et réalisables. Le choix d'aménagement retenu me paraît donc pertinent au regard des enjeux exprimés : la prise en compte du site, du paysage cézannien, le choix de la densité, la préservation des espaces naturels et la prise en compte des risques et nuisances »*. Il a émis un avis favorable au projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Aix-en-Provence en l'assortissant de deux observations et neuf recommandations.

Il convient tout d'abord d'examiner en préliminaire, les deux observations du commissaire enquêteur qui portent sur la présentation formelle du dossier :

- *« Améliorer les planches graphiques en les développant en A3 dans les dossiers au lieu du A4*  
- *Vu l'importance du dossier global (2000 pages environ), il serait bon de rappeler dans chaque nouveau sous dossier le sommaire du dossier d'enquête en précisant celui qui est directement concerné. »*

Il convient de rappeler à cet effet que les planches graphiques du règlement sont présentées au format A0 à l'échelle 1/2000 ou 1/5000. Ces cartographies sont donc éditées dans un format et à une échelle facilement lisible. Quant aux illustrations cartographiques présentes dans le rapport de présentation, il est à noter qu'elles sont imprimables dans un format supérieur au format A4, et que la version numérique qui sera consultable sur le site Internet du géo-portail de l'urbanisme pourra aisément faire l'objet d'agrandissements. En effet, la consultation dématérialisée des documents d'urbanisme est désormais privilégiée et adaptable au format souhaité par l'administré. Cette remarque vaut également en ce qui concerne le sommaire du dossier qui sera présenté dans une version numérique.

Il convient désormais de présenter l'analyse des principaux objectifs de la présente révision allégée, au regard-autant des observations du public que des recommandations de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale, des avis des personnes publiques associées consignés dans le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, ainsi que des recommandations du commissaire enquêteur.

A l'issue de l'enquête publique, les observations, avis et recommandations peuvent se regrouper sous forme de sept thématiques qui sont les suivantes :

- l'artificialisation des espaces naturels ou agricoles

- le transport, le trafic et les infrastructures routières
- les nuisances et la qualité de l'air
- la traduction de l'intégration du projet urbain dans le paysage à travers le zonage et le règlement de zone du Plan Local d'Urbanisme
- le risque inondation
- l'aléa feu de forêt
- la Zone d'Aménagement Concerté

### **1. L'artificialisation des espaces naturels ou agricoles**

Le projet d'ouverture à l'urbanisation de La Constance se veut exemplaire sur le plan de l'environnement, optimisant la consommation de l'espace et ayant à cœur de préserver le patrimoine et les sites cézanniens les plus remarquables, en cohérence notamment avec les principes d'aménagement des zones à urbaniser définis dans l'orientation 1.3.1 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme.

Au total, moins du tiers de la superficie du secteur sera urbanisé pour permettre son urbanisation progressive sur une quinzaine d'années. En effet, dans une volonté de réduire l'impact environnemental, il a été décidé d'axer ce quartier sur une densité élevée plutôt que sur une densité moindre mais plus étendue. Ainsi, sur les 100 hectares du site, seulement 40 hectares seront urbanisés dont 31 hectares imperméabilisés. L'urbanisation n'impactera que les parties du site en déprise agricole et les espaces naturels ordinaires en partie déjà artificialisés, et qui ne présentent pas d'intérêt paysager, environnemental ou patrimonial.

#### **1.1. Les observations et avis concernant l'artificialisation des espaces naturels ou agricoles**

La recommandation n°2 de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale concerne une éventuelle l'artificialisation des sols dans le secteur destiné à l'aménagement d'un parc classé en secteur Ns, et fait état plus précisément d'une remarque sur les ouvrages hydrauliques. La Mission Régionale d'Autorité environnementale relève effectivement que *« les éventuels emplacements réservés pour l'accueil des ouvrages d'assainissement pluvial (noues, fossés, bassins de rétention...) ne sont pas indiqués sur les planches de zonage »*.

#### **1.2. Les conclusions du commissaire enquêteur relatives à l'artificialisation des espaces naturels ou agricoles**

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a présenté ses conclusions favorables en les assortissant d'une recommandation :

*« Rajouter aux libellés des emplacements réservés n°528, 529 et 530 "Création d'un parc public de La Constance" les termes "aménagement hydraulique, rétention des eaux pluviales" »*.

### **1.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique**

Il est rappelé qu'en ce qui concerne les ouvrages hydrauliques, les annexes n°3 et n°6 du tome 2 du rapport de présentation de la révision allégée n°2 font bien état de l'ensemble des bassins et noues projetés.

Il est précisé que l'aménagement des bassins du parc sera traité comme des réservoirs naturels sous forme de creux perméables favorisant l'infiltration et seront complètement intégrés d'un point de vue paysager notamment au grand parc central, et sans constituer à proprement parler une artificialisation des sols.

Il est proposé que l'intitulé initial des libellés des emplacements réservés n°528, 529, et 530 *« création d'un parc public de la Constance »* soit complété par le libellé *« aménagement hydraulique, rétention des eaux pluviales »* afin de mieux préciser la destination de ces emplacements réservés prévus par la révision allégée n°2. La liste réglementaire des emplacements réservés est donc complétée à ce sujet et le rapport de présentation de la révision allégée n°2 fait mention de cette complétude.

### **2. Le transport, le trafic et les infrastructures routières**

L'ouverture à l'urbanisation du quartier de la Constance, qui s'intègre dans l'armature urbaine aixoise, et particulièrement dans celle des quartiers Ouest et Sud, propose des infrastructures adaptées aux ambitions et permet même d'accroître l'efficacité de plusieurs dispositifs proposés à l'échelle de la ville d'Aix-en-Provence comme le développement de la liaison Nord-Sud du Bus à Haut Niveau de Service. Le tracé du Bus à Haut Niveau de Service passera effectivement à proximité immédiate du site.

En continuité et en liaison avec les quartiers Ouest et les quartiers Sud, l'aménagement du secteur de la Constance permettra en particulier d'améliorer la circulation entre le Jas de Bouffan et La Beauville.

Les déplacements « modes doux » qui seront intégrés dans les nouvelles infrastructures viaires de ce quartier feront également l'objet d'une connexion au réseau global de déplacement des modes doux en contribuant à l'intégration du nouveau quartier au tissu urbain aixois.

Les nouvelles voies internes permettront une desserte fluide de l'ensemble du quartier et un site propre réservé aux transports en commun est prévu pour irriguer le cœur du quartier.

Le maillage viaire du futur quartier de la Constance est défini principalement sous forme d'emplacements réservés dans le projet de révision allégée, et fait l'objet d'orientations dans le cadre de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de la Constance.

#### **2.1. Les observations et avis concernant le transport, le trafic et les infrastructures routières**

Plusieurs contributions déposées dans le registre soumis à l'enquête sollicitent des précisions sur le

réseau de transports en commun, l'aménagement du maillage viaire au sein de la Constance et également sur l'impact du futur projet vis-à-vis du trafic routier.

Plusieurs contributions concernent les problématiques liées au transport en commun, à la circulation routière, ainsi qu'aux infrastructures routières envisagées dans le cadre de l'ouverture à l'urbanisation du quartier de la Constance.

## **2.2. Les conclusions du commissaire enquêteur relatives au transport, au trafic et aux infrastructures routières**

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a présenté ses conclusions favorables en les assortissant de deux recommandations :

*« - Prendre en compte [...] les améliorations au projet sur le domaine [...] des transports, des réseaux routiers entre autre, de l'environnement, le développement de l'utilisation de l'électricité dans les déplacements automobiles et donc de prévoir des installations de recharge adaptées. De même penser aux moyens modernes d'implantation de dispositifs de sécurité des personnes et des biens.*

*- Insérer dans le dossier lui-même ou dans le rapport de présentation le plan du BHNS et le tracé des voies de transport dans la ZAC ».*

## **2.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique**

En réponse aux diverses observations déposées à l'enquête et aux recommandations du commissaire enquêteur, il est rappelé que le tracé du Bus à Haut Niveau de Service passera à proximité immédiate du quartier de la Constance. De plus, au sein du futur quartier de la Constance, un site propre réservé aux transports en commun est prévu par des emplacements réservés (n°531, 532, 533, 540, 543, et 544) définis dans le règlement graphique du Plan Local d'Urbanisme figurant au dossier soumis à l'enquête et irrigue le cœur du futur quartier de la Constance.

Afin de permettre une desserte plus fluide dans le futur quartier de la Constance et d'éviter le passage par la route de Valcros, une nouvelle voie est prévue en venant de l'Ouest (emplacement réservé n°546) ainsi que l'aménagement de la porte d'entrée de Valcros par le pont sur l'autoroute A8 (emplacement réservé n°556). De plus, l'emplacement réservé n°549 prévoit l'aménagement d'une portion de la route de Valcros pour sécuriser la desserte du plateau Ouest. L'objectif est de préserver la route de Valcros qui n'a pas vocation à être une porte d'entrée du quartier depuis l'Ouest.

L'amorce du chemin des Saints Pères depuis la route de Galice est destinée à la « création d'une voie de raccordement de la route de la Thumine depuis la future porte de Valcros à la route de Galice » (emplacement réservé n°546), ainsi que l'aménagement du « rond-point de Galice » (emplacement réservé n°558).

En ce qui concerne le trafic sur ce nouveau maillage, une étude a permis d'évaluer les trafics futurs en heure de pointe du matin (550 véhicules le matin dans un sens, et 230 véhicules dans l'autre)

et en heure de pointe du soir (220 véhicules dans un sens et 540 véhicules dans l'autre sens) au droit du chemin de Valcros. La circulation des véhicules légers se fera majoritairement en périphérie des deux secteurs de logements, et les transports en commun sont privilégiés pour se déplacer et desservir le cœur du quartier. Le parti d'aménagement privilégie effectivement une desserte centrale en bus traversant le quartier depuis la porte de Valcros jusqu'au rond-point de l'Ensoleillé.

En ce qui concerne le maillage viaire des secteurs 1AU-VCa et 1AU-VCb, il convient de rappeler qu'ils sont situés sur deux plateaux respectifs séparés par un vallon. La réalisation d'un ouvrage d'art entre ces deux secteurs qui serait réservée aux véhicules légers n'est pas prévue, car le parti d'aménagement retenu est de préserver le vallon sous forme de parc. En revanche, les véhicules légers pourront se déplacer d'un secteur à l'autre, en utilisant le maillage prévu qui passe par le futur rond-point situé au niveau de la porte de Valcros, au nord du quartier. La mise en place d'une voie reliant ces deux secteurs est prévue au Sud (emplacements réservés n°531, 532, 533, 540, 543 et 544), mais elle sera uniquement réservée aux transports en commun. Il sera également possible, en tant que piéton ou cycliste, de passer d'un secteur à l'autre par la passerelle qui surplombe le parc ou en traversant ce dernier.

La demande de création d'un chemin d'accès à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes situé dans le secteur de la Constance qui a fait l'objet d'une déposition à l'enquête devra faire l'objet d'une étude, compte tenu notamment de la topographie qui ne rendrait envisageable qu'un éventuel maillage à la future voirie destinée aux véhicules de secours et de défense contre l'incendie au droit des futurs équipements sportifs situés au Sud-Ouest du quartier de la Constance.

Pour ce faire, afin d'obtenir une cohérence entre le périmètre du secteur Ns et le périmètre de l'emplacement réservé n°530 destinés à la création d'un parc public agrément d'équipements sportifs et d'une voie nécessaire à la défense contre l'incendie de ces équipements, un ajustement du secteur Ns sur la limite Ouest de l'emplacement réservé apparaît pertinent dans le but de les mettre en concordance et de faciliter l'aménagement de la voie de sécurité pour la défense contre l'incendie au droit des futurs équipements sportifs.

De plus, un principe de liaison viaire en direction de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes pourra être inscrit à l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de la Constance.

Il est donc proposé de modifier les documents graphiques du règlement du Plan Local d'Urbanisme en ce qui concerne la limite Ouest du secteur Ns en cohérence avec l'emplacement réservé n°530 et d'inscrire dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de la Constance un principe de liaison viaire en direction de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes. Le rapport de présentation de la révision allégée n°2 fera mention de l'évolution de

l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de la Constance sur ce point.

Il est également proposé de compléter les annexes du rapport de présentation de la révision allégée n°2 par les annexes transmises à la Mission Régionale d'Autorité environnementale dans le cadre de la réponse de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 21 mai 2019 à son avis émis en date du 25 avril 2019 sur le projet de révision allégée n°2, parmi lesquelles figurent des études de circulation. Enfin, le tracé du Bus à Haut Niveau de Service sera également intégré dans les annexes du rapport de présentation comme le recommande le commissaire enquêteur.

En ce qui concerne « *le développement de l'utilisation de l'électricité dans les déplacements automobiles et donc de prévoir des installations de recharge adaptées. De même penser aux moyens modernes d'implantation de dispositifs de sécurité des personnes et des biens* », il convient de préciser, d'une part, que des dispositifs sécurisés pour les vélos sont prévus à l'article 1AU-VC12 du règlement du Plan Local d'Urbanisme et que, d'autre part, les installations de recharge électrique font l'objet d'une réglementation nationale applicable également au secteur de la Constance qu'il ne nous semble pas nécessaire de retranscrire dans le règlement d'un Plan Local d'Urbanisme.

### **3. Les nuisances sonores et la qualité de l'air**

La situation géographique du secteur de la Constance entre l'autoroute A8 au Nord et l'autoroute A51 à l'Est et au Sud rend le pourtour de ce secteur sensible aux nuisances sonores et à la qualité de l'air.

Le projet d'ouverture à l'urbanisation du secteur de la Constance suppose donc de prévoir des mesures pertinentes pour se préserver principalement du bruit au regard de la proximité de l'autoroute tout en garantissant une continuité urbaine.

Le parti d'aménagement traite ces problématiques en optant pour la dérogation à la loi Barnier sur la partie Nord du secteur bordée par l'Autoroute A8 afin de prévoir la possibilité d'implanter à 50 mètres de l'autoroute des immeubles à usage d'activités destinés à faire écran aux différentes formes de pollution, ainsi que l'aménagement d'un merlon paysagé en partie Nord-Est faisant office de mur anti-bruit.

#### **3.1. Les observations et avis concernant les éléments de nuisances sonores**

Plusieurs contributions déposées lors de l'enquête publique s'interrogent sur la présence de nuisances sonores et sur la qualité de l'air dans le futur quartier. Certaines dépositions demandent à ce que des mesures soient mises en œuvre pour réduire les nuisances sonores émises par les axes autoroutiers situés à proximité du projet.

Lors de la réunion d'examen conjoint, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône a évoqué une remarque formulée par l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur sur la pollution de l'air, notamment dans la bande impactée par la loi Barnier. Selon l'Agence Régionale de Santé, les futurs occupants qui se situeraient dans les secteurs proches des autoroutes seront exposés à

une qualité de l'air dégradée présentant un risque pour leur santé, et il conviendrait de prévoir le déplacement des équipements scolaires et des habitations en dehors des zones les plus exposées. La Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône précise donc qu'il sera nécessaire d'aller plus loin dans le dossier et de mieux expliquer le projet sur ce point.

Une contribution déposée lors de l'enquête publique se fait également le relais d'un courrier de l'Agence Régionale de la Santé sur la qualité de l'air du futur quartier de la Constance.

La recommandation n°11 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale aborde également la problématique de l'ambiance sonore du futur quartier de la Constance liée à l'autoroute A8 et mérite une prise en compte quant à l'adaptation de l'implantation de certains équipements publics.

#### **3.2. Les conclusions du commissaire enquêteur relatives aux nuisances**

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a présenté ses conclusions favorables en les assortissant des recommandations suivantes :

« - Prendre en compte [...] les améliorations au projet sur le domaine [...] des nuisances, de l'environnement, [...].

« - Suivre l'étude complémentaire encore en cours dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté et donc préciser dans l'OAP que l'emplacement de certains équipements publics est une localisation de principe qui pourra être modifiée en fonction des conclusions de l'étude en cours ».

#### **3.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique**

En réponse aux observations et avis, en ce qui concerne les nuisances sonores émises par le flux de véhicules sur les axes autoroutiers le long du site de la Constance, il est confirmé que les études ont permis de démontrer que la réglementation au niveau sonore est bien respectée. Ainsi, les infrastructures pensées pour le projet d'ouverture à l'urbanisation de la Constance seront maintenues telles que prévues : merlons et immeubles de bureaux et d'activités le long de l'autoroute A8.

En effet, dans la bande située le long de l'autoroute, seront créés des immeubles de bureaux et d'activités, en surélévation par rapport à l'autoroute A8 et destinés à faire écran aux différentes formes de nuisances. Ces bâtiments recevront une double paroi du côté de l'autoroute pour les protéger des nuisances sonores notamment. De plus, la création d'un merlon en partie Nord-Est du site offrira une protection phonique complémentaire.

Concernant la qualité de l'air, les habitations et équipements sportifs seront implantés dans des zones où la qualité de l'air respecte le seuil réglementaire. Aucun bâtiment du futur quartier ne sera édifié dans une zone à fort niveau de pollution. De plus, le projet prévoit d'implanter les équipements accueillant un public sensible en dehors des zones les plus exposées : un premier groupe scolaire sera mis en place dans l'îlot A (zone

1AU-VCa), et l'îlot B aura également une école primaire (zone 1AU-VCb).

Il est également précisé que la mesure de qualité de l'air sur laquelle l'Agence Régionale de Santé s'appuie est une mesure qu'il est nécessaire de relativiser, car elle est située à 10 mètres du bord de l'autoroute, zone dans laquelle aucun bâtiment ne sera implanté, puisque le premier bâtiment sera situé à 50 mètres du bord de l'autoroute.

Concernant l'implantation d'équipements accueillant un public sensible, en l'état actuel des connaissances et sans augurer des études complémentaires demandées par la Mission Régionale d'Autorité environnementale dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté sur la modélisation de la qualité de l'air, le projet prévoit bien de les implanter en dehors des zones les plus exposées.

Pour la qualité de l'air, une étude complémentaire en matière de pollution actuellement en cours dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté pourrait remettre en question l'emplacement de certains équipements publics.

Il est proposé de modifier l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de la Constance en précisant que la localisation envisagée des équipements publics est une localisation de principe. Le rapport de présentation de la révision allégée n°2 fera mention de l'évolution de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de la Constance sur ce point.

#### **4. La traduction de l'intégration du projet urbain dans le paysage à travers le zonage et le règlement de zone**

La révision allégée n°2 du Plan Local de l'Urbanisme propose un parti d'aménagement respectueux du site de la Constance en veillant à intégrer le projet d'ouverture à l'urbanisation dans son environnement. Le parti d'urbanisme s'inscrit effectivement dans le site en recentrant l'urbanisation du secteur sur les deux plateaux, tandis que le vallon est entièrement préservé et sera destiné à l'agrément des futurs habitants sous forme de parc.

La traduction réglementaire de ce parti d'urbanisme abouti à la création d'une zone 1AU-VC déclinée en trois secteurs prévoyant une urbanisation graduée sur les deux plateaux, ce qui permet d'assurer une composition urbaine respectueuse des axes de vues sur le grand paysage, la mise en valeur du patrimoine bâti, notamment les bastides dont les domaines ainsi que leurs abords sont préservés, et la mise en scène des points de vues cézanniens. La trame d'espaces publics, orientée par les grandes lignes du paysage, donne les axes de composition urbaine du projet d'urbanisation. Elle est principalement identifiée par des emplacements réservés.

Le reste du secteur est protégé par un classement en zone naturelle, ainsi qu'un secteur Ns destiné à l'aménagement du vallon sous forme de parc. La trame végétale qui présente des enjeux paysagers forts fait l'objet d'une protection sous forme d'espaces boisés classés ou d'éléments écopaysagers.

#### **4.1. Les observations et avis sur la traduction de l'intégration du projet urbain dans le paysage à travers le zonage et le règlement de zone**

Quelques contributions déposées lors de l'enquête publique concernent le zonage du futur quartier de la Constance.

Une remarque déposée au registre d'enquête demande une modification de zonage pour la parcelle IO n°269 située au Nord-Ouest du projet de quartier de la Constance. Cette parcelle est classée en zone N au projet de révision allégée n°2 en bordure du futur secteur à urbaniser 1AU-VCc.

De plus, deux contributions déposées sur le registre numérique demandent à ce que la hauteur des bâtiments du futur quartier soit restreinte et ne dépasse pas les niveaux R+3/R+4.

Dans le cadre de la réunion d'examen conjoint, l'Architecte des Bâtiments de France a rappelé le contexte paysager et patrimonial du secteur de La Constance. Elle a fait prévaloir l'intérêt de préserver les abords des bastides et les « *points de vue Cézanniens* » depuis ces bastides, surtout sur le plateau Ouest.

Elle souligne en revanche, que le fait de préserver le vallon est très positif et qu'en termes de composition urbaine, la hiérarchisation des espaces publics selon un axe principal et des axes secondaires est pertinente. Elle émet le souhait par ailleurs que le règlement soit plus étoffé pour garantir le cadrage et la qualité des projets.

#### **4.2. Les conclusions du commissaire enquêteur relatives à la traduction de l'intégration du projet urbain dans le paysage à travers le zonage et le règlement de zone**

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a présenté ses conclusions.

#### **4.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique**

En réponse aux observations émises par l'Architecte des Bâtiments de France, il est rappelé que dans le parti d'aménagement choisi pour le secteur de La Constance, les bastides ainsi que leur environnement sont préservés. La vue sur la montagne Sainte-Victoire à partir du vallon est également préservée. Le plateau Ouest marque la fin du projet d'urbanisation et les arbres sont conservés sur cette limite Ouest. En ce qui concerne la forme urbaine, des prescriptions urbaines, architecturales et paysagères seront inscrites dans les cahiers des charges de cession de terrain et compléteront donc les dispositions prévues dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme.

Cependant, en accompagnement, il apparaît pertinent, non pas tant de modifier le règlement sur les questions de zonage ou de hauteur, mais plutôt d'intégrer dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de la Constance un traitement d'interface en termes de volumétrie décroissante des bâtiments à l'approche des espaces naturels dans ce secteur Nord-Ouest, et notamment entre la zone N et le secteur 1AU-VCc.

Par ailleurs, en réponse aux observations déposées à l'enquête publique en matière de traduction de

l'intégration du projet urbain dans le paysage à travers le zonage et le règlement de zone, il apparaît que la parcelle IO269 participe à un vaste espace naturel destiné à préserver les espaces de biodiversité, notamment la ripisylve du ruisseau de la Thumine. C'est la raison pour laquelle une grande partie de cette zone naturelle est également protégée par des espaces boisés classés.

De plus, le projet de révision allégée n°2 a pris le parti de réduire la consommation d'espaces naturels et agricoles, notamment dans ce secteur Il n'est donc pas envisagé de modifier le zonage prévu dans le projet de révision allégée n°2.

Toutefois, l'intégration dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation de la Constance d'un traitement d'interface en termes de volumétrie décroissante des bâtiments à l'approche des espaces naturels dans ce secteur Nord-Ouest, et notamment entre la zone N et le secteur 1AU-Vcc, apporte également une réponse à ces observations déposées à l'enquête publique.

## **5. Le risque inondation**

Dans le cadre de la révision allégée n°2, le règlement prévoit que, dans le secteur de la Constance, des prescriptions particulières après travaux se substituent à celles applicables avant travaux, et les cartes des aléas sur le secteur de la Constance, ainsi que les cartes risques inondation et les annexes informatives des côtes de plus hautes eaux avant travaux et après travaux sont actualisées.

En effet, des études complémentaires spécifiques au secteur de la Constance ont permis de disposer d'une nouvelle donnée caractérisant l'aléa inondation sur ce secteur grâce à la mise en œuvre d'une méthode de modélisation 3D du ruissellement. Par ailleurs, des aménagements hydrauliques sont prévus sur le Secteur de la Constance afin de prendre en compte et réduire le risque inondation (nivellement du terrain, création de bassins de rétention, création de réseaux pluviaux, etc.). Ces travaux sont donc de nature à modifier les aléas et la carte risque inondation du Plan Local d'Urbanisme.

### **5.1. Les observations et avis relatives au risque inondation**

Dans le cadre de la réunion d'examen conjoint, la Direction départementale des territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône a demandé à ce que la nouvelle cartographie du risque inondation ne soit utilisée dans l'instruction des autorisations d'urbanisme qu'une fois les aménagements hydrauliques effectivement réalisés.

De même, le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône a fait part d'une observation relative au risque inondation en ces termes : *« Il convient compte tenu de l'importance du projet et des importantes surfaces qui seront imperméabilisées de ne pas aggraver les conséquences en aval du projet. De même, il faudra garantir que les parkings (4700 véhicules à prévoir rien que pour les logements prévus) en sous-sol prendront en compte ce risque afin d'éviter des situations telles que celles rencontrées à Nice en 2015 ».*

Par ailleurs, la recommandation n°19 de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale demande de démontrer que les risques d'inondation dans le futur quartier de la Constance sont maîtrisés.

### **5.2. Les conclusions du commissaire enquêteur relatives au risque inondation**

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a présenté ses conclusions favorables en l'assortissant de deux recommandations :

*« Rajouter aux libellés des emplacements réservés n°528, 529 et 530 "Création d'un parc public de La Constance" les termes "aménagement hydraulique, rétention des eaux pluviales" ».*

*« Prendre en compte les observations du Service de Secours et d'Incendie des Bouches du Rhône évoquées lors de la réunion conjointe à savoir [...] : -sur le règlement graphique du projet penser [...] au risque inondation, il convient compte tenu de l'importance du projet et des importantes surfaces qui seront imperméabilisées de ne pas aggraver les conséquences en aval du projet. De même, il faudra garantir que les parking (4700 véhicules à prévoir rien que pour les logements prévus) en sous-sol prendront en compte ce risque afin d'éviter des situations telles que celles rencontrées à Nice en 2015 ».*

### **5.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique**

Le dossier de révision allégée n°2 démontre la maîtrise des risques d'inondation dans le périmètre de révision allégée du Plan Local de l'Urbanisme. La méthodologie de traduction de la cartographie de l'aléa en cartographie de risques est strictement identique à celle du Plan Local de l'Urbanisme en vigueur (croisement de l'aléa et des enjeux). Les dispositions du règlement applicables dans les secteurs soumis à un risque inondation du Plan Local d'Urbanisme comportent des prescriptions relatives au stationnement en sous-sol qui s'appliquent par conséquent également au secteur de la Constance. La remarque du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône n'appelle donc pas de complétude du règlement du Plan Local d'Urbanisme en matière de risque inondation.

Par ailleurs, il a été pris note des observations de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer lors de la réunion d'examen conjoint concernant les dispositions réglementaires sur le risque inondation en demandant à ce que la nouvelle cartographie du risque inondation ne soit utilisée dans l'instruction des autorisations d'urbanisme qu'une fois les aménagements hydrauliques effectivement réalisés.

Aussi, il est proposé que la rédaction des dispositions réglementaires du Plan Local d'Urbanisme applicables dans les secteurs soumis à un risque inondation soit reprise sur ce point, car elle permet en l'état cette évolution sur la base d'aménagements « programmés » et non exclusivement « réalisés » dans son article 1.1.

Enfin, comme déjà évoqué dans le cadre de l'artificialisation des espaces naturels ou agricoles,

la recommandation du commissaire-enquêteur relative à l'intitulé des emplacements réservés n°528, 529 et 530, est prise en compte en complétant et mettant à jour sous le libellé suivant : *« création d'un parc public de la Constance, aménagement hydraulique, rétention des eaux pluviales »*.

## **6. L'Aléa feu de forêt**

Les dispositions applicables aux secteurs d'aléa feu de forêt est traité dans le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence opposable. La révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence n'apporte aucune évolution sur cet aspect.

### **6.1. Les avis sur l'aléa feu de forêt**

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône a communiqué dans le cadre de la réunion d'examen conjoint plusieurs observations relatives à l'aléa feu de forêt qu'il souhaiterait voir prendre en compte dans le Plan Local d'Urbanisme.

En ce qui concerne le règlement écrit du Plan Local d'Urbanisme, *« il convient de rajouter page 11 dans l'article 1AU-VC4 « Desserte par les réseaux », un paragraphe intitulé « Défense extérieure contre l'incendie » indiquant que : « Toute délivrance d'autorisation d'urbanisme est subordonnée au respect du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie en vigueur »*.

*Dans l'article 1AU-VC-11 « Aspect des constructions », il conviendrait de ne pas autoriser les toitures végétalisées en zone d'interface bâti-forêt. Cela implique la nécessité de prise compte du porter-à-connaissance feu de forêt du 23 mai 2014 et son complément du 4 janvier 2017 adressé à la mairie par les services préfectoraux, de par la mise en place d'un zonage sur le règlement graphique (f1/f2/f1p), que l'on ne retrouve pas ici »*.

En ce qui concerne le règlement graphique, *« la prise en compte du risque feu de forêt doit être envisagée dans ce projet compte tenu de la génération de « dents creuses » de par la préservation des fonds de vallons boisés dans l'OAP, cela doit se traduire par une défendabilité (défense extérieure contre l'incendie et accessibilité) adaptée, notamment via les débits en eau à garantir par le gestionnaire de réseau »*.

### **6.2. Les conclusions du commissaire enquêteur relatives à l'aléa feu de forêt**

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a présenté ses conclusions favorables en l'assortissant d'une recommandation issue des observations émises par le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône :

*« sur le règlement écrit du projet, ajout dans l'article 1AU-VC4 "Desserte par les réseaux", un paragraphe intitulé "Défense extérieure contre l'incendie" indiquant que : "Toute délivrance d'autorisation d'urbanisme est subordonnée au respect du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie en vigueur" »*.

### **6.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique**

La proposition de rédaction de l'article 1AU-VC4 évoquée par le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône et le

commissaire enquêteur ne pourra être introduite dans un règlement de Plan Local d'Urbanisme, car un document d'urbanisme ne peut comporter que des règles de fond et non des règles de procédure.

Par ailleurs, il est confirmé que le porter à connaissance « feu de forêt » du 23 mai 2014 et son complément du 4 janvier 2017 ont bien fait l'objet d'une intégration dans le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence sous forme de secteurs de sensibilité aux aléas feu de forêt.

De même, en ce qui concerne la demande de *« ne pas autoriser les toitures végétalisées en zone d'interface bâti-forêt »* et celle de prévoir *« une défendabilité (défense extérieure contre l'incendie et accessibilité) adaptée, notamment via les débits en eau à garantir par le gestionnaire de réseau »*, il est confirmé que les dispositions applicables dans les secteurs de sensibilité aux feux de forêt du règlement du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence prévoient des prescriptions relatives aux zones d'interface et au débit d'eau requis pour assurer la défendabilité qui s'appliquent également au secteur de La Constance.

## **7. La Zone d'Aménagement Concerté**

Une Zone d'Aménagement Concerté de la Constance a été créée parallèlement à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence afin d'organiser l'aménagement de ce secteur. Ces deux procédures sont distinctes et recouvrent chacune un champ d'intervention spécifique. L'enquête publique portant sur la procédure de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence ne concernait donc pas la procédure de Zone d'Aménagement Concerté.

### **.1. Les observations et avis sur la zone d'aménagement concerté**

Dix contributions déposées sur le registre d'enquête portent sur l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté et ne rentrent pas dans le cadre de la révision allégée n°2 du Plan Local de l'Urbanisme d'Aix-en-Provence.

### **.2. Les conclusions du commissaire enquêteur relatifs à la zone d'aménagement concerté**

En ce qui concerne ce sujet de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme, le commissaire enquêteur a présenté ses conclusions favorables en les assortissant de plusieurs recommandations :

*« - Prendre en compte et surtout communiquer à l'aménageur de la ZAC, les améliorations au projet sur le domaine des nuisances, des transports, des réseaux routiers entre autre, de l'environnement, le développement de l'utilisation de l'électricité dans les déplacements automobiles et donc de prévoir des installations de recharge adaptées. De même penser aux moyens modernes d'implantation de dispositifs de sécurité des personnes et des biens.*

*- Mettre à jour les études relatives à la qualité de l'Air dans le cadre du dossier de réalisation de la ZAC pour tenir compte des évolutions récentes de la législation en la matière.*

*- Insérer dans le dossier lui même ou dans le rapport de présentation le plan du BHNS et le tracé des voies de transport dans la ZAC. »*

### **7.3. Le projet de Plan Local d'Urbanisme proposé après enquête publique**

Autant les observations déposées par le public que les recommandations du commissaire enquêteur portant sur la Zone d'Aménagement Concerté n'ont pas à être traitées dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme. Par conséquent, le projet de Plan Local d'Urbanisme n'a pas à être modifié sur ces points après enquête publique. Ces recommandations seront toutefois transmises au maître d'ouvrage de la Zone d'Aménagement Concerté de La Constance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.103-6, L.153-14 et suivants et R.153-12 prévoyant de tirer le bilan de la concertation à l'issue de la concertation et d'arrêter le projet de révision du Plan Local d'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°2018\_CT2\_122 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 portant arrêt des modalités de la collaboration entre le Conseil de Territoire et la commune d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°URB003-3842/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 portant prescription de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, fixant les objectifs de cette révision allégée ainsi que ses modalités de concertation ;
- La réunion préalable portant sur les modalités de collaboration du 12 avril 2018

et les réunions de collaboration du 25 juin 2018 et 21 novembre 2018 ;

- La réunion de collaboration du 11 septembre 2019 présentant les adaptations du projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence après enquête publique ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence en vigueur.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'avis favorable du commissaire enquêteur assorti de 2 observations et de neuf recommandations.
- Que le dossier d'enquête publique, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont mis à disposition en ligne sur le site dédié : [www.registre-numerique.fr/pluaixepa2](http://www.registre-numerique.fr/pluaixepa2)
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique unique justifient des adaptations mineures du projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme.
- Que des modifications sont apportées au projet de révision allégée n°2 suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, à l'avis du commissaire enquêteur, à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale et aux avis des Personnes Publiques Associées consignés dans le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint.
- Que le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence modifié dans l'ensemble de ses composantes ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur a ont été mis à disposition des conseillers de Territoire au format numérique et au format papier au siège du Territoire du Pays d'Aix, ainsi que des conseillers métropolitains au format numérique et au format papier au siège de la Métropole afin qu'ils puissent en prendre connaissance.
- Que le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est prêt à être approuvé.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence, telle qu'annexée à la présente délibération.

##### **Article 2 :**

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme à savoir :

- affichage pendant un mois au siège de la Métropole et à l'Hôtel de Ville d'Aix-en-Provence
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département

### **Article 3 :**

Le dossier de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence est tenu à la disposition du public en mairie d'Aix-en-Provence 3, rue Loubet, rez-de-chaussée, service Accueil – Renseignement du Plan Local d'Urbanisme, à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix et à la Préfecture du Département des Bouches-du-Rhône aux jours et heures habituels d'ouverture au public, conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	67
Contre	2
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
CASTRONOVO Lucien-Alexandre

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
BALDO Edouard

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à la majorité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 404**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Châteauneuf-le-Rouge – Approbation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

#### **1°) Contexte institutionnel**

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB005-3563/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure d'élaboration et révision des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

#### **2°) Rappel de la procédure**

- Par délibération n°79 en date du 09 octobre 2015, la Commune de Châteauneuf-le-Rouge a lancé la procédure d'élaboration de son PLU.

Cette délibération définit les objectifs poursuivis par le projet d'élaboration du PLU :

- Conforter l'identité villageoise en maîtrisant l'urbanisation,
- Préserver les espaces naturels et agricoles remarquables garants du cadre de vie,
- Promouvoir le rayonnement de la commune,
- Promouvoir le développement économique et favoriser l'accueil d'équipements publics structurants communaux et intercommunaux.

Lors de la délibération précitée, le conseil municipal a défini les modalités de la concertation permettant d'associer à la définition du projet, et tout au long de la procédure, la population ainsi que les Personnes Publiques Associées (PPA). En outre, la concertation s'est déroulée selon les modalités suivantes, fixées par ladite délibération : L'organisation de réunions publiques afin d'associer la population à l'élaboration du PLU et à l'avenir du territoire (présentation de la démarche, PADD, arrêt du projet) ;

La population a pu prendre connaissance et suivre l'évolution du dossier de manière continue, par la mise à disposition d'éléments d'informations en mairie et sur le site internet de la commune de Châteauneuf-le-Rouge.

**Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a été débattu en conseil municipal du 09 novembre 2016.**

Ce PADD définit :

- Définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
- Arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de la commune ;

- Fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.
- Peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

Expression du projet global de la commune de Châteauneuf-le-Rouge pour l'aménagement de son territoire, le PADD est aussi un cadre de cohérence interne au PLU.

- Par délibération n°50 bis en date du 17 novembre 2017, la commune a demandé à la Métropole de poursuivre et d'achever cette procédure.
- Par délibération n°64 du 20 décembre 2017, la commune a acté l'arrêt du projet de PLU ainsi que le bilan de la concertation qui s'est déroulée suivant les modalités énoncées dans la délibération de prescription de la révision du PLU.
- La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 15 février 2018, délibération n°URB 008-3565/18/CM, pour poursuivre de l'élaboration du PLU de la Commune de Châteauneuf-le-Rouge.
- Le projet d'élaboration a été notifié aux Personnes Publiques Associées le 26 avril 2018 et 14 réponses ont été reçues par le Conseil de Territoire (Cf. Annexe).

#### Enquête publique :

- Par arrêté n° 18\_CT2\_074 du 18 décembre 2018, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 25 octobre 2018 ; l'enquête s'est déroulée du 14 janvier 2019 au 13 février 2019 inclus, soit pendant 31 jours consécutifs.

Durant toute la période de l'enquête, un dossier était consultable :

- sur le registre ouvert à cet effet au lieu précité, à savoir au service Urbanisme de la commune de CHATEAUNEUF-LE-ROUGE, localisé Place de la Mairie, 13790 CHATEAUNEUF-LE-ROUGE, les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis de 08H30 à 12H30 et de 14H00 à 17H00 hors jours fériés (04.42.58.62.01), pendant toute la durée de l'enquête,
- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/elab-plu-chateauneuflerouge>

Ce dossier comportait les éléments suivants :

- Documents administratifs
- Rapport de présentation
- Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)
- Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)
- Règlement
- Annexes

Cinq permanences ont été tenues :

- Le lundi 14 janvier 2019 de 08H30 à 12H30
- Le mardi 22 janvier 2019 de 14H00 à 17H00
- Le mercredi 30 janvier 2019 de 08H30 à 12H30
- Le jeudi 07 février 2019 de 14H00 à 17H00
- Le mercredi 13 février 2019 de 14H00 à 17H00 (clôture de l'enquête)

Le dossier était également consultable sur le site internet du conseil de Territoire du Pays d'Aix à l'adresse suivante : <http://www.agglo-paysd Aix.fr> et sur le site internet de la commune de Châteauneuf-le-Rouge : <http://www.chateauneuflerouge.fr>

Le public a pu prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions :

- sur le registre ouvert à cet effet au lieu précité, à savoir au service Urbanisme de la commune de CHATEAUNEUF-LE-ROUGE, localisé Place de la Mairie, 13790 CHATEAUNEUF-LE-ROUGE, les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis de 08H30 à 12H30 et de 14H00 à 17H00 hors jours fériés (04.42.58.62.01), pendant toute la durée de l'enquête,
- par courrier postal à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur en Mairie de CHATEAUNEUF-LE-ROUGE – Place de la Mairie – 13790 CHATEAUNEUF-LE-ROUGE – à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur,
- par courriel à l'adresse suivante : [elab-plu-chateauneuflerouge@mail.registre-numerique.fr](mailto:elab-plu-chateauneuflerouge@mail.registre-numerique.fr),
- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/elab-plu-chateauneuflerouge>

La participation du public a été relativement faible en début d'enquête. Une dizaine de personnes lors de chaque permanence venaient s'enquérir du projet ou parler au commissaire enquêteur de sa problématique personnelle face aux projets de zonage et de règlement. Peu de contributions ont été apportées aux registres dans cette période. Lors des deux dernières permanences, le public a été bien plus nombreux à vouloir rencontrer le commissaire enquêteur et les contributions au registre numérique ont été plus nombreuses. L'utilisation d'un site Internet dédié, couplé à un registre numérique permet de récolter quelques statistiques sur la participation du public au cours de la période de l'enquête :

- Nombre de visiteurs : 294 (pendant la période d'enquête)

- Nombre de visites : 651 (pendant la période d'enquête)
- Nombre de visualisation de documents : 1469 dont 719 avant la période d'enquête
- Nombre de téléchargements de documents : 2007 dont 732 avant la période d'enquête

L'analyse de cette participation fait ressortir que 294 visiteurs sur 2170 habitants, soit 13,5 %, mais 36.5% des foyers, sur la base de 2.6 h/foyer, ont pris connaissance du dossier de cette enquête. Au total 48 contributions ont été faites.

#### **AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

- Considérant que les modalités prévues pour l'enquête publique ont été respectées et que des réponses satisfaisantes ont été apportées aux observations du public par le responsable du projet, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur le projet de plan, le 13/03/2019, assorti de quatre recommandations.
  - Mentionner le passage de l'Oléoduc et du gazoduc dans les documents du PLU en précisant l'essentiel des servitudes associées,
  - Reconsidérer les réponses faites concernant les parcelles AC 225 et AC 344 de la Cardeline,
  - Justifier la zone réservée au sud de l'hôtel Mercure,
  - Préciser, dans le règlement écrit, la définition de l'emprise au sol. Doit-elle intégrer piscines et bassins de rétention ?

#### **Propositions de modifications du plan après l'enquête :**

Le projet d'élaboration du PLU de Châteauneuf-le-Rouge soumis au Conseil de la Métropole fait l'objet d'évolutions afin de prendre en compte les résultats de l'enquête publique.

- A la suite à l'enquête publique, afin de tenir compte des avis émis au cours de celle-ci, ainsi que des avis des personnes publiques associées, il est proposé de modifier le projet de PLU sur plusieurs points.
- Ces modifications procèdent toutes de l'enquête ou des avis des personnes publiques associées, et n'amènent pas de modification de l'économie générale du PLU, elles participent à l'amélioration de la prise en considération des risques, des espaces naturels et du paysage.
- Le rapport de présentation, le zonage, le règlement et les OAP ont été amendés dans le respect du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du projet de PLU arrêté.

#### **Les modifications proposées sur le zonage**

- Lotissement de la Geinette : modification du zonage pour inclure la parcelle AK82 dans la zone UD2.

#### **Les modifications proposées sur le règlement**

- Modification de la règle du Coefficient d'Emprise au Sol (CES) : local technique, abris de jardin, pool house sont exclus du CES. Ainsi les 9% du CES concerneront uniquement la construction principale.

#### **Les modifications proposées sur les annexes**

- Intégration des plans de servitudes d'utilité publique instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques

#### **Propositions de modifications ou compléments apportés au projet de PLU sur la base des avis des personnes publiques associées**

Afin de tenir compte de certaines remarques pertinentes des personnes publiques et services consultés ainsi que des observations résultant de l'enquête publique il est proposé les modifications suivantes.

#### **Les modifications proposées sur le rapport de présentation :**

- L'orientation de la zone NI est clarifié dans le rapport de présentation
- Les chiffres du rapport sur le logement et les perspectives d'évolution démographique ont été mis à jour
- Le Rapport de présentation, tomes 1 et 2 est complété pour intégrer le passage des canalisations de transport de matières dangereuses et les servitudes d'utilité publique (SUP) associées.

#### **Les modifications proposées sur le zonage**

- Changement du zonage prévu pour la Muscatelle en 2AU en attendant la mise en place des réseaux,
- Maintien de la zone 2AU Est village, en continuité de zone urbaine équipée et bien desservi,
- Maintien de la zone 2AU Sud péage de la Barque. La précision du projet sera faite et les enjeux écologiques seront précisés lors de l'ouverture à urbanisation et après étude hydraulique.
- La trame des espaces boisés a été rectifiée et ajustée afin de ne pas empiéter sur le public routier départemental le long de la RDn7
- Reclassement de deux parcelles à l'Est du village en zone A. Maintien de

la zone N sur la parcelle la plus au Nord.

#### Les modifications proposées sur le règlement

- Extraction de terre végétale est prise en compte dans l'article 2 de la zone N
- Mention du PPRMT dans les zones concernées

#### Les modifications proposées sur les OAP

- L'OAP Ouest village a été complétée en indiquant la vocation de la zone

#### Les modifications proposées sur les annexes

- Intégration des plans de servitudes d'utilité publique instituant **des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques**

#### Propositions de modifications suites aux recommandations du commissaire enquêteur

- Mentionner le passage de l'Oléoduc et du gazoduc dans les documents du PLU en précisant l'essentiel des servitudes associées,
  - Intégration des plans de servitudes d'utilité publique instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques
- Reconsidérer les réponses faites concernant les parcelles AC 225 et AC 344 de la Cardeline,
  - Les réponses faites par la métropole sur les demandes des propriétaires concernant les parcelles AC225 et AC 344 sont en accord avec le projet global du Plan Local d'Urbanisme. Ces deux parcelles se situent hors continuité urbaine et présentent un intérêt écologique affirmé par le SCOT du Pays d'Aix. Elles ne peuvent par conséquent pas être intégrées dans la zone UD2.
- Justifier la zone réservée au sud de l'hôtel Mercure,
  - Le rapport de présentation a été complété pour justifier les choix pris pour la délimitation de cet emplacement réservé.
- Préciser, dans le règlement écrit, la définition de l'emprise au sol. Doit-elle intégrer piscines et bassins de rétention ?
  - Le règlement a été complété afin de préciser la définition du coefficient d'emprise au sol.

Proposition de modification de la règle du Coefficient d'Emprise au Sol (CES) : local technique, abris de jardin, pool house sont

exclus du CES. Ainsi les 9% du CES concernent uniquement la construction principale.

En ce qui concerne les remarques du public celles-ci ont été prises en compte à chaque fois qu'elles respectent les orientations du PADD, qu'elles répondent à l'intérêt général, qu'elles permettent une meilleure cohérence entre les réalités du territoire et le projet, de corriger des erreurs matérielles ou encore qu'elles suscitent une meilleure justification des choix.

Sont annexés à la présente délibération :

- Le tableau d'analyse et réponse du bureau d'étude suite aux avis des personnes publiques associées : ce document comporte une explication des observations qu'il est proposé de prendre en compte et des ajustements nécessaires à apporter au dossier de PLU soumis à l'approbation.

- Le rapport et conclusions du commissaire enquêteur suite à l'enquête publique (incluant les analyses des observations faites au cours de l'enquête publique ainsi que l'analyse du commissaire enquêteur des réponses faites aux PPA par la Métropole)

#### **Approbation du plan local d'urbanisme :**

Compte-tenu de ces éléments, de l'avis favorable du commissaire-enquêteur et des modifications proposées d'apporter au plan après l'enquête publique ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,** **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Châteauneuf-le-Rouge en vigueur ;
- La délibération n°78 de la commune de Châteauneuf-le-Rouge du 14 octobre 2015 engageant la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°50 bis de la commune de Châteauneuf-le-Rouge du 17 novembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de

- la procédure engagée par délibération le même jour ;
- La délibération n°64 de la commune de Châteauneuf-le-Rouge en date du 20 décembre 2017 arrêtant le projet de PLU et tirant et validant le bilan de la concertation ;
  - La délibération n°URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 14 octobre 2015 ;
  - La délibération cadre n°URB005\_3563/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
  - L'arrêté n°18\_CT2\_074 du Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en date du 18 décembre 2018 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Châteauneuf-le-Rouge ;
  - La notification du projet d'élaboration aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'Urbanisme ;
  - L'avis du commissaire enquêteur favorable sur le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Châteauneuf-le-Rouge.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'avis favorable du commissaire enquêteur assorti de recommandations.
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique justifient des adaptations du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.
- Que le projet d'élaboration du Plan Local d'urbanisme de Châteauneuf-le-Rouge est prêt à être approuvé.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le projet du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Châteauneuf-le-Rouge, tel qu'annexé à la présente délibération.

#### **Article 2 :**

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie de Châteauneuf-le-Rouge,
- De plus, mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

#### **Article 3 :**

Le dossier relatif au Plan Local d'Urbanisme sera tenu à la disposition du public au service de l'Urbanisme de la commune de Châteauneuf-le-Rouge, sis Place de la Mairie à Châteauneuf-le-Rouge, à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à leurs jours et heures d'ouverture au public habituels.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 405**

**AVIS - Institution d'une autorisation préalable au changement d'usage de locaux destinés à l'habitation sur la commune de Simiane-Collongue**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Quand la commune est membre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU, la délibération instaurant un régime d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation et des conditions de délivrance, doit être votée par le Conseil de la Métropole (art. L.631-7-1 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Cette délibération doit permettre de fixer les « conditions dans lesquelles sont délivrées les autorisations [...] au regard des objectifs de mixité sociale, en fonction notamment des caractéristiques des marchés de locaux d'habitation et de la nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements » (art. L.631-7-1 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Les communes de moins de 200 000 habitants situées dans une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants, définie à l'article 232 du Code Général des Impôts et listées en annexe du décret n°2013-392 du 10 mai 2013 relatif au champ d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants instituée par l'article 232 du Code Général des Impôts, peuvent instaurer une procédure d'autorisation de changement d'usage pour transformer un local d'habitation en une location meublée de courte durée. (Art. L.631-9 du Code de la Construction et de l'Habitation). Ces communes sont en zone dite tendue, l'offre de logement est inférieure à la demande. La commune de Simiane-Collongue en fait partie.

Au regard de l'intérêt public qui s'attache à préserver la fonction résidentielle dans la commune, ainsi que son équilibre et sa mixité, et compte tenu de la nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements, il apparaît nécessaire de contrôler ces changements d'usage des locaux d'habitation sur tout le territoire de la commune de Simiane-Collongue.

Compte tenu de la situation créée par le développement des locations de meublés de tourisme, il est proposé, sur tout le territoire de la Commune de Simiane-Collongue, de soumettre la location d'un local meublé destiné à l'habitation de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile, à l'octroi préalable d'une autorisation de changement d'usage.

Cette procédure est destinée à maîtriser l'équilibre entre le parc de logements touristiques et le parc de logements d'habitation.

Le loueur devra alors solliciter une autorisation de changement d'usage auprès de la Commune en application des articles L631-7, L631-7-1 et L631-7-1 A du Code de la Construction et de l'Habitation dès la première nuitée.

Les autorisations préalables de changement d'usage seront délivrées sous les conditions du règlement ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L. 631-7 à L. 631-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
- Le décret n°2013-392 du 10 mai 2013 relatif au champ d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants instituée par l'article 232 du Code Général des Impôts ;
- La sollicitation de la commune pour l'instauration d'une autorisation préalable au changement d'usage des locaux destinés à l'habitation.

**Où il rapporte ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La multiplication des locations saisonnières de logements meublés pour des séjours répétés de courte durée, transformant l'usage des locaux à usage d'habitation en meublés de tourisme au détriment de l'offre de logements sur le marché locatif dans la commune de Simiane-Collongue.
- La situation de la commune en zone tendue.
- La nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements, et de préserver la fonction résidentielle dans la commune, ainsi que sa mixité et son équilibre économique et social.
- Que la procédure d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation est destinée à maîtriser l'équilibre entre le parc de logements touristiques et le parc de logements d'habitation.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est instauré un régime d'autorisation préalable, temporaire, de changement d'usage de locaux d'habitation sur tout le territoire de la commune de Simiane-Collongue.

**Article 2 :**

Sont approuvés le règlement fixant les conditions de délivrance des autorisations préalables de changement d'usage pour la commune de Simiane-Collongue et le formulaire de demande, ci-annexés.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 406****AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rousset - Modification n°2 - Approbation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des

Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Rousset, initialement approuvé le 23 juillet 2015 par délibération du Conseil Municipal n°98/2015, a fait l'objet :

- de la procédure de modification n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°145/2017 du 11 décembre 2017 ;
- de la mise à jour n°1 de ses annexes prise par arrêté n°19/019/CM du 21 février 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, entreprise suite à l'instauration de servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de matières dangereuses.

Pour autant l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU s'est avéré nécessaire, notamment dans l'objectif de :

- Prendre en compte les études hydrauliques réalisées sur les affluents de l'Arc afin d'affiner la connaissance du risque inondation sur le territoire communal, et, notamment de préciser la teneur de l'aléa dans les zones hydrogéomorphologiques portées au PLU tel qu'il a été approuvé le 23 juillet 2017.
- Renforcer les mesures prises en faveur de la promotion de la mixité sociale et de l'égalité des chances dans l'habitat dans le PLU tel qu'il a été approuvé le 23 juillet 2015, par la mise en œuvre de mesures propres à préserver l'équilibre du parc social de la commune, en favorisant notamment la production de logements locatifs sociaux de types PLAI et PLUS sur son territoire.
- Prendre en compte le jugement du Tribunal Administratif de Marseille en date du 16 mars 2017 et, plus largement, réexaminer les prescriptions relatives aux marges de recul des constructions dans la zone UC (et dans la zone AUC si elle est opportune) au regard des préconisations en termes de densification urbaine.
- Procéder aux rectifications réglementaires nécessaires à la prise en compte de l'annulation partielle du PLU en ce que son règlement crée de nouvelles catégories de destinations pour lesquelles sont prévues des règles spécifiques aux articles UA12, UB12, UC12, UE12, AUC12, AUE12, AUS12, A12 et N12 prononcée par la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 29 novembre 2018
- Adapter au besoin le règlement (partie graphique et/ou écrite), ainsi que les orientations d'aménagement et de programmation du PLU au regard de :

- la poursuite des objectifs susmentionnés ;
- la poursuite d'objectifs complémentaires le cas échéant :
  - prise en compte des évolutions légales et réglementaires en matière de risques ;
  - réalisation d'un état des emplacements réservés (ER) pour en faire évoluer certains le cas échéant ;
  - corrections d'erreurs matérielles ;
  - mises à jours et/ou adaptations des pièces du PLU pouvant s'avérer nécessaires depuis sa dernière modification (mises à jour d'annexes, etc.).

Ainsi, par délibération du Conseil Municipal n°147-2017 et arrêté n°1515/2017 du Maire en date du 11 décembre 2017, la commune de Rousset a prescrit la procédure de modification n°2 de son PLU. Le jour-même, parallèlement à sa prescription, la commune a également émis son accord sur la poursuite et l'achèvement de la procédure de modification n°2 du PLU de Rousset par la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018, date du transfert de la compétence PLU, par délibération du Conseil Municipal n° 148/2017 .

Par délibération n°URB 011-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris acte de l'accord de la commune susmentionnée, et, a accepté de poursuivre et d'achever la modification n° 2 du PLU de Rousset.

La Métropole s'est donc substituée de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la modification n° 2 du PLU de Rousset engagée par la commune le 11 décembre 2017.

Au regard de ses objectifs énoncés ci-dessus, la procédure de modification n°2 du PLU a principalement pour effet :

- De rectifier une erreur matérielle sur l'un des fonds de plan du PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables) du PLU approuvé en 2015 ;
- De renforcer les mesures prises en faveur de la promotion de la mixité sociale dans les OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation) du PLU et de corriger une erreur matérielle dans ce même document, qui concerne la carte des secteurs de mixité sociale ;
- De modifier l'article UC6 de la partie écrite du règlement du PLU concernant les reculs des constructions en limite de voie ou d'emprise publique ;
- De réécrire les dispositions relatives aux obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement (articles 12 et annexe 4 du règlement) jugées illégales par la Cour

Administrative d'Appel de Marseille dans un arrêt du 29 novembre 2018 ;

- De modifier la partie graphique du règlement du PLU du fait :
  - De l'évolution de la délimitation du risque d'inondation pour rendre compte, dans le document d'urbanisme communal, la connaissance la plus récente en la matière ;
  - De corrections matérielles au regard de la retranscription de l'aléa inondation ;
  - De l'évolution de 2 emplacements réservés (réduction de l'ER3b et suppression de l'ER12).
- D'actualiser certaines pièces du dossier des annexes du PLU :
  - Actualisation de l'annexe 5b8 présentant le plan du réseau d'assainissement des eaux usées ;
  - Actualisation de l'annexe 5g présentant la synthèse de l'aléa et du risque d'inondation.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du PLU de la commune de Rousset, relèvent bien du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset a été notifié aux personnes publiques associées mentionnées à ses articles L.132-7 et L.132-9 ainsi qu'aux maires des communes concernées, le 26 février 2019, soit préalablement à l'ouverture de l'enquête publique.

Aucune observation n'a été formulée par les personnes publiques associées et consultées.

Conformément à l'arrêté n° 19\_CT2\_005 du 12 février 2019, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset a été soumis à enquête publique du 18 mars 2019, 9 heures, au 19 avril 2019, 17 heures, soit pendant 33 jours consécutifs.

Pendant toute la durée de l'enquête, l'intégralité du dossier d'enquête publique ainsi que les registres d'enquête, ont été tenus à la disposition du public :

- en un exemplaire papier accompagné d'un registre à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, au siège de l'enquête publique, à savoir au Service de l'Urbanisme de la Commune de Rousset, localisé avenue des Bannettes, à Rousset (13790), à ses jours et heures d'ouverture au public ;
- sous forme dématérialisée, sur le site internet dédié : <https://www.registre-numerique.fr/rousset-plu-m2-ep>, auquel les sites internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>)

et de la commune de Rousset (<http://www.rousset-fr.com>) renvoient, à toute heure.

Pour la consultation de ce dossier d'enquête, un poste informatique a dûment été mis à la disposition du public au siège de l'enquête, à ses jours et heures d'ouverture au public.

Le dossier d'enquête publique comportait les éléments suivants :

- La note de présentation prévue à l'article R.123-8-2e du Code de l'Environnement ;
- Le dossier de modification n° 2 du PLU de la Commune de Rousset ;
- La décision n°2018-1938 émise le 31 août 2018 par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale suite à un examen au cas par cas confirmant que le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure de modification de PLU considérée, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'approbation ;
- Les avis émis sur le projet de modification du plan, le cas échéant ;
- La mention qu'aucune concertation publique préalable n'est rendue obligatoire dans la procédure ;
- La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet (dans la limite de la connaissance du maître d'ouvrage).

Le commissaire enquêteur a tenu 4 permanences durant lesquelles il a pu recevoir les observations écrites ou orales du public, aux lieux, dates et heures suivantes :

- Le lundi 18 mars 2019 de 9H00 à 12H00, au Service de l'Urbanisme de la commune de Rousset sis à l'adresse susmentionnée ;
- Le mardi 26 mars 2019 de 14H00 à 17H00, au Service de l'Urbanisme de la commune de Rousset ;
- Le samedi 6 avril 2019 de 9H00 à 12H00, à l'Hôtel de Ville de la commune de Rousset, sis place Paul Borde, à Rousset (13790) ; et,
- Le vendredi 19 avril de 14H00 à 17H00, au Service de l'Urbanisme de la commune de Rousset.

Pendant la durée de l'enquête publique, le public a pu consigner ses observations et propositions sur le projet de modification n°2 du PLU de Rousset :

- sur le registre ouvert à cet effet au siège de l'enquête,
- par courrier postal à l'intention de Monsieur le commissaire enquêteur, adressé à la

Mairie de Rousset, Service de l'Urbanisme, Place Paul Borde, 13790 Rousset,

- par courriel à l'adresse suivante : [rousset-plu-m2-ep@registre-numerique.fr](mailto:rousset-plu-m2-ep@registre-numerique.fr),
- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/rousset-plu-m2-ep>.

Au total, 7 contributions ont été formulées dans le cadre de cette enquête publique. Elles se déclinent comme suit :

- 5 observations étrangères aux objectifs de la modification n°2 du PLU de Rousset,
- 1 demande de renseignement concernant la suppression de l'emplacement réservé n°12,
- 1 contribution portant sur la forme et le fond des pièces du projet relatives à la prise en compte de l'aléa inondation dans le PLU et à ses annexes sanitaires.

Le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset, apporte une réponse satisfaisante à la contribution portant sur la suppression de l'emplacement réservé n°12. Il en va de même de celle portant sur le fond des pièces du projet relatives à la prise en compte de l'aléa inondation dans le PLU et à ses annexes sanitaires. Ainsi, les résultats de l'enquête n'appellent que quelques rectifications de forme.

Monsieur Jean-Pierre PERRIN, commissaire enquêteur, a émis un avis favorable sur le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset dans son rapport et ses conclusions motivées émis le 16 mai 2019.

Le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset soumis au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait l'objet des rectifications de forme, à la marge, afin d'en faciliter la lecture et d'éviter toute confusion qu'appellent les résultats de l'enquête publique suivantes :

- 0a. ACTES DE PROCEDURE - MODIFICATION N°2 DU PLU :  
Actualisation de la liste des actes.
- 1a. EXPOSE DES MOTIFS DES CHANGEMENTS APPORTES PAR LA MODIFICATION N°2 :  
Pas de changement entre l'enquête publique et l'approbation (en dehors de l'actualisation de la page de couverture : phase approbation).
- 2-PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD) :  
Pas de changement entre l'enquête publique et l'approbation (en dehors de l'actualisation de la page de couverture).
- 3-ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION  
Pas de changement entre l'enquête publique et l'approbation (en dehors de l'actualisation de la page de couverture).
- 4a. REGLEMENT ECRIT

- Actualisation de la page de couverture et suppression des surlignages jaunes dans la version définitive.
- **Suppression de la page 159 du règlement**, qui portait une indication technique nécessaire au montage du dossier, laissée par erreur (« *INSERER DOCUMENT ARTELIA : REF. 4211444-45\_Rousset\_Reglement\_Risque\_inondation\_rev10 ; Ne pas oublier lexique associé* »).
- 4b1 à 4b5. REGLEMENT GRAPHIQUE  
Pas de changement entre l'enquête publique et l'approbation (en dehors de l'actualisation des cartouches).
- 4c. LISTE DES EMBLEMES RESERVES  
Pas de changement entre l'enquête publique et l'approbation (en dehors de l'actualisation de la page de couverture et de la suppression des surlignages jaunes dans la version définitive).
- 5b8. RESEAU COLLECTIF D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES  
Pas de changement entre l'enquête publique et l'approbation (en dehors de l'actualisation du cartouche).
- 5g. MISE À JOUR DE LA SYNTHÈSE DES ZONES INONDABLES  
Pas de changement entre l'enquête publique et l'approbation (en dehors de l'actualisation de la page de couverture).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences à respecter dans le cadre des procédures dites de modifications des Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal n°147/2017 et l'Arrêté du Maire n°1515/2017 en date du 11 décembre 2017, prescrivant la procédure de

modification n° 2 du PLU de la commune de Rousset ;

- La délibération du Conseil Municipal n°148/2017 en date du 11 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole de la procédure de modification n° 2 du PLU de la commune de Rousset engagée le jour-même ;
- La délibération n°URB 011-3569/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence prenant acte de l'accord de la commune sur la poursuite par la Métropole de la procédure de modification n° 2 du PLU de la commune de Rousset, et, acceptant de finaliser ladite procédure ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées en vigueur sur le territoire de la commune de Rousset ;
- Le jugement n°15076673 du Tribunal Administratif de Marseille en date du 16 mars 2017 et l'ordonnance en rectification d'erreur matérielle rendue le 21 avril 2017 s'y rattachant ;
- L'arrêt n°17MA02038 de la Cours Administrative d'Appel de Marseille en date du 29 novembre 2018 ;
- La décision n°2018-1938 de la Mission régionale d'autorité environnementale après examen au cas par cas en date du 31 août 2018 confirmant que le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- La décision n°E18000135/13 en date du 22 novembre 2018 du Président du Tribunal Administratif de Marseille désignant Monsieur Jean-Pierre PERRIN en qualité de commissaire enquêteur ;
- L'arrêté n°19\_CT2\_005 du Président du Territoire du Pays d'Aix du 12 février 2019, prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset ;
- L'avis favorable du commissaire enquêteur sur le projet de modification n° 2 du PLU de la commune de Rousset émis dans son rapport et ses conclusions motivées datés du 16 mai 2019 ;
- La délibération du Conseil Municipal de Rousset n°68/2019 du 28/06/2019 donnant un avis favorable sur le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset.
- Le PLU de la commune de Rousset et ses évolutions successives en vigueur.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

- L'avis favorable du commissaire enquêteur.

- L'avis favorable du Conseil Municipal de Rousset .
- Que le projet de modification n°2 du PLU de la commune de Rousset est prêt à être approuvé.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la modification n°2 du PLU de la commune de Rousset telle qu'annexée à la présente délibération.

### Article 2 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en mairie de Rousset.
- De plus, mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### Article 3 :

La présente délibération sera tenue à la disposition du public ainsi que le dossier relatif à la modification n°2 conformément à l'article L.153-22 du Code de l'Urbanisme, au service de l'Urbanisme de la commune de Rousset sis Avenue des Banettes à Rousset, à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à leurs jours et heures d'ouverture au public habituels.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## 2019 CT2 407

### AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles - Modification n°3 - Approbation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs. Par délibération n°D2016-138AT en date du 11 juillet 2016, la commune de Venelles a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles a été engagée afin de

corriger des erreurs matérielles dans le règlement, ses dispositions générales et ses modalités d'application,

supprimer l'équipement hôtelier figurant sur l'OAP des Michelons,

prendre en compte le projet de Métro Express dans l'OAP des Quatre Tours,

procéder à des ajustements réglementaires sur le règlement des zones inondables, le calcul de l'emprise au sol pour les piscines, l'implantation des locaux annexes en zones urbaines et à urbaniser réglementées, le retrait par rapport aux limites séparatives, les clôtures,

procéder à des modifications graphiques : évolution partielle du zonage UD2 en UD1 de l'îlot de l'Eglise

évolution partielle du zonage UD2 en UD1 de l'îlot de l'Eglise

évolution partielle du zonage 1AUa en UD1 sur l'OAP des « Michelons » au regard des modifications apportées ci-avant, impactant l'OAP et le règlement de la zone 1AU.

- procéder à l'intégration du cahier de recommandations architecturales urbaines et paysagères (CRAUP) de la commune aux annexes du PLU.

Les pièces du Plan Local d'Urbanisme qui font l'objet de modifications sont les dispositions générales du règlement ainsi que le règlement lui-même, les plans de zonage 420, 421, 422 et 424, les OAP des Michelons et des Quatre Tours et les annexes.

La procédure de modification s'inscrit dans les dispositions de l'article L.153-36 du code de l'urbanisme :

« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L.153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. »

Suite à la demande effectuée par le Maire de Venelles, par courrier en date du 05 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a engagé la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles par délibération n° URB 006-5137/18/CM du 13 décembre 2018, après avis du conseil de territoire du Pays d'Aix n°2018\_CT2\_529 en date du 29 novembre 2018. La modification n°3 a été prescrite par arrêté n° 19/088/CM en date du 04 avril 2019.

Le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles a été transmis au Maire en application de l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme et pour avis aux personnes publiques associées et consultées. Aucun avis n'a été reçu. La Mission Régionale de l'Autorité environnementale a décidé, après examen au cas par cas, de ne pas soumettre la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme à évaluation environnementale par décision n°CU-2019-2194 en date du 04 juin 2019.

La modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme a été soumise à enquête publique dans le cadre des dispositions réglementaires de l'article L.153-41 du code de l'urbanisme en ce qu'elle modifie les possibilités de construire. Les modalités d'organisation de l'enquête publique ont été fixées par arrêté du Vice-Président de la Métropole n°19-CT2-025 en date du 17 juin 2019.

Durant l'enquête, le dossier et un registre ont été mis à disposition de la population afin de permettre de consulter le projet, mais également d'émettre des observations. Cinq permanences ont été assurées par le commissaire enquêteur pendant les 31 jours d'enquête, à savoir les :

- Vendredi 5 juillet de 9h à 12h
- Vendredi 12 juillet de 9h à 12h
- Mercredi 24 juillet de 14h à 17h
- Jeudi 1<sup>er</sup> août de 9h à 12h
- Lundi 5 août de 14h à 17h

De plus, la totalité des documents était consultable sur le site Internet du Pays d'Aix avec la possibilité de déposer à l'enquête publique par courrier électronique ou directement sur le registre numérique.

11 requêtes et 1 demande de renseignements sans inscription au registre ont été émises sur ce projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme pendant l'enquête publique.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur désigné à cet effet ont été reçus le 4 septembre 2019. Le commissaire enquêteur a signalé dans son rapport que les moyens mis à disposition, tant au niveau matériel que pour l'information du public, ont permis le déroulement de

l'enquête publique dans de bonnes conditions. Il a également souligné l'enquête qui portait sur une douzaine de points a peu mobilisé la population. Il a étudié le projet de modification n°3 et l'ensemble des observations déposées par le public dans son rapport en les regroupant sous forme de thématiques.

Son analyse du projet de modification et des observations a abouti à l'expression d'un avis favorable au projet de modification n°3 sans aucune réserve.

Il convient de présenter cette analyse sur les principaux objectifs de la présente modification, analyse qui prend en compte autant les observations du public que celles émises par le commissaire enquêteur.

A l'issue de l'enquête publique, les observations et avis émis peuvent se regrouper en 3 grandes catégories :

1- Les satisfécits, au nombre de 5:

- ils sont 2 à apprécier la mesure qui permet de ne pas comptabiliser la surface d'une piscine dans la surface constructible,
- et ils sont 3 à donner un avis globalement favorable aux modifications proposées à cette enquête

2- Les satisfaits-**mais**, au nombre de 4 : ils constatent que la modification prévue à cette enquête maintient des zonages constructibles prévus au PLU initial et souhaitent que ceux-ci soient maintenus dans l'avenir, en particulier lors de la révision générale en cours. Les terrains concernés sont situés dans l'OAP des FAURYS, l'OAP Madeleine BONNAUD ou encore les FIGUEYRASSES. Certains souhaitent des explications du fait des informations contradictoire obtenues.

3 Les regrets, au nombre de 2. Ils portent sur des sujets qui ne concernent pas le cadre de la présente enquête : constructibilité du quartier BARRY, corrections d'erreurs de zone inondable – non précisées - et largeur non définie des chemins.

Par ailleurs une visite ne s'est pas traduite par une remarque sur le registre au bénéfice des explications données.

Le P.V. de synthèse a été dressé sur ces bases le 7 août 2019 et déposé en métropole contre récépissé le 8 août.

La métropole a répondu au P.V. de synthèse par lettre en R.A.R. le 13 août 2019,

Après avoir rappelé les objectifs de cette modification et la synthèse établie par le commissaire enquêteur, la réponse détaille point par point les réponses aux 11 requêtes enregistrées, en apportant les précisions lorsqu'elles se justifient.

Sans détailler les cas particuliers on peut retenir que les réponses portent sur un plan strictement réglementaire. Les réponses apportées aux réserves contenues dans les questions de MM PELOPONESE , DEBANT, DAVIN, COMBE, BAJOLLE , et CRESPI sont

donc précises sur l'organisation des procédures et leur portée :

« La modification est une modification du PLU opposable aujourd'hui sur des points précis. Elle ne porte sur rien d'autre, et ne préjuge pas du devenir des différentes procédures conduites en parallèle, comme le code de l'urbanisme le permet. La révision générale en cours porte sur l'intégralité du PLU opposable aujourd'hui, mais cette révision n'est pas l'objet de cette enquête publique »

Le commissaire enquêteur rapporte que l'ensemble des demandes et requêtes exprimées ont obtenu des réponses précises et motivées. Les réponses apportées par la métropole à propos des inquiétudes sur le devenir urbanistique des terrains situés dans les O.A.P. Les FAURYS, les FIGUEIRASSES, et Madeleine BONNAUD sont juridiquement fondées. Cependant il semble au commissaire enquêteur que l'incertitude qui dure depuis près de 2 années sur ces zones, du fait de la lenteur de la procédure de révision générale, mérite un peu de pédagogie et de considération. En conséquence il recommande que la Municipalité et la Métropole prennent un engagement sur un calendrier de mise en œuvre de cette procédure de révision générale, qui devrait se réaliser au plus tard en 2020. Il note que de son côté le P.L.U.i du pays d'Aix est en cours de préparation et il serait paradoxal que les procédures se succèdent avec peu de délais.

Du fait de l'avis favorable sans réserve du commissaire enquêteur, le projet de modification n°3 du PLU de Venelles est donc maintenu tel qu'il a été présenté dans le dossier d'enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération cadre n°URB001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du

15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- La délibération n° D2016-138AT du Conseil Municipal du 11 juillet 2016 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de Venelles ;
- La décision n°CU-2019-2194 du 4 juin 2019 de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale, après examen au cas par cas, ne soumettant pas la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme à évaluation environnementale ;
- La consultation des personnes associées et consultées sur le projet modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles conformément aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme ;
- La décision n°E19000077/13 du 5 juin 2019 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant la commission d'enquête ;
- L'arrêté du Vice-Président de la Métropole n°18-CT2-025 en date du 17 juin 2019 portant ouverture et organisation de l'enquête publique portant sur la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles ;
- Le rapport et les conclusions en date du 4 septembre portant avis favorable sans réserve du commissaire enquêteur sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme ;
- L'avis favorable de la Commune de Venelles en date du 15 octobre 2019 quant à l'approbation de la modification n°3 du PLU communal ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles et ses évolutions successives en vigueur.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'avis favorable sans réserve du commissaire enquêteur.
- Que les remarques issues des résultats de l'enquête publique ne nécessitent aucune adaptation du projet de modification n°3 du Plan Local d'urbanisme tel qu'il a été soumis à enquête publique.
- Que le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles modifié dans l'ensemble de ses composantes, ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ont été mis à disposition des conseillers de Territoire au format numérique et au format papier au siège du Territoire du Pays d'Aix et à la Direction Urbanisme du Territoire du Pays

d'Aix, ainsi que des conseillers métropolitains au format numérique et au format papier au siège de la Métropole afin qu'ils puissent en prendre connaissance.

- Que le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Venelles est prêt à être approuvé.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la modification n°3 du PLU de la commune de Venelles telle qu'annexée à la présente délibération.

### Article 2 :

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en mairie de Venelles.
- De plus, mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### Article 3 :

Le dossier relatif à la modification n°3 sera tenu à la disposition du public au service de l'Urbanisme de la commune de Venelles, sis Place Marius Trucy à Venelles à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à leurs jours et heures d'ouverture au public habituels.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 408**

### **AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Modification n°1 - Approbation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités: les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le PLU de la commune de Ventabren, initialement approuvé le 1<sup>er</sup> juillet 2009, a fait l'objet :

- de la révision générale n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°75 du 11 décembre 2017 ;
- de la mise à jour n°1 de ses annexes prise par arrêté n°19/025/CM du 18 février 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, entreprise suite à l'instauration de servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de matières dangereuses ; et,
- de la modification simplifiée n°1 approuvée par délibération n° URB 010-20/06/19 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 20 juin 2019, afin de rectifier des erreurs matérielles et apporter des ajustements réglementaires.

Pour autant l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU s'est avéré nécessaire, notamment dans l'objectif :

- d'ouvrir à l'urbanisation de la zone AU2Hd1 de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de l'Héritière ; et,
- de modifier l'Orientatation d'Aménagement et de Programmation (OAP) de secteur n°2, portant sur le secteur dit de « Vignes Longues ».

Par courrier du Maire de la Commune de Ventabren en date du 7 mars 2018 le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a été saisi afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme(PLU) de la Commune de Ventabren.

Au regard de cette demande de Monsieur le Maire de Ventabren, le Conseil de la Métropole, par délibération n°URB 005-3844/18/CM du 18 mai 2018, a sollicité le Président de la Métropole afin qu'il procède à l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren.

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a par la suite pris l'arrêté n°19/029/CM du 26 février 2019 prescrivant la procédure de modification n°1 du PLU de Ventabren.

Au vu des objectifs énoncés ci-dessus, il est proposé, dans le cadre de la modification n°1 du PLU de Ventabren, d'adapter et de modifier les pièces du PLU en vigueur suivantes :

- les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP),
- le règlements graphique - Plan centre (1/2000), et,
- le règlement écrit.

Les évolutions proposées dans le cadre du projet de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren relève bien du champ d'application de cette procédure tel que le prévoit le Code de l'Urbanisme. En effet, ce projet de modification ne remet pas en cause l'économie générale du PLU en vigueur, n'a pas non plus pour effet de réduire un espace boisé classé ou une protection édictée en raison de la valeur agricole des terres, des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, et, ne comporte pas non plus de graves risques de nuisances.

Conformément à l'article L.153-38 du code de l'urbanisme, ainsi qu'à la délibération cadre du Conseil de Métropole n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, lorsque le projet de modification d'un PLU porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée du Conseil de Territoire du Pays d'Aix justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix n°2019\_CT2\_021 du 27 février 2019 a été prise en ce sens afin de justifier l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU2Hd1, créée il y a moins de 9 ans, au sein du périmètre de la ZAC de l'Héritière.

Conformément au chapitre IV du titre préliminaire du livre Ier de la partie réglementaire du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren a fait l'objet d'un examen au cas par cas. Dans sa décision n°CU-2019-2170 du 24 avril 2019, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) a confirmé que ce dossier n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°1 du PLU de Ventabren a fait l'objet d'une notification aux personnes publiques associées et consultées le 21 mars 2019. Dans les mêmes conditions, des ajustements à ce dossier ont été portés à leur connaissance le 24 mai 2019, soit préalablement à l'ouverture de l'enquête publique intervenue le 3 juin 2019.

Les observations sur le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren émises par les personnes publiques associées sont les suivantes :

- Le Conseil Départemental, par courrier en date du 20 mai 2019, sollicite le réajustement du rapport de présentation du projet de modification n°1 du PLU de Ventabren en ce que la RD64 dans traversée de la ZAC de l'Héritière figure dans ce dernier comme une route départementale alors qu'elle a été reclassée en 2012 dans la voirie communale.
- L'Architecte des Bâtiments de France, dans un courrier en date du 12 juin 2019 n'appelle à aucune observation.
- Le Directeur Départemental des Territoire et de la Mer, dans un courrier du 1<sup>er</sup> juillet 2019, émet des observations accompagnées de réserves en ce qui concerne notamment la lisibilité de la procédure, l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU2Hd1 de la ZAC de l'Héritière, l'ajustement de l'OAP du secteur des Vignes Longues, la multiplicité des procédures engagées sur le territoire de la commune de Ventabren.

L'observation émise par le Conseil Départemental le 20 mai 2019, soit préalablement à l'ouverture de l'enquête publique, a fait l'objet d'un additif au rapport de présentation (Pièce n°1<sup>B</sup>) figurant au dossier d'enquête publique.

L'avis de l'Architecte des Bâtiments de France du 12 juin 2019, en cours d'enquête, a dûment été annexé au registre d'enquête.

Enfin, par courrier, daté du 1<sup>er</sup> juillet 2019 et réceptionné en Mairie de Ventabren le 3 juillet 2019 soit le lendemain de la clôture de l'enquête publique, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer a adressé au Commissaire Enquêteur son avis, pris le jour-même. Le commissaire enquêteur l'évoque néanmoins en tant que « simple contribution arrivée après la clôture de l'enquête publique » dans son rapport et ses conclusions motivées.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, représenté par son Directeur Général des Services, a apporté une réponse à ce courrier le 12 août 2019. Dans ce pli, outre la proposition faite de rectifier les erreurs matérielles relevées dans le dossier soumis à approbation, il est apporté des éléments justifiant notamment de la poursuite de la procédure retenue, ainsi que de l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU2Hd1 et de la densité qui y est proposée.

Conformément à l'arrêté n°19\_CT2\_021 du 9 mai 2019, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le projet de modification n°1 du PLU de Ventabren a été soumis à enquête publique du 3 juin 2019, 8 heures, au 2 juillet 2019, 16h30, soit pendant 30 jours consécutifs.

Pendant toute la durée de l'enquête, l'intégralité du dossier d'enquête publique ainsi que les registres d'enquête, ont été tenus à la disposition du public :

- en un exemplaire papier accompagné d'un registre à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, au siège de l'enquête publique, à savoir au Service de l'Urbanisme de la Commune de Ventabren, localisé à la Mairie de Ventabren, 17 Grand Rue, à Ventabren (13122), du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 13h30 à 16h30, hors jours fériés,
- sous forme dématérialisée, à toute heure, sur le site internet dédié : <https://www.registre-numerique.fr/ventabren-plu-m1-ep>, auquel le site internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) renvoie.

Ce dossier comportait les éléments suivants :

- Pièce n°A : Les pièces exigées au titre de l'article R.123-8 du code de l'environnement (Notice de présentation)
- Pièce n°0 : Actes de la procédure de Modification n°1 du PLU
- Pièce n°1 : Rapport de présentation de la modification n°1 du PLU (pièce 1.1)
- Pièce n°1<sup>B</sup> : ADDITIF : Observations du Conseil Départemental (PPA)
- Pièce n°3 : Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP),
- Pièce n°4.1 : Règlement graphique - Plan centre (1/2000)
- Pièce n°4.2 : Règlement écrit et son annexe n°1

Cinq permanences ont été tenues au service de l'urbanisme de la commune de Ventabren sis à l'adresse susmentionnée, aux dates et heures suivantes :

- Le lundi 3 juin 2019 de 8H00 à 12H00 ;
- Le mardi 11 juin 2019 de 13H30 à 16H30 ;
- Le mercredi 19 juin 2019 de 8H00 à 12H00 ;
- Le jeudi 27 juin 2019 de 8H00 à 12H00 ;
- Le mardi 2 juillet 2019 de 13H30 à 16H30 ;

Pendant toute la durée de l'enquête, le public a pu consigner ses observations et propositions relatives au projet de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren :

- sur le registre ouvert à cet effet au siège de l'enquête,
- par courrier postal à l'intention de Monsieur le commissaire enquêteur, adressé à la Mairie de Ventabren, Service de

l'Urbanisme, 17 Grand Rue, 13122 Ventabren,

- par courriel à l'adresse suivante : [ventabren-plu-m1-ep@registre-numerique.fr](mailto:ventabren-plu-m1-ep@registre-numerique.fr),
- sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/ventabren-plu-m1-ep>, auquel le site internet du Conseil du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) renvoie.

Au total, **4 contributions** ont été formulées dans le cadre de l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren :

- 4 observations, dont 2 ne sont que des consultations, ont été consignées sur le registre papier d'enquête ;
- 4 courriers ont été adressés au commissaire enquêteur, dont 2 complètent les observations portées au registre d'enquête.

Ces contributions, étant toutes étrangères à l'objet de la modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren, ne peuvent être prises en considération dans le cadre de la modification n°2 du PLU de la commune de Ventabren.

#### **AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR :**

Monsieur Marcel HUARD, commissaire enquêteur, a émis un avis favorable, sans réserve, ni recommandation, sur le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren dans son rapport et ses conclusions motivées émis le 31 juillet 2019.

Afin de prendre en compte les résultats de cette enquête et les avis des PPA, le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren soumis au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait l'objet des modifications suivantes :

1. Rectification du rapport de présentation dans le sens souhaité par le Conseil Départemental en ce qui concerne le tronçon de la RD 64 déclassé dans le domaine public communal, entre le giratoire de la RD10 (non compris) et le carrefour de la RD19.
2. Correction des erreurs matérielles relevées par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer :
  - page 25 du rapport de présentation : rectification du chiffre du coefficient d'emprise au sol (30 %) en adéquation avec la page 28 dudit document et du projet de règlement ;
  - page 27 du rapport de présentation : remplacement de la référence erronée à l'article L.151-23 du code de l'urbanisme par celle à l'article L.151-19 du code de l'urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°007-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant sur la répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n°URB 005-3844/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 relative à l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren ;
- L'arrêté de délégation n°18/050/CM du 4 avril 2018 du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et ses annexes, ou tout document d'urbanisme en tenant lieu ;
- Le courrier du Maire de Ventabren du 7 mars 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays d'Aix afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren ;
- L'arrêté n°19/029/CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 26 février 2019 prescrivant la modification n°1 du PLU de la Commune de Ventabren ;
- La délibération n°2019\_CT2\_021 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 relative à l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU2Hd1 de la ZAC de l'Héritière dans le cadre de la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Ventabren ;
- L'avis n°CU-2019-2170 de l'autorité environnementale en date du 24 avril 2019 qui estime que le projet de modification n°1 du PLU de Ventabren n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- La décision n°E19000050/13 du 9 avril 2019 de Madame la présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant

Monsieur Marcel HUARD, en qualité de commissaire enquêteur ;

- Le PLU de la commune de la Commune de Ventabren en vigueur ;
- L'avis favorable – sans réserve ni recommandation à la modification n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Ventabren émis par le commissaire enquêteur dans son rapport et ses conclusions motivées du 31 juillet 2019 ;
- L'avis favorable du Conseil Municipal sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Ventabren ;
- L'arrêté n°19\_CT2\_021 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 9 mai 2019 organisant l'enquête publique sur le projet de la modification n°1 du PLU de la Commune de Ventabren.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

- L'avis favorable du commissaire enquêteur.
- Les modifications apportées au projet de modification suite aux observations formulées pendant l'enquête publique, et aux avis des Personnes Publiques Associées susmentionnées.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren, telle qu'annexée à la présente délibération.

**Article 2 :**

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en mairie de Ventabren.
- De plus, mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Article 3 :**

Le dossier relatif à la modification n°1 sera tenu à la disposition du public au service de l'Urbanisme de la commune de Ventabren, sis 17 Grand Rue, à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à leurs jours et heures d'ouverture au public habituels.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0

Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 409**

#### **AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lambesc - Modification n°1 - Approbation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB001-3559/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lambesc a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°2017-057 en date 3 mai 2017. Ce Plan Local d'Urbanisme a fait l'objet, par la suite, d'une modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du Conseil Municipal n°2017-124 en date du 13 décembre 2017.

Par délibération n°2017-125 en date du 13 décembre 2017, la commune de Lambesc a lancé la procédure de modification n°1 de son PLU avec ouverture à l'urbanisation du quartier Boimau.

Par délibération n°2017-126 en date du 13 décembre 2017, la commune a demandé à la

Métropole Aix-Marseille Provence de poursuivre et d'achever cette procédure.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 15 février 2018, délibération n°URB 011-3569/18/CM, pour poursuivre la modification n°1 du PLU de la commune de Lambesc.

Par délibération n°2018\_CT2\_534 du 29 novembre 2018, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a motivé l'ouverture à l'urbanisation du secteur du Langoustier.

Cette procédure de modification a été sollicitée afin d'apporter au document d'urbanisme les adaptations, corrections et compléments suivants :

- Ouverture à l'urbanisation du secteur 2AUcrF1p, quartier Boimau et son reclassement en secteur 1AUcrF1p, autorisant les constructions nouvelles au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone. Ceci implique :
  - d'élaborer une Orientation d'Aménagement et de Programmation (O.A.P) permettant de définir les principes qui encadreront le développement du quartier,
  - de faire évoluer le règlement écrit et graphique

- Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUtrF1p, quartier du Langoustier et son reclassement en secteur 1AUtrF1p subordonnant toute extension ou construction à la possibilité de se raccorder aux réseaux publics d'eau et d'assainissement. Le règlement écrit et graphique va évoluer pour accompagner cette ouverture à l'urbanisation.

- La réalisation d'ajustements mineurs du règlement et du zonage pour rectifier les erreurs matérielles et améliorer la cohérence et la compréhension des documents.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme relèvent du champ d'application de la procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Le projet de modification a été notifié aux Personnes Publiques Associées le 2 avril 2019 et six réponses ont été reçues par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix :

- accusé de réception de la Région le 15 avril 2019
- avis favorable de la Chambre Départementale d'Agriculture le 25 avril 2019
- préconisations du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône le 13 mai 2019
- avis favorable de l'UDAP le 22 mai 2019
- observations de la DDTM le 18 juin 2019

Par arrêté n° 19\_CT2\_019 du 9 mai 2019, Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision n° E19000056/13 du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 23 avril 2019 ; l'enquête

s'est déroulée du 27 mai 2019 au 28 juin 2019 soit pendant 33 jours consécutifs.

Durant toute la période de l'enquête, un dossier était consultable

- au siège de l'enquête publique, à savoir au Service de l'Urbanisme de la Commune de Lambesc, localisé 8 boulevard de la république – 13410 LAMBESC, du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30, hors jours fériés ;  
- sous forme dématérialisée, à toute heure, sur le site internet dédié : <http://www.registrenumerique.fr/lambesc-PLU-M1-ep>

Ce dossier comportait les éléments suivants :

1 Le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Lambesc, composé de :

- La notice de présentation du projet
- le règlement écrit du PLU
- le règlement graphique du PLU
- la liste des emplacements réservés
- les orientations d'aménagement et de programmation

2 Un dossier complémentaire comprenant :

- les actes de la procédure
- les avis des Personnes Publiques Associées
- la prise en compte des dispositions de l'article R123-8 du code de l'environnement
- la note de présentation du PLU

Cinq permanences ont été tenues :

- lundi 27 mai de 8h30 à 12h00
- jeudi 6 juin de 8h30 à 12h00
- jeudi 13 juin de 13h30 à 16h30
- mercredi 19 juin de 13h30 à 16h30
- vendredi 28 juin de 13h30 à 16h30

Le dossier d'enquête publique était disponible durant l'enquête publique sur le site Internet du Conseil de Territoire du Pays d'Aix : <http://www.agglo-paysdaix.fr/> ainsi que le site : <http://www.registre-numerique.fr/lambesc-PLU-M1-ep> /auquel renvoi le site internet de la commune de Lambesc : <http://www.lambesc.fr>

Pour s'exprimer, le public avait la possibilité de :

- consigner ses observations sur les registres papiers d'enquête situés au siège de l'enquête,
- adresser par voie postale un courrier à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur Hôtel de ville 6 boulevard de la république 13410 Lambesc,
- adresser des remarques, observations et propositions par voie dématérialisée, par mail à l'adresse suivante : [lambesc-PLU-M1-ep@mail.registre-numerique.fr](mailto:lambesc-PLU-M1-ep@mail.registre-numerique.fr), ou sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <http://www.registre-numerique.fr/lambesc-PLU-M1-ep>

Pour la consultation de ce dossier d'enquête, un poste informatique a été mis à la disposition du public au siège de l'enquête, aux heures et jours d'ouverture mentionnés dans l'arrêté d'enquête publique.

Au total, 39 personnes sont venues en mairie, 20 observations ont été déposées sur le registre, 11 contributions ont été déposées sur le registre dématérialisé et enfin, 4 courriers ont été adressés au commissaire enquêteur et annexés au registre d'enquête.

## **REPONSES DES PPA ET OBSERVATIONS DU PUBLIC ET REPONSES**

Le projet de modification a été notifié aux Personnes Publiques Associées le 2 avril 2019 et cinq réponses ont été reçues par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix :

- accusé de réception de la Région le 15 avril 2019. Sans aucun commentaire.
- avis favorable de la Chambre Départementale d'Agriculture le 25 avril 2019
- préconisations du conseil départemental des Bouches du Rhône le 13 mai 2019 :

n°1 : le raccordement des futures voies desservant le quartier de Boimau sur la RD67e devront être étudiées en concertation avec la Direction des Routes.

Réponse : la Métropole se propose de sensibiliser la commune sur la nécessité de mettre en place une concertation en amont de la création de ces voies.

n°2 : le calibrage et le débouché du chemin desservant le quartier du Langoustier devront être étudiés en concertation avec la DRP Arrondissement d'Aix.

Réponse : la métropole proposera à la commune d'associer la DRP à tout projet touchant à la desserte d'opérations touristiques dans ce secteur.

n°3 : la densification, à terme du quartier de Boimau paraît faible et on peut s'interroger sur la possibilité de créer de la mixité sociale.

Réponse : ce quartier est déjà bâti. L'obligation d'intégrer des logements locatifs sociaux dans des opérations de plus de 12 logements est portée dans le projet de règlement.

- avis favorable de l'UDAP le 22 mai 2019
- observations de la DDTM le 18 juin 2019

Deux délibérations distinctes, la première communale justifiant l'ouverture à l'urbanisation des quartiers de Boimau jugée comme étant insuffisamment motivée et la seconde prise par le conseil métropolitain justifiant l'ouverture à l'urbanisation du quartier du Langoustier

Réponse : la délibération prise par la commune comporte trois pages portant sur la justification de l'ouverture à l'urbanisation de Boimau, suite à une erreur matérielle, seules les pages 1 et 3 ont été transmises, la commune dispose de tous les éléments concernant cette délibération.

Au sein de l'OAP « secteur de Boimau » le risque feu de forêt n'est pas pleinement intégré (localisation des bornes incendies, aire de retournement, largeur des voies d'accès ;

Réponse : le projet de modification ajoute, dans les dispositions générales, un détaillé n°3-2 portant sur les caractéristiques des voies de desserte et besoins en eau pour assurer la défense incendie. L'article 1AUcrF1p-3 du projet de règlement renvoie à ces prescriptions.

Compatibilité du projet d'ouverture à l'urbanisation du quartier de Boimau avec le SCOT en terme de densité.

Réponse : Le Document d'Orientation et d'Objectif du SCOT du Pays d'Aix stipule (prescription 115 P 54) que la densité est à apprécier en fonction du contexte local. Or le secteur de Boimau,, ancienne zone NB1, est entièrement bâti. La densification se fera en fonction de la typologie de ce quartier et de sa qualité paysagère qu'il convient de maintenir.

Dissociation en deux sous-secteurs (F1 et F1p) du quartier du Langoustier ouvert à l'urbanisation.

Réponse : Le secteur du Langoustier est classé au PLU en zone 2AUt rf1p, la modification de zonage, passage en 1AUtrf1p, ne modifie pas l'indicateur f1p de ce quartier au regard du risque incendie.

À l'issue de l'enquête publique, les observations émises par le public peuvent se regrouper dans les 2 catégories suivantes :

1 les observations hors champs de la modification, représentant 14 observations inscrites ou reçues par mail et annexées au registre dans le registre et X mail.

2 les observations portées sur la modification représentant :

- Point n°1 de la modification ouverture à l'urbanisation du quartier de Boimau : 6 observations inscrites sur le registre, 5 courriers et 8 mails.

Les observations portées sur le registre, par mail ou courrier portent essentiellement sur la pertinence des emplacements réservés pour la desserte de ce quartier et l'impact que la création de ces voies ou passages de réseaux aura sur le caractère du quartier et sur les propriétés privées. Des mentions sont faites sur le risque incendie avec crainte d'une aggravation de ce risque par densification ;

Réponse : les emplacements réservés ont été positionnés sur le PLU approuvé en 2017 L'ouverture à l'urbanisation sera l'occasion d'étudier plus finement l'ensemble du quartier et d'établir un calendrier des travaux. S'agissant du risque incendie le maillage du quartier permettra d'assurer une meilleure défendabilité..Le projet de règlement impose des dispositions propices à garantir la sécurité dans ce secteur.

- Point n°2 de la modification ouverture à l'urbanisation du quartier du langoustier : 2 observations par mail.

Les deux observations portent sur la localisation d'un projet touristique et hôtelier proche d'une zone naturelle. Le risque incendie est évoqué.

Réponse : le projet de règlement impose des règles pour la défense contre l'incendie qui sont portées sous l'article 3-2 des dispositions générales. L'enjeu de l'ouverture à l'urbanisation de ce quartier se réduit à permettre l'évolution des constructions existantes et récemment autorisées sur ces deux secteurs.

- Point n°3 de la modification ajustements mineurs du zonage et du règlement : 1 observation écrite au sur le registre et 2 courriers

1 observation et 1 courrier portent sur la réduction de l'emprise au sol en secteur UB qui passe de 40 % à 30 %

Réponse : Le souhait est de favoriser les espaces verts, de garantir une cohérence avec le tissu urbain existant.

Un courrier porte sur la contestation de l'obligation, en cas de division, de créer un accès commun.

Réponse : la multiplication des accès sur une voie est préjudiciable à la sécurité.

Au regard de l'ensemble des réponses apportées ci-dessus il est proposé de n'apporter aucune modification suite aux observations formulées par les PPA et une seule proposition de modification dans le cadre de la prise en compte des observations du public.

Cette correction porte sur une erreur de reprographie. L'espace boisé classé qui couvre les parcelles.CO n° 333 et 334 ayant été, par erreur, supprimé sur la planche centre ouest sera repositionné. Il figurait bien sur la planche générale Est du dossier d'enquête. La présente procédure n'avait pas pour objet de modifier la consistance des espaces boisés classés.

#### **AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées en date du 22 juillet 2019.

Il a émis un avis favorable au projet de modification n°1 du PLU de la commune de Lambesc.

- Des réserves et prescriptions suivantes :

Avis défavorable au maintien des emplacements réservés n°17 (création d'une liaison entre le chemin des grives et l'avenue des quatre termes) n° 24, (création d'une liaison entre l'allée des Lauriers et l'allée des lavandes) et n° 25 (aménagement de l'allée des lavandes).

Avis défavorable au maintien de l'emplacement réservé n°45 (création de 30 logements sociaux, quartier de Lavaldehan)

Conformément à la réponse apportée dans son mémoire en réponse aux observations du commissaire enquêteur la Métropole propose de répondre de la façon suivante aux réserves et prescriptions énoncées ci-dessus :

Les emplacements réservés n° 17, 24 et 25 figuraient sur le PLU approuvé le 3 mai 2017. Dans le cadre d'une réflexion sur ce quartier qui s'inscrit en continuité de la ville et afin d'anticiper son futur développement ils ont été positionnés pour assurer

sa desserte et le passage des réseaux publics d'eau et d'assainissement. Aucune modification n'a été apportée sur leur positionnement, leur gabarit, leur destination. Ces emplacements réservés n'étaient pas l'objet de la présente procédure.

L'emplacement réservé n°45, au titre de l'article L151-41-4 du Code de l'Urbanisme, destiné à la réalisation d'une opération de mixité sociale, a été positionné sur le PLU approuvé le 3 mai 2017 en vue de la création d'au moins 30 logements locatifs sociaux. Un permis de construire respectant cette obligation 28 logements locatifs sociaux et 28 logements en accession sociale à la propriété, soit au total 56 logements sociaux a été délivré le 7 mai 2019. Cet emplacement réservé n'a subi aucune modification. Il ne figure pas parmi les objets de la présente modification.

La mise à jour des emplacements réservés portait uniquement sur :

La suppression de l'emplacement réservé n°30, en raison de l'achèvement des travaux de réfection et d'aménagement du boulevard du général De Gaulle et l'ajout de l'emplacement réservé n°48 en vue de l'élargissement de la rue Notre Dame de la rose tels que présentés aux pages 50 et 51 de la notice de présentation du dossier soumis à l'enquête publique.

• Des recommandations suivantes :

Prise en compte des remarques figurant dans les lettres du 13 mai 2019 du Département des Bouches du Rhône et du 18 juin 2019 de la Préfecture des Bouches du Rhône.

Réponse : la Métropole confirme les réponses aux remarques figurant dans les lettres du Département des Bouches du Rhône et de la Préfecture, portées ci-dessus, dans le paragraphe consacré aux réponses aux PPA.

Respecter les objectifs du SCOT du Pays d'Aix, repérer les parcelles ou groupements de parcelles susceptibles de recevoir des opérations de mixité sociale, relever le quota de 30% et diminuer le seuil de 12 logements pour opération.

Réponse : La carte figurant P14 de la notice de présentation dans le dossier de modification permet de visualiser les unités foncières susceptibles de recevoir des opérations de mixité sociale. Les seuils sont cohérents avec ce qui est exigé dans les autres secteurs urbains de la commune.

Respecter les zones inondables lors de l'attribution de permis de construire et maintenir les écoulements des eaux pluviales.

Réponse : La métropole n'a pas la compétence en matière de délivrance des autorisations liées au droit des sols. Cette recommandation n'est pas liée avec la présente procédure.

Préciser la possibilité d'installation dans la zone 2AUcrF1p des professions libérales.

Réponse : Le secteur 2AUcrF1p ne figure pas dans le projet de modification. Néanmoins, et de manière à apporter une réponse complète sur le sujet, il est ajouté que les professions libérales ne sont pas portées dans la nomenclature des 5 destinations et 20 sous-destinations portées en page 50 des

dispositions générales du règlement. Les professions libérales se rattachent « aux autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire » l'appellation intrinsèque ne pouvait donc pas être inscrite en tant que telle sous l'article 2-1AUcrF1p.

Prise en compte de la demande de l'entreprise Midi Concassage et compléter le règlement de la zone Nr.

Réponse : La métropole propose de ne pas prendre en compte cette recommandation pour la raison suivante : la procédure de modification ne prévoit aucune évolution du règlement de la zone naturelle. Ajoutons que la demande de cette société portait sur la possibilité d'autoriser, outre l'activité classique d'une carrière, le traitement et la transformation de granulats ainsi que le stockage et le recyclage des déchets du BTP ce qui imposait une requalification de la zone Nc à ce jour dédiée aux seules activités relevant d'une carrière.

Au regard de l'ensemble des réponses apportées ci-dessus il est proposé de n'apporter aucune modification suite aux réserves, prescriptions et recommandations formulées par le commissaire enquêteur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2017-125 de la commune de Lambesc du 13 décembre 2017 engageant la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°2017-126 de la commune de Lambesc du 13 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure engagée par délibération le même jour ;
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°URB 011-3569/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 13 décembre 2017 ;

- La délibération motivée n°2018\_CT2\_534 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018 portant sur l'ouverture à l'urbanisation du secteur du Langoustier ;
- L'arrêté n°19\_CT2\_019 de Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en date du 9 mai 2019 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lambesc ;
- La notification du projet de modification n°1 adressée en date du 2 avril 2019 aux Personnes Publiques Associées conformément aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme et au Maire de la commune de Lambesc ;
- L'avis de l'autorité environnementale n° CU-2019-2124 du 28 mars 2019;
- L'avis du commissaire enquêteur favorable sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lambesc;
- La délibération du Conseil Municipal de Lambesc en date du 25 septembre 2019 donnant un avis favorable sur le Projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme.
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lambesc et ses évolutions successives en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- L'avis favorable du commissaire enquêteur assorti de deux réserves portant sur des points qui ne figurent pas dans les objets de la présente modification et de recommandations.
- Suite à une observation formulée pendant l'enquête publique l'espace boisé classé, figurant sur le plan centre ouest, a été supprimé, par erreur de reprographie, sur les parcelles CO 333 et 334 sera rétabli sur la planche graphique centre ouest.
- Que le projet de modification n°1 du Plan Local d'urbanisme de Lambesc est prêt à être approuvé.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lambesc, telle qu'annexée à la présente délibération.

#### **Article 2 :**

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole

Aix-Marseille Provence et en mairie de Lambesc.

- De plus, mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

#### **Article 3 :**

Le dossier relatif à la modification n°1 sera tenu à la disposition du public au service de l'Urbanisme de la commune de Lambesc, sis 8 Boulevard de la République à Lambesc, à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à leurs jours et heures d'ouverture au public habituels.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 410**

**AVIS - Plan Local d'urbanisme de la commune de Meyrargues - Modification simplifiée n°1 - Bilan de la mise à disposition du projet et approbation**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°**URB 002-3560/18/CM** en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Par délibération n°D2017-51U, en date du 05 juillet 2017, le Conseil Municipal de la commune de Meyrargues, a approuvé son PLU.

Par courrier du Maire en date du 4 février 2019, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a été saisi afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Meyrargues.

Par délibération n°2019\_CT2\_087 du 21 mars 2019, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU de la commune de Meyrargues.

Par arrêté n°19/099/CM, du 3 mai 2019, la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification simplifiée N°1 du PLU de la commune de Meyrargues.

Cette procédure de modification simplifiée a pour objectif la suppression de l'emplacement réservé n°21.

Les pièces du PLU qui font l'objet de modifications sont :

- La notice venant en complément du rapport de présentation du PLU - pièces 1.2
- Document graphique Nord – pièce 4.2-a
- Document graphique centre-ville – pièce 4.2-c
- Liste des emplacements réservés – pièce 4.3

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du PLU, relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Meyrargues ont été définies par délibération n°2019\_CT2\_179 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 9 mai 2019.

Le projet de modification simplifiée a été notifié aux personnes associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme ainsi qu'au Maire de la commune concernée le 17 juin

2019, soit préalablement à la mise à sa disposition du public conformément aux dispositions de l'article L153-40 du même code.

Concernant ce dossier, les personnes publiques associées et consultées susmentionnées ont émis les avis suivants :

- Ville de Pertuis : « ce dossier n'appelle aucune observation de la part de la commune »

#### **Bilan de la mise à disposition du public :**

La mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Meyrargues s'est déroulée du 1<sup>er</sup> juillet 2019, 8 heures, au 2 août 2019 inclus, 18 heures, soit une durée de 33 jours consécutifs.

Durant l'intégralité de cette période de mise à disposition du public :

- Un dossier comprenant :
  - le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Meyrargues ;
  - l'exposé de ses motifs ;
  - la décision n°CU-2019-2181 rendue le 7 mai 2019 par la Mission Régionale d'Autorité environnementale après examen au cas par cas confirmant que ce projet n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
  - le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées.

a été mis à disposition du public à l'Hôtel de Ville de Meyrargues, sis place de l'hôtel de ville, Avenue d'Albertas, 13 650 Meyrargues aux horaires d'ouverture au public, où un registre a été ouvert pour que le public puisse y consigner ses observations ;

- Le public a également pu consulter ce dossier et consigner ses observations sur le registre dématérialisé en ce rendant sur le site: <https://www.registre-numerique.fr/meyrargues-plu-ms1-mad>, accessible depuis les sites internet du Conseil de Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr/>) et de la commune de Meyrargues (<http://www.meyrargues.fr/>) ;
- De même, les observations sur ce projet de modification simplifiée pouvaient être transmises par voie dématérialisée à l'adresse : [meyrargues-plu-ms1-mad@mail.registre-numerique.fr](mailto:meyrargues-plu-ms1-mad@mail.registre-numerique.fr) ;
- Un avis au public est paru dans la rubrique des annonces légales de l'édition des Bouches-du-Rhône de « La Provence » du 20 juin 2019, et a été publié par voie d'affichage à l'Hôtel de Ville de Meyrargues et au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix plus tard 8 jours avant le début de la mise à disposition du public.

A l'issue de la mise à disposition, aucune observation n'a été formulée par le public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n°2019\_CT2\_087 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Meyrargues ;
- La délibération n°2019\_CT2\_179 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019 fixant les modalités de la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Meyrargues ;
- L'arrêté n°19/099/CM, du 3 mai 2019, de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant la procédure de modification simplifiée N°1 du PLU de la commune de Meyrargues ;
- Le courrier du Maire en date du 4 février 2019, saisissant le Conseil de Territoire du Pays d'Aix afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Meyrargues ;
- Le PLU en vigueur de la commune de Meyrargues ;
- La notification du projet de modification simplifiée aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme conformément aux dispositions de l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée.
- L'absence de modification apportée au dossier de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues suite aux avis émis par les personnes publiques associées et consultées et aux observations formulées pendant la mise à disposition du public.
- La modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Meyrargues, dont le dossier est annexé à la présente délibération, est prête à être approuvée conformément aux dispositions de l'article L153-47 du Code de l'Urbanisme.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le bilan de la mise à disposition tel que présenté ci-dessus

**Article 2 :**

Est approuvée la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Meyrargues, telle qu'annexée à la présente délibération.

**Article 3 :**

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en mairie de Meyrargues.
- De plus, mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Article 4 :**

Le dossier relatif à la modification simplifiée n°1 sera tenu à la disposition du public au service de l'Urbanisme de la commune de Meyrargues, sis Place de l'Hôtel de Ville à Meyrargues, à la Direction de l'Urbanisme du Territoire du Pays d'Aix, et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à leurs jours et heures d'ouverture au public habituels.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35

Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 411**

**AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès - Abrogation de la délibération portant poursuite par la Métropole d'une procédure de Déclaration de Projet portant mise en comptabilité du PLU sur le secteur de Lagremeuse**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion des six intercommunalités : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales. A titre transitoire, l'article L. 5218-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2 I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Compte tenu des transferts différés de compétence intervenus le 1er janvier 2018, les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité engagées par certaines communes membres ne pourront plus être poursuivies par les communes concernées, dès lors que la déclaration de projet s'inscrit dans le périmètre des compétences métropolitaines.

Toutefois, conformément à l'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme, la Métropole peut achever toute procédure d'évolution d'un plan local d'urbanisme en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune

concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Dans ce contexte, il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Cabriès a été approuvé lors du conseil municipal du 23 mars 2017.

Il a fait l'objet d'une mise à jour n°1 des annexes relatives aux servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, par arrêté n°19/030/CM de la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence.

En outre, la Commune de Cabriès avait engagé avant le 1er janvier 2018, par arrêtés de son Maire du 4 décembre 2017, deux procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son Plan Local d'Urbanisme relatives respectivement aux projets « Secteur Lagremeuse » et « Petite Campagne ».

Pour le secteur Lagremeuse, cette procédure avait pour objet de permettre d'ouvrir à l'urbanisation pour réaliser un projet urbain d'équipements publics notamment un centre d'incendie et de secours.

Pour le secteur Petite Campagne, cette procédure avait pour objet de permettre le développement économique et l'amélioration de la circulation sur l'ensemble de la zone de Plan de Campagne.

Suite au transfert de la compétence en matière d'aménagement du territoire métropolitain à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble du territoire de ses communes membres au 1er janvier 2018, le Conseil municipal de Cabriès a délibéré pour exprimer son accord à ce que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1er janvier 2018.

En conséquence, par délibération n°URB 009-3567/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, la Métropole a décidé de poursuivre les deux procédures ci-avant rappelées de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès. **Une seule délibération concerne les deux projets pour lesquels une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme a été engagée et qu'il est décidé de poursuivre.**

Toutefois, en accord avec les services de la Métropole, il est apparu plus opportun à la Commune de Cabriès d'ouvrir la totalité du secteur Lagremeuse à l'urbanisation par la voie d'une procédure de modification du PLU.

A cette fin, un arrêté de la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence en date du 26 février 2019 a initié une procédure de modification du PLU de la Commune de Cabriès ayant

notamment pour objet une ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AUE-f1 du lieu-dit « Lagremeuse ».

Conséquemment, par courrier de son Maire en date du 29 Mars 2019, la Commune de Cabriès a sollicité que la Métropole ne poursuive pas la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité sur le secteur Lagremeuse.

Compte tenu de ces circonstances, il est nécessaire d'abroger partiellement la délibération précitée du Conseil de la Métropole URB 009-3567/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 en ce qu'elle décidait la poursuite de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité sur le secteur Lagremeuse.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 et L.153-37 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renové ;
- La délibération du conseil municipal n°109/17 en date du 8 décembre 2017 donnant son accord à la poursuite de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme sur le secteur de Lagremeuse par la Métropole d'Aix Marseille Provence ;
- La délibération cadre n° URB 009-3567/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de poursuite des procédures de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU ou du document en tenant lieu des communes du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°URB 009-3567/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 par laquelle la Métropole a décidé de poursuivre les deux procédures ci-avant rappelées de déclaration de projet emportant mise en compatibilité sur les secteurs Lagremeuse et Petite Campagne ;
- Le courrier du Maire de la commune de Cabriès en date du 29 mars 2019 sollicitant l'annulation de la procédure de déclaration de projet concernant l'ouverture

à l'urbanisation du quartier de Lagremeuse ;

- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Cabriès en vigueur.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'au cours des études, il est apparu plus judicieux d'ouvrir la totalité de ce site à l'urbanisation par une procédure de modification du PLU.
- Qu'une procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Cabriès a été engagée par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence en date du 26 février 2019 ayant pour objet, notamment, une ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AUE-f1 du lieu-dit « Lagremeuse ».
- Le courrier du Maire de la commune de Cabriès en date du 29 mars 2019 sollicitant l'annulation de la procédure de déclaration de projet concernant l'ouverture à l'urbanisation du quartier de Lagremeuse.

**Délibère**

**Article 1 :**

Il est pris acte de la demande formelle de la Commune de Cabriès exprimée par courrier de son maire en date du 29 mars 2019 sollicitant la renonciation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à poursuivre la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son Plan Local d'Urbanisme pour le projet « Secteur Lagremeuse ». »

**Article 2 :**

Est approuvé l'arrêt de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Cabriès concernant le projet « Secteur Lagremeuse » engagée par arrêté municipal du Maire de Cabriès du 4 décembre 2017 et poursuivie par la Métropole Aix-Marseille-Provence en vertu de la délibération n°URB 009-3567/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018. »

**Article 3 :**

En conséquence, l'article 2 de la délibération n°URB 009-3567/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

*« Il est décidé de poursuivre la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Cabriès concernant le projet d'intérêt général « Petite Campagne » engagée par arrêté municipal du 4 décembre 2017. »*

#### **Article 4 :**

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme :

- La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole Aix-Marseille Provence et en mairie de Cabriès.
- De plus, mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le Département.
- Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 412**

**Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet - Révision Allégée n°1 - Conférence des Maires - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

#### **Le contexte métropolitain**

Créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) est un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soumis à un régime juridique dérogatoire aux règles de droit commun, qui s'est substituée, au 1er janvier 2016, à six EPCI existants, à savoir la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, la

Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (article L.5218-1 du CGCT). Elle regroupe 92 communes, avec une population de 1.850.000 habitants et une superficie de 3150 km².

Le législateur reconnaît la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain, puisqu'elle est la seule métropole à être construite à partir de la réunion de plusieurs EPCI préexistants, pour être ensuite divisée en territoires, afin de tenir compte, selon les termes mêmes de la loi, des "solidarités géographiques préexistantes" (article L.5218-3 du CGCT).

Dans chaque territoire est créé un Conseil de Territoire composé des conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre du territoire (article L.5218-4 du CGCT). Conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du CGCT, les conseils de territoire peuvent recevoir délégation de certaines compétences sauf celles qui concernent l'élaboration des schémas mentionnés à ce même article et, notamment, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et l'approbation du plan local d'urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme en tenant lieu.

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix Marseille Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes.

Parmi les 6 anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

#### **L'exercice de la compétence « urbanisme »**

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

### **Le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Mimet**

Par délibération n°2017/115 du 13 décembre 2017, la commune de Mimet a lancé la procédure de révision allégée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération n°2017/116 du 13 décembre 2017, la commune a demandé à la Métropole de poursuivre et d'achever cette procédure.

Par délibération n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a poursuivi la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet.

Par délibération du Conseil de Métropole du 20 juin 2019, le bilan de la concertation a été tiré et le projet révision allégée n°1 a été arrêté.

L'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit qu'« à l'issue de l'enquête publique, le Plan Local de l'Urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par :  
- l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête aient [ont] été présentés lors d'une conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale ».

Ainsi, il est nécessaire, avant l'approbation du projet de révision allégée n°1 PLU de la commune de Mimet, d'organiser une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire « les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête », ainsi que le projet de révision allégée n°1 qui sera soumis à approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser cette réunion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet et ses évolutions successives en vigueur ;
- La délibération n°2017/115 de la commune de Mimet du 13 décembre 2017 engageant la procédure de révision allégée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°2017/116 de la commune de Mimet du 13 décembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 30 septembre 2019 .

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme.
- Que le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution de document d'urbanisme.
- Que l'article L.153-21 du Code de l'Urbanisme prévoit l'organisation d'une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire « les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête », ainsi que le projet de PLU qui sera soumis à approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

**Délibère**

**Article unique :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer la conférence intercommunale des Maires dans le cadre de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 413****Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde - Elaboration partielle du PLU - Débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Marc-Jaumegarde a été approuvé le 21 mars 2017 par délibération n° 2017-108-DELIB-2-1 et le Conseil de la Métropole a approuvé sa modification n°1 par délibération n°URB 010-4628/18/CM le 18 octobre 2018.

Enfin, par délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde n°2017-109-DELIB-2-1 du 11 décembre 2017, la procédure de révision allégée n°1 a été engagée. La Métropole a acté la poursuite de cette procédure par délibération n°URB 013-3571/18/CM du 15 février 2018.

Le Tribunal Administratif de Toulon, par décision du 29 janvier 2019, a annulé la délibération du 21 mars 2017 de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde, approuvant le Plan Local d'Urbanisme en tant qu'elle actait la création des secteurs UDF1p1 et UDF1p2.

Au regard de ces éléments, l'objet de la présente procédure consiste donc à remettre à l'étude ces deux secteurs pour envisager un nouveau classement.

Pour ce faire, le recours à la procédure d'élaboration partielle s'impose au regard des dispositions combinées des articles L. 600-12 et L. 174-6 du Code de l'Urbanisme et de la jurisprudence.

Par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 008-6430/19/CM du 20 juin 2019, la procédure d'élaboration partielle du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde a été engagée.

L'objectif poursuivi par l'élaboration partielle du PLU est le suivant :

L'élaboration partielle du PLU vise à reconsidérer la vocation des deux secteurs UDF1p1 et UDF1p2 concernés par l'annulation juridictionnelle au regard de leur contexte environnemental et paysager.

En effet, en cohérence avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, et principalement son orientation n°4 « *Assurer la préservation des espaces naturels, des continuités écologiques et la gestion des risques* » ainsi que les objectifs de réduction de consommation d'espaces naturels ou agricoles, il s'agit de préciser plus finement le parti d'aménagement de ces deux secteurs au regard des éléments de paysage caractéristiques du secteur Prignon Keyrié, de la présence d'un bâti très diffus hérité de l'application du document d'urbanisme antérieur, mais également des risques naturels.

Conformément aux modalités de concertation fixées dans la délibération d'engagement de la procédure, un avis d'ouverture de la phase de concertation a été publié sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, et dans un journal diffusé dans le département.

Conformément à l'article L. 153-12 du Code de l'Urbanisme, un débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de PLU.

Le PADD du PLU de Saint Marc Jaumegarde approuvé le 21 mars 2017 n'est pas modifié.

Les reclassements rendus nécessaires par l'annulation partielle pourront s'opérer dans le cadre des orientations du PADD du PLU de Saint Marc Jaumegarde approuvé le 21 mars 2017.

Le débat portera plus précisément sur les orientations 1.2 - Envisager la densification

mesurée des zones résidentielles les mieux desservies et 4 – Assurer la préservation des espaces naturels, des continuités écologiques et la gestion des risques.

Conformément à l'article L. 134-13 du Code de l'urbanisme, le débat mentionné à l'article [L. 153-12](#) a lieu au sein du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et du Conseil Municipal de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de Plan Local d'Urbanisme. De plus, un représentant du Conseil de la Métropole participe au débat réalisé au sein du Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le PLU approuvé de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde et ses évolutions successives en vigueur ;
- La délibération n°URB 008-6430/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 prescrivant la procédure d'élaboration partielle du PLU, définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de la concertation ;
- Le débat des orientations du futur projet d'aménagement et de développement durables ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 30 septembre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Tribunal Administratif de Toulon, par décision du 29 janvier 2019, a annulé la délibération du 21 mars 2017 de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde, approuvant le Plan Local d'Urbanisme en tant qu'elle actait la création des secteurs UDF1p1 et UDF1p2.
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure d'élaboration partielle du PLU.
- Que la procédure prévoit la tenue d'un débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables.

#### **Délibère**

##### **Article unique :**

Il est pris acte du débat organisé en son sein sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

##### **Il est précisé que Monsieur le Maire de Saint-Marc-Jaumegarde :**

- **a rappelé le contexte juridique de cette élaboration partielle (annulation partielle par le TA de Toulon du PLU approuvé le 21 mars 2017)**
- **a indiqué que le PADD était le même que celui débattu avant l'approbation de son PLU en mars 2017**
- **a invité les membres du Conseil de territoire à débattre de son projet.**

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Habitat et aménagement du territoire – Opérations d'aménagement**

## **2019 CT2 414**

### **AVIS - Quartier Sainte Croix à Peynier - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) tripartite entre la Métropole, la Commune et la Société Sol Invest**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération en date du 23 novembre 2015, le Conseil Municipal de Peynier a instauré un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur le Quartier Sainte Croix, approuvé le programme des équipements publics du PUP et le montant des participations. Ces éléments ont été actualisés par délibération en date du 28 juin 2017.

A l'intérieur de ce périmètre, les propriétaires fonciers ont défini des projets de morcellement de leurs parcelles en plusieurs lots à bâtir destinés à accueillir des maisons individuelles.

Le dossier de PUP comporte le programme des équipements publics à réaliser afin de répondre aux besoins des futurs habitants des constructions à édifier dans le périmètre : il s'agit de la réalisation de travaux de voirie et de réseau électrique. Conformément à l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le montant des participations du PUP appliqué à chaque projet a été calculé en répartissant le coût des travaux selon les principes de proportionnalité et de nécessité.

Le montant de ces participations s'élève à 125€/m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Par ailleurs, en vertu de l'article L332-11-4 du code de l'urbanisme, la Commune a décidé d'exonérer de taxe d'aménagement, pendant 6 ans, les constructions édifiées dans le périmètre du PUP.

Trois conventions ont dorénavant déjà été signées, dont deux par la Commune avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018. La société Sol Invest sollicite aujourd'hui les collectivités pour la signature d'une convention dans le cadre du découpage des parcelles AE40 et AE143 permettant la création de trois lots à bâtir en plus d'un lot déjà bâti.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le

1<sup>er</sup> janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU). En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée à conclure des conventions de PUP en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Par délibération en date du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Il a également été décidé de conclure, le cas échéant, des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans les périmètres des PUP qui comprennent des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes.

Dans le cadre du PUP Sainte Croix, les travaux du programme des équipements publics sont mis en œuvre en deux phases. La phase 1 a été réalisée avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018. La phase 2 est en cours, et les travaux qui sont engagés ne relèvent que des compétences communales. La convention PUP ci-jointe est similaire aux conventions précédemment signées et pour lesquelles les participations ont été perçues par la commune.

Le montant de la participation, calculée sur la base du programme des équipements publics, s'élève à 125€/m<sup>2</sup> de surface de plancher. La surface de plancher totale de l'opération menée par la Société Sol Invest est de 420 m<sup>2</sup>. Il convient donc aujourd'hui d'approuver la convention de PUP tripartite ci-jointe, qui fixe la participation du constructeur aux équipements publics rendus nécessaires par son programme de construction pour un montant de 52 500€.

Cette participation sera versée directement à la Commune de Peynier, les travaux nécessaires relevant de la compétence de la Commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les articles L 332-11-3, L 332-11-4 et R332-25-1 à 3 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n°URB 012-3646/18C/CM du Conseil de Métropole du 22 mars 2018 portant la poursuite des opérations engagées par les communes dans le cadre de Projets Urbain Partenarial ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'opération du PUP Sainte Croix a été engagée avant le 1er janvier 2018.
- Que l'opération nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics financés par un PUP.
- Que les travaux réalisés dans le cadre de ce PUP relèvent de la compétence de la Commune.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Peynier, et la Société Sol Invest pour la mise en œuvre d'un programme sur les parcelles AE40 et AE143.

**Article 2 :**

Les constructions édifiées dans le périmètre du PUP sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pour une durée de 6 ans.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention PUP ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 415**

**AVIS - Quartier Sainte Croix à Peynier - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) tripartite entre la Métropole, la Commune et Monsieur Modesti**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération en date du 23 novembre 2015, le Conseil Municipal de Peynier a instauré un périmètre de Projet Urbain Partenarial sur le Quartier Sainte Croix, approuvé le programme des équipements publics du PUP et le montant des participations. Ces éléments ont été actualisés par délibération en date du 28 juin 2017.

A l'intérieur de ce périmètre, les propriétaires fonciers ont défini des projets de morcellement de leurs parcelles en plusieurs lots à bâtir destinés à accueillir des maisons individuelles.

Le dossier de PUP comporte le programme des équipements publics à réaliser afin de répondre aux besoins des futurs habitants des constructions à édifier dans le périmètre : il s'agit de la réalisation de travaux de voirie et de réseau électrique. Conformément à l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le montant des participations du PUP appliqué à chaque projet a été calculé en répartissant le coût des travaux selon les principes de proportionnalité et de nécessité.

Le montant de ces participations s'élève à 125€/m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Par ailleurs, en vertu de l'article L332-11-4 du code de l'urbanisme, la Commune a décidé d'exonérer de taxe d'aménagement, pendant 6 ans, les constructions édifiées dans le périmètre du PUP.

Trois conventions ont dores et déjà été signées, dont deux par la Commune avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018. La société Sol Invest sollicite aujourd'hui les collectivités pour la signature d'une convention dans le cadre du découpage des parcelles AE40 et AE143 permettant la création de trois lots à bâtir en plus d'un lot déjà bâti.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le

1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU). En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée à conclure des conventions de PUP en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Par délibération en date du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1er janvier 2018. Il a également été décidé de conclure, le cas échéant, des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans les périmètres des PUP qui comprennent des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes.

Dans le cadre du PUP Sainte Croix, les travaux du programme des équipements publics sont mis en œuvre en deux phases. La phase 1 a été réalisée avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018. La phase 2 est en cours, et les travaux qui sont engagés ne relèvent que des compétences communales. La convention PUP ci-jointe est similaire aux conventions précédemment signées et pour lesquelles les participations ont été perçues par la commune.

Le montant de la participation, calculée sur la base du programme des équipements publics, s'élève à 125€/m<sup>2</sup> de surface de plancher. La surface de plancher de l'opération menée par Monsieur Modesti est de 46 m<sup>2</sup>. Il convient donc aujourd'hui d'approuver la convention de PUP tripartite ci-jointe, qui fixe la participation du constructeur aux équipements publics rendus nécessaires par son programme de construction pour un montant de 5 750 €.

Cette participation sera versée directement à la Commune de Peynier, les travaux nécessaires relevant de la compétence de la Commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 332-11-3, L 332-11-4 et R332-25-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 012-3646/18C/CM du Conseil de Métropole du 22 mars 2018 portant la poursuite des opérations engagées par les communes dans le cadre de Projets Urbain Partenarial ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'opération du PUP Sainte Croix a été engagée avant le 1er janvier 2018.
- Que l'opération nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics financés par un PUP.
- Que les travaux réalisés dans le cadre de ce PUP relèvent de la compétence de la Commune.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Peynier, et Monsieur Modesti pour la mise en œuvre de son projet de construction sur la parcelle AE387.

**Article 2 :**

Les constructions édifiées dans le périmètre du PUP sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pour une durée de 6 ans.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention PUP ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 416**

### **AVIS - EcoQuartier Ballon à Meyreuil - Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) tripartite entre la Métropole, la Commune et les Sociétés solidaires SAS Carerre et SCI Résidence le Domaine Sainte Victoire**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 3 juillet 2017, le Conseil Municipal de Meyreuil a approuvé le dossier de Projet Urbain Partenarial PUP Ballon, actualisé par délibération en date du 12 décembre 2017.

Ce dossier comporte notamment le programme des équipements publics à mettre en place dans la zone 5AU de Ballon, afin de permettre le développement de son urbanisation. Conformément à l'article L332-11-3 du Code de l'Urbanisme, le montant des participations du PUP a été calculé en répartissant le coût des travaux selon les principes de proportionnalité et de nécessité.

Ces participations sont adossées à la surface de plancher générée par chaque projet :

- 80€/m<sup>2</sup> de sdp pour les logements locatifs sociaux,
- 180€/m<sup>2</sup> pour les logements en accession en collectifs ;
- 200€/m<sup>2</sup> pour les maisons individuelles groupées en accession ;
- 250€/m<sup>2</sup> pour les lots à bâtir (120 m<sup>2</sup> de sdp par lot).

Par ailleurs, en vertu de l'article L332-11-4 du code de l'urbanisme, la Commune a décidé d'exonérer de taxe d'aménagement, pendant 10 ans, les constructions édifiées dans le périmètre du PUP.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée à compter du 1er janvier 2018 à conclure des conventions de projet urbain partenariat en

application de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Par délibération, en date du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1er janvier 2018. Il a également été décidé de conclure des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans les périmètres des PUP qui comprennent des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des communes.

Ces conventions ont pour objectif d'établir un interlocuteur unique en confiant aux communes à la fois la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des équipements publics situés dans le périmètre du PUP et la perception des participations versées par les aménageurs et constructeurs en les affectant à la réalisation de chaque catégorie d'équipements (ceux relevant de la compétence des communes et ceux relevant de la compétence de la Métropole).

La convention de TTMO relative au PUP de l'Ecoquartier Ballon a donc été approuvée par le Conseil de la Métropole lors de cette même séance du 22 mars 2018, puis par la Commune lors du Conseil Municipal du 30 mars 2018.

Cette convention prévoit donc, dans son plan de financement les participations du PUP liées aux équipements relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ainsi que leur perception par la commune de Meyreuil.

Ce PUP, divisé en 7 îlots, est réalisé en deux phases. La première phase aujourd'hui terminée a fait l'objet de trois conventions, dont la dernière a été signée en juin 2018 entre la Métropole, la Commune et la Société EDELIS. Ces conventions concernaient des opérations de construction sur les îlots 1, 2 3 et 5. Il s'agit aujourd'hui de signer une convention sur la deuxième phase du PUP et notamment sur les îlots 4, 6 et 7 avec la société SAS Carrere et la SCI Résidence le Domaine Sainte Victoire, constituées en Société solidaire. Ce groupement se substitue à la Société Gotham qui devait, comme cela est indiqué dans le dossier de PUP, développer un programme sur les îlots 1, 3, 4, 6 et 7 et qui ne s'est finalement engagée que sur les îlots 1 et 3.

Le projet va permettre la construction de 178 logements répartis de la manière suivante :

- Îlot 4 (4.6, 4.7 et 4.8) : 70 logements collectifs en accession, 4071 m<sup>2</sup> de surface de plancher  
6 cellules destinés aux bureaux et aux commerces, 731 m<sup>2</sup> de surface de plancher ;
- Îlot 6 (6.1 et 6.2) : 78 logements collectifs en accession, 4436 m<sup>2</sup> de surface de plancher ;

- îlot 7 : 30 logements collectifs en accession, 3600 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Il convient donc aujourd'hui d'approuver la convention tripartite PUP ci-jointe, qui détermine la participation du constructeur aux équipements publics rendus nécessaires par son programme de construction, et ainsi de poursuivre cette opération d'aménagement.

Cette participation s'élève à 2 489 740 € et sera versée directement à la commune de Meyreuil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L332-11-3 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 001-3517/18/BM du Bureau de Métropole du 22 mars 2018, approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- La délibération n°URB 012-3646/18C/CM du Conseil de Métropole du 22 mars 2018 sur le Projet Urbain Partenarial PUP et la poursuite des opérations engagées par les communes ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'opération du PUP Eco quartier Ballon a été engagée avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018.
- Que l'opération nécessite la réalisation de travaux d'équipements publics financés par un PUP.
- Qu'une convention TTMO pour ces travaux a été signée entre la Métropole et la Commune de Meyreuil.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de PUP entre la Métropole, la Commune de Meyreuil, et le groupement composé de la SAS Carrere et la SCI Résidence le Domaine de Sainte Victoire pour la mise en œuvre du programme sur les îlots 4 (4.6, 4.7 et 4.8), 6 (6.1 et 6.2) et 7 de l'Ecoquartier Ballon.

**Article 2 :**

Les constructions édifiées dans le périmètre du PUP sont exclues du champ d'application de la taxe d'aménagement pour une durée de 10 ans.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention PUP ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 417**

**AVIS - Opération d'aménagement du Quartier du Vallat à Meyrargues – Bilan de la concertation – Définition des modalités de la participation du public par voie électronique**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élaboration du projet de zone d'aménagement concerté (ZAC) du Quartier du Vallat à Meyrargues, une concertation publique a été menée auprès de la population, en vue de la création de la ZAC, et conformément au nouvel

article L.103-2 du code de l'urbanisme (ancien article L.300-2 du code de l'urbanisme).

## **I – RAPPELS DES OBJECTIFS POURSUIVIS ET DES MODALITES DE LA CONCERTATION**

La délibération n°URB 036-2794/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 a engagé la procédure de ZAC et a défini les objectifs poursuivis, ainsi que les modalités de concertation.

Les objectifs poursuivis lors du lancement de la procédure de ZAC étaient :

- Renforcer la centralité du village en proposant un habitat diversifié et une mixité sociale,
- Respecter les formes urbaines du village en terme de volumétrie et de hauteur,
- Ouvrir le futur quartier à son environnement proche en créant une urbanisation ouverte sur le Vallat et aménager des connexions avec la RD 96 et le village,
- Créer un système viaire apaisé en sens unique et privilégier les modes de déplacement doux, notamment à l'arrière du cours des Alpes,
- Aménager des espaces publics de qualité autour d'une place donnant sur la Grand Vallat, avec un équipement de type maison de santé et quelques commerces en rez de chaussée,
- S'inscrire dans une démarche Eco Quartier.

Les modalités de concertation du public définies lors du lancement de l'opération étaient les suivantes :

- Mise en place d'une exposition permanente en mairie de Meyrargues et au siège du Territoire du Pays d'Aix, accompagnée d'un registre permettant à la population d'y consigner ses observations ou ses propositions pendant toute la durée de la procédure de concertation ;
- Publications d'articles dans les magazines de la commune de Meyrargues pour informer la population de l'état d'avancement du projet ainsi que les différentes manifestations liées au projet ;
- Publication d'articles sur le site internet de la CPA ;
- Présentation à la population des objectifs et du contenu du projet lors de deux réunions publiques.

## **II – LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONCERTATION**

### ***Exposition permanente en mairie et au siège du Pays d'Aix accompagnée d'un registre***

Une exposition a été organisée et présentée à partir du mois de novembre 2018 en mairie de Meyrargues ainsi qu'au siège du Territoire du Pays d'Aix.

A cet effet, des panneaux au format A0 ont permis d'exposer une synthèse des éléments de diagnostic et de contexte du projet (carte, schéma, données chiffrées...), ainsi que le périmètre opérationnel pressenti et les intentions urbaines.

Les dates, lieux et heures de réception du public ont été précisés sur le site internet du Pays d'Aix, dans les pages du magazine municipal et diffusées dans les pages de La Provence les 13 novembre 2018 et le 8 mars 2019. Ces avis annonçaient également les deux réunions publiques.

Cette exposition était accompagnée d'un registre de concertation. Plusieurs remarques y ont été consignées en mairie de Meyrargues, elles sont synthétisées dans le bilan de la concertation annexé au rapport.

### ***Réunions publiques***

Deux réunions publiques ont été organisées les 23 novembre 2018 et 15 mars 2019 dans la salle des fêtes de Meyrargues afin de présenter les objectifs, l'avancement des études, le contenu du projet et permettre un échange avec le public.

Ces réunions se sont tenues de 18h30 à 21 heures et ont réuni environ une soixantaine de personnes. La mobilisation du public s'est faite non seulement par le biais des dispositifs décrits ci-dessus, mais également par une communication directe auprès du CIQ (Comité d'Intérêt de Quartier) riverains du projet.

La première réunion a présenté les objectifs, un diagnostic synthétique des études engagées et à replacer ce projet dans le contexte communal.

La deuxième réunion a porté sur la forme pressentie des futurs îlots de logements. La présentation d'un principe de composition urbaine a permis d'engager la discussion avec les habitants. Ce schéma d'aménagement a proposé une organisation générale du futur quartier, le schéma viaire, les points de desserte, le maillage des voies douces, le positionnement de la place en surplomb du théâtre de verdure et du Vallat et son fonctionnement.

Le nombre de logements ainsi que la part des logements sociaux ont été annoncés et des éléments de calendrier ont permis de clôturer la présentation.

S'en est suivi un débat avec les participants dont les questions et réponses apportées lors de cette deuxième réunion figurent en annexe - Bilan de la concertation. Les débats ont essentiellement tourné autour de la problématique du bâti, les hauteurs, des distances minimales et de la composition du programme.

### ***Publication d'articles dans le magazine de la ville de Meyrargues***

Durant la phase d'élaboration des études préalables au dossier de création de ZAC, la ville de

Meyrargues a fait paraître dans son magazine deux articles relatifs au projet de l'opération du Vallat. L'un des articles revenait sur la délocalisation du stade sur le plateau et la volonté de redynamiser le village avec cette opération. Le second article paru après les réunions de concertation exposait la démarche de ZAC, les demandes émises lors des réunions et les réponses apportées. Un encart revenait sur la place publique et la diversité des logements programmés sur l'opération.

### ***Diffusion de documents sur le site internet de la Métropole et de la ville de Meyrargues***

Les documents présentés lors des deux réunions publiques ont été mis en ligne sur les sites internet des deux collectivités. Les dates et heures des réunions ont été annoncées ainsi que la clôture de la concertation.

### ***Rencontre du CIQ***

Le CIQ du cours des Alpes a été rencontré en septembre 2018 et en juin 2019 afin de prendre en compte leurs remarques, revenir sur les éléments de calendrier ainsi que sur les enjeux liés à la composition urbaine (hauteur, distance par rapport au bâti existant...), desserte du projet et intégration de la démarche Eco Quartier dans la conception du futur quartier. A l'issue de ces réunions, le CIQ a adressé un courrier à Monsieur le Maire afin de lui soumettre toutes les interrogations et suggestions sur ce projet. Une des demandes portait sur la mise à disposition des études préalables (étude de trafic, de sol...) et de l'étude d'impact.

Durant la réunion du mois de juin 2019, l'ensemble des questions figurant dans ce courrier, a été examiné point par point. Les propositions retenues figurent en annexe.

Il a également été précisé au CIQ qu'il pourrait à nouveau se prononcer sur le projet, au moment de la communication de l'étude d'impact et de l'avis de l'Autorité Environnementale, phase administrative codifiée par le Code de l'Environnement et qui intervient après le bilan de la concertation depuis la réforme de la participation du public par voie électronique (ordonnance du 3 août 2016).

## **III – SYNTHÈSE DE LA CONCERTATION**

Le bilan complet de la concertation est annexé au présent rapport.

Les principales remarques et attentes ont porté sur les thématiques suivantes :

- la hauteur du bâti et les distances minimales de construction par rapport aux logements existants,
- les déplacements, la circulation et le stationnement aux abords et sur le site de la ZAC,
- la procédure de ZAC et la volonté d'avoir accès aux études,
- le cadre de vie, les services et commerces,
- le coût du projet.

Ainsi, conformément à l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme et à la délibération du 19 octobre 2017, la collectivité a organisé la concertation pendant toute la durée d'élaboration du projet de ZAC.

Les moyens de concertation mis en œuvre ont permis d'informer et d'associer les habitants et acteurs du territoire. Ce dialogue a aussi permis une évolution du projet en répondant à certaines demandes exprimées au travers des échanges avec les citoyens durant la procédure d'élaboration de la ZAC. L'ensemble des remarques et des réponses figurent dans le bilan de la concertation.

L'ensemble des remarques émises a été pris en compte ; des réponses précises ont été apportées à la plupart d'entre elles et une attention particulière y sera portée dans la poursuite des études opérationnelles.

Il convient alors de dresser un bilan favorable de la concertation, préalable à la présentation du dossier de création de la ZAC.

## **IV – DEFINITION DES MODALITES DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE**

Conformément aux articles L 123-2 et L 123-19 du Code de l'Environnement, le projet de ZAC du Vallat doit faire l'objet d'une procédure de participation du public qui s'effectue par voie électronique, visant à mettre à disposition l'étude d'impact ainsi que l'avis de l'Autorité Environnementale sur cette étude.

L'étude d'impact est un document qui évalue les impacts que le projet peut avoir sur l'environnement dans ses différentes composantes et qui propose des solutions pour remédier aux éventuels effets néfastes du projet (mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation).

Il s'agit aujourd'hui de définir les modalités d'organisation de cette procédure de participation du public, en application de l'article R123- 8 du Code de l'Environnement, le dossier mis à disposition du public comprendra les pièces suivantes :

- l'étude d'impact et son résumé non technique,
- l'avis de l'Autorité Environnementale,
- La mention des textes qui régissent la procédure de participation par voie électronique et l'indication de la façon dont cette procédure s'insère dans la procédure administrative relative au projet de ZAC,
- la décision pouvant être adoptée au terme de la procédure de participation par voie électronique et l'autorité compétente pour prendre la décision d'approbation de la ZAC,
- la mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet de ZAC,
- le bilan de la concertation préalable.

Au minimum 15 jours avant l'ouverture de la participation électronique, le public sera informé par un avis mis en ligne sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix et sur celui de la ville de Meyrargues, ainsi que par un affichage en mairie et au siège du Territoire du Pays d'Aix. Cet avis mentionnera :

- la demande d'autorisation du projet de ZAC du Quartier du Vallat,
- les coordonnées de l'autorité compétente pour prendre la décision, celles auprès desquelles peuvent être obtenus des renseignements pertinents, celles auxquelles des observations ou questions peuvent être adressées ainsi que des précisions sur les conditions dans lesquelles elles peuvent être émises ;
- la décision pouvant être adoptée au terme de la participation et l'autorité compétente pour statuer,
- une indication de la date à laquelle et du lieu où les renseignements pertinents seront mis à la disposition du public et des conditions de cette mise à disposition,
- l'adresse du site internet sur lequel le dossier peut être consulté,
- le fait que le projet a été soumis à étude d'impact et a donné lieu à un avis de l'Autorité Environnementale, ces deux pièces étant insérées dans le dossier mis en ligne sur le site internet dédié.

Les observations et propositions du public pourront être déposées par voie électronique pendant un délai minimum de trente jours.

La mise à disposition du dossier papier est possible au siège de l'autorité compétente et en mairie, sur demande.

A l'issue de la participation du public, une synthèse des observations et propositions sera rédigée, avec l'indication de celles dont il sera tenu compte dans la délibération d'approbation du dossier de création de la ZAC, ainsi que dans un document séparé, les motifs de cette décision.

Ces documents, accompagnés de l'intégralité des observations et propositions déposées par voie électronique, seront rendus publics sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, au plus tard à la date de la publication de la délibération du Conseil de la Métropole approuvant le dossier de création de la ZAC, pendant une durée minimale de trois mois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L103-2 et suivants ;

- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 123-2 et L 123-19 et R123-8 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 036-2794/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 décidant le lancement de la procédure de ZAC, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation de l'opération d'aménagement du Vallat à Meyrargues.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme et à la délibération du 19 octobre 2017, la collectivité a organisé la concertation pendant la durée d'élaboration des études préalables au projet de ZAC.
- Que les moyens de concertation mis en œuvre ont permis d'informer et d'associer les habitants et les acteurs du territoire.
- Que des réponses précises et concrètes ont été apportées suite aux remarques émises et qu'une attention particulière sera portée aux observations et questions posées dans la suite de la procédure.
- Qu'il convient alors de dresser un bilan favorable de la concertation, préalablement à la mise à disposition du public de l'étude d'impact par voie électronique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le bilan de la concertation réalisée dans le cadre de la procédure de ZAC du Quartier du Vallat à Meyrargues, tel qu'exposé dans la présente délibération.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à poursuivre la procédure de création de la ZAC du quartier Vallat à Meyrargues.

**Article 3 :**

Sont approuvées les modalités de participation du public par voie électronique relative au projet de ZAC du Quartier du Vallat telles que présentées dans la présente délibération.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer, en temps opportun, tous les documents à intervenir dans le cadre de la présente procédure, notamment pour définir les dates de cette participation, dans un avis d'information du public.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 418**

**Démarches environnementales sur les opérations d'aménagement de zones d'activités et les quartiers d'habitat**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La nécessité de s'adapter au changement climatique est aujourd'hui un impératif pour les principaux acteurs de l'aménagement, notamment les collectivités territoriales.

Dans la logique des directives européennes, les exigences en terme environnemental dans l'ensemble des opérations d'aménagement et de constructions ont augmenté ces dernières décennies.

Au regard de ces impératifs, le Territoire du Pays d'Aix a souhaité s'engager dans une politique ambitieuse dans ses opérations d'aménagement à travers différentes démarches de labellisation.

En effet, que ce soit dans les opérations d'aménagement à vocation économique ou les opérations d'habitat, le Territoire s'est inscrit dans des démarches environnementales portées par différents organismes.

L'ensemble de ces démarches ont en commun une volonté d'intégrer la problématique du développement durable le plus en amont possible dans la conception des projets urbains et que les objectifs définis soient respectés dans les phases opérationnelles ultérieures.

Dans ce cadre, plusieurs opérations d'aménagement du Territoire sont déjà labellisées ou en cours de labellisation. L'objectif de ce rapport est de présenter 4 démarches de labellisation, dont trois sont déjà appliquées sur le Territoire, la dernière étant plus récente (EFFI Nature).

**LA DEMARCHE ECOQUARTIER PORTEE PAR LES MINISTRES DE LA TRANSITION ENERGETIQUE ET DE LA COHESION DES TERRITOIRES**



Créé en 2008 par l'État, ce label vise à favoriser de nouvelles façons de concevoir et gérer les villes pour évoluer vers des territoires durables.

Ce Label n'est pas une norme, il ne propose pas un modèle unique et permet de prendre en compte les spécificités de chaque territoire.

L'inscription dans ce processus nécessite au préalable la signature d'une Charte de 20 engagements. De la conception à la livraison, la démarche de labellisation comporte 4 étapes qui permettent de vérifier à chaque stade d'avancement de l'opération, sa conformité avec les objectifs de départ. Ce processus se déroule sur plusieurs années avant de parvenir à l'étape 4 d'écoquartier confirmé.

L'obtention des distinctions est soumise à un double regard, régional et national. Les commissions régionale et nationale sont composées d'un panel d'acteurs de l'aménagement représentant les secteurs privé (grands groupes, professionnels), public (collectivités territoriales, Etat) ou parapublic (agences nationales) et milieu associatif.

L'opération d'aménagement du Grand Coudoux déclarée d'intérêt communautaire par l'ex CPA est actuellement dans la dernière phase de labellisation, la phase 4 qui doit obtenir sur l'obtention du label définitif ECO QUARTIER au bout de 4 années de travail.

Cette opération située au cœur du village de Coudoux a permis de redonner une centralité au village sur un principe de renouvellement et de densification urbaine. Ses objectifs étaient de réorganiser les espaces publics, de développer une offre diversifiée en logements (collectifs et maisons de ville) soit au total 100 logements créés dont 30 %

à coût maîtrisé. La labellisation EcoQuartier a permis de valoriser le travail de concertation avec la population pour la conception du projet, la volonté de créer une greffe urbaine intégrée dans son environnement et des espaces publics de qualité. Il s'agit également de mettre en avant les efforts fait pour réaliser un quartier accessible à tous, économe en énergie grâce notamment à la chaufferie mixte bois/gaz et son réseau de chaleur associé qui alimente les équipements publics de la commune et de manière générale de récompenser l'ensemble des actions liées au développement durable pilotées par la communauté du Pays d'Aix et la commune.

Deux autres opérations d'aménagement portées par le Territoire sont dorénavant et déjà inscrites dans le processus de labellisation ECOQUARTIER : le projet de ZAC du Quartier du Vallat à Meyrargues et la ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis.

#### LA DEMARCHE HQE- AMENAGEMENT CERTIFIEE PAR CERTIVEA



Le but de la certification HQE- Aménagement est d'aider les collectivités et les aménageurs à gérer leur projet d'aménagement durable en fixant des objectifs cohérents prenant en compte le contexte de leur opération et en organisant leur bon déroulement pour les atteindre. Cette certification était au départ réservée aux espaces publics et concerne maintenant les opérations de constructions.

La démarche repose sur 17 indicateurs de développement durable sur lesquels le projet doit s'interroger et apporter des éléments de réponse : mobilité, accessibilité, patrimoine, eau, climat...

Cette certification est un outil pratique pour la mise en œuvre du management du projet d'aménagement, permettant de mettre en place une organisation structurée et de valider les bonnes pratiques pour au final sécuriser et valoriser ses opérations.

Dans la certification HQE Aménagement™, le projet de territoire durable est scindé en 6 phases, en relation directe avec les audits de vérification à réaliser. Pour chacune des 6 étapes, des audits d'admission puis de suivi et enfin de clôture ont lieu et sont menés par un expert indépendant désigné par Certivéa qui est l'opérateur de l'offre Haute Qualité Environnementale en France accrédité par le COFRAC (comité d'accréditation français).

La communication sur l'obtention du label est encadrée par Certivéa qui délivre un certificat après chaque audit, permettant d'attester la phase de labellisation de l'opération.

La ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson s'est inscrite dans ce processus et l'opération est aujourd'hui labellisée jusqu'à la phase 5 « Mise en

œuvre ». Située sur un axe de communication est-ouest du Val de Durance, le village de Saint-Estève-Janson et le site accueillant la ZAC bénéficient d'un cadre naturel de grande qualité ce qui a logiquement incité à adhérer

A titre d'exemple, les cibles suivantes ont été retenues dans l'aménagement de l'opération :

- Création d'un écran végétal en bordure du CR 4 et préservation des sujets remarquables sur le talus existant,
- Valorisation de l'eau brute du canal de Peyrolles pour l'arrosage des espaces verts publics et des espaces verts privés,
- Pré verdissement des lots privés à l'aide de plantes adaptées au climat,
- Aménagement de cheminements piétons dans la ZAC et le long du CR4, pour relier la ZAC au reste du village,
- Prise en compte de la topographie du site pour la composition du schéma d'aménagement et le découpage parcellaire des lots, évacuation des terres végétales limitée lors des travaux,
- Inciter à l'utilisation des énergies renouvelables dans les bâtiments et installation de deux bornes de recharges pour véhicules électriques sur l'espace public,
- Sensibilisation des acquéreurs de lots à l'aide d'un guide des bonnes pratiques en matière d'aménagement durable.

**Le label Parc +** porté par l'ARPE (Agence régionale pour la protection de l'Environnement)



Ce label valorise les parcs d'activités engagés dans des actions de qualité et de performance. Porté par la Région, en partenariat avec l'ADEME, la DREAL et l'Agence de l'eau, et animé par l'ARPE, ce dispositif vise à valoriser selon 3 niveaux les parcs d'activités qui s'inscrivent dans les actions concrètes de qualité et de performance concernant les services, l'environnement, le bien-être, le bâti, les infrastructures et le développement économique.

Il est possible d'intégrer cette labellisation a posteriori, il n'est pas nécessaire de s'inscrire très en amont à l'inverse des autres labellisations. La démarche porte davantage sur l'examen des mesures mises en œuvre pour la gestion et l'animation des parcs d'activités, ainsi que sur les efforts et axes de réflexions durant la conception de l'opération.

Un large panel d'acteurs sont rassemblés autour de ce label. Conscients de l'importance du maintien de l'attractivité des parcs d'activités, de nombreux acteurs du monde économique, de l'urbanisme et de l'environnement se sont mobilisés autour de ce dispositif Parc +.

Ces partenaires composent le jury qui analysera les dossiers de candidature pour la labellisation selon 8 ambitions et 33 objectifs opérationnels du cadre de référence régional « aménager et gérer durablement un parc d'activités » publié en 2015 et rédigé par un panel d'acteurs de l'aménagement. Cette démarche est ouverte aux collectivités, et aux aménageurs ou à des associations d'entreprises.

La ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil a été présentée au jury du Label Parc+, notamment afin de mettre en exergue sa spécificité liée à la reconversion d'un site industriel. En effet, la ZAC du Carreau de la Mine s'est développée sur les anciens puits miniers, qui ont vu leur exploitation se terminer en 2003. Le parc d'activités ainsi créé a donc permis une implantation dans une « dent creuse » et n'est pas venu consommer des espaces non aménagés. Aujourd'hui cette zone est entièrement commercialisée, le Territoire et la commune ont incité à la création d'une association d'entreprise pour l'animation de la ZAE. De plus, la vocation de la zone s'est axée sur la production de locaux d'activités venant en complément des autres espaces économiques à proximité. Ces différents points, ainsi que l'intégration de la zone dans son environnement urbain, face au Quartier du Plan de Meyreuil ont retenu l'attention du jury, qui statuera courant septembre sur l'obtention du label et le niveau atteint.

#### LE LABEL EFFINATURE



Le label « Effinature » est la 1ère certification pour l'intégration de la diversité biologique dans les projets d'aménagement et les bâtiments. Elle s'adresse aux projets de constructions neuves et de réhabilitation, ainsi qu'aux opérations d'aménagement. Créée en 2009, elle complète les critères de qualité environnementale du BTP avec la prise en compte de la biodiversité de la conception jusqu'à l'exploitation de programmes d'aménagement et de construction. Ce label, le seul qui existe en matière de prise en compte de la biodiversité dans les opérations d'aménagement, est porté par l'Institut de Recherche et d'Innovation pour le Climat et l'Ecologie (IRICE) basé à Aix-en-Provence.

Cinq thèmes sont abordés : sol, faune, flore, pollution, sensibilisation. Les projets sont soumis à trois audits en phase conception, réalisation et exploitation.

En synthèse, les points forts de chacune des démarches de labellisation exposées ci-dessus sont les suivants :

- **ECOQUARTIER** : une démarche globale de labellisation sur l'ensemble des aspects qui composent une opération d'aménagement (concertation, association des habitants,

qualités des projets d'aménagements publics et de constructions, recherche d'économie d'énergie...). Cette labellisation se déroule sur plusieurs années.

- **HQE – Aménagement** : une labellisation centrée sur les aménagements des espaces publics, avec un label qui doit être renouvelé chaque année.
- **Label Parc +** : une démarche centrée sur la conception et la gestion des parcs d'activités, et leur animation en phase d'exploitation. La démarche peut être intégrée à tout moment, y compris lorsque l'aménagement du parc d'activité est terminé.
- **Effinature** : un label centré sur la biodiversité.

Les labels Effinature et HQE-Aménagement ont un coût pour la collectivité d'environ 10 000€ HT pour l'ensemble de la démarche.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

##### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 30 septembre 2019.

##### Où le rapport ci-dessus,

##### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

##### Considérant

- La volonté du Territoire du Pays d'Aix d'être exemplaire sur l'intégration du développement durable dans ses opérations d'aménagement.

##### Délibère

##### Article 1 :

Le Territoire du Pays d'Aix décide que ses opérations d'aménagement feront l'objet, lorsque le contexte le justifie et en accord avec la commune concernée, de l'inscription dans l'une des

démarches exposée ci-avant et la plus adaptée au projet.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ces démarches.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Zones d'activités**

### **2019 CT2 419**

**AVIS - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole et la commune de Venelles pour la création d'un barreau de liaison entre l'avenue des Logissons et l'allée du Verdon**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° **2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles** et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en

application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière de « création, aménagement et de gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires et aéroportuaires », à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2018, la Commune de Venelles a souhaité qu'un diagnostic soit réalisé sur le secteur de la ZA afin qu'un schéma de desserte puisse être réalisé. Cette étude a été réalisée par le Territoire du Pays d'Aix et a donné lieu à une série de proposition pour l'amélioration de la desserte et le fonctionnement de la Zone.

Aujourd'hui un projet de développement est en cours en partenariat avec le l'EPF sur le secteur du Verdon. Il est donc nécessaire de mettre rapidement en place les infrastructures identifiées pour compléter le schéma viaire du secteur. La commune étant en convention de gestion avec la Métropole concernant la gestion de la Zone d'activité, il est aujourd'hui proposé de confier la réalisation de cette voie à la commune de Venelles par l'intermédiaire d'une convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée.

**Le programme des travaux du secteur Verdon est le suivant :**

La réhabilitation complète de la voie comprend :

- Suppression du mini giratoire de l'avenue des Logissons au niveau des enseignes ALDI et Marcel et Fils
- Création d'un carrefour en T au niveau de l'avenue des Logissons
- Création d'une voirie nouvelle entre l'avenue des Logissons et l'allée du Verdon sur un linéaire de 300m (profil de voie de 6,50m + deux fois 3,50m d'accotement pour les piétons et vélos) comprenant les terrassement, la réalisation de la plateforme, de la structure de chaussée et les revêtements
- Création de l'éclairage public
- Intégration de réservations pour le THD
- Signalisation verticale et horizontale

Le coût des travaux est estimé à 850 000€ TTC auxquels il faut ajouter 100 000€TTC d'études. Ces aménagements sont à engager pour un montant global de 950 000€TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée initiale au bénéfice de la Commune de Venelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°FAG 030-4079/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant l'ouverture de l'autorisation de programme pour l'opération « Travaux ZAE toutes communes » (DI336AP) pour un montant de 1 000 000€ et sa révision inscrite au Conseil de la Métropole du 17 octobre 2019 à 2 000 000€ ;
- La délibération FAG104-4560/18/CM du 18 octobre 2018 validant l'avenant N°1 à la convention de gestion N° 17/1197 avec la commune de Venelles ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux sur la ZA de Venelles.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le programme de réhabilitation du secteur du Verdon sur la ZA de Venelles pour un montant de travaux de 850 000€TTC auxquels il faut ajouter 100 000 €TTC d'études diverses, soit un coût global d'opération de 950 000€TTC.

**Article 2:**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux du secteur du Verdon sur la ZA de Venelles pour un montant de 950 000€TTC.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section d'investissement : opération budgétaire 331, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme n°2018-1 « travaux ZAE toutes communes » (DI331AP).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable**

sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

**2019 CT2 420**

**AVIS - Acquisition à titre gracieux de parcelles du Département sur la commune d'Aix-en-Provence dans la zone d'activités économiques de la Calade**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En 2018, le Département des Bouches du Rhône a réalisé les travaux de déviation de la calade sur la commune d'Aix-en-Provence afin de supprimer le passage à niveau existant sur la RD7n.

Après mise en service de la déviation, le Département a déclassé l'ancienne section de la RD7n, constituée aujourd'hui de deux voies en impasse qui ont vocation à desservir les deux secteurs Nord et sud.

La zone d'activité de la Calade est transférée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la Métropole au titre de la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ». La Métropole est désormais compétente à l'égard de ces deux voies et a vocation à en récupérer la propriété et la gestion. Par délibération N°VOI 004-5525/19/CM du 28 février 2019, le conseil de la métropole validait le reclassement dans le domaine public métropolitain de l'Ex RD7n.

Dans le cadre de la suppression du passage à niveau de la Calade, le Département a réalisé une traversée piétonne de la voie ferrée afin de permettre la continuité des échanges aux modes doux entre la partie sud et la partie nord de la ZA de la Calade. Pour la réalisation de ces travaux, le département avait du procéder à des acquisitions foncières.

Aujourd'hui le Département souhaite céder à la Métropole, à titre gracieux le cheminement piéton dans le cadre de la compétence métropolitaine sur les voiries des zones d'activités.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.
- La délibération N°VOI 004-5525/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 février 2019 validation de reclassement de l'Ex RD7n dans le domaine public métropolitain.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition à titre gracieux par la Métropole Aix-Marseille-Provence des parcelles n°MP0293 et MP0295, terrain d'assiette d'un cheminement piéton au niveau de l'ancien passage à niveau de la Calade propriété du Département des Bouches-du-Rhône.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette acquisition et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 421**

**AVIS - Autorisation de lancement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique sur la Zone d'Aménagement Concerté de la Burlière à Trets au bénéfice de la SPLA Pays d'Aix Territoires**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC de la Burlière, d'une superficie totale de 23 ha, est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis septembre 2010. Cette dernière a en charge l'aménagement et la viabilisation de la zone d'activités ainsi que sa commercialisation. Cette opération, qui va permettre de créer 12,5 ha de foncier d'activités cessible, est divisée en deux parties : un premier secteur en continuité de la zone existante dont la vocation est d'accueillir des activités commerciales, et un second secteur aménagé pour accueillir de petites activités industrielles et notamment celles situées à proximité du centre ville, sur le secteur Cassin, qui pourraient se délocaliser sur la ZAC.

La viabilisation de l'ensemble des lots est quasiment terminée, et la ZAC en cours de commercialisation.

Dans le cadre du programme des équipements publics approuvés en 2013, il était prévu de réaliser un bouclage avec la zone commerciale de la Burlière pour mailler la zone existante et la nouvelle opération. Pour cela, il est nécessaire d'acquérir une bande de terrain non bâtie d'environ 600m<sup>2</sup> sur la parcelle CH233. Cette emprise fait d'ailleurs l'objet d'un emplacement réservé au PLU approuvé de la commune de Trets.

Les négociations avec le propriétaire du terrain n'ayant pu aboutir sur un accord amiable, il a été décidé en comité de pilotage d'autoriser la SPLA Pays d'Aix Territoires en charge des acquisitions foncières conformément à l'article 11 du traité de concession, à lancer une procédure de Déclaration d'Utilité Publique, seul recours possible pour la réalisation de cette voirie et la finalisation des travaux de la ZAC.

Conformément à l'article L 327-1 du Code de l'Urbanisme qui stipule que les sociétés publiques locales d'aménagement peuvent agir par voie d'expropriation dans les conditions fixées par des conventions conclues avec l'un de leurs membres, le traité de concession prévoit dans son article 11 que la SPLA Pays d'Aix Territoires peut exercer le droit d'expropriation dans la limite de la déclaration d'utilité publique qui aura été prononcée.

Aussi, il s'agit d'autoriser la SPLA Pays d'Aix Territoires en tant que concessionnaire à engager la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, réaliser les dossiers d'utilité publique et d'enquête préalable, en assurer le suivi et également engager toute démarche par voie amiable sur cet îlot. La SPLA sera titulaire de l'arrêté de DUP.

Cette décision a été validée lors du Comité de Pilotage de l'opération le 15 mai 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L327-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004\_A180 du Conseil communautaire de la CPA du 25 juin 2004 déclarant d'intérêt communautaire la ZAC de la Burlière à Trets ;
- La délibération n°2009\_A106 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n°2010\_B432 du Bureau communautaire de la CPA du 29 septembre 2010 décidant de confier la réalisation de la tranche 1 de la ZAC de la Burlière à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2013\_A265 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2013\_B532 du Bureau communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant l'avenant n°1 permettant d'étendre le périmètre de concession à la totalité de la ZAC ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix territoires notifié le 22 octobre 2010 et notamment son article 11.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité d'engager une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) et d'enquête parcellaire sur une emprise d'environ 600m<sup>2</sup> de la parcelle CH233 conformément à la décision du Comité de pilotage en date du 15 mai 2019.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) et d'enquête parcellaire sur une emprise d'environ de la parcelle CH233 au bénéfice de la SPLA Pays d'Aix Territoires.

### **Article 2 :**

La SPLA Pays d'Aix Territoires, en tant que concessionnaire, procédera à sa mise en oeuvre, réalisera les dossiers d'enquête préalable et assurera son suivi.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document se rapportant à la mise en œuvre de la procédure dans son ensemble.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	2
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	67
Majorité absolue	34
Pour	67
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

CASTRONOVO Lucien-Alexandre

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

BALDO Edouard

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 422**

**AVIS - Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2 – Constitution d'une servitude avec la société SPURGIN**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il est rappelé que la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 a été créée le 30 mars 2017 afin d'étendre la zone d'activités existante et permettre d'offrir sur un périmètre de 13 hectares du foncier d'activités à destination d'entreprises industrielles et de PME/PMI. Cette opération d'aménagement est réalisée en régie par le Territoire du Pays d'Aix.

Afin de procéder aux travaux pour le raccordement des réseaux d'eau usée, d'eau potable et de télécommunication de la ZAC, il était prévu à l'origine de passer en limite Nord de la ZAC, le long du canal de Craponne, afin de se raccorder au niveau de la RD670.

Lors de la préparation du chantier, il est apparu techniquement très difficile de faire passer ces réseaux car les berges du canal avaient fait l'objet

d'enrochements suite à un effondrement sur une partie du tracé qui devait être emprunté. De plus, après bornage contradictoire, il s'est avéré que le tracé recoupait de multiples propriétés riveraines, ce qui implique de multiples accords fonciers.

Dès lors, la solution envisagée a consisté à raccourcir le tracé en passant par le terrain de la société SPURGIN afin de se raccorder sur les réseaux existants les plus proches, situés sur la voie publique, au niveau de la rue de l'Ouest. Les réseaux seront enfouis en tranchée unique et implantés sur la bande laissée libre, à savoir :

- Une canalisation de refoulement pour les eaux usées DN 65
- Une canalisation en fonte pour l'eau potable DN 150
- Un fourreau pour le réseau fibre optique DN 40

Les dites canalisations seront implantées sur les parcelles cadastrées AA n°14 et 128, appartenant à la société SPURGIN, sur une longueur d'environ 280 mètres, dans une bande de terrain d'une largeur de 3 mètres.

La société SPURGIN doit donc concéder à la Métropole Aix-Marseille-Provence une servitude de passage sur le linéaire susvisé, matérialisé sur le plan annexé au présent rapport.

Cette servitude est constituée à titre gratuit. Elle sera formalisée par acte notarié.

Les services de la Métropole ou le délégataire pourront ainsi faire procéder à la surveillance, l'entretien et la réparation, ainsi que le remplacement, des ouvrages à établir.

Les services de France Domaine ont été consultés le 4 Juillet 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 créant la ZAC du Grand Pont 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC, son programme des équipements publics et déterminant les participations aux équipements publics de la ZAC ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La consultation de France Domaine en date du 4 juillet 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage par la société SPURGIN au profit de la Métropole pour le passage des réseaux nécessaires à la ZAC de La Roque d'Anthéron 2, sur les parcelles AA n°14 et 128 leur appartenant.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte notarié, ainsi que tous les documents nécessaires à la constitution de cette servitude.

**Article 3 :**

Tous les frais afférents à cet acte seront supportés par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 03 budget annexe de l'aménagement Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement chapitre 011, nature 6045, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 423**

**AVIS - Opération d'Aménagement Cap Horizon à Vitrolles – Transfert de l'emprise foncière des équipements de Couperigne**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement « Vitrolles Cap Horizon », d'un périmètre total de 80 ha, a été déclarée d'intérêt communautaire en juillet 2013.

Par délibération du 11 Juin 2015, la Communauté du Pays d'Aix, devenue Métropole Aix-Marseille Provence - Territoire du Pays d'Aix, a validé une convention concernant la concession d'aménagement sur le projet Vitrolles Cap Horizon par la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Dans ce cadre, la mission du concessionnaire sur l'opération recouvre deux aspects :

- A l'intérieur du périmètre de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de 52 ha qui a été approuvée le 17 décembre 2015, la SPLA Pays d'Aix Territoires assure l'ensemble des missions d'aménageur.
- Située à l'extérieur du périmètre de ZAC, l'opération dite « Couperigne » fait l'objet d'un programme de travaux de requalification, dont la réalisation a été également confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Cette dernière opération consiste en la requalification de voirie, y compris les aménagements paysagers et la création de bassins de rétention.

Dans le cadre du programme des équipements publics, un dispositif de rétention des eaux pluviales a été aménagé sur le secteur de Couperigne, permettant de traiter un volume utile de 6000 m³ dans 3 ouvrages à ciel ouvert :

- un bassin de 3100 m³ au sein de l'échangeur, alimenté par l'ovoïde de la rue Blaise Pascal.
- un bassin de 1300 m³ en amont de l'impasse Pythagore, alimenté par le réseau de l'impasse Descartes.
- un bassin de 1600 m³ en aval de l'impasse Pythagore, alimenté par les réseaux de l'impasse Pythagore et de la Draille des Tribales, et par les débits de fuite des deux autres ouvrages.

Les travaux sont aujourd'hui réalisés, pour un montant de travaux de 343 000 € HT, et les trois bassins sont en fonctionnement.

Les ouvrages réalisés qui ne sont pas destinés à être cédés aux constructeurs, et notamment les voiries, espaces publics et réseaux, constituent des biens de retour qui appartiennent à la collectivité au fur et à mesure de leur réalisation et lui reviennent

de plein droit dès leur achèvement. L'article 25 de la convention prévoit qu'à l'achèvement de ces ouvrages et après réception définitive des travaux, le concessionnaire procède aux opérations de remise desdits ouvrages auprès des gestionnaires concernés. Après la remise des ouvrages, un acte authentique doit constater le transfert de propriété des terrains d'assiettes des équipements visés.

Dans le cadre de cette convention, la SPLA a acheté les terrains nécessaires à la réalisation de ces bassins de rétention.

Dès lors, il convient aujourd'hui de procéder au transfert d'une surface totale de 9 050 m<sup>2</sup> issue des parcelles CK n°99, 103, 145, 146, 168, 170, 183 et 186 correspondant à l'emprise des trois bassins.

Par ailleurs, la partie neuve de la chaussée de la Draille des Tribales nécessitera aussi un transfert de l'assiette foncière de la SPLA à la Métropole. Le document d'arpentage est en cours de réalisation mais la surface à transférée est de 1 700 m<sup>2</sup>.

Une ligne électrique passe au-dessus, une servitude devra également être instaurée.

Suite à la réalisation et à la réception définitive des travaux, en vertu des compétences qui lui sont déléguées, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit récupérer l'ensemble des emprises des voiries et des bassins de rétention, afin de les intégrer dans son domaine public et de les gérer.

Cette rétrocession est réalisée à titre gratuit. L'ensemble des frais fiscaux, notariés et de géomètre seront pris en charge par la SPLA. Le transfert effectif du foncier ne se fera qu'après la remise d'ouvrage desdits équipements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations du Conseil communautaire de la CPA n°2012-A024 du 15 mars 2012 déclarant d'intérêt communautaire le périmètre opérationnel à enjeux des secteurs des Aymards/Couperigne/Estroublans à Vitrolles et n°2013-A114 du 18 juillet 2013 approuvant les conditions de mise en œuvre du projet ;
- La délibération n°2015\_B235 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015

approuvant le contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de transférer l'emprise foncière des ouvrages réalisés dans le cadre des missions d'aménageur confiées à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le transfert à la Métropole Aix-Marseille-Provence à titre gratuit des emprises de terrains issues des parcelles CK n°99, 103, 145, 146, 168, 170, 183 et 186 correspondant à l'assiette foncière des trois ouvrages de rétention des eaux pluviales et des élargissements de voies, situées aux environs de l'impasse Pythagore, de la Draille des Tribales et de la Rue Blaise Pascal à Vitrolles, appartenant à la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents et actes inhérents à ces transferts ;

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 424**

### **AVIS - Opération d'Aménagement Cap Horizon à Vitrolles – Détermination des participations constructeurs au titre de la ZAC**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du Conseil de Communauté du 21 mai 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (CPA) a décidé la création de la ZAC « Cap Horizon » sur la commune de Vitrolles et par délibération du 17 décembre 2015 a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC conformément à l'article R311-7 du Code de l'Urbanisme ainsi que le programme des équipements publics de la ZAC conformément à l'article R311-8 du Code de l'Urbanisme.

La CPA a confié la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC « Cap Horizon », par le biais d'une concession d'aménagement attribuée à la SPLA Pays d'Aix Territoires, suite à la délibération du Conseil de Communauté du 11 juin 2015.

Dans le cadre de la réalisation de la ZAC, certains terrains ne seront pas cédés par l'aménageur. En application du dernier alinéa de l'article L.311-4 du Code de l'Urbanisme, la ZAC « Cap Horizon » ayant été exonérée de la taxe d'aménagement, une convention de participation du constructeur au coût des équipements publics doit être conclue avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette convention déterminera la participation financière aux équipements de la ZAC, due par le constructeur, qui entend édifier un projet, sur un terrain compris dans le périmètre de la ZAC, ce terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession ou d'une location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone.

Le montant de la participation au coût des équipements publics est calculé comme suit :

- La surface de plancher prévisionnelle de la ZAC est estimée à 195 073 m<sup>2</sup>, avec un potentiel de 65 000 m<sup>2</sup> supplémentaires qui pourraient être développés par des constructeurs autonomes, soit au total 260 073 m<sup>2</sup> de SDP.
- La part des dépenses affectée au financement des travaux d'aménagement, à l'exclusion des ouvrages liés à la mobilité et déduction faite des subventions à percevoir sur ces travaux, s'élève à 22 929 K€ HT.
- Au regard du montant des dépenses et de l'assiette taxable, la participation moyenne aux coûts des équipements est de 88,17 € par m<sup>2</sup> de surface de plancher.

Le montant de la participation due par les constructeurs a été fixé en fonction du type

d'activités selon la programmation envisagée à l'échelle de l'opération. Afin de ne pas pénaliser les activités mixtes qui restent la priorité en matière de développement économique, elle est modulée de la façon suivante :

- 60 € HT le m<sup>2</sup> de surface de plancher pour les locaux industriels et logistiques,
- 75 € HT le m<sup>2</sup> de surface de plancher pour les locaux mixtes,
- 100 € HT le m<sup>2</sup> de surface de plancher pour les bureaux,
- 150 € HT le m<sup>2</sup> de surface de plancher pour les locaux commerciaux, de services et les hôtels.

Ces participations sont révisables annuellement, au 1<sup>er</sup> novembre de l'année, selon l'indice national des travaux publics TP01.

Les équipements publics, dans la mesure où ils sont prévus au programme des équipements publics de la ZAC, sont exonérés.

Une convention spécifique par opération doit être conclue entre la Métropole, la SPLA et le constructeur autonome en vue de préciser les modalités de versement de cette participation au coût des équipements de la zone. Ce document constitue une pièce obligatoire du permis de construire.

Si le permis de construire délivré au constructeur autorisait la réalisation d'un nombre de m<sup>2</sup> de surface de plancher différent de celui mentionné dans la convention, le montant dû de la participation sera réajusté.

Conformément à la circulaire UHC/DU/16 n°2001-56 du 27 juillet 2001 relative à la réforme des contributions d'urbanisme issue de la loi SRU, le montant des participations issues de ces conventions sera directement versé en totalité par le constructeur à l'aménageur de la ZAC qui supporte les charges d'équipement.

Le recouvrement de la participation auprès du constructeur interviendra selon les conditions suivantes :

- 10% dans le mois suivant la notification de l'arrêté de permis de construire et préalablement au démarrage des travaux ;
- 40% dans les trois mois suivant la déclaration d'ouverture du chantier ;
- Le solde à l'achèvement des constructions ;

Les termes de mise en œuvre de ces participations resteront en vigueur jusqu'à la décision de suppression de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment l'article L. 311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015-A076 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 approuvant le dossier de création de la ZAC ;
- La délibération n°2015-A318 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2015\_B235 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de fixer les montants des participations financières qui seraient dues par les constructeurs autonomes qui souhaitent construire au sein de la ZAC Cap Horizon à Vitrolles, conformément à l'article L.311-4 du Code de l'Urbanisme.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les montants de participations dus par les constructeurs d'un projet édifié sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location, ou concession d'usage consentie par la SPLA Pays d'Aix Territoires dans la ZAC Cap Horizon.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions de participation, ainsi que tout autre document à intervenir.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 425**

**AVIS - Suppression de la Zone d'Aménagement Concerté de la Barque à Fuveau**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC de la Barque a été créée par décision du Conseil Municipal de Fuveau le 3 mai 1991. Idéalement située en vitrine de la D6, cette opération avait pour objectif l'aménagement de terrains pour l'accueil d'activités économiques.

Le Dossier de réalisation de la ZAC de la Barque a été approuvé le 7 juin 1991. Le projet d'aménagement de la ZAC prévoyait la réalisation d'une voie centrale et des réseaux desservant des lots à découper en fonction de la demande d'implantation des entreprises. Un secteur d'équipement public pour la réalisation d'un ouvrage hydraulique était également prévu.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération, d'un montant total d'environ 14 millions de francs (soit environ 2,2 millions d'euros), était présenté à l'équilibre, grâce essentiellement aux recettes de cession. Aucune participation d'équilibre de la Commune n'était prévue.

Concomitamment à l'approbation du Dossier de Réalisation, une concession d'aménagement a été conclue entre la commune et la Société Géodis Spe Provençale d'équipement, société d'économie mixte des Bouches du Rhône, pour la réalisation et la commercialisation de cette opération en juin 1991.

La SPE a été liquidée en 2002 et la commune de Fuveau a repris l'opération de ZAC en régie et créé un budget annexe pour suivre les dépenses et les recettes de l'opération. Les terrains propriété de la SPE ont été transférés à la commune. L'historique financier avant 2002 et la liquidation de la SPE ne peuvent être retracés car aucune archive de l'opération n'a été transmise à la commune à la liquidation de la société.

Ainsi, la commune a finalisé les travaux du programme des équipements publics en 2004 et a

commercialisé les terrains. Cette commercialisation est aujourd'hui terminée. La ZAC est donc totalement achevée et le rapport de présentation de suppression de ZAC en annexe détaille ces éléments.

Par ailleurs, le budget annexe de la ZAC a été clôturé au 31 décembre 2017.

Ainsi, la ZAC de la Barque peut être supprimée, en vertu de l'article R311-12 du Code de l'Urbanisme qui stipule que « la suppression d'une ZAC est prononcée, sur proposition ou après avis de la personne publique qui a pris l'initiative de sa création, par l'autorité compétente, en application de l'article L. 311-1, pour créer la zone ». La commune de Fuveau a donné un avis favorable à cette suppression par délibération du conseil municipal.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce sur son territoire, la compétence « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ». Cependant afin de garantir la continuité du service, une convention de gestion a été signée entre la Métropole et la commune de Fuveau pour l'entretien et la gestion de la ZAC de la Barque dès fin 2017. A l'issue de la suppression de la ZAC, il subsistera un périmètre de zone d'activités économiques de compétence métropolitaine.

La délibération fera l'objet de mesures de publicité et d'informations au siège de la Métropole et en Mairie, conformément à l'article R311-5 du Code de l'Urbanisme.

L'entrée en vigueur de l'acte de suppression de la ZAC a pour effet de faire entrer la zone dans l'application du droit commun et notamment l'application de la taxe d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles R311-12 et R311-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Fuveau au titre de la compétence « Création, Aménagement et gestion des zones d'activité Industrielle, Commerciale, Tertiaire, Artisanale, Touristique, Portuaire ou Aéroportuaire » et son avenant ;

- La délibération du Conseil Municipal de Fuveau du 23 septembre 2019.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la ZAC de la Barque est totalement achevée.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la suppression de la ZAC de la Barque à Fuveau.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout acte inhérent à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 426**

**AVIS - Suppression de la Zone d'Aménagement Concerté du Val de Durance à Peyrolles-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC du Val de Durance a été créée par décision du Conseil Municipal de Peyrolles-en-Provence le 13 décembre 1991. Située à proximité de l'exploitation de Durance Granulats, cette opération avait pour objectif l'aménagement de terrains pour l'accueil d'activités économiques.

Le dossier de réalisation de la ZAC du Val de Durance a été approuvé en octobre 1992. Le projet d'aménagement de la ZAC prévoyait la réalisation de trois voies de desserte, et de leurs réseaux, pour la viabilisation de 21 lots. Un secteur d'équipement public pour la réalisation d'un ouvrage hydraulique était également prévu.

La commune de Peyrolles-en-Provence a souhaité réaliser cette opération en régie en déléguant la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des études et le suivi des travaux à la Société Provençale d'Equipelement, dans le cadre d'un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée. Suite à la liquidation de la SPE en 2002, la commune a poursuivi directement la réalisation des travaux et la commercialisation de la zone.

Ainsi, la commune a finalisé les travaux du programme des équipements publics au fur et à mesure de la commercialisation des terrains, et a vendu l'ensemble des lots. La ZAC est donc totalement achevée et le rapport de présentation de suppression de ZAC en annexe détaille ces éléments.

Les dépenses et recettes de l'opération ont été réalisées dans le cadre du budget général de la Commune. Dans ce contexte, il est difficile d'isoler les postes des dépenses et de recettes donc de reconstituer totalement l'historique financier de la ZAC.

Il est donc convenu, en accord avec la Commune de Peyrolles-en-Provence d'approuver le transfert de la zone sans transfert de résultat.

Ainsi, la ZAC du Val de Durance peut être supprimée, en vertu de l'article R311-12 du Code de l'Urbanisme qui stipule que « la suppression d'une ZAC est prononcée, sur proposition ou après avis de la personne publique qui a pris l'initiative de sa création, par l'autorité compétente, en application de l'article L. 311-1, pour créer la zone ». La commune de Peyrolles-en-Provence a donné un avis favorable à cette suppression par délibération du conseil municipal.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce sur son territoire, la compétence « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ». Cependant afin de garantir la continuité du service, une convention de gestion a été signée entre la Métropole et la commune de Peyrolles-en-Provence pour l'entretien et la gestion de la ZAC du Val de Durance dès fin 2017. A l'issue de la suppression de la ZAC, il subsistera un périmètre de zone d'activités économiques de compétence métropolitaine.

La délibération fera l'objet de mesures de publicité et d'informations au siège de la Métropole et en Mairie, conformément à l'article R311-5 du Code de l'Urbanisme.

L'entrée en vigueur de l'acte de suppression de la ZAC a pour effet de faire entrer la zone dans l'application du droit commun et notamment l'application de la taxe d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles R311-12 et R311-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Peyrolles-en-Provence au titre de la compétence « Création, Aménagement et gestion des zones d'activité Industrielle, Commerciale, Tertiaire, Artisanale, Touristique, Portuaire ou Aéroportuaire » et son avenant ;
- La délibération du Conseil Municipal de Peyrolles-en-Provence du 3 septembre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la ZAC du Val de Durance est totalement achevée.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la suppression de la ZAC du Val de Durance à Peyrolles-en-Provence.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout acte inhérent à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 427**

**Attribution d'une subvention au Pôle de compétitivité PEGASE/SAFE Cluster en vue de l'organisation du Forum Environrisk sur le technopôle de l'Environnement Arbois Méditerranée**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis 2005, le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée accueille sur son territoire et participe à l'organisation du Forum Environrisk, manifestation dédiée aux professionnels du monde des risques (naturels, industriels, sanitaires, sécurité civile...) et de l'environnement (énergies, eau, déchets, biodiversité, qualité de l'air...). Son ambition est de favoriser la promotion de solutions technologiques et de savoir-faire en faveur de la protection de l'homme et de la planète.

Le public concerné par cet événement est :

- D'une part, les acteurs en proie aux problématiques environnementales souhaitant se prémunir des risques ou limiter leur impact sur l'environnement : les collectivités territoriales, les industriels responsables, les services de l'Etat, la sécurité civile...
- Et d'autre part, les sociétés innovantes, groupements d'entreprises, laboratoires de recherche... proposant des solutions technologiques et d'ingénieries pour la prévention des risques et la préservation de l'environnement.

Le contenu et le format de ce forum est travaillé dans le cadre du réseau thématique #Cleantech #Mobility d'Aix-Marseille FrenchTech. (voir programme prévisionnel joint en annexe)  
Les partenaires du Réseau Thématique ont souhaité faire évoluer ce forum vers une plus large promotion des solutions innovantes et opportunités d'affaires pour les start-ups du territoire. Par exemple les drones de la Ste NOVADEM, les ombrières de la Ste OMBREA, la technologie du bambou assainissement de la Ste Bamboo For Life ou encore la ruche connectée de la Ste BEELIFE....  
L'association Pôle PEGASE/SAFE CLUSTER sollicite la Métropole pour organiser l'édition 2019 sur le Technopôle de l'Arbois à hauteur de 15.000€

représentant 21,08% du coût global de la manifestation, A cet effet, l'association Pôle PEGASE/SAFE CLUSTER a déposé une demande au Guichet Unique sous le N° 2019\_01095.

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, l'opérateur bénéficie d'autres subventions sur l'exercice 2019 au titre de la gouvernance et l'animation, se décomposant comme suit :

□□□□□□□□45.000€ pris en charge sur le Budget Principal Métropolitain

□□□□□□□□30.000€ pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix

□□□□□□□□5.000€ pris en charge sur l'Etat Spécial du Territoire Ouest Provence

Le financement de cette manifestation étant liée à une action spécifique, il ne peut être rattaché à une demande de fonctionnement général et ne peut être considéré comme un financement multi-territoires.

Le budget prévisionnel de l'organisation du Forum ENVIRORISK édition 2019 est le suivant :

Dépenses		Recettes	
publicité	5 260 €	Subvention Métropole AMP	15 000 €
Déplacements, missions, réception	10 430 €	ADEME	10 000 €
Rémunération personnel	26 067 €	Auto financement	22 164 €
Charges sociales	21 328 €	Prestations de services	8 750 €
Autres charges de gestion courante/frais généraux	4 079 €	Cotisations	11 250 €
Emploi de contributions en nature	4 000 €	Contributions en nature	4 000 €
Total	71 164 €		71 164 €

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix est l'unique partenaire financier à participer à l'organisation de cette manifestation. Tous ces éléments ont motivés la présentation de ce rapport en Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération N°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi, Agriculture du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de soutenir l'organisation du forum « ENVIRORISK ».

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 15 000€ à l'association Pôle PEGASE/SAFE CLUSTER.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix et le Pôle PEGASE/SAFE CLUSTER qui encadre l'organisation du Forum « ENVIRORISK » sur le site du technopôle de l'Arbois les 2 et 3 décembre 2019.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 428**

**Zone d'Aménagement Concerté de la Bertoire 2 à Lambesc - Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Agrément d'acquéreur**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la première tranche de la ZAC de la Bertoire 2 située sur la commune de Lambesc et conformément au traité de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite le Conseil de Territoire du Pays d'Aix pour donner un agrément d'acquéreur en vue de céder un lot à une entreprise.

La SPLA est chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concédant, notamment dans le cadre des instances de suivi de la concession : comité technique et comité de pilotage. De plus, conformément à l'article 25 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, locations...seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise. La première tranche de la ZAC est actuellement commercialisée à 70 % et les études pour le lancement de la seconde tranche sont en cours.

Le comité de pilotage du 07 mai 2019 a examiné la demande de la société PROVENCE TRAVAUX exerçant dans le domaine du BTP, VRD qui s'est positionnée sur le lot 18 bis d'une surface avant bornage de 1254m<sup>2</sup>, au prix de 55€HT/m<sup>2</sup> afin d'y implanter ses bâtiments.

Le prix de cession de ce lot est conforme à la grille de commercialisation de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L311-6 définissant les modalités d'indication de la surface constructible au sein des CCCT ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et

n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°2005\_A320 du Conseil communautaire de la CPA déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la ZAC du plateau de Bertoire à Lambesc ;
- La délibération n°2006\_A296 du Conseil communautaire de la CPA créant la ZAC ;
- La délibération n°2008\_A077 du Conseil communautaire de la CPA approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2011\_B010 du Bureau communautaire de la CPA décidant la concession d'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix territoires notifié le 21 avril 2011 et notamment son article 25 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Comité de Pilotage du 07 mai 2019 a donné un avis favorable à ce projet conformément aux critères de sélection de la ZAC de la Bertoire 2.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est agréée la société PROVENCE TRAVAUX ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, comme acquéreur du lot 18 bis sur la ZAC de la Bertoire 2 à Lambesc au prix de 55€HT/m².

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à cette vente.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 429**

**Zone d'Aménagement Concerté des Vergeras à Saint-Estève-Janson - Concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Agréments d'acquéreurs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la ZAC des Vergeras située sur la commune de Saint-Estève-Janson et conformément au traité de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite le Conseil de Territoire du Pays d'Aix pour donner un agrément d'acquéreur en vue de céder quatre lots à quatre entreprises.

La ZAC des Vergeras d'une superficie totale de 6 ha est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis septembre 2013 pour son aménagement. Les travaux d'aménagement et de viabilisation du site sont terminés depuis le mois de septembre 2018. La commercialisation des 19 lots disponibles à la vente est d'ores et déjà engagée. A ce jour, cinq agréments d'acquéreurs ont été accordés par le Conseil de Territoire.

La SPLA est chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concédant, notamment dans le cadre des instances de suivi de la concession : comité technique et comité de pilotage. De plus, conformément à l'article 24 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, locations seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise.

Le comité de pilotage de la ZAC s'est réuni le 7 mai 2019 pour analyser des demandes d'entreprises et donner un avis sur ces projets d'implantations. Ce comité a donné un avis favorable concernant les demandes des entreprises PROVENCE CAP DEVELOPPEMENT, SOTOYA CONSTRUCTIONS et AC CONCEPT :

- La société PROVENCE CAP DEVELOPPEMENT propose de porter un projet de construction afin de répondre aux besoins de petites entreprises et de services ayant besoin de petites surfaces à

la vente ou à la location. La société a confirmé son intention d'acquérir le lot 1 d'une superficie de 2 337 m<sup>2</sup> au prix de 50 € HT/m<sup>2</sup>.

- SOTOYA CONSTRUCTIONS est une entreprise de fabrication de menuiseries extérieures et de serrurerie. Elle compte aujourd'hui 6 emplois et projette une création de 4 emplois par année à moyen terme. La société a confirmé sa volonté d'acquérir les lots 12 et 13 de respectivement 1 500 m<sup>2</sup> et 1 431 m<sup>2</sup> au prix de 45 € HT/m<sup>2</sup> ;
- AC CONCEPT est une entreprise qui fabrique et vend du matériel électrique dans le domaine de la domotique et des énergies renouvelables ; elle compte aujourd'hui 5 emplois et compte en créer 15 nouveaux. Elle souhaite acquérir le lot 10 d'une surface de 1 507 m<sup>2</sup> au prix de 45 € HT/m<sup>2</sup>.

Les prix de cession du lot sont conformes à la grille de commercialisation de la ZAC. Tous les lots sont commercialisés à 45 € HT/m<sup>2</sup>, sauf les lots 1 et 2 du fait de leur position en façade de l'opération, et vendus à 50 € HT/m<sup>2</sup>.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L311-6 définissant les modalités d'indication de la surface constructible au sein des CCCT ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2000\_A164 du Conseil communautaire de la CPA du 18 décembre 2000 déclarant d'intérêt communautaire le projet de ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson ;
- la délibération n°2005\_A073 du Conseil Communautaire de la CPA du 25 mars 2005 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2013\_B406 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 confiant l'aménagement de la ZAC des Vergeras à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_A210 du Conseil Communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 approuvant le Programme des Equipements Publics et le dossier de réalisation de la ZAC ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix Territoires notifié le 20 novembre 2013 et notamment son article 24 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que le Comité de Pilotage du 7 mai 2019 a donné un avis favorable à ces quatre projets conformément aux critères de sélection de la ZAC des Vergeras.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

La société PROVENCE CAP DEVELOPPEMENT ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, est agréée comme acquéreur du lot 1 au prix de 50 € HT/m<sup>2</sup>, sur la ZAC des Vergeras.

La société SOTOYA CONSTRUCTIONS ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, est agréée comme acquéreur des lots 12 et 13 au prix de 45 € HT/m<sup>2</sup>, sur la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson.

La société AC CONCEPT ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, est agréée comme acquéreur du lot 10 au prix de 45 € HT/m<sup>2</sup>, sur la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ces affaires et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à ces ventes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 430**

**Zone d'aménagement Concerté des Vergeras à Saint-Estève-Janson - Concession d'Aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Agrément d'acquéreur à titre gratuit de l'ASA du canal de Peyrolles**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC des Vergeras située sur la commune de Saint-Estève-Janson est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis septembre 2013 pour sa réalisation. Les travaux d'aménagement et de viabilisation du site sont terminés depuis le mois de septembre 2018 ; la commercialisation des lots a permis de donner plusieurs agréments d'acquéreurs à des entreprises.

Un délaissé de 4 744 m<sup>2</sup> situé au Sud de la ZAC, en bordure du canal d'arrosage géré par l'Association Syndicale Autorisée du canal de Peyrolles, n'est pas commercialisable pour des raisons d'accès et de topographie.

L'ASA est un groupement de propriétaires constitué en vue de permettre l'entretien du réseau et la distribution des eaux d'arrosage sur son périmètre syndical. La loi lui confère une fonction d'utilité publique, notamment pour la police des eaux et l'établissement de servitudes de passage, même sur les terrains privés.

Il est proposé de céder ce terrain à titre gratuit à l'ASA du canal de Peyrolles, ce qui leur permettra d'accéder au canal et ses abords sans contraintes de servitudes.

Afin d'autoriser cette cession, conformément au traité de concession, qui précise que « toutes les cessions, concessions d'usage, locations seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente », la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite le Conseil de Territoire du Pays d'Aix pour donner un avis favorable à cette cession.

Aussi, il s'agit aujourd'hui de valider l'agrément d'acquéreur en vue de céder à titre gratuit ce terrain non valorisable à l'ASA du canal de Peyrolles. Le Comité de Pilotage de la ZAC du 30 novembre 2018 s'est prononcé favorablement sur cette cession.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2000\_A164 du Conseil communautaire de la CPA du 18 décembre 2000 déclarant d'intérêt communautaire le projet de ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson ;
- la délibération n°2005\_A073 du Conseil Communautaire de la CPA du 25 mars 2005 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2013\_B406 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 confiant l'aménagement de la ZAC des Vergeras à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_A210 du Conseil Communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 approuvant le Programme des Equipements Publics et le dossier de réalisation de la ZAC ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix Territoires notifié le 20 novembre 2013 et notamment son article 24 ;
- L'avis favorable du Comité de Pilotage de la ZAC du 30 novembre 2018 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Comité de Pilotage du 30 novembre 2018 a donné un avis favorable pour la cession à titre gratuit à l'ASA du canal de Peyrolles d'un terrain d'une surface de 4 744 m<sup>2</sup> situé sur la ZAC des Vergeras.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est agréée comme acquéreur à titre gratuit d'un terrain d'une surface de 4 744 m<sup>2</sup> situé sur la ZAC des Vergeras, l'Association Syndicale Autorisée des Arrosants du canal de Peyrolles ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner,

### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 431**

**Zone d'Aménagement Concerté de la Burlière à Trets - Concession d'Aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Agréments d'acquéreurs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC de la Burlière, d'une superficie totale de 23 ha, est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis septembre 2010. Cette dernière a en charge l'aménagement et la viabilisation de la zone d'activités ainsi que sa commercialisation. Cette opération, qui va permettre de créer 12,5 ha de foncier d'activités cessible, est divisée en deux parties : un premier secteur en continuité de la zone existante dont la vocation est d'accueillir des activités commerciales, et un second secteur aménagé pour accueillir de petites activités industrielles et notamment celles situées à proximité du centre ville, sur le secteur Cassin, qui pourraient se délocaliser sur la ZAC.

Conformément à l'article 25 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, location seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC, examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise. Le comité de pilotage de la ZAC s'est réuni le 28 mars dernier et a donné un avis favorable à l'implantation des entreprises suivantes :

Sur la partie industrielle, la société « Climatique et Thermique Service (CTS) » spécialisée dans le montage et la maintenance d'appareil de chauffage et de climatisation qui souhaite s'implanter sur le lot n°39 d'une surface de 3 355m<sup>2</sup> afin de construire ses locaux et ateliers.

Le lot sera vendu au prix de 65€HT/m<sup>2</sup>, conformément aux prix de vente de la ZAC.

Sur la partie commerciale, la société PATITRETS portant un projet commun d'installation des enseignes GIFI, GO SPORT (équipement de la personne) ainsi que la HALLE AU SOMMEIL (enseigne de literie) qui souhaite s'implanter sur les lots 22, 23, 24, 25 soit une surface totale de 12 723m<sup>2</sup>.

Les lots seront vendus au prix de 135€HT/m<sup>2</sup>, conformément au prix de vente de la ZAC.

Par ailleurs, le comité de pilotage du 16 novembre 2018 avait approuvé l'implantation de la société YANA'OZ sous réserve d'éléments complémentaires sur le projet qui sont aujourd'hui fournis. Il convient donc d'agréer cette société spécialisée dans la conception et la pose de cuisine haut de gamme qui souhaite s'implanter sur le lot 04 d'une surface de 3617m<sup>2</sup>.

Compte tenu que cette société souhaite implanter sur le même lot à la fois son activité artisanale (atelier, bureau) sur une surface de 3082m<sup>2</sup> et son activité commerciale (présence d'un showroom) sur une surface de 535m<sup>2</sup>, le comité de pilotage a validé que le prix de vente serait calculé proportionnellement au type d'activités, soit un prix final de 75,35€HT/m<sup>2</sup> au lieu des 65€HT/m<sup>2</sup> correspondant au prix initial du terrain situé dans la partie artisanale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004\_A180 du Conseil communautaire de la CPA du 25 juin 2004 de la CPA déclarant d'intérêt

communautaire la ZAC de la Burlière à Trets ;

- La délibération n°2009\_A106 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n°2010\_B432 du Bureau communautaire de la CPA du 29 septembre 2010 décidant de confier la réalisation de la tranche 1 de la ZAC de la Burlière à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2013\_B532 du Bureau communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant l'avenant n°1 permettant d'étendre le périmètre de concession à la totalité de la ZAC ;
- La délibération n°2013\_A265 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix territoires notifié le 22 octobre 2010 et notamment son article 25 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les Comités de Pilotage du 16 novembre 2018 et du 28 mars 2019 ont donné un avis favorable à ces projets conformément aux critères de sélection de la ZAC de la Burlière.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont agréés :

- La Société « Climatique et Thermique Service (CTS) » ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner comme acquéreur du lot 39 sur la ZAC de la Burlière à Trets au prix de 65€ HT/m².
- La société PATITRETS ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner comme acquéreur des lots 22, 23, 24, 25 sur la ZAC de la Burlière à Trets au prix de 135€ HT/m².
- La société YANA'OZ ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner comme acquéreur du

lot 04 sur la ZAC de la Burlière à Trets au prix de 75,35€HT/m².

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ces affaires et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à ces ventes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Interventions économiques**

**2019 CT2 432**

**AVIS - Attribution de subventions au bénéfice de trois projets immobiliers portés par des entreprises du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Mis en place par la Métropole Aix-Marseille-Provence en mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

## 1. L'opération proposée par la société CSTI INDUSTRIE à Peyrolles-en-Provence

### 1.1. Présentation de l'entreprise

CSTI GROUPE est, depuis plusieurs années, un des acteurs majeurs du projet "clé en main" et de la machine spéciale dans le domaine de l'industrie nucléaire. Cet ensemble nucléaire se structure en deux sociétés : d'une part CSTI Ingénierie, bureau d'études chargé de l'ingénierie et la conception et CSTI Industrie qui adresse toute la partie réalisation, assemblage, mise en service et formation.

La société CSTI INDUSTRIE, créée en 1991, filiale de la Holding CSTI GROUPE, est devenue un des spécialistes nationaux de la chaudronnerie inox, de la réalisation de machines spéciales et d'ensembliers dans le domaine de l'industrie nucléaire. Elle emploie actuellement 45 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 11 M€.

### 1.2. Le projet immobilier

En vue de son expansion et développement et afin de répondre à un carnet de commande en croissance constante, la société a lancé un projet d'agrandissement de sa partie atelier de production pour une surface de 1000 m<sup>2</sup> dans la ZAC du Val de Durance. Ce projet de croissance s'accompagnera de l'embauche de 10 personnes sur le site, unique lieu d'activité de l'entreprise.

La société CSTI INDUSTRIE répond par ailleurs aux critères de la petite entreprise tels que définis par l'Union européenne et repris dans le règlement voté, à savoir un effectif inférieur à 50 salariés et un bilan annuel ou chiffre d'affaires inférieur à 10 millions d'euros. Elle peut donc bénéficier d'un taux d'aide maximal de 20 %.

L'assiette des dépenses éligibles des travaux est chiffrée à 897.673,68€ HT. Les bâtiments appartiennent à la SCI DU LAC DE DURANCE créée par les gérants. L'atelier de production est financé par la SCI DU LAC DE DURANCE pour exploitation par CSTI INDUSTRIE. L'opération se fera dans le cadre d'un prêt bancaire et la subvention accordée sera répercutée sur les loyers à acquitter par l'entreprise auprès de la SCI.

Sur cette base, il est proposé de soutenir cette opération d'investissement immobilier à hauteur de 150.000 € soit 16,7% d'une assiette financière éligible de 897.673,68€. La subvention sera versée à la SCI DU LAC DE DURANCE qui la répercutera sur les loyers à régler par la société CSTI INDUSTRIE.

## 2. L'opération proposée par la société ESP CONSULTING

### 2.1. Présentation de l'entreprise

Créée en 2010, ESP Consulting est une plate-forme scientifique unique positionnée autour de la collecte

de données sur l'homme, avec des applications dans les domaines de l'industrie, du sport et de la santé. Installée depuis 2012 près du complexe sportif du Val de l'Arc, l'entreprise possède en effet un centre de santé, un institut de la haute performance sportive et un laboratoire d'analyse du comportement humain. Les diagnostics et mesures réalisés par ESP Consulting reposent sur trois champs d'expertise : la physiologie, la biomécanique et les sciences cognitives.

C'est au sein du département SPORT que sont réalisés des tests adaptés aux besoins des athlètes de haut niveau locaux et internationaux, donnant lieu à l'élaboration d'entraînements spécifiques. Le département SANTE s'attelle quant à lui à réaliser des diagnostics fonctionnels dynamiques qui permettent de détecter des dysfonctionnements musculaires et posturaux pouvant entraîner des blessures. La clientèle « Santé » se compose d'ailleurs de personnes ordinaires, d'athlètes ou de grandes entreprises engagées dans une démarche de prévention vis-à-vis de leurs employés. Enfin, le département RECHERCHE vise à évaluer les effets des technologies et/ou produits sur l'Homme. ESP accompagne ainsi des industriels majeurs, que ce soit dans le domaine du secteur automobile ou des équipements sportifs. Plusieurs dispositifs et produits innovants ont été conçus avec les partenaires économiques et des enseignes de sport.

L'équipe pluridisciplinaire comprend aujourd'hui 27 personnes (contre 7 en 2013) : 15 salariés, 10 professionnels de santé et deux freelances. L'actionnariat a évolué également avec l'entrée de Butler Industries (investisseur industriel) à hauteur de 44 % et de Faurecia pour 10 %. La société réalise un chiffre d'affaires de 1,6 M€ (prévisionnel 2019).

Afin de poursuivre sa croissance, la société ESP Consulting doit agrandir son laboratoire moyennant l'installation d'un simulateur (pour l'évaluation de l'impact de la conduite sur le schéma physiologique humain), d'une chambre environnementale (permettant de modifier la température, le taux d'humidité et le niveau d'oxygène) et d'un terrain de tennis connecté. Il est également prévu de créer une salle de conférence.

Cet agrandissement permettra de générer de nouveaux revenus, à travers de nouvelles offres d'évaluation, d'accompagnement et de partenariat. L'extension du bâtiment actuel étoffera également l'offre de services Santé. Enfin, dans une stratégie de co-branding de produits, ESP a prévu de co-développer des produits sur lesquels l'entreprise touchera des royalties, un type de partenariat qui existe déjà avec Noerden (montres et objets de santé connectés) et Faurecia (sièges de voiture).

Le plan de croissance prévoit, d'ici 2022, 25 embauches supplémentaires et une augmentation substantielle du chiffre d'affaires.

### 2.2. Le projet immobilier

Dans cette perspective de développement, ESP Consulting a signé un compromis de vente sur deux terrains voisins du site actuel, pour y construire un nouveau bâtiment de 2.277 m<sup>2</sup> passant ainsi à une surface totale de près de 3.000 m<sup>2</sup>. Plus de la moitié de la surface sera dédiée aux activités de R&D. L'acte de vente sera signé en septembre, les travaux devraient démarrer fin 2019 ou début 2020. Par ailleurs, il sera nécessaire de réaménager une partie du bâtiment actuel pour réorganiser l'activité et faciliter les flux entre les deux bâtiments.

Le projet s'inscrit dans une démarche environnementale très volontariste. La démarche Développement Durable a été intégrée dès le départ dans la conception du projet et la gestion du chantier. Une attention particulière sera ainsi portée aux conformités environnementales du bâtiment (isolation, niveaux d'éclairage, mesures acoustiques, débits de ventilation...). Outre l'installation de panneaux photovoltaïques, le projet prévoit des miroirs de captage de lumière naturelle. Afin de faciliter la gestion des coûts énergétiques, des régulateurs automatiques vont être mis en place. Il est également prévu d'installer des bornes de recharge pour véhicules électriques. Enfin, le site est desservi par les transports en commun et se trouve à proximité immédiate du parking relais Krypton.

L'opération est chiffrée à un montant total de 5.000.000 € HT. L'assiette éligible comprend, d'une part, le prix d'acquisition du terrain soit 380.000 € HT et, d'autre part, le coût de la construction et des aménagements hors frais divers et honoraires soit 3.835.000 €.

Cet investissement immobilier est financé principalement par des prêts contractés auprès du CIC et de la BNP.

Sur cette base, il est proposé d'accorder à la société ESP Consulting une subvention de 160.000 € soit 4,17 % de l'assiette éligible.

### 3. L'opération proposée par la société DBH EBENISTERIE

#### 3.1. Présentation de l'entreprise

Créé en 1994, la société DBH Ebénisterie fabrique des meubles sur mesure, destinés principalement aux bureaux et aux magasins. Positionnée initialement sur l'activité de restauration de meubles anciens, l'entreprise a su se réinventer pour se faire une place dans le marché compétitif de l'ameublement particulier et professionnel : spécialisation en agencement de magasins puis en aménagement de cafétérias, restaurants d'entreprises et de locaux scolaires. Elle commercialise auprès d'un réseau de clients professionnels (menuisiers, architectes), avec lequel elle travaille depuis une vingtaine d'années. A la fin des années 2000, et face à la concurrence étrangère et le poids croissant du e-commerce, DBH Ebénisterie a pris le pari du virage numérique. L'entreprise a en effet investi dans un centre

d'usinage à commande numérique, et trois employés se sont formés à un logiciel de conception DAO 3D pour proposer des meubles conçus par ordinateur. Au fil des ans, elle n'a cessé d'investir dans de nombreux outils numériques.

Aujourd'hui, la société DBH poursuit son projet de digitalisation, souhaitant reconquérir le marché du meuble pour particuliers grâce à une offre numérique, qui n'existe pas sur le marché aujourd'hui. DBH prévoit de digitaliser toute la chaîne de valeur et favoriser l'accès des particuliers au marché du meuble sur mesure, réalisé par un menuisier à des prix raisonnables. Ce projet de développement est toutefois difficile à mettre en œuvre dans les locaux qu'elle occupe aujourd'hui à Marseille. DBH a ainsi décidé d'acquérir des locaux plus spacieux et mieux adaptés à Fuveau.

La société prévoit ainsi de créer une usine connectée et un configurateur web de meubles, utilisé par le menuisier, le plus souvent chez le client, et permettant de commander les meubles auprès de l'usine. Le devis est ainsi généré en temps réel et les matériaux sont commandés en direct. Au total, l'offre DBH permettra d'améliorer la relation client, de gagner du temps et de réduire les coûts.

Avant de s'engager dans cette démarche d'usine connectée, DBH a effectué une étude de l'ensemble des concurrents du meuble sur mesure. La société, notamment grâce à ses 23 ans d'expérience, a un positionnement favorable.

A ce jour, DBH emploie dix salariés et réalise un chiffre d'affaires de 1,1 M€. Dans le cadre de son projet de développement, la société prévoit un doublement de ses effectifs et du chiffre d'affaires d'ici deux ou trois ans. Elle devrait notamment élargir considérablement le réseau des menuisiers partenaires, en passant de 23 à une soixantaine de menuisiers. L'animation et la formation du réseau est assurée par DBH.

Il convient de noter que le projet de développement porté par DBH Ebénisterie a été soutenu par la Région Sud, à hauteur de 300.000 €.

#### 3.2. Le projet immobilier

Après avoir étudié plusieurs offres immobilières, la société DBH Ebénisterie a finalement décidé d'acquérir des locaux d'activité basés dans la ZAC Saint-Charles à Fuveau. Il s'agit d'un ensemble immobilier de 2.825 m<sup>2</sup> situé sur un terrain de 5.000 m<sup>2</sup>. Il comprend des ateliers, des locaux de stockage et des bureaux déjà aménagés et meublés. Le prix de vente est de 1.650.000 € HT. L'opération immobilière repose sur la S.C.I. MONT AURELIEN.

La signature de l'acte est prévue pour le 10 juillet 2019. Des travaux d'aménagement auront lieu entre juillet et septembre. Après réception des nouvelles machines en octobre et novembre, le

déménagement de l'entreprise est programmé pour décembre 2019.

Sur cette base, il est prévu de soutenir ce projet immobilier à hauteur de 100.000 € soit 6,06 % de l'assiette éligible de 1.650.000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 1511-3 ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014 – 2020 ;
- La délibération n° HN021 – 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées :

- une subvention d'aide à l'immobilier de 150.000 € au bénéfice de la société CSTI INDUSTRIE basée à

Peyrolles-en-Provence (subvention versée à la SCI DU LAC DE DURANCE) ;

- une subvention d'aide à l'immobilier de 160.000 € à la société ESP CONSULTING basée à Aix-en-Provence ;

- une subvention d'aide à l'immobilier de 100.000 € au bénéfice de la société DBH ÉBÉNISTERIE basée à Marseille et s'installant à Fuveau (subvention versée au crédit-bailleur).

**Article 2 :**

Sont approuvées les conventions correspondantes, annexées au rapport.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document afférent à cette délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'état Spécial de Territoire du Pays d'Aix, *en section d'Investissement* : opération budgétaire 45811623378, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI378AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 433**

**AVIS - Attribution de subventions à une entreprise du Territoire de Marseille Provence et à deux entreprises du Territoire du Pays d'Aix dans le cadre des projets collaboratifs "Internet des objets" du Plan Nano 2022**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

## **Une forte mobilisation de l'État en faveur des filières micro et nanoélectronique dans un cadre réglementaire innovant :**

Au vu des besoins des industriels (forte interaction avec les filières en aval, recherche développement et industrialisation de nouvelles technologies), et face à une concurrence américaine et asiatique bénéficiant de forts soutiens publics, le Président de la République a annoncé, dans son discours du 29 mars 2018 sur l'Intelligence Artificielle, un soutien de l'État de 800 M€ à la nanoélectronique.

Dans un contexte réglementaire complexe, il a été décidé de recourir de façon pionnière au Programme Important d'Intérêt Économique Commun (PIIEC). En effet, le PIIEC est un statut dérogatoire au régime des aides d'État, qui permet de soutenir les phases de pré-production, y compris pour l'acquisition d'équipements, en créant un espace unifié de collaboration.

Regroupant quatre pays – la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni – le PIIEC établit un programme-cadre autour de cinq champs technologiques qui regroupent des projets portés par plusieurs grands chefs de file industriels : les composants économes en énergie, les composants de puissance, les capteurs intelligents, les équipements de fabrication et les semi-conducteurs composés.

Les quatre pays impliqués sont positionnés sur un ou plusieurs secteurs. Ces technologies seront notamment au service des industries suivantes : Automobile, Espace/Défense, IoT/Industrie 4.0/5G, Carte à puce/Sécurité.

La France compte sept chefs de file industriels, dont la société STMicroelectronics, basée à Rousset, qui pilote le programme à l'échelle de la région Sud. Chacun des chefs de file coordonne un dossier avec des partenaires industriels et académiques. Le dispositif couvre une période de 5 ans qui s'étend de 2018 à 2022. L'État soutient fortement le projet, sur le plan financier et pour préparer la validation des aides par la Commission européenne.

### **La déclinaison du programme à l'échelle de la région SUD :**

Le programme Nano 2022 vise à promouvoir la recherche, le développement et la première industrialisation de composants électroniques innovants, dans le cadre d'un projet important d'intérêt européen commun qui en assure une dimension collaborative à l'échelle européenne. C'est une démarche structurante pour des applications dans l'automobile, l'Intelligence Artificielle embarquée, les objets connectés, l'aérospatial et la défense.

Les technologies couvertes visent plusieurs filières aval qui représentent le principal levier de croissance pour les commandes en composants électroniques. L'une de ces filières est le secteur de l'IoT (Internet des Objets), et plus généralement des systèmes autonomes et connectés (téléphones, tablettes, laptops, autres objets connectés à usage des particuliers ou des industriels), exigeant des composants de basse consommation et des

composants de communication performants pour le développement à venir du réseau 5G.

La Région Sud a été fléchée comme région de référence pour l'IoT. L'objectif est de soutenir le marché local IoT et d'augmenter la capacité de design et de prototypage des partenaires industriels par le développement d'applications IoT ciblées aux enjeux sociétaux et environnementaux, le support technique et scientifique des académiques, l'utilisation et l'évolution des plateformes technologiques ouvertes, le renforcement des partenariats entre les industriels, les start-up et les académiques, l'apport du programme de formation autour de la microélectronique.

Ce programme se décline en trois volets principaux : le premier volet concerne le soutien à des projets collaboratifs entre industriels et académiques, le deuxième volet concerne seulement les plateformes technologiques et le troisième volet vise à renforcer les industriels du territoire. Chacun de ces volets sera financé conjointement par l'État, la Région PACA et la Métropole, le cas échéant.

Les trois projets et entreprises visés par cette délibération dépendent du premier volet et concernent donc exclusivement des projets collaboratifs.

### **1. Présentation du projet ABALON porté par la société TRAXENS, soutenue par le Territoire de Marseille Provence :**

Le projet ABALON (*Advanced Box for Assets Location, Observation and Networking*) a pour objectif d'équiper les containers de transport maritime de capteurs afin de produire des « *Smart containers* », à un coût raisonnable. Pour cela, la société TRAXENS veut concevoir, développer et commercialiser un dispositif de monitoring low-cost intégrable de manière durable et anonymisée dans le container. Actuellement, 27 millions de containers sont en circulation dans le monde, Traxens entend arriver à en équiper le tiers de son boîtier à l'horizon 2022. Un des éléments-clés visés dans le cadre de l'élaboration de ce projet est le facteur prix, qui reste essentiel étant donné le caractère très compétitif de ce marché (marges faibles, activité générant peu de valeur ajoutée). Ce projet permettrait par ailleurs de redonner un avantage compétitif à un ou plusieurs petits fabricants largement dominés par les majors Chinois comme CIMC, Singamasou CXIC.

Ce projet est porté par la société TRAXENS, société marseillaise fondée en 2012 qui emploie 130 personnes et prévoit un chiffre d'affaires de 7 millions d'euros en 2019. La société compte déjà parmi ses clients les armateurs CMA-CGM, MSC et MAERSK et entend porter ses effectifs à 600 personnes sous 3 ans. Dans le cadre du projet ABALON qui sera déployé sur quatre ans (2019-2022), un recrutement de quatre personnes est prévu.

Le consortium du projet dirigé par TRAXENS se compose de deux grands groupes : ST Microelectronics et SEQUANS, d'un laboratoire : le LEAT, et de l'Ecole des Mines de Saint Étienne basée à Gardanne.

Le Territoire de Marseille Provence (CT1) propose d'accorder à la société TRAXENS une subvention de 100.000 €, soit environ 1,15% d'une assiette financière totale de 8.631.651€.

## **2. Présentation du projet LEANPOD porté par la société EDITAG, soutenue par le Territoire du Pays d'Aix :**

Le projet LEANPOD vise à répondre à différents enjeux du marché des applications IoT pour l'industrie et plus particulièrement à tout ce qui concerne la supervision des flux matière dans un environnement industriel non ou partiellement robotisé : instruments en cours de production, outillage et assets mobiles et gestion des entrées et sorties des stocks de produits finis et de composants. Ces produits seront développés sur la base de la technologie Moontag© déjà brevetée par EDITAG (sensor IoT hybride et modulaire). Les utilisateurs finaux visés sont les grands groupes industriels et les entreprises du secteur manufacturier au niveau mondial, avec une priorité fixée aux marchés déjà atteints par EDITAG (Europe/USA-Canada), toutes filières confondues (automobile, aéronautique, micro-électronique, etc.). La solution développée dans le cadre de ce projet a pour but de permettre aux industriels de réduire leurs coûts opérationnels, d'optimiser l'utilisation des moyens industriels et d'améliorer leur productivité.

Ce projet est porté par EDITAG, société de 20 salariés fondée en 2007 et basée à Meyreuil. Elle est l'une des premières sur le territoire à avoir travaillé dans le domaine de l'IoT. Elle a développé deux technologies innovantes brevetées: le Monalitag©, un traceur miniaturisé qui permet de sécuriser des produits hauts de gammes (œuvres d'art par exemple) et le Moontag©, solution numérique qui améliore les processus de production industrielle grâce à une baisse des délais et des coûts, de la logistique et de la maintenance. Le chiffre d'affaires était de 2 millions d'euros en 2018, et environ 35% de son activité se déploie à l'international. Le recrutement de 2 personnes est envisagé par la société dans le cadre de la conduite de ce projet.

Le consortium du projet dirigé par EDITAG se compose de deux grands groupes : ST Microelectronics et Sequans, de 3 entreprises : Editag, NawaTechnology et IBS et de 5 laboratoires et académiques : CEA-Tech, Ecole des Mines de St-Étienne à Gardanne, Micro-PackS, LEAT et ISEN.

Le Territoire du Pays d'Aix (CT2) propose d'accorder à la société EDITAG une subvention de 80.000€, soit environ 12% d'une assiette financière totale de 652.658€.

## **3. Présentation du projet DIAGNOSTIC DERMATOLOGIQUE porté par la société FEELIGREEN et pour lequel la société GENES'INK est soutenue par le Territoire du Pays d'Aix :**

Le projet, porté par la société FEELIGREEN, a pour objectif de développer un dispositif médical connecté pour le diagnostic dermatologique de la peau. Sera développée pour cela une encre conductrice biocompatible de grade médical et un dispositif d'impression 3D de matériaux conducteur. Dans ce consortium qui réunit 5 partenaires, Genes'Ink assurera le développement d'encres conductrices, flexibles et biocompatibles pour la fabrication par impression de capteurs pour des applications dermatologiques.

La société Genes'Ink, créée en 2010, est experte en conception et fabrication d'encres conductrices faites de nanoparticules hybrides pour l'électronique imprimée et l'IoT avec une capacité de production à grande échelle. Elle emploie actuellement 18 salariés à Rousset et a réalisé en 2018 un chiffre d'affaires de plus de 500.000€. Actuellement en plein développement, elle souhaite doubler son effectif d'ici à 5 ans et déménager dans des locaux plus grands afin de lui permettre de répondre aux commandes en constante augmentation.

Le consortium du projet dirigé par FEELIGREEN se compose de cinq partenaires : un grand groupe: ST Microelectronics, 3 entreprises : Feeligreen, Electronie et Genes'Ink et un académique : l'École des Mines de St-Étienne à Gardanne.

Le Territoire du Pays d'Aix (CT2) propose d'accorder à la société GENES'INK une subvention de 80.000€, soit environ 12 % d'une assiette financière totale de 647.819€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation ;
- Le régime d'aide notifié SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;
- La décision n° SA. 46705 de la Commission Européenne relative au programme PIIEC microélectronique, en date du 18 décembre 2018 ;
- La délibération n° HN021 – 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;

- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n°18-555 votée par la Commission Permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention-type qui fixe les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et des Établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques (articles L.1511-2 et L.1511-3 du CGCT) ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 et approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économique ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La convention-cadre fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économique.

Où le rapport ci-dessus,

#### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'importance stratégique de la filière micro-électronique dans le développement des applications IoT (Internet of Things) et dans le développement d'un dynamisme territorial, la Métropole entend soutenir les projets développés dans le cadre du Plan Nano 2022 impulsé par l'État et cofinancé par la Région.

#### Délibère

##### Article 1 :

Sont attribuées trois subventions pour un montant total de 100.00€ à une entreprise du Territoire Marseille Provence (CT1) et de 160.000 € à deux entreprises du Territoire du Pays d'Aix (CT2) au titre de leur participation aux projets collaboratifs développés dans le cadre du Plan Nano 2022 selon la répartition suivante :

- Projet ABALON – Société TRAXENS - 100.000€
- Projet LEANPOD – Société EDITAG - 80.000€
- Projet DIAGNOSTIC DERMATOLOGIQUE - Société GENES'INK – 80.000 €

##### Article 2 :

Sont approuvées les conventions ci-annexées à signer avec les entreprises susvisées.

##### Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions ainsi que tout document afférent à ces dossiers.

##### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits d'une part au budget du Territoire du Pays d'Aix sur le budget 06, en section d'investissement : opération budgétaire DI384AP9, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme AP9 sur la ligne 5561 et d'autre part sur le Budget Principal Métropolitain en section d'Investissement, Programme 03, sous-programme 031, code AP 141003BP, Opération 2008115300, Nature 20421, Imputation 5DDEDM2494, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

##### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

##### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

##### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### 2019 CT2 434

**Attribution de subventions aux associations à caractère économique - Approbation d'une convention d'objectifs**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité fait partie de la stratégie de développement économique retenue par le Territoire du Pays d'Aix.

A ce titre, ce dernier propose de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique :

##### 1. LA CREATION ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

Ces associations ont pour vocation de proposer une assistance et un accompagnement aux porteurs de projets. Elles proposent un éventail de dispositifs capables d'évaluer la faisabilité

du projet, sa fiabilité, sa viabilité... et permettent ainsi de limiter les risques d'échecs. Chaque association a sa spécificité et une bonne connaissance des acteurs leur permet de cerner les besoins du porteur de projet et de le diriger jusqu'à son interlocuteur privilégié.

## 2. LE SOUTIEN A L'INNOVATION ET AUX FILIERES D'EXCELLENCE

La politique de soutien aux filières d'excellence se caractérise notamment par une politique d'accompagnement des pôles de compétitivité, structures créées par l'Etat. Mise en place en 2005, la politique des pôles de compétitivité a pour objectif de renforcer la compétitivité de l'économie française et de développer la croissance et l'emploi.

Elle encourage les démarches partenariales entre trois acteurs clés de l'innovation (les entreprises, les établissements de recherche et les organismes de formation), autour d'une stratégie commune, sur une thématique et un territoire donnés. D'autres associations peuvent s'inscrire dans une logique d'innovation et de filière d'excellence.

## 3. LE DEVELOPPEMENT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES

Ces associations ont pour vocation de tisser sur les zones principales d'activités des réseaux d'échanges et d'informations, de mutualiser les offres de services (déchets, transports, sécurité, emplois...). Elles sont indispensables au bon fonctionnement d'une zone.

## 4. ANIMATIONS, COMMUNICATION, EVENEMENTS A CARACTERE ECONOMIQUE

Il s'agit de permettre à des associations qui n'ont pas toutes un caractère strictement économique de maintenir des événements ancrés dans les communes et qui procèdent de façon indirecte au rayonnement du territoire.

Dans ce cadre, quatre associations sollicitent la participation de la Métropole pour la mise en œuvre de projets spécifiques sur le territoire.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **48 000 €** aux associations ci-après et selon la répartition suivante :

n°gu	Association	Action subventionnée	Objet de l'action	Budget prév action	Subv sollicitée	Subv proposée	Conv oui / non
<b>Axe 1 : La création et de développement des entreprises</b>							
2019_1166	CLUB DES CRÉATEURS D'ENTREPRISES DES BOUCHES-DU-RHÔNE (CCE 13)	Showroom virtuel	Créer et développer sur le territoire un nouveau modèle de plateforme à haute performance humaine, économique et environnementale. Réunir virtuellement acteurs, compétences et ressources / favoriser les réseaux d'affaires. Tester des actions innovantes à moindre coût.	47 000 €	20 000 €	9 000 €	NON
<b>Axe 2 : Le soutien à l'Innovation et aux filières d'excellence</b>							
2019_1305	DEFIDEVA	Projet SPIRUDEVA	Montage et création d'un centre d'étude, d'innovation et de production de spiruline en cuves à Venelles. Lutte préventive et curative contre la malnutrition et la dénutrition.	122 194 €	35 000 €	10 000 €	NON
<b>Axe 3 : Le Développement des zones d'activités économiques</b>							
<b>Axe 4 : Animations, Communication, Événements à caractère économique</b>							
2019_1350	AUTOMOBILE CLUB D'AIX ET DU PAYS D'AIX	ACA COVOITURAGE Actions de Communication autour de l'application mobile de covoiturage au sein des zones d'activités	Désengorger les accès aux zones d'activités. Accompagner et développer la mise en place du covoiturage. Créer des espaces dédiés spécifiquement aux pôles et zones d'activités pour les communautés de covoitureurs.	40 000 €	10 000 €	10 000 €	NON
2019_1333	CBE SUD LUBERON	Salon Bienfaits et Savoir-Faire du Terroir Dans le cadre des 16èmes Olympiades des sports populaires	Organisation d'un forum visant à promouvoir et mettre en lumière des artisans et producteurs du terroir sur la commune de Pertuis. Développement des initiatives économiques locales. Ateliers à thèmes et conférences en lien avec l'hygiène de vie et le bien-être.	65 700 €	21 000 €	19 000 €	OUI
<b>TOTAL</b>						<b>48 000 €</b>	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans les conventions d'objectifs s'il y a lieu, il est précisé que le versement de la subvention interviendra comme suit :

- un acompte de 80 % dès l'approbation de la subvention sur demande du bénéficiaire
- le solde de 20 % après production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers

**Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a décidé d'attribuer à l'association « CBE SUD LUBERON » :**

**- par délibération N° 2019-CT2-193 en date du 09 mai 2019**, une subvention de 7 000 € au titre de l'action « Insertion & Emploi 2019 – dialogue social territorial », une subvention de 10 000 € au titre de l'action « Pas vers l'emploi 2019 » - pour les seniors, et une subvention de 10 000 € au titre de l'action « Développement de la MASAP itinérante en Val de Durance ».

**- par délibération N° 2019-CT2-189 en date du 09 mai 2019**, une subvention de 14 000 € au titre de l'action « Animation économique territoriale »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010\_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

##### **Délibère**

###### **Article 1 :**

Sont attribuées quatre subventions aux associations sus-mentionnées pour un montant total de 48 000 €.

###### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'association CBE SUD LUBERON.

###### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé- à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention ci-annexée.

###### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2019 CT2 435**

**Attribution d'une subvention au Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA) pour l'organisation du 10<sup>ème</sup> Festival de Théorie**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Festival de Théorie est une manifestation scientifique internationale, créée en 2001 sous l'impulsion de Monsieur Jean Jacquinet, actuel Conseiller scientifique auprès du directeur d'ITER, qui la soutient depuis le début.

Organisé par le CEA, en étroite collaboration avec le Professeur Diamond (Université de Californie), lauréat 2011 du prestigieux prix Alfvén de la société européenne de physique et Aix-Marseille Université, il réunira une centaine de chercheurs internationaux en physique des plasmas.

Il se déroule toutes années impaires à Aix-en-Provence au mois de juillet et, cette année la 10<sup>ème</sup> édition est programmée du 1<sup>er</sup> au 27 juillet 2019 à la Faculté de Lettres.

Cette manifestation se singularise pour plusieurs raisons, notamment sa durée, 4 semaines, ce qui favorise le travail en groupe et les collaborations, sa démarche vers les jeunes chercheurs qu'elle contribue à former, et son ambition de réunir des experts de renom transdisciplinaires en physique des plasmas (fusion, astrophysique et géophysique).

En effet, des experts seniors internationaux en physique des plasmas en fusion contrôlée, en

astrophysique et dans les domaines connexes tels que la mécanique des fluides ou la géophysique sont réunis pour cette manifestation dont l'objet est triple :

- Présenter les travaux les plus récents par des spécialistes internationalement reconnus et promouvoir de nouvelles idées,
- Initier ou poursuivre des collaborations interdisciplinaires,
- Former de jeunes chercheurs de haut niveau.

Le Comité Scientifique International définit les grandes orientations thématiques des conférences et comprend une quarantaine d'exposés oraux dont 10 tutoriels à vocation pédagogique. La thématique retenue pour 2019 traitera de la « dynamique de base ». Cette thématique est au cœur des préoccupations en physique non linéaire, où les interactions multi-échelles entre micro-turbulence et écoulements macroscopiques conduisent à une dynamique riche, faite de bifurcations, barrières de transport et relaxations rapides.

Par ailleurs, les tutoriels et les cours associés sont publiés dans un livre dans le cadre d'une revue sur la théorie de la physique des plasmas magnétisés (éditeur « word Scientific Publishing).

Pour les chercheurs de la région, cette manifestation est l'occasion de nouer ou de renforcer les liens intercommunautaires entre le monde de la fusion et le reste du monde académique, la mécanique des fluides ou la physique des phénomènes hors équilibre par exemple.

Le soutien et la proximité d'ITER et du projet WEST du CEA/IRFM sont en outre des atouts essentiels qui concourent à focaliser la recherche autour des enjeux critiques pour la fusion. Le Festival de Théorie contribue à l'établissement de ponts entre ces grands équipements de recherche appliquée et le tissu académique à la fois local et international.

Le Festival de Théorie est également l'occasion de remettre un prix à un jeune chercheur pour ses travaux et d'organiser une conférence de vulgarisation scientifique autour de ces thématiques, à destination d'un large public.

Pour son organisation, le CEA de Cadarache sollicite une subvention de 4000 € auprès du Territoire du Pays d'Aix sur la base d'un budget prévisionnel estimé à 26 300 €.

Cette demande a reçu un avis favorable de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture pour 2 000 €, soit 7,60 % du budget prévisionnel de la conférence. Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, et d'attribuer cette subvention après la réalisation de la manifestation.

Organisateur	Manifestation/colloque	Date	Subventions N-1 / N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel cofinanceurs = 26 300
Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA)	10ème Festival de Théorie	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 27 juillet 2019	2018 : néant 2017 : 4 000 €	4 000 €	Sponsors : 9 000 € Cea : 5 800 € CD13 : 4 000 € Métropole Pays d'Aix : 4 000 € Ets publics : 3 500 €

Le reste des dépenses devrait être couvert selon le budget suivant :

3-2. Budget prévisionnel de l'action			
La total des charges doit être égal au total des produits			
Année en exercice 20			
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		71 - Cession et produit de cession	
Autres matières et fournitures		72 - Subventions d'exploitation	4 000
Autres dépenses		73 - Subventions d'équipement	
61 - Services extérieurs	220 000	74 - Subventions d'investissement	
Location		75 - Autres subventions	
Énergie et éclairage			
Assurance			
Communication			
62 - Autres services extérieurs	2800		
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Charges de transport			
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur opérations			
Autres impôts et taxes			
64 - Charges de personnel			
Rémunération des personnels			
Charges sociales			
Autres charges de personnel			
65 - Autres charges de gestion courante			
66 - Charges financières			
67 - Charges exceptionnelles			
68 - Dotations aux amortissements			
69 - Impôts sur les bénéfices, Participation des salariés			
<b>CHARGES INDIRECTES</b>			
Charges liées à l'exploitation			
Frais bancaires			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>26 300</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>26 300</b>
		<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>	
66 - Emplois des contributions volontaires en nature		67 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestation en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>26 300</b>	<b>TOTAL</b>	<b>26 300</b>
La subvention demandée à la Métropole de ... représente % du total des produits hors contributions volontaires			
Signature de l'organisateur : ...			
Page 19 sur 21			

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient, d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, au Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention pour l'aide à l'organisation du « 10ème Festival de Théorie » au profit du Commissariat à l'Energie Atomique aux Energies Alternatives pour un montant de 2 000 € (deux mille euros) ;

**Article 2 :**

Ce montant de 2 000 € sera versé en une seule fois sur présentation du bilan de la manifestation et du budget réellement dépensé, signé et certifié par le service des Finances du CEA.

A la lecture du bilan budgétaire, ce montant peut varier :

- Si le montant des dépenses afférentes à l'action est supérieur au montant prévisionnel, cette dernière participation ne sera pas réévaluée.
- A contrario, s'il est inférieur au montant prévisionnel, cette dernière participation sera recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées.

**Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2019 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 657382, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 436**

**Attribution d'une subvention de fonctionnement au Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA) pour l'organisation du Workshop International Phisic édition 2019 sur la cybersécurité**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA) de Cadarache sollicite une participation au financement d'une conférence internationale sur la cybersécurité qui se déroulera les 15 et 16 octobre 2019 à l'école Georges Charpak à Gardanne. Elle a pour but de faire le point des avancées dans le domaine de la sécurité.

Les menaces sont de plus en plus complexes, puissantes et hétérogènes. Plus particulièrement, la sécurité des systèmes, des infrastructures et des données, porte à la fois sur la sécurité logicielle et sur la sécurité matérielle.

Les principales thématiques abordées porteront sur :

- Les attaques physiques de type canaux auxiliaires et injections de perturbations
- Les protections logicielles et matérielles
- L'intelligence artificielle et cybersécurité : solutions et menaces
- La sécurité de l'intelligence artificielle embarquée
- Les technologies émergentes pour les systèmes sécurisés
- L'évaluation et la caractérisation de la sécurité
- Les défis de sécurité de l'IoT et des systèmes mobiles
- Les algorithmes cryptographiques et leurs implémentations

L'objectif scientifique du séminaire est de :

- contribuer à la diffusion des connaissances sur les dernières avancées issues des laboratoires académiques, des projets collaboratifs ainsi que les défis technologiques portés par les industriels,
- identifier les futures tendances dans le domaine de la sécurité matérielle et notamment sur les attaques physiques et l'amélioration des schémas de protections,
- discuter des exigences et des caractéristiques de sécurité des systèmes complexes (objets mobiles).

Les grands acteurs académiques et industriels, ainsi que le pôle de compétitivité Solutions Communicantes Sécurisées (SCS) partageront leurs résultats scientifiques et techniques, à travers ces sessions thématiques, et de pratiques sur des équipements, plateformes et démonstrateurs.

Pour son organisation, le CEA de Cadarache sollicite une subvention de 4000 € auprès du Territoire du Pays d'Aix sur la base d'un budget prévisionnel estimé à 13 000 €.

Cette demande a reçu un avis favorable de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture pour 2 000 €, soit 15,38 % du budget prévisionnel de la conférence. Il est précisé qu'il convient de déroger ) l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, et d'attribuer cette subvention après la réalisation de la manifestation.

Organisateur	Manifestation/colloque	Date	Subventions N-1 / N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel cofinanceurs = 13 000 €
Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA)	Workshop International Physic sur la cybersécurité	Du 15 et 16 octobre 2019	2018 : 5 000 € 2017 : 4 000 €	4 000 €	Sponsors : 5 000 € CD13 : 4 000 € Territoire du Pays d'Aix : 4 000 €

Le reste des dépenses devrait être couvert par les cofinanceurs/sponsors (Gemalto/Idemia/Alphavon/Eshard/Cimpaca) ci-dessus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

#### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Considérant

- Qu'il convient, d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, au Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives.

#### Délibère

#### Article 1 :

Est attribuée une subvention au CEA d'un montant de 2 000 € (deux mille euros).

#### Article 2 :

Ce montant de 2 000 € sera versé en une seule fois sur présentation du bilan de la manifestation et du budget réellement dépensé, signé et certifié par le service des Finances du CEA.

A la lecture du bilan budgétaire, ce montant peut varier :

- Si le montant des dépenses afférentes à l'action est supérieur au montant prévisionnel, cette dernière participation ne sera pas réévaluée.
- A contrario, s'il est inférieur au montant prévisionnel, cette dernière participation sera recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées.

#### Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

#### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2019 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 657382, fonction 61.

#### Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

## **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 437**

## **Attribution d'une subvention à l'association "Les Premières Sud" au titre de la stratégie numérique et de la French Tech**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le numérique est reconnu comme l'un des principaux leviers de compétitivité et d'attractivité des territoires. Les technologies digitales bouleversent le quotidien des citoyens et font désormais partie prenante des usages de tous.

Par délibération N°2013\_B538 du 5 décembre 2013, le Bureau communautaire de la CPA approuvait les principes de la stratégie numérique du Pays d'Aix. Ainsi, il s'agit :

- D'offrir à l'ensemble des acteurs et innovateurs du territoire, les outils et les conditions de l'émergence de leurs innovations ;
- De soutenir le développement de projets numériques innovants au bénéfice des entrepreneurs et des citoyens.

Ces principes entrent pleinement en cohérence avec les projets des structures numériques du Pays d'Aix et de la Métropole Aix-Marseille-Provence (pôles, campus...). Elles sont les catalyseurs de projets économiques, technologiques et culturels basés sur le numérique.

Le territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 44 000 emplois et de 7 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'Euros, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, Aix-Marseille est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique.

Le 23 septembre 2014, la Ville de Marseille, la Ville d'Aix-en-Provence, la Communauté du Pays d'Aix, la Communauté Urbaine Marseille-Provence Métropole présentaient leur candidature commune à l'appel à projets national French Tech. Initialement attribuée pour une période expérimentale, cette labellisation a été reconduite pour une durée de 3 ans.

En janvier 2019, une refonte en profondeur était annoncée par le gouvernement, proposant un label encore plus ambitieux tourné vers l'internationalisation des startups et l'attraction des talents et se déclinant sous 2 formes distinctes : « capitales French Tech » et « réseaux thématiques ».

En avril 2019, le territoire Aix-Marseille a décroché ces 2 nouvelles labellisations, s'inscrivant désormais dans « l'équipe de France » du Numérique, soit 13 Capitales French Tech réparties à travers toute la France.

Le soutien au développement de projets numériques au bénéfice des associations, des entrepreneurs et des citoyens fait partie de la stratégie numérique adoptée par le Pays d'Aix et participe à la dynamique French Tech dans laquelle le Territoire et la Métropole se sont engagés.

Dans la continuité des actions conduites en 2018, le Territoire du Pays d'Aix propose de soutenir l'incubateur « Les Premières Sud » qui mène, à l'échelle du Pays d'Aix et de la Métropole, des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de la stratégie numérique du Pays d'Aix, et les projets inscrits dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille sur les thèmes de la mixité dans le numérique et des femmes dans l'entrepreneuriat.

Pour 2019, « Les Premières Sud » prévoit de poursuivre son action auprès des femmes dans le numérique notamment à travers son action « Django girls ».

L'objectif est de susciter des vocations chez des femmes en situation précaires ou au chômage, des femmes qui souhaitent donner un nouvel élan à leurs carrières ou des entrepreneures qui souhaitent s'acculturer à ces thématiques utiles dans leurs projets.

En 2018, cet événement a permis à 44 femmes de s'immerger pendant tout un week-end dans le codage Python et l'univers du digital. Cette première édition a remporté un très vif succès, avec plus de 97 candidatures pour seulement 35 places initialement prévues.

L'événement se compose de 2 journées de création en langage Django (dérivé de python) d'un blog HTML et CSS, ainsi que d'une soirée « pitch » comprenant des ateliers autour d'un apéritif. 44 participantes seront à nouveau sélectionnées pour l'édition 2019 et seront réparties de la façon suivante : 1/3 de femmes au chômage ou en situation précaire ; 1/3 de femmes en activité souhaitant donner un nouvel élan à leur carrière ; 1/3 de femmes entrepreneures ou en devenir.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention d'un montant de 5 000 € à l'association « Les premières Sud », représentant 41,20 % de son budget global de 12 135 €.

N°GU	Association	Budget Prévisionnel 2019	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention oui / non
2019_1163	LES PREMIÈRES SUD Django Girls	12 135 €	10 000 €	5 000 €	non
	TOTAL			5 000 €	

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole en vigueur pour les subventions supérieures ou égales à 5000 €, cette subvention fera l'objet d'un seul versement, sitôt effectué le contrôle de légalité de la délibération y afférent par les services préfectoraux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_B538 du Bureau communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant les principes de la stratégie numérique du Pays d'Aix ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération 2016-CT2-106 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016 relative aux versements de subventions dans le cadre de la stratégie numérique et de la French Tech,
- La délibération ECO 022-343/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 autorisant le versement de subventions dans le cadre de la stratégie numérique et de la French Tech ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le projet porté en 2019 par cette association est en adéquation d'une part avec la stratégie numérique du Pays d'Aix et d'autre part entre dans la dynamique de la French Tech Aix-Marseille dans laquelle le Pays d'Aix s'est engagé.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée à l'association « Les Premières Sud » une subvention de 5 000 €.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération ;

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement, chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Emploi et formation**

**2019 CT2 438**

**Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix oeuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes structures développent des projets spécifiques dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

A ce titre, trois structures sollicitent la participation du Territoire du Pays d'Aix pour des aides financières destinées à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix. Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant total de 38.000 € afin d'assurer une offre d'insertion de qualité en Pays d'Aix.

L'aide accordée à l'association de Fil en Aiguille d'un montant de 8.000 € pour le Chantier d'insertion « Le GrandR » à Pertuis est proposée au titre d'une aide au démarrage sur les derniers crédits disponibles sur le budget de l'insertion. Une attention particulière a été réservée à cette demande. En effet, ce chantier représente une

nouvelle action d'insertion, sur un nouveau support, sur notre territoire.

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par le Pays d'Aix selon les 4 axes d'intervention suivants :

- Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi
- Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique
- Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi
- Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de la convention attributive de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLICITEE	SUBV° PROPOSEE	CONV OUI/ NON
<b>Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi</b>							
0510	ACCES CONSEIL BGE	Sensibilisation des publics et acteurs de l'accompagnement à l'emploi	10.000 €	79.000 €	10.000 €	10.000 €	NON
<b>Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique</b>							
0893	DE FIL EN AIGUILLE	Chantier d'insertion le grand R – Aide au démarrage	-	413.720 €	48.000 €	8.000 €	OUI
<b>Axe 3 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi</b>							
<b>Axe 4 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres des entreprises et les demandeurs d'emploi</b>							
1024	SOURCE	Formation et emploi pour les personnes en situation de handicap	20.000 €	48.300 €	25.000 €	20.000 €	NON
<b>TOTAL</b>					83.000 €	38.000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la

Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### Article 1 :

Sont attribuées des subventions dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour un montant total de 38.000 € répartis comme indiqué dans le tableau récapitulatif, à savoir :

- ACCES CONSEIL BGE : 10 000 €
- DE FIL EN AIGUILLE : 8 000 €
- SOURCE : 20 000 €

#### Article 2:

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 65, Nature 65748, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

#### Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

#### Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### 2019 CT2 439

**Cotisation au Comité de Bassin d'Emploi Sud Luberon**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Participant à la mise en œuvre des politiques territoriales en faveur de l'emploi, le CBE Sud Luberon est, depuis plus de 30 ans, pour le public et pour les partenaires institutionnels un des interlocuteurs privilégiés du territoire.

A ce titre, le Comité de Bassin d'Emploi (CBE) du Sud Luberon a pour principal objectif le développement et le maintien des emplois en Sud Luberon. Pertuis représente à ce jour 50 % des emplois et des créateurs que le CBE accompagne dans leurs démarches.

Il est proposé de renouveler la cotisation à cet organisme dans le cadre de l'adhésion 2019 pour un montant de 6.000 € afin d'assurer une offre de service de qualité en Pays d'Aix à travers la diversité des actions proposées par cette structure. Le CBE intervient dans le champ de la création et de la reprise d'entreprise, de l'aide à la recherche de financement, mais aussi sur des projets de développement de l'économie circulaire dans le cadre de fonds européens.

Il est à noter que le CBE a obtenu en 2017 un agrément préfectoral afin d'étendre son action aux communes du Val de Durance (Jouques, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Meyrargues, Peyrolles-en-Provence, Rognes, Saint-Estève-Janson, Saint-Paul-Lez-Durance et Venelles). Cette extension géographique porte le périmètre d'intervention à 22 communes. La cotisation est de 6.000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt du renouvellement de cette cotisation 2019 au CBE Sud Luberon.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la cotisation 2019 au Comité de Bassin d'Emploi Sud Luberon, œuvrant dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour un montant total de 6.000 €.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

#### **Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : Chapitre 11 , Nature 6281, Fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 440**

**Attribution d'une participation financière au fonctionnement des Bureaux Municipaux de l'Emploi (BME) et des centres sociaux du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

L'engagement du Territoire du Pays d'Aix dans la lutte contre les exclusions, à travers le PLIE, nécessite l'implication et la collaboration des acteurs locaux afin que les personnes concernées puissent en bénéficier.

En effet, le travail d'identification des bénéficiaires, effectué à l'occasion de l'accueil et/ou de l'orientation du public est déterminant. La qualité de la prescription conditionne une grande part de la réussite du parcours d'intégration.

Cela nécessite de donner des moyens de fonctionnement appropriés aux structures volontaires qui sont en capacité d'assurer cette fonction. Les 24 Bureaux Municipaux de l'Emploi ainsi que les Centres Sociaux du Territoire représentent une opportunité pour agir au plus près de nos populations et remplir efficacement ce rôle de prescripteur du PLIE.

C'est dans cet esprit que le Territoire du Pays d'Aix a choisi d'apporter une aide financière très spécifique aux Bureaux Municipaux de l'Emploi et aux Centres Sociaux afin de leur permettre :

- de mettre en œuvre sur leur territoire l'ensemble des moyens relatifs à l'accueil des participants du PLIE du Pays d'Aix, par la mise à disposition, notamment, des moyens matériels (locaux, accès Internet, ...) à l'attention des accompagnateurs à l'emploi du territoire,
- de bénéficier d'une participation active des agents aux réunions territoriales du dispositif,
- de bénéficier du travail en binôme avec les accompagnateurs à l'emploi de leur territoire pour diagnostiquer les difficultés des publics, l'opportunité d'une orientation,
- de mettre à la disposition des demandeurs d'emploi tous les outils favorisant le travail sur le projet professionnel, le transfert de compétences et les techniques de recherche d'emploi, notamment via des logiciels spécifiques « PASS'AVENIR » (logiciel de travail sur le projet professionnel) et « TRANSFERENCE » (logiciel sur l'analyse et le transfert de compétences) pour lesquels le Pays d'Aix participe au coût de l'abonnement à hauteur de 1.100 €,
- de mettre en place et/ou à participer à des actions en faveur des demandeurs d'emploi dans le domaine de l'emploi, pour enclencher et développer une offre de travail et assurer un rôle stratégique (accès au site de Pôle Emploi, l'organisation de forums et événements...).

Chaque structure peut prétendre à une aide forfaitaire de 2.000 € qui peut être revue à la hausse en fonction des actions conduites sur les territoires et au bénéfice des participants (organisation de forum, Job Dating, petits déjeuners, rencontres

entreprises, accueil de prestataires et d'associations,...).

Afin de permettre le versement des subventions au bénéfice des BME, il est précisé qu'il sera préalablement demandé à chaque commune de délibérer, afin d'autoriser la signature et la mise en œuvre d'une convention de partenariat avec la Métropole dans le cadre du PLIE, décrivant les missions conduites sur les territoires.

Tenant compte de leur rôle d'accueil et de prescription des publics vers le dispositif PLIE et compte-tenu des moyens mobilisés, un soutien financier sera apporté aux Bureaux Municipaux de l'Emploi des communes volontaires ainsi qu'aux Centres Sociaux d'Aix en Provence qui sont des partenaires privilégiés au sein des quartiers Politiques de la Ville.

Dans ce cadre, 23 structures ont sollicité la participation du Territoire du Pays d'Aix pour des aides financières destinées à conforter les missions d'accueil, d'information et d'orientation du public demandeurs d'emploi.

Il est proposé d'attribuer ces subventions pour un montant total de 92.400 € au titre de l'année 2019.

Bénéficiaire	Participation financière de fonctionnement proposée
BME Bouc-Bel-Air	2.700 €
BME Cabriès	2.000 €
BME Coudoux	3.000 €
BME Eguilles	3.500 €
BME Fuveau	2.000 €
BME Gardanne	2.000 €
BME La Roque d'Anthéron	3.000 €
BME Le Puy-Sainte-Réparate	2.000 €
BME Le Tholonet	2.000 €
BME Les Pennes-Mirabeau	7.800 €
BME Meyrargues	2.000 €
BME Rognes	3.500 €
BME Rousset	5.200 €
BME Simiane-Collongue	2.000 €
BME Saint-Cannat	4.100 €
BME Trest	2.000 €
BME Venelles	1.600 €
BME Ventabren	2.000 €
BME Vitrolles	28.000 €
Centre Social Albert Camus (2019-01391)	3.000 €
Centre Social Les Amandiers (2019-01390)	3.000 €
Centre Social La Provence (2019-01392)	3.000 €
Centre Social Aix Nord (2019-001393)	3.000 €
<b>Total</b>	<b>92.400 €</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- L'intérêt de ces demandes de subvention pour le Territoire du Pays d'Aix.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée l'attribution d'une participation financière au fonctionnement des Bureaux Municipaux de l'Emploi (BME) des communes volontaires du Territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 92.400 € répartis comme indiqué dans le tableau ci-dessus.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de partenariat à conclure avec la commune de Vitrolles.

##### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement :

- chapitre 65, nature 657341, fonction 61 pour les Bureaux Municipaux de l'Emploi (80 400,00 euros)

- chapitre 65, nature 65748, fonction 61 pour les Centres Sociaux du Pays d'Aix (12 000,00 euros)

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Agriculture**

### **2019 CT2 441**

**AVIS - Acquisition d'une parcelle sur la commune d'Aix-en-Provence pour la création d'une pépinière de producteurs agricoles, lieu-dit Lenfant Est - Principe d'une cession avec détachement d'une parcelle au profit du Département des Bouches-du-Rhône pour la réalisation d'une voie verte**

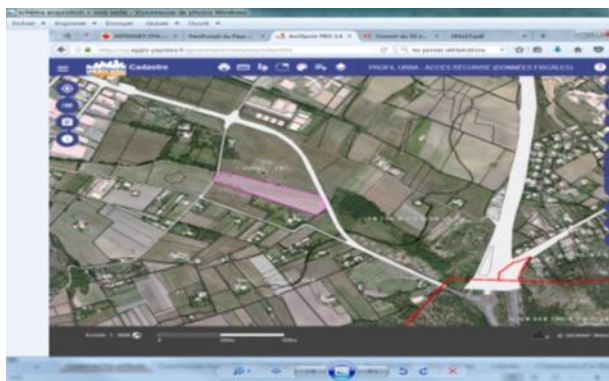
Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de développement économique et agricole, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans le projet de création, sur la Commune d'Aix-en-Provence, d'un dispositif innovant en agriculture associant un espace test dédié et une pépinière agricole.

Ce projet devrait être implanté, pour la partie couveuse agricole, sur la parcelle HL n°60, propriété de la Métropole, accolée à la RD59, sise entre le giratoire de l'Aréna du Pays d'Aix et le giratoire de la maison d'arrêt des Milles. Il permettra d'accueillir, sur cette parcelle, plusieurs entrepreneurs à l'essai non immatriculés ainsi qu'un bâtiment d'exploitation agricole.

Par ailleurs, la Métropole souhaite se porter acquéreur de la parcelle non bâtie, cadastrée HL n°64, sise quartier de l'Enfant Est, d'une superficie de 36 340m², propriété de Messieurs DUBERN Frédéric et Nicolas.

En effet, l'acquisition de cette dernière, limitrophe de la parcelle HL n°60, permettrait d'élargir le périmètre (jonction avec la parcelle HL 70 de 9600 m<sup>2</sup>, propriété de la Métropole) et d'associer, à l'espace couveuse agricole, une pépinière agricole accueillant des agriculteurs confirmés pouvant apporter conseils et expérience aux porteurs de projets de la couveuse.



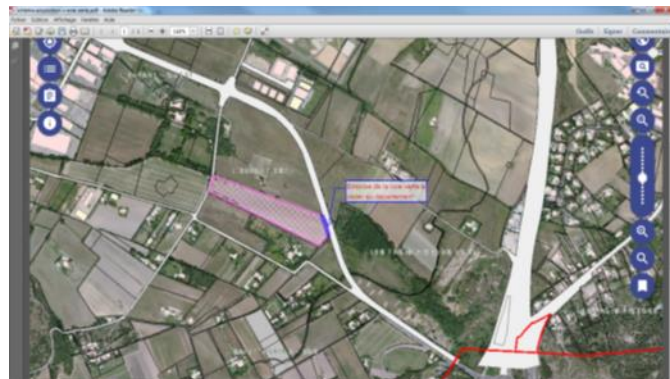
Les propriétaires de la parcelle HL n°64 ont fait connaître leur accord pour une cession au prix de 109 020 €. En conséquence, l'avis de l'autorité compétente de l'État n'est pas requis dans cette affaire. En effet, les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale ne sont tenus de solliciter l'avis de l'autorité compétente de l'État, qu'avant toute acquisition amiable, ou par adjudication, ou par exercice du droit de préemption (hors ZAD), dès lors que la valeur vénale du bien est supérieure ou égale à 180 000 €.

Cette acquisition sera financée sur l'AP n°DI345AP dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine.

Concomitamment, le Département des Bouches-du-Rhône porte un projet d'aménagement d'une voie verte de 3 mètres de large, en site propre, entre le giratoire de l'Aréna du Pays d'Aix et le giratoire du pôle d'activité.

Le tracé de cette future voie verte nécessite l'acquisition d'une emprise, restant à confirmer, d'environ 370m<sup>2</sup> sur la parcelle HL 64, propriété de Messieurs DUBERN.

Après acquisition de la totalité de la parcelle HL 64 par la Métropole, l'emprise nécessaire aux travaux sera détachée de la parcelle HL 64 et cédée à titre gratuit, au profit du Département des Bouches-du-Rhône. Dans l'attente de la régularisation de cette cession, la Métropole Aix-Marseille-Provence autorisera le Département à commencer les travaux sur cette emprise.



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;
- La délibération n°ENV 004-5212/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le principe de la création d'un espace test agricole situé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, commune d'Aix-en-Provence, Lieu-dit « Lenfant Est », secteur de Luynes ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une parcelle non bâtie,

cadastrée HL n°64, sise commune d'Aix-en-Provence, quartier de Lenfant Est, d'une superficie de 36340m², propriété de Messieurs DUBERN Frédéric et Nicolas pour un montant de 109 020€ HT.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette acquisition et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique de l'acquisition sont pris en charge par la Métropole.

**Article 4 :**

Est approuvé le principe d'une cession, à titre gratuit, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit du Département des Bouches-du-Rhône de l'emprise nécessaire aux travaux d'une voie verte, selon des conditions et caractéristiques à définir dans le cadre d'une prochaine délibération.

**Article 5 :**

Est autorisée la mise à disposition anticipée de l'emprise envisagée pour la réalisation des travaux du Département des Bouches-du-Rhône dans l'attente de la régularisation de l'acte notarié.

**Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette cession.

**Article 7 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement: opération budgétaire 4581162345, nature 2111, fonction 6312, autorisation de programme DI345AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 442**

**AVIS - Approbation du programme général de construction d'un bâtiment d'exploitation pour la réalisation d'un Espace Test Agricole sur le territoire de la Métropole, Commune d'Aix-en-Provence, Lieu-dit "L'Enfant Est", secteur de Luynes**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Composante forte de l'économie locale et vecteur d'attractivité territoriale, l'agriculture constitue un potentiel exceptionnel d'approvisionnement alimentaire et de rayonnement du territoire.

Notre territoire doit cependant agir face à une raréfaction des terres agricoles et à une fragilisation de la profession. Une large mobilisation de l'ensemble des acteurs du monde agricole s'impose afin de préserver une économie agricole prospère, emblématique de la richesse de nos terroirs et de la qualité de nos productions.

En réponse à ces enjeux stratégiques et dans le cadre de sa compétence agricole, la Métropole Aix-Marseille-Provence, poursuit l'ambition de maintenir, de manière dynamique, les surfaces agricoles sur son territoire dans une perspective de reconquête agricole, de renouvellement et d'accompagnement des exploitants.

À ce titre, sur la base d'une réflexion initiée avec la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône et avec le soutien du Département, la Métropole a décidé de créer un « Espace Test Agricole » tourné vers l'installation en agriculture.

Le Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018, par délibération n°ENV 004-5212/18/CM, a approuvé le principe de création de cet espace test agricole sur la commune d'Aix-en-Provence, Lieu-dit « L'Enfant Est », secteur de Luynes (parcelle HL 0060, d'une superficie de 94 854 m²).

Ce projet est à mettre en lien avec l'objectif de réorientation alimentaire de la production agricole locale dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial.

L'Espace Test Agricole ou « couveuse agricole » est un dispositif qui permet à de futurs agriculteurs non immatriculés de tester leur projet, en grandeur réelle, dans des conditions optimales, avant la création de leur propre exploitation agricole.

Ce dispositif réunit l'ensemble des acteurs et les conditions nécessaires au test d'activité en situation réelle d'un futur exploitant agricole, sur le site de Luynes.

Cette organisation implique :

- Un cadre légal pour l'exercice de l'activité de l'intéressé : c'est la fonction couveuse (hébergement juridique et comptable).

- Des moyens de production (foncier, bâtiments) : c'est la fonction logistique.
- Un dispositif d'accompagnement et de suivi de l'entrepreneur à l'essai : c'est la fonction d'accompagnement.

Le test d'activité s'étend sur une période de 1 à 3 ans, en règle générale en fin de formation agricole initiale ou adulte dans le cas d'une reconversion professionnelle. La finalité de sortie d'un espace test est la création d'une entreprise agricole.

L'espace test agricole accueillera 4 porteurs de projets sur des parcelles de 1,5 hectares, pour une activité de production maraîchère diversifiée, valorisée en circuit court, répondant ainsi aux nouvelles attentes alimentaires des consommateurs pour des produits locaux, saisonniers et de qualité.

La mise en œuvre concrète du projet et l'accueil des « entrepreneurs à l'essai », nécessite l'aménagement de la parcelle comprenant la construction d'un bâtiment d'exploitation, de type hangar agricole pour le remisage des engins et le stockage en chambre froide ainsi que l'aménagement du parcellaire agricole pour l'exploitation.

Le programme général de l'opération consiste à créer un bâtiment agricole comprenant :

- Une zone dédiée à l'exploitation (composée d'un espace de remisage engins et gros matériels), un atelier, un espace conditionnement, des zones de stockage (sec 12°C, chambre froide à 4°C et divers), des locaux techniques (phytosanitaire, hydrocarbure et solaire photovoltaïque)
- Des locaux pour les agriculteurs composés d'un bureau commun, d'un espace convivialité, de vestiaires/sanitaires/douches
- Un hébergement correspondant à un logement type T2 affecté au gardien ainsi qu'un logement partagé regroupant 3 chambres individuelles et une salle de vie commune.

Le bâtiment représentera une surface utile totale d'environ 700 m² soit une surface hors œuvre de l'ordre de 800 m².

Les aménagements extérieurs concernent l'environnement immédiat du bâti avec le traitement des abords (accès, voies de circulation et stationnement, aménagements paysagers) ainsi que des surfaces dédiées à l'exploitation correspondant à l'aire de lavage et de service accolée au hangar agricole.

Les unités de culture, d'une surface de 1,5 ha, seront irriguées par un branchement en eau brute du Canal de Provence.

Le volet logistique du projet (création du bâtiment et aménagements) représente un investissement évalué à 1 250 000 € HT, soit 1 500 000 € TTC.

La réalisation du projet s'étalera sur trois ans selon les phases opérationnelles suivantes :

- Désignation maîtrise d'œuvre : Décembre 2019
- Dépôt permis de construire : Avril 2020
- Désignation des entreprises : Décembre 2020
- Démarrage des travaux : janvier 2021
- Fin travaux : 2<sup>e</sup> semestre 2021

Il est proposé au Bureau de la Métropole de lancer la phase opérationnelle de l'opération et d'en confier la maîtrise d'ouvrage à la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix.

Des cofinancements de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés sont possibles. Il convient, en conséquence, de les solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération s'établit de la façon suivante :

Organismes	Taux	Montant € TTC
Conseil Départemental 13	60 %	900 000
Autofinancement Métropole Aix Marseille Provence	40 %	600 000
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>1 500 000</b>

Parallèlement à cette délibération, une autre délibération spécifique est envisagée pour solliciter une subvention du Conseil Départemental 13, qui s'est déclaré prêt à soutenir l'investissement à hauteur maximum de 60 %, ainsi qu'à tout autre organisme habilité.

-Il est signalé que la parcelle et la constructibilité du site sont liées à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France qui doit fixer ses conditions avant la fin 2019.

-A noter qu'une campagne de fouilles archéologiques est menée à proximité de la parcelle en raison de la présence des vestiges d'une ancienne base.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°ENV 004-5212/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le principe de la création d'un espace test agricole situé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, commune d'Aix-En-Provence, Lieu-dit « L'Enfant Est », secteur de Luynes ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Approbation du programme général de construction d'un bâtiment d'exploitation pour la réalisation d'un Espace Test Agricole sur le territoire de la Métropole, Commune d'Aix-en-Provence, Lieu-dit "L'Enfant Est", secteur de Luynes ».

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le programme général de construction d'un bâtiment d'exploitation et l'aménagement du parcellaire agricole pour un coût d'investissement global de 1 500 000 € TTC ; ci annexé.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisée à lancer la phase opérationnelle de l'opération, à en confier la maîtrise d'ouvrage à la Direction Maîtrise d'Ouvrage et Ingénierie des Bâtiments de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 de État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162462, nature 4581 (2128), fonction 6312, autorisation de programme n°2018/2 (DI462-4A).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0

Ne prennent pas part au vote	0
------------------------------	---

**Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 443**

**AVIS - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Création d'un Espace Test Agricole avec construction d'un bâtiment d'exploitation sur le territoire de la Métropole, Commune d'Aix-en-Provence, Lieu-dit "L'Enfant Est", secteur de Luynes"**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans le cadre de sa compétence agricole, la Métropole Aix-Marseille-Provence, poursuit l'ambition de maintenir, de manière dynamique, les surfaces agricoles sur son territoire dans une perspective de reconquête agricole, de renouvellement et d'accompagnement des générations d'exploitants.

À ce titre, la Métropole a décidé de créer un « Espace Test Agricole » tourné vers l'installation en agriculture. L'Espace Test Agricole ou « couveuse agricole » est un dispositif qui permet à de futurs agriculteurs non immatriculés de tester leur projet, en grandeur réelle, dans des conditions optimales, avant la création de leur propre exploitation agricole. Il accueillera 4 porteurs de projets sur des parcelles de 1,5 hectares, pour une période de un à trois ans, exerçant une activité de production maraîchère diversifiée, valorisée en circuit court.

La mise en œuvre concrète du projet et l'accueil des « entrepreneurs à l'essai », nécessite l'aménagement d'une parcelle de 9,5 ha, située Zac de L'Enfant à Luynes. Le projet prévoit la construction d'un bâtiment d'exploitation, de type hangar agricole (pour le remisage des engins et le stockage en chambre froide, d'une surface hors

œuvre de 800 m<sup>2</sup> environ) ainsi que l'aménagement du parcellaire agricole pour l'exploitation.

L'investissement global, comprenant la construction du bâtiment et les aménagements parcellaires s'élève à 1 250 000 € HT, soit 1 500 000 € TTC. La réalisation du projet s'étalera sur trois ans de 2019 à mi-2021.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, notamment au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT TTC
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan partenarial métropolitain	60 %	900 000
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	40 %	600 000
TOTAL HT	100 %	1 500 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Pépinières jeunes agriculteurs » ;
- La délibération n°ENV 004-5212/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le principe de la création d'un espace test agricole situé sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, commune d'Aix-En-Provence, Lieu-dit « L'Enfant Est », secteur de Luynes ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de demander une subvention d'investissement relative à l'opération suivante : "Création d'un Espace Test Agricole avec construction d'un bâtiment d'exploitation sur le territoire de la Métropole, Commune d'Aix-en-Provence, Lieu-dit "L'Enfant Est", secteur de Luynes."

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162462, nature 4581 (2128), fonction 6312, autorisation de programme n°2018/2 (DI462-4A).

En cas de versement d'une subvention, la recette correspondante sera constatée sur le Budget principal pour l'exercice 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence en section d'investissement - Nature 1323 - Fonction 6312

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 444**

### **Attribution de subventions aux Associations Syndicales Autorisées des Arrosants (ASA) du Val de Durance**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux ASA (Associations Syndicales Autorisées des arrosants) qui assurent l'entretien et la gestion du réseau d'irrigation et d'assèchement essentiel à l'équilibre hydrologique sur le territoire du Pays d'Aix. Au-delà de l'irrigation agricole, leur rôle est capital en matière de rechargement des nappes phréatiques et de maintien des zones humides.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux trois ASA (Associations Syndicales Autorisées des arrosants) du Val de Durance.

Les Associations Syndicales Autorisées des arrosants (ASA) du Val de Durance sollicitent une aide financière pour l'entretien du réseau d'irrigation dont elles ont la gestion. Il s'agit plus particulièrement de l'ASA du Canal de Peyrolles, des 2 ASA de la Roque d'Anthéron : l'ASA des Arrosants de Craonne et l'ASA du Canal du Moulin.

Le présent rapport a pour objet l'attribution d'une subvention de 41 592,60 €, représentant 20 % de leurs dépenses de travaux annuels.

- Ces ASA assurent l'irrigation de la Vallée de la Durance par un réseau dense de canaux à ciel ouvert.

- Elles jouent un rôle prépondérant dans la préservation des paysages et du patrimoine hydraulique. L'irrigation gravitaire, qui est une pratique caractéristique de ce secteur de notre territoire, participe de manière importante à la réalimentation de la nappe phréatique et rend ainsi possible l'utilisation de l'eau souterraine à des fins d'eau potable ou industrielle. Le lac de baignade d'été du Plantain est, d'ailleurs, en partie alimenté grâce à ce réseau.

- Enfin, les réseaux hydrauliques contribuent au maintien des zones humides du Val de Durance, reconnues dans le cadre de Natura 2000. Les eaux rejetées au niveau des exutoires des réseaux non absorbées par la végétation viennent, en fin de parcours, recharger le débit d'été de la Durance et soutenir sa faune aquatique. Les canaux facilitent également l'écoulement des eaux pluviales, même si le transport d'eaux pluviales ne fait pas partie des objets statutaires de l'ASA, qui assure malgré tout ce service à la collectivité.

Les trois structures citées précédemment entretiennent un réseau principal et secondaire. Ce dernier, communément appelé « chevelu » du fait de sa densité, est composé de 31,3 km de canal maître, 94 km de filioles et 15 km de Roubine pour

le canal de Peyrolles, environ 30 km de canaux pour les ASA de La Roque d'Anthéron.

Or, ces filioles nécessitent un entretien récurrent. Elles doivent en effet être curées et faucardées de manière mécanique ou manuelle.

Leur entretien pose aujourd'hui plusieurs types de problèmes :

- le non-respect d'une servitude de passage par des constructions ou des clôtures en bordures de filioles,
- la présence de débris aux abords des zones urbanisées, des cas de vandalisme ou d'ouverture et fermeture inopinée des prises d'eau,
- le mauvais entretien du réseau de distribution à la charge des propriétaires, dû au délaissement de certaines terres agricoles en friche, conduit à des ruptures de la continuité du réseau d'irrigation,
- le renforcement des règles de sécurité pour l'entretien des filioles en bord de route qui accroît la responsabilité civile de l'ASA,
- l'entretien des ouvrages d'art vieillissant dont il faut également assurer la sécurité.

Parallèlement, les ASA doivent faire face à l'augmentation des charges et sont amenées à limiter les travaux d'entretien des filioles. C'est pourquoi les ASA sollicitent le Territoire du Pays d'Aix pour la prise en charge d'une partie des frais liés à ces dépenses.

Une convention détaillant les modalités de mise en œuvre de ces actions liera chacune de ces ASA avec le Territoire du Pays d'Aix.

La répartition de la participation financière annuelle 2019 du Territoire du Pays d'Aix est prévue comme suit :

N° GU	Maître d'ouvrage	Nature des travaux	Budget global (€)	Participation du Territoire du Pays d'Aix	
				€	%
2019_00044	ASA du Canal de Peyrolles	Frais d'entretien	222 573,26	34 292,60	15,40
2019_00062	ASA des arrosants de Craonne	Frais d'entretien	25 500	5 100	20
2019_00054	ASA du Canal du Moulin	Frais entretien	22 010	2 200	9,99
TOTAL				41 592,60	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015\_B633 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 concernant l'approbation d'une convention cadre pluriannuelle 2016-2018 avec les ASA du Val de Durance;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire du Développement économique, Emploi et Agriculture du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les demandes de subventions des Associations Syndicales Autorisées des Arrosants (ASA) du Val de Durance.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions aux ASA suivantes pour un total de 41 592,60 € :

- Canal de Peyrolles, une subvention de 34 292,60 € ;
- Canal de Craponne, une subvention de 5 100 € ;
- Canal du Moulin, une subvention de 2 200 €

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget 2019 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement, chapitre 65, nature 657382, Fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 445**

**Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine - Intervention sur les communes de Gardanne, Lambesc, Meyrargues, le Puy-Sainte-Réparate, Rousset, Saint-Cannat et Saint-Estève-Janson**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, votée le 22 mars 2018 par le Bureau de la Métropole et prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

**Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel**

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (500 € HT), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant 7 ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes de Gardanne, Lambesc, Meyrargues, Puy-Ste-Réparate, Rousset, Saint-Cannat et Saint-Estève-Janson.

- Gardanne

□Parcelle(s) : Section CW N°37-39-72-80 ; Surface : 1 hectare 00 are 00 centiare.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 130 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 37 600,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Lambesc

□Parcelle(s) : Section CL N°19 ; Surface : 43 ares 50 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 14 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 8 150,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Meyrargues

□Parcelle(s) : Section AI N°32 et AK N°82 ; Surface : 50 ares 74 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 22 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 7 570,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Le Puy-Sainte-Réparate

□Parcelle(s) : Section CA N°13 ; Surface : 95 ares 07 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 242 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 23 930,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Rousset

□Parcelle(s) : Section AM N°91-96 ; Surface : 54 ares 47 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 210 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 65 000,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Saint-Cannat

□Parcelle(s) : Section AZ N°49 et 50 ; Surface : 68 ares 74 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 15 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 7 010,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Saint-Estève-Janson

□Parcelle(s) : Section B N°336 et 337 ; Surface : 68 ares 60 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 25 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 5 560 00,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) de la Métropole avec la SAFER ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du Territoire du Pays d'Aix du 1<sup>er</sup> octobre 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour la vente des parcelles sur les communes de Gardanne, Lambesc, Meyrargues, Le Puy-Sainte- Réparate, Rousset, Saint-Cannat et Saint-Estève-Janson.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des sept préemptions en révision de prix sur les communes de Gardanne, Lambesc, Meyrargues, Le Puy-Sainte- Réparate, Rousset, Saint-Cannat et Saint-Estève-Janson, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

##### **Article 2 :**

La somme de 500 € HT sera versée à la SAFER pour ces préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 – État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 611, fonction 6312.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Développement économique et emploi – Tourisme et promotion du territoire**

### **2019 CT2 446**

**AVIS - Approbation d'une promesse de bail emphytéotique administratif entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Sogeval pour l'accueil d'un parc résidentiel de loisirs à Peyrolles-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est propriétaire de la parcelle AB n° 159 relevant de son domaine privé, située Lieu-dit La Durance, à proximité immédiate du Lac de Peyrolles-en-Provence.

Elle souhaite conclure sur un tènement foncier de 47 000 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AB n° 159, un bail emphytéotique administratif afin de valoriser son bien, tout en permettant la réalisation et l'exploitation d'un équipement d'hébergement touristique, en conformité avec les objectifs et les orientations définis par le document d'urbanisme en vigueur.

C'est la raison pour laquelle la Métropole a lancé en septembre 2015 un appel à projets dont l'objectif était de sélectionner un équipe d'acteurs pluridisciplinaires en capacité d'assurer la réalisation, l'exploitation et le portage pérenne d'un équipement d'hébergement touristique.

Au terme de la consultation, le groupement SOMIVAL-SOGEVAL-REVEA a été retenu sur la base d'une offre proposant la réalisation d'un parc résidentiel de loisirs de 85 unités d'hébergement, un bâtiment d'accueil et de services et d'un espace aquatique, dans une orientation éco-touristique ce qui correspondait aux orientations définies par les acteurs publics.

Le montage proposé nécessite une prise en charge par la collectivité, en sa qualité de propriétaire, des travaux de viabilisation de son terrain qui sont estimés au maximum à 1,7 millions d'euros toutes dépenses confondues. L'opérateur supporte les travaux liés à la création des unités d'hébergement, du bâtiment d'accueil et de services ainsi que de l'équipement aquatique pour un montant de 2,5 millions d'euros toutes dépenses confondues.

Par délibération du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a autorisé la poursuite des négociations avec le porteur de projets sur la base de l'offre décrite ci-dessus.

A la suite de cette procédure et des échanges intervenus, les parties se sont donc rapprochées pour conclure ensemble la présente promesse de bail emphytéotique administratif, laquelle sera réitérée par acte authentique. La promesse est consentie pour une durée de 18 mois à compter de

sa signature. Elle sera assortie des conditions suspensives suivantes :

- l'obtention d'un permis d'aménager valant division par le promettant,
- l'obtention d'un permis de construire purgé de tout recours par le bénéficiaire de la promesse,
- l'obtention des prêts bancaires par le bénéficiaire de la promesse.

Le bail emphytéotique administratif sera consenti pour une durée de 30 ans à compter au plus tard du jour de la réitération de la promesse par acte authentique. Il sera conclu moyennant une redevance annuelle de 5000,00 (cinq mille) euros qui sera indexée sur l'indice des loyers commerciaux ainsi qu'une rémunération variable en fonction du chiffre d'affaires du projet. Cette redevance est conforme à l'avis délivré par le Service des Domaines le 6 juillet 2017 et dont la réactualisation a été demandée le 21 février 2019.

Le contrat est assorti de la condition résolutoire suivante : le bail prendra fin de plein droit si les travaux supportés par l'opérateur ne sont pas réalisés dans un délai de 18 mois à compter de l'achèvement des travaux de viabilisation réalisés par le bailleur.

Au terme du bail, le bailleur devient de plein droit propriétaire des constructions édifiées par l'emphytéote, et ce sans aucune indemnité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2002\_A141 du Conseil communautaire de la CPA du 17 octobre 2002 déclarant le plan d'eau de Peyrolles d'intérêt communautaire ;
- La délibération n°2015\_A086 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 autorisant le lancement d'un appel à projets pour la réalisation un Parc Résidentiel de Loisirs sur le site du Lac de Peyrolles ;
- La délibération n°2015\_B279 du Conseil communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le projet de développement du site du Lac de Peyrolles ;
- La délibération n°TVP 002-709/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant la poursuite des négociations avec l'opérateur retenu dans le cadre de l'appel à projets ;
- La délibération n°FAG 027-509/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 ouvrant et affectant une autorisation de

programme pour le projet d'accueil d'un parc résidentiel de loisirs à Peyrolles-en-Provence ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis des Domaines n° 2017-074L1064 du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'un appel à projets ayant pour objectif de permettre la réalisation et l'exploitation d'un parc résidentiel de loisirs a été conduit par la Communauté du Pays d'Aix puis la Métropole Aix-Marseille-Provence, en collaboration avec la commune de Peyrolles-en-Provence.
- Que l'offre proposée par le groupement SOMIVAL-SOGEVAL-REVEA répondait aux objectifs et aux orientations définis par les acteurs publics.
- Que pour la mise en œuvre du projet, le foncier doit être mis à disposition de l'opérateur par la voie d'un bail emphytéotique administratif.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la promesse de bail emphytéotique administratif relative à un tènement de 47 000 m² à détacher de la parcelle AB n°159, entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la société Sogeval sise *Lieu-dit La Durance* à Peyrolles-en-Provence.

**Article 2 :**

Le contrat sera consenti pour une durée de 30 ans, moyennant conformément à l'avis domanial n°2017-074L1064, d'une redevance annuelle de 5000 (cinq mille) euros qui sera indexée sur l'indice des loyers commerciaux ainsi qu'une rémunération variable en fonction du chiffre d'affaires du projet.

**Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix (06) en section de Fonctionnement : chapitre 75, nature 752, fonction 633.

**Article 4 :**

Madame la Présidente, ou son représentant, est autorisée à signer l'acte authentique ainsi que tous les documents y afférents.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 447**

**Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Peyrolles-en-Provence pour l'accueil d'un parc résidentiel de loisirs**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le lac de Peyrolles-en-Provence a été acquis et déclaré d'intérêt communautaire en 2002. Depuis lors, le site connaît une attractivité croissante qui a conduit le Conseil communautaire du Pays d'Aix, en mai 2015, à poursuivre le développement du site par la mise en œuvre d'une procédure d'appel à projets ayant pour objet d'accueillir un parc résidentiel de loisirs sur un terrain appartenant à la collectivité.

La procédure a été lancée en septembre 2015 et a permis au Comité de pilotage de sélectionner une offre répondant aux attentes des collectivités. La signature d'un bail emphytéotique administratif est envisagée entre l'opérateur sélectionné et la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le montage financier prévu nécessite une prise en charge par la collectivité des travaux de viabilisation de son terrain estimés au maximum à 1,7 millions d'euros toutes charges comprises.

Afin que la dévolution et la réalisation des travaux de viabilisation du terrain, qui intéressent à la fois la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peyrolles-en-Provence, se déroulent dans les meilleures conditions possibles en termes de coût et de coordination des prestations, il apparaît opportun que la maîtrise d'ouvrage de cette opération soit assurée par une seule collectivité.

Ainsi, la convention ci-annexée a pour objet d'investir la commune de Peyrolles-en-Provence de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération. La commune de Peyrolles-en-Provence sera alors seule compétente pour la passation et l'exécution des marchés, l'attribution

des marchés, les études et les travaux. La prise en charge financière par la Métropole sera mobilisée par voie de remboursement en fonction de l'évolution des dépenses.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée et notamment son article 2-II ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2002\_A141 du Conseil communautaire de la CPA du 17 octobre 2002 déclarant le plan d'eau de Peyrolles d'intérêt communautaire ;
- La délibération n°2015\_A086 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 autorisant le lancement d'un appel à projets pour la réalisation un Parc Résidentiel de Loisirs sur le site du Lac de Peyrolles ;
- La délibération n°2015\_B279 du Conseil communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le projet de développement du site du Lac de Peyrolles ;
- La délibération n°TVP 002-709/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant la poursuite des négociations avec l'opérateur retenu dans le cadre de l'appel à projets ;
- La délibération n°FAG 027-509/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 ouvrant et affectant une autorisation de programme pour le projet d'accueil d'un parc résidentiel de loisirs à Peyrolles-en-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des travaux de viabilisation du terrain d'accueil du projet de parc résidentiel de loisirs à Peyrolles-en-Provence.

- Qu'il est avantageux que ces travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peyrolles-en-Provence pour la réalisation des travaux de viabilisation du terrain d'accueil du projet de parc résidentiel de loisirs.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix (06), en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162602, nature 4581, fonction 325, autorisation de programme DI602AP2.

**Article 3 :**

Madame la Présidente, ou son représentant, est autorisée à signer la convention et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Forêt**

**2019 CT2 448**

**Grand Site Sainte-Victoire - Approbation d'une convention de mise à disposition temporaire de deux parcelles communales - Restanques de Beaurecueil**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Un projet de restauration d'un terrain agricole est en cours sur la commune de Beaurecueil. Une ancienne oliveraie a été en partie restaurée et un agriculteur est en charge de son entretien et de sa gestion.

Dans la continuité de ce projet, il est envisagé de reconstruire les murs de restanque en pierre sèche (mur de soutènement de la parcelle cultivée), situé sur les parcelles communales AM0139 et AM0196. Cette réalisation permettra de consolider la parcelle de culture et améliorera la perception paysagère locale.

Dans le cadre de sa mission de protection et de mise en valeur du patrimoine paysager, naturel et culturel, et au titre de la sauvegarde du patrimoine rural et agricole, le Grand Site Sainte-Victoire, en collaboration avec la commune de Beaurecueil, a proposé de restaurer ces restanques situées à la limite du site classé de Sainte-Victoire.

Les murs de restanques seront remontés en pierres sèches selon les règles de l'art préconisées par le maître d'ouvrage. L'équipe technique de la direction du Grand Site Sainte-Victoire interviendra en tant que maître d'ouvrage et prendra à sa charge la partie financière. Le coût global de l'opération est estimé à 150 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 relative à la dissolution du syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°HN 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 003-5211/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant candidature au renouvellement du Label Grand Site de France de Concors et Sainte-Victoire ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de mise à disposition temporaire des parcelles communales AM0139 et AM0196 entre la commune de Beaurecueil et la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires au financement du projet sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement opération 4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2471AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 449**

**Grand Site Sainte-Victoire - Approbation d'une convention de mise à disposition temporaire d'une parcelle communale pour l'évacuation d'une ancienne serre horticole sur la Commune de Venelles**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa mission de préservation des paysages la Direction du Grand Site Sainte-Victoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence travaille à la suppression des points noirs paysagers présents sur le territoire. Ainsi, un programme d'intervention, élaboré régulièrement, permet de traiter ces espaces paysagèrement dégradés. A titre d'exemple, en 2017, l'abri du Terme de Judas, sur la commune de Peyrolles-en-Provence, a fait l'objet d'une intégration paysagère au milieu naturel et forestier environnant ; en 2019, un carrefour routier situé sur la commune de Beaurecueil a fait l'objet d'une valorisation paysagère par la suppression des lignes aériennes.

Sur les espaces naturels de la commune de Venelles se trouve une ancienne serre horticole désaffectée. Cette serre, située sur un terrain communal, est identifiée comme point noir paysager. Elle se dégrade et les bâches plastiques qui la recouvrent, s'envolent et contribuent à polluer l'espace naturel qui l'entoure.

Face à cette situation, le Grand Site Sainte-Victoire, en collaboration avec la commune de Venelles a proposé d'évacuer cette ancienne serre et la dalle en béton sur laquelle elle repose.

L'équipe technique de la direction du Grand Site Sainte-Victoire interviendra en tant que maître d'ouvrage et prendra financièrement en charge le projet qui sera composé de deux interventions.

La première intervention consistera au démantèlement et à l'évacuation de l'armature métallique de la serre. Cette opération sera réalisée par Dubois-Récup dans le cadre de la convention approuvée par délibération n°2018\_CT2\_189 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2019 et n'occasionnera aucun frais à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La seconde intervention consistera à la démolition et à l'évacuation de la dalle bétonnée non amiantée. Cette opération sera prise en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence au travers d'un marché existant.

Pour ces raisons, il est convenu que la commune de Venelles mette à disposition de la Métropole la parcelle communale, le temps de l'intervention.

Le coût global de l'opération est estimé à 32 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 relative à la dissolution du syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°HN 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 003-5211/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant candidature au renouvellement du Label Grand Site de France de Concors et Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Considérant les éléments exposés ci-dessus

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de mise à disposition temporaire de la parcelle communale AZ 0004 entre la commune de Venelles et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires au financement du projet sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement opération 4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2471AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69

Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 450**

**Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Actualisation du Plan de Massif de Protection des Forêts Contre les Incendies du massif forestier de la Chaîne des Côtes-Trévaresse**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de l'État, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

**Descriptif de l'opération concernée :**

Afin de poursuivre la mise en œuvre des programmes d'actions des Plans de Massifs pour la Protection des Forêts Contre les Incendies (PMPFCI), il est nécessaire de mettre à jour régulièrement ces documents (tous les 8 ans environ).

Le PMPFCI du massif de la Chaîne des Côtes-Trévaresse est arrivé à échéance et il doit être actualisé à travers une étude qui comprendra notamment :

- une mise à jour des données de l'état des lieux
- la planification d'un nouveau programme d'actions pour la Défense des Forêts Contre l'Incendie.

Cette étude sera menée en concertation avec l'ensemble des partenaires institutionnels et techniques de la Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI).

L'ensemble des composantes multifonctionnelles de la forêt seront intégrées à la problématique de la

DFCI du massif, conformément aux principes énoncés pour l'exercice de la compétence « milieux forestiers » par la Métropole (délibération du 19 octobre 2017 du Conseil de la Métropole).

Cette étude peut être subventionnée à un taux maximum de 80 % au titre de l'aide aux opérations de défense des forêts contre les incendies.

La présente délibération vise donc à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et en particulier l'Etat, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tous les documents y afférents.

**Plan de Massif de Protection des Forêts Contre les Incendies du massif forestier de la Chaîne des Côtes-Trévaresse :**

Le coût prévisionnel de cette étude est estimé à 24.000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	26,7 %	6.408 euros
Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur	26,7 %	6.408 euros
Etat	26,6 %	6.384 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	4.800 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>24.000 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-28/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 relative à l'intégration de la situation au 31 décembre 2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la Métropole qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération DI2464AP4 PIDAF 2016/2019 ;

- La délibération n°ENV 001-2808/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant généralisation de l'exercice de la compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Plan de Massif de Protection des Forêts Contre les Incendies du massif forestier de la Chaîne des Côtes-Trévaresse.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Etat, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération, et à signer tout document y afférent.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix : code opération DI2464AP4.

Les recettes correspondantes seront constatées en section d'investissement sur le budget principal métropolitain en section d'investissement : nature 1321 Etat, nature 1322 Région, nature 1323 Département, fonction 76, opération RI246.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 451**

**Réalisation d'un chantier forestier d'insertion professionnelle par l'activité Protection et Valorisation des espaces forestiers sur les communes de Saint-Cannat, Meyrargues et Vauvenargues**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par Délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix avait décidé de participer à la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique pour l'entretien et la protection des espaces forestiers communaux sur le territoire du Pays d'Aix. Le Territoire du Pays d'Aix a décidé de poursuivre cette action en faveur des demandeurs d'emploi en difficulté sociale et économique.

Depuis 2003, 28 communes du Pays d'Aix ont bénéficié d'un ou plusieurs chantiers forestiers d'insertion. Chaque année, ce sont trois équipes de huit personnes qui interviennent sur les espaces naturels communaux dans le cadre de travaux forestiers.

Aujourd'hui, le Territoire du Pays d'Aix est sollicité pour la mise en œuvre d'un chantier d'insertion sur les communes de Saint-Cannat, Meyrargues et Vauvenargues afin de protéger la forêt contre l'incendie et de valoriser le patrimoine dans les zones sensibles aux dépôts de feux et/ou fréquentées par le public.

Il est rappelé que ces chantiers sont confiés à l'IE 13, association orientée vers l'Insertion par l'Économique, dans le cadre d'une convention, pour la mise en œuvre de chantiers d'insertion sur le territoire du Pays d'Aix. Il convient également de rappeler que l'IE 13 bénéficie d'une subvention annuelle du Territoire du Pays d'Aix pour la mise en œuvre de ces chantiers d'insertion et la couverture d'une partie des frais correspondants à l'exécution des opérations. Le financement de ces chantiers sera pris sur cette subvention annuelle.

L'IE 13 a en charge la réalisation des travaux (débranchement, abattage et façonnage des arbres morts et chablis, élagage des branches basses, broyage des rémanents...), des frais de transports des salariés, de la réparation et de l'entretien du matériel et des salaires des ouvriers.

Le Territoire du Pays d'Aix contribuera à l'atteinte de l'objectif d'insertion des personnes en difficulté en permettant aux participants des chantiers de bénéficier d'un terrain de production et de travail entrant dans le cadre de leur programme de formation.

Les Communes de Saint-Cannat, Meyrargues et Vauvenargues apporteront une aide logistique aux travaux comprenant l'accueil des équipes et l'évacuation des déchets qui pourraient être trouvés sur le chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2019\_CT2\_051 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 février 2019 attribuant une subvention à l'association IE13 au titre de l'année 2019, pour la mise en œuvre de chantiers forestiers d'insertion sur le territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 2 octobre 2019.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions pour la réalisation de chantiers d'insertion par l'activité en forêt entre le Territoire du Pays d'Aix, l'IE 13 et les communes de Saint-Cannat, Meyrargues et Vauvenargues.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 452**

##### **Grand Site Sainte-Victoire - Approbation d'une convention de partenariat quadripartite pour le projet de mise en tranquillité/sécurité de la grotte de l'Adaouste à Jouques**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de protection du patrimoine naturel, le Grand Site Sainte-Victoire, Grand Site de France, a été mandaté, par un courrier du 1er mars 2018, par la propriétaire de la grotte de l'Adaouste, Mme Cécile FEVRIER et par la commune de Jouques pour accompagner la propriétaire dans un projet de mise en sécurité/tranquillité de cette cavité.

Le Grand Site Sainte-Victoire assure l'animation des sites Natura 2000 « Montagne Sainte Victoire » (ZPS FR9310067 et la ZSC FR9301605) et concourt à la préservation à la fois des quatre espèces connues de chiroptères de l'annexe 2 de la Directive Habitat faune-Flore (Minioptère de Schreibers, Murin de Bechstein, Petit murin, Murin de Capaccini) et de l'habitat d'intérêt communautaire «8310 – Grottes non exploitées par le tourisme ».

Deux études en cours, menées par le Groupe Chiroptères de Provence (GCP) et par le Comité départemental de spéléologie et de canyionisme des Bouches-du-Rhône, vont permettre de mieux comprendre l'utilisation de cette grotte par les chauves-souris (en particulier au sujet du Minioptère de Schreibers qui ne supporterait pas l'installation d'une simple grille), et ainsi de définir les actions de protection et de gestion qui seront nécessaires à mettre en œuvre en accord avec les enjeux définis dans le Document d'Objectif Natura 2000.

Cette convention de partenariat sans incidence financière, permettra notamment :

- de définir un cadre de collaboration entre les 4 acteurs et en particulier entre le Comité départemental de spéléologie, principal utilisateur et les scientifiques du Groupe Chiroptères de Provence,
- d'inventorier les préconisations d'aménagement (type de fermeture, mise en protection d'un périmètre à plusieurs entrées, ...),
- de rédiger un Contrat Natura 2000 qui pourrait bénéficier à un délégataire choisi par le propriétaire et qui pourrait être le Groupe Chiroptère de Provence eu égard à la richesse biologique et spécifique du site.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° ENV 004-1135/16 /CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 003-5211/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant candidature au renouvellement du Label Grand Site de France de Concors et Sainte-Victoire ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 2 octobre 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat « *pour la recherche et l'amélioration des connaissances scientifiques sur l'utilisation de la grotte de l'Adaouste (Jouques, 13)* » entre la propriétaire de la grotte de l'Adaouste, le Groupe Chiroptères de Provence, la Fédération Française de Spéléologie et la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix Direction du Grand Site Sainte-Victoire.

#### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 453**

**Grand Site Sainte-Victoire - Approbation d'une convention de partenariat avec l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence pour le label Vignobles et Découvertes**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le label Vignobles & Découvertes a été créé en 2009 pour qualifier, dans des périmètres de destination touristique et viticole, des acteurs du territoire proposant une offre multiple et complémentaire soit au sein même d'une exploitation agricole (hébergement, restauration, visite de cave et dégustation, musée, événement,...) soit en partenariat avec d'autres acteurs économiques. Ce label est attribué pour 3 ans.

Historiquement, l'Office de Tourisme du Pays d'Aix avait porté ce label à l'échelle du territoire de la Communauté d'agglomération. Aujourd'hui, l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence relance la démarche dans le but de vitaliser l'offre de qualité sur le territoire du Pays d'Aix.

Dès le départ, le Grand Site Sainte-Victoire a été associé à cette démarche au titre de ses missions d'animation locale autant que de ses liens avec les visiteurs, les viticulteurs et les professionnels du tourisme. Par rapport à cette nature même de l'institution et à l'offre composite déployée par les divers professionnels sur son territoire, le Grand

Site Sainte-Victoire a également été labellisé Vignobles et Découvertes.

Aujourd'hui, il est proposé de renouveler cet engagement en signant, avec l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence, une convention de partenariat visant à la valorisation, auprès du public, des acteurs économiques labellisés Vignobles et Découvertes sans pour autant induire quelque engagement financier.

Cette approche, pertinente avec le projet de territoire, socle du renouvellement du Label Grand Site de France et dans la continuité des engagements du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors Sainte-Victoire, renforce l'engagement de recherche de qualité dans laquelle sont inscrits nombre de professionnels de l'agriculture ou du tourisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 003-5211/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant candidature au renouvellement du Label Grand Site de France de Concors et Sainte-Victoire ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 2 octobre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que la convention de partenariat avec le réseau Vignobles et Découvertes et l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence s'inscrit dans la logique du projet de territoire, socle du dossier de renouvellement du Label Grand Site de France.
- Que la recherche d'excellence dans l'offre touristique est l'ambition du Territoire du Pays d'Aix.
- Que relayer et propager cette recherche de qualité est une action durable pertinente soutenant l'art de vivre en Provence.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat entre l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix.

##### **Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

##### **2019 CT2 454**

**Approbation d'une convention d'objectifs avec Provence Tourisme pour la mise en œuvre du dispositif Flux Vision Tourisme au bénéfice du territoire du Grand Site Sainte-Victoire**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, a, par délibération, intégré le Grand Site Sainte-Victoire, dont elle s'est engagée à poursuivre le projet de territoire autour du Label Grand Site de France.

Le projet de territoire, élaboré pour les 6 prochaines années (2019-2025) s'organise autour de 5 ambitions déclinées chacune en objectifs stratégiques. Parmi ces derniers, tel un préalable, la mesure 3A11 propose un suivi de la fréquentation du territoire.

C'est ainsi qu'en 2020 une étude de fréquentation va être lancée. Son ambition est multiple puisqu'elle doit à la fois estimer la fréquentation de la montagne Sainte-Victoire et ses abords, relever le défi d'évaluer celle sur le massif de Concors et intégrer une évaluation de la fréquentation sur la partie varoise du territoire en lien avec le Syndicat Mixte Pays Provence Verte, la Communauté de Communes Provence Verdon, la Communauté d'Agglomération Provence Verte et le Département du Var.

Les espaces naturels Concors et Sainte-Victoire bénéficient d'une renommée mondiale. Ils accueillent une fréquentation abondante et diversifiée estimée, en 2010, à plus d'un 1.200.000 visiteurs. La Direction du Grand Site Concors Sainte-Victoire a, notamment, pour mission de maîtriser cette fréquentation. Pour atteindre cet objectif, diverses politiques sont développées : *définition d'un schéma des sentiers de randonnée, aménagement d'aires d'accueil et de sentiers, mise en place d'une signalétique homogène, ou encore des réflexions sur l'encadrement juridique des activités.*

Une connaissance de la fréquentation est donc indispensable pour aider à la mise en œuvre de ces politiques : à travers la mise en œuvre d'enquêtes quantitatives et qualitatives auprès du public, des prestataires de services et des sociaux-pro, ainsi qu'au moyen de dispositifs de comptages automatiques, l'objectif est d'estimer le nombre de personnes fréquentant l'espace naturel, mais aussi de comprendre à la fois la répartition spatiale de ces visiteurs, leurs attentes en terme d'aménagements et d'équipements, ainsi que l'évolution des pratiques sur le site.

Cette étude intégrera un indicateur de fréquentation novateur à travers le dispositif développé par Provence Tourisme en partenariat avec Orange et qui est dénommé Flux Vision Tourisme.

Depuis 2015, Provence Tourisme analyse la fréquentation du département grâce à ce dispositif. Il permet d'évaluer la présence des populations résidentielles et additionnelles, diurnes et nocturnes, françaises et étrangères, ainsi que leur mobilité dans les différents bassins touristiques des Bouches-du-Rhône. D'un point de vue technique,

les informations issues du réseau mobile Orange sont converties en indicateurs statistiques.

Cette méthode est développée en accord avec la Commission Nationale de l'Informatique et des libertés grâce à une anonymisation des données.

Elle est aujourd'hui utilisée dans 50 départements, ainsi que dans plusieurs régions.

La convention objet du présent rapport vise à déterminer les conditions de partenariat entre Provence Tourisme et la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de la mise en œuvre de ce dispositif Flux Vision Tourisme au bénéfice du territoire du Grand Site Sainte-Victoire, afin d'évaluer la présence des populations (résidents, touristes et excursionnistes) sur l'ensemble du périmètre.

Le partenariat et notamment les échanges de données et de leurs analyses s'opèrent à titre gracieux.

La mise en œuvre du dispositif Flux Vision Tourisme sur le territoire du Grand Site sera effective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour une durée de deux ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°ENV 004-1135/16 /CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation

pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;

- La délibération n°ENV 003-5211/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant candidature au renouvellement du Label Grand Site de France de Concors et Sainte-Victoire ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 2 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le territoire d'exception que constituent les sites classés de la montagne Sainte-Victoire et du massif de Concors, ainsi que leurs franges et piémonts.
- Les enjeux de préservation et de gestion liés à cet espace reconnu par l'État et portés par un engagement fort de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le projet de territoire pour la période 2019-2025, co-construit avec l'ensemble des partenaires institutionnels, professionnels et locaux du Site, et notamment sa mesure 3A11 du projet de renouvellement du Label « Grand Site de France » proposant la réalisation d'une étude de fréquentation sur le périmètre du Grand Site Concors Sainte-Victoire.

Délibère

**Article 1 :**

Est approuvée la convention d'objectifs entre Provence Tourisme et la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix pour la mise en œuvre du dispositif Flux Vision Tourisme.

**Article 2 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et toutes les pièces nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Collecte et traitement des déchets**

**2019 CT2 455**

**Rapport annuel 2018 sur le Prix et la Qualité du Service Public de Prévention et de gestion des Déchets Ménagers et Assimilés du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

### **1- Rappel du contexte**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, date de sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de prévention et de gestion des déchets.

Par délibération HN 088-219/16/CM, le Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aix l'exercice de la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés.

C'est dans ce cadre que le Territoire du Pays d'Aix élabore le rapport relatif à cette activité.

Ce document appelé « rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés » est tenu à la disposition du public au siège et dans les mairies de chacune des communes membres du groupement.

La loi du 17 août 2015 a instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion des déchets. Le décret n°2015-1287 du 30 décembre 2015 s'inscrit dans cette loi en précisant les indicateurs techniques et financiers qui doivent figurer dans les rapports annuels.

Conformément aux dispositions de l'article L2224,5 du CGCT, il appartient au Président de l'EPCI de présenter ce rapport d'activité à son assemblée délibérante. Ainsi, le rapport d'activité 2018 de la Métropole sera présenté au Conseil de Métropole. Ce document global et métropolitain présentera les éléments émanant des six rapports d'activité des Territoires. Le présent rapport relatif aux actions du Territoire du Pays d'Aix sera annexé au rapport d'activité métropolitain 2018.

## 2- Les indicateurs techniques et financiers du rapport annuel déchets 208 du Territoire du Pays d'Aix

Ce rapport contient des informations techniques et financières relatives à la compétence du Territoire du Pays d'Aix en matière de déchets ménagers et notamment celles qui concernent :

- le Territoire et les communes concernées, la population et son évolution, les compétences en matière de prévention et gestion des déchets, l'organisation des services et les agents,
- les actions en terme de sécurité dans le cadre de la démarche engagée au sein du Pôle Services à la Population,
- les actions en terme de prévention des déchets dans le cadre du programme local de prévention des déchets,
- les services, les équipements et les indicateurs techniques de la collecte des déchets ménagers résiduels, de la collecte sélective, des déchèteries, des collectes spécifiques et du traitement en ISDnD (Installation de Stockage des Déchets non Dangereux) des déchets résiduels,
- les indicateurs financiers de l'activité de la gestion des déchets, dans le cadre du service public d'élimination des déchets (SPED) et du Budget Annexe.

Les principales informations du rapport 2018 sont reprises ci-dessous. Les indicateurs techniques et financiers de l'activité sont exprimés dans le document par rapport à la population INSEE en vigueur en 2018, référence commune désormais prise en compte par les EPCI dans le cadre des suivis contractuels avec l'Ademe et les éco-organismes.

L'évolution de la population est de +0,62 % entre 2017 et 2018.

## 3 - Les données quantitatives et qualitatives de l'activité déchets :

Le gisement des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) est constitué des tonnages suivants :

- le tonnage des **ordures ménagères et assimilées** : **141 864 tonnes, soit 356 kg/hab/an. Le tonnage augmente de 2,8 %** par rapport à l'année précédente soit 3 882 tonnes en plus.
- le tonnage issu des **collectes sélective et séparative** : **22 147 tonnes, soit 56 kg/hab/an. Le tonnage est en augmentation de 3,9 %** par rapport à 2017 soit 828 tonnes en plus.
- Les 22 147 tonnes sont constituées de 21 500 tonnes issues de la collecte sélective des emballages et des papiers journaux revues auprès des ménages et de 624 tonnes de collecte séparative des cartons des commerçants sur certains centres-ville

(Aix-en-Provence, Les Pennes-Mirabeau, Gardanne, Pertuis...) et de 23 tonnes de sapins.

- Les évolutions pour les différents flux de la collecte sélective issue des ménages sont :  
+ 4,4 % pour les emballages  
+ 3,3 % pour les papiers / journaux / magazines  
+ 4,8 % pour le verre
- Le tonnage de déchets collectés en déchèteries : **133 802 tonnes, soit 336 kg/hab/an**. Le tonnage a augmenté de 0,5 % par rapport à 2017 soit 691 tonnes de plus.

Remarque : la gestion des textiles étant considérée comme une action de prévention des déchets, les tonnages ne sont pas comptabilisés dans cette partie concernant les tonnages pris en charge par le services de collecte. Néanmoins, la collecte des textiles via une convention avec la société Provence TLC représente un tonnage de 546 tonnes.

- le tonnage des autres apports en provenance des autres collectes (déchets verts, encombrants) et des services techniques (gravats, balayeuses, bois,...) utilisant directement les installations de valorisation et de traitement du Pays d'Aix : **12 645 tonnes** dont 38 % sont valorisés.

Le tableau ci-dessous récapitule l'ensemble des tonnages collectés et traités en fonction des différents modes de collecte :

	Tonnages 2018	Kg/hab/an (Insee)	Evolution des tonnages 2017/2018
Collecte Ordures Ménagères et Assimilées	141 864	356	+ 2,8 % soit 3 882 tonnes
Collecte Sélective	21 500	56	+ 4,2 % pour la collecte sélective (soit + 873 tonnes )
Collecte Séparative	647		- 6,7 % pour la collecte séparative (soit - 44 tonnes)
			SOIT GLOBALEMENT + 3,9 % soit + 828 tonnes
Déchèterie	133 802	336	+ 0,5 % soit 691 tonnes
Sous Total	297 813	748	+ 1,8 % soit 5 402 tonnes
Autres apports directs sur les différents sites de traitement et de valorisation	12 645	32	- 1,25 % soit 160 tonnes
TOTAL	310 458	780	+ 1,7 % soit 5 241 tonnes

- On constate une augmentation de + 1,7 % des tonnages par rapport à 2017 sur le Territoire du Pays d'Aix.

La **proportion de déchets entrant dans les filières de valorisation est de 44,3 %** du total des déchets traités (rappel en 2017 : 44,2%). Le taux de valorisation (hors gravats et DDS) est de 27 %.

#### **4 - Les moyens et modes de gestion**

##### Concernant les moyens matériels :

- 20 installations sont à disposition des habitants dont 18 déchèteries en propriété et 2 accessibles via des conventions ou contrats de prestations,

- 5 centres de transfert existent sur le territoire desquels 75 % des tonnages des déchets ménagers résiduels transitent et 78 % des tonnages de la collecte sélective au porte-à-porte.

- 4 centres de traitement des déchets ultimes utilisés.

- un parc de plus de 106 véhicules de collecte pour assurer la collecte en régie sur une partie des communes et 7 semi remorques pour assurer le transport en régie des déchets.

- un parc important de dispositifs de pré-collecte composé de bacs roulants, de colonnes aériennes et des dispositifs enterrés (bacs ou colonnes).

##### Concernant les moyens humains :

352 agents dans les Directions Déchets du Pôle Services à la Population.

##### Concernant les modes de gestion des prestations :

- pour la collecte traditionnelle : 17 communes sont en régie, les autres en prestation déléguée.

- pour la collecte sélective : 100 % de la population bénéficie de la collecte sélective en porte-à-porte ou en apport volontaire. Concernant les communes bénéficiant du porte-à-porte, 12 communes sont en régie et les autres en prestation.

- pour la collecte sélective en apport volontaire : l'exploitation est réalisée en prestation déléguée.

- pour la gestion des déchèteries : l'exploitation des installations est externalisée auprès de prestataires privés excepté le site de Puyloubier pour le haut de quai, le bas de quai étant systématiquement confiés à des entreprises privées.

- pour les centres de transfert : l'exploitation est effectuée par des opérateurs privés sauf pour les sites d'Aix-en-Provence et Rousset.

#### **5 - Les données financières – Le coût de la compétence**

le coût de la compétence du service de collecte et d'élimination des déchets ménagers est de **146,15 euros/hab/an** (ou 187 euros/tonne/an) :

La décomposition par service des 146,15€/hab/an est la suivante :

- 68,92 euros/hab/an pour la Collecte Traditionnelle et prestations associées,
- 23,36 euros/hab/an pour la collecte sélective et le tri,
- 26,88 euros/hab/an pour le Transport/Logistiques et les Déchèteries,
- 26,99 euros/hab/an pour le traitement.

Les recettes pour financer le service proviennent à 86 % de la TEOM et à 14 % des produits de valorisation matière, de la régie compostage, des subventions et de la vente de services (traitement). Aucune recette complémentaire n'est perçue en provenance du budget général.

#### **6 - Les données financières – Compte de gestion 2018 du Budget Annexe du Service Public :**

Dans le cadre des règles comptables énoncées par l'instruction budgétaire M57, a été constaté au compte administratif le résultat de l'exercice 2018 du SPED en section d'investissement et de fonctionnement.

Le compte de gestion 2018 fait apparaître un solde d'exécution positif de la section d'investissement et de la section de fonctionnement. Il a été décidé que l'excédent de l'exercice 2018 soit reporté en année N+1, c'est à dire en 2019.

#### **7 - Les actions fortes de l'activité déchets 2018 :**

→ **concernant la sécurité des collectes**, la démarche participative, engagée par les Directions du Pôle Services à la Population, a permis la prise de conscience et l'implication de tous les acteurs en matière de sécurité, ce qui a permis une diminution importante du nombre d'accidents. Le Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères (COCOM) du Nord comptabilise, à lui seul, 540 jours consécutifs sans accident.

→ Concernant les actions de **prévention des déchets** dans le cadre du Plan Métropolitain de Prévention des Déchets, les actions suivantes ont été réalisées :

##### **- Établir un niveau de service aux professionnels**

- Rédaction et approbation d'une feuille de route pour l'établissement d'un règlement de collecte pour la gestion des Déchets d'Activités Économiques (Délibération n°2018\_CT2\_445 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018).
- Lancement de l'étude sur l'arrêt des collectes des professionnels sur les ZAE.
- Fermeture de la déchèterie de Vitrolles aux professionnels depuis le 1<sup>er</sup> mars. L'impact de cette fermeture correspond à une baisse de 2 900 tonnes de déchets.

##### **- Favoriser la gestion de proximité des bio-déchets**

- Distribution de 1 628 composteurs individuels et 388 lombricomposteurs individuels,
- Développement du compostage collectif dans 11 résidences, cantines ou sites collectifs,
- 126 interventions pour le suivi de sites collectifs réalisées,
- 307 demi-journées d'animation dans les classes maternelles et primaires sur la réduction et la gestion des déchets,
- 1 opération de don de compost dans les déchèteries de Pertuis et de Saint-Cannat,
- Lauréat de l'appel à projet « lutte contre le gaspillage alimentaire ».

#### - Développer le réemploi

- Poursuite du soutien des ressourceries avec l'implantation, fin 2018, d'une nouvelle structure « De fil en Aiguille ». En 2018, 2 762 tonnes ont été détournées des circuits de collecte et traitement.

#### - Sensibiliser et accompagner des démarches transversales et innovantes

□□Accompagnement et suivi des 118 commerces bénéficiant du Label « Commerce engagé » sur 8 communes.

□□Opération « Stop Pub » avec plus de 13 500 autocollants distribués, soit plus de 150 000 depuis le début de l'opération.

□□Exemplarité en interne de la collectivité avec 842 kg de textiles usagés et 49 kg de piles collectées.

En début et fin 2018, un **MODECOM** des déchets du Pays d'Aix a été réalisé. L'objectif était de mesurer l'évolution du gisement par rapport au premier MODECOM réalisé en 2009, de mesurer l'efficacité des collectes sélectives et des actions de prévention mises en place afin de faire émerger en 2019 des propositions d'axes d'amélioration.

#### → Poursuite du déploiement de dispositifs enterrés pour les déchets résiduels et recyclables :

- mise en place de 20 dispositifs en 2018. Depuis le début du lancement du programme, ce sont 756 colonnes enterrées, semi-enterrées ou dispositifs escamotables installés sur 36 communes.

#### → Concernant la poursuite de la performance des recyclables :

- poursuite de l'optimisation de tri auprès de trois communes Gréasque, Fuveau et Saint-Cannat : les actions en termes de communications de proximité ont contribué à une augmentation de 7 à 12 % des tonnages de recyclables collectés,
- poursuite des opérations auprès des étudiants du CROUS avec la distribution de 4 000 kits de guides de tri,

- poursuite des collectes séparatives : collectes des textiles, des cartons, des papiers auprès de 400 postes des Directions et des sapins de Noël.

#### → Concernant l'information et la communication de proximité :

- les conseillers du tri du territoire du Pays d'Aix ont été présents lors de 21 manifestations sur le territoire qu'elles soient sportives, culturelles, éco-citoyennes ...
- la communication auprès des communes et de la presse locale a également été renforcée en 2018 et relayée par les sites internet.

#### → Concernant les déchèteries :

- poursuite du plan d'action déchets verts : avec une nouvelle plateforme ouverte en avril 2018 sur la déchèterie de Pertuis. En tout, ce sont 5 plate-formes de réception des déchets végétaux sur déchèteries en fonctionnement.
- afin de lutter contre les actes de vandalisme et les vols de métaux, l'ensemble des déchèteries a été équipé de systèmes de vidéo-surveillance.
- la déchèterie de Pertuis est la première du Pays d'Aix à être équipée d'un dispositif de contrôle d'accès automatisé par lecture de plaques d'immatriculation. Cet équipement permet d'améliorer l'accueil des usagers et de recentrer le gardien sur des activités de conseil.
- la déchèterie de Vitrolles est la 1<sup>ère</sup> déchèterie interdite aux professionnels depuis le 1<sup>er</sup> mars 2018 dans le cadre de la politique métropolitaine sur les déchets d'activité économique (DAE).

#### → Dans le domaine du traitement :

- Le site de l'Arbois est certifié ISO 14001. La plateforme de **valorisation des biogaz** a produit 20 GWh d'électricité verte, évitant ainsi l'émission de 7.000 tonnes de CO2 dans l'atmosphère et rapportant environ 700.000€ de recettes. Grâce à un taux de valorisation des biogaz supérieur à 75%, le Territoire du Pays d'Aix a bénéficié d'un taux de TGAP réduit, ce qui a représenté en 2018, un complément pour le fonctionnement des services du Territoire obtenu grâce à la valorisation des biogaz.
- Une nouvelle activité a vu le jour en 2018 sur ce site : une **éco-plateforme de valorisation des matériaux** en collaboration avec la société Durance Granulats, lauréat du marché. Elle permet la fourniture de l'ensemble des matériaux nécessaires à l'exploitation et aux différents aménagements structurels du site.
- Tous les **lixiviats** produits sont traités sur site. Ce traitement autorisé par l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2018, est basé sur

le principe de concentration de la pollution. Pour répondre aux exigences réglementaires, l'unité de traitement des lixiviats par osmose inverse existante depuis 2015, a été complétée par l'installation d'un évapoconcentrateur. Au total, en 2018, ont été traités 16.068 m<sup>3</sup> de lixiviats, 4.910 m<sup>3</sup> de concentrats et 94 m<sup>3</sup> de liqueur dense.

- Organisation de visites sur site de classes primaires dans le cadre de l'éducation à l'environnement : 570 élèves ont pu découvrir l'installation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'information à la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 2 octobre 2019.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de Territoire et mis à la disposition du public.
- Que le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés doit faire l'objet d'un rapport annuel relatif au prix et à la qualité de ce service.

##### **Délibère**

##### **Article unique :**

Il est pris acte du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés 2018 du Territoire du Pays d'Aix.

##### **Vote sur le rapport**

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.**

##### **2019 CT2 456**

##### **AVIS - Rapport annuel 2018 sur le Prix et la Qualité du Service Public de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

##### **1 – Rappel du contexte**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, par décret 2015-1085 du 28 août 2015, l'ex Communauté Urbaine de Marseille et les quatre ex Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, de Salon-Etang de Berre-Durance, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues et l'ex SAN Ouest Provence ont été regroupées pour créer la Métropole Aix-Marseille-Provence.

##### **Compétence en matière de déchets :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en sa matière de prévention et gestion des déchets. Par délibération n°HN 088-219/16/CM, le Conseil de Métropole du 28 avril 2016 a délégué aux Conseils de Territoire l'exercice de la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés. Le schéma de prévention et de gestion des déchets de la Métropole reste une compétence de la Métropole. Dans ce cadre, chaque Conseil de Territoire a élaboré un rapport d'activité pour l'année 2018.

Le présent document reprend en synthèse le contenu des rapports des six Territoires, joints en annexe, afin de retranscrire l'activité déchets à l'échelle de la Métropole.

## Evolution sur le contenu réglementaire du rapport annuel :

La loi du 17 août 2015, relative à la transition énergétique pour la croissance verte, a instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion des déchets. Le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 s'inscrit dans cette loi en précisant les indicateurs techniques et financiers devant figurer dans les Rapports annuels sur le Prix et la Qualité du Service public de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (RPQSPGDMA).

Le présent rapport présente des indicateurs techniques et financiers tenant compte de cette évolution réglementaire en matière de performances techniques et économiques du service public.

Cela se traduit par un ensemble d'indicateurs techniques et par l'expression des coûts dans la matrice de référence utilisée par l'ADEME. Tous les indicateurs des références sont basés sur des populations INSEE en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Conformément aux dispositions notamment de l'article L2224-5 du CGCT, il appartient au Président de l'EPCI de présenter ce rapport d'activité à son assemblée délibérante. Ainsi, la rapport annuel d'activité déchets 2018 métropolitain est présenté en Conseil de Métropole.

## **2 – Contenu du rapport annuel 2018**

Le rapport contient des informations techniques et financières relatives à la compétence de la Métropole et matière de déchets ménagers notamment :

- la présentation des Territoires constituant la Métropole, leur population, les actions en matière de prévention et gestion des déchets, l'organisation des services et les agents,
- les actions de prévention des déchets dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets,
- les services, les équipements et les indicateurs techniques de la collecte des déchets ménagers résiduels, de la collecte sélective, des déchèteries, des collectes spécifiques et du traitement en ISDnD et par incinération des déchets résiduels,
- les mesures prises en compte pour atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement des opérations de gestion des déchets,
- les indicateurs financiers de l'activité de la gestion des déchets à l'échelle de la Métropole.

## **3 – Les chiffres et indicateurs d'activité 2018**

### 3.1 – Indicateurs de moyens : territoire desservi, moyens humains, matériels et installations

La Métropole Aix-Marseille-Provence regroupe 92 communes et compte plus de 1,8 millions d'habitants soit 93 % de la population des Bouches-du-Rhône.

Pour assurer les services de proximité à la population, ce sont environ 2 400 agents en régie et environ 1 000 véhicules et matériels techniques qui sont déployés sur tout le Territoire.

Le parc de contenants de pré-collecte comprend environ 490 000 bacs, 8 400 dispositifs aériens pour collecter les recyclables et les ordures ménagères, 1 680 dispositifs enterrés et 788 bacs gros volumes implantés.

Sur l'ensemble de la Métropole, 58 déchèteries offrent un service de proximité basé sur l'apport volontaire des habitants.

18 centres de transfert répartis sur tout le territoire métropolitain permettent d'optimiser les coûts de transport des déchets et ainsi d'agir en faveur de l'environnement.

Les centres de tri utilisés pour trier les recyclables issus des différentes collectes sélectives des six Territoires sont au nombre de 4 installations situées sur le périmètre de la Métropole et aux alentours.

Les centres de traitement utilisés pour les déchets résiduels (enfouissement et/ou incinération) sont au nombre de 9 situés sur le périmètre métropolitain et aux alentours.

### 3.2 – Indicateurs de tonnages pris en charge

Au total, sur le territoire de la Métropole, ce sont plus de 1 197 914 tonnes de déchets ménagers et assimilés qui sont pris en charge par les différents services des Territoires, soit 636 kg/habitant/an.

Le tableau suivant présente le bilan des déchets ménagers et assimilés gérés sur le territoire métropolitain. Sur l'ensemble de ces tonnages :

- 36 % partent en valorisation matière et organique,
- 32 % partent en valorisation énergétique,
- 32 % partent en enfouissement.

	Bilan des déchets ménagers et assimilés (DMA)				
	Tonnage collecté	Tonnage valorisé matière	Tonnage valorisé organique	Tonnage valorisé énergie	Tonnage enfoui
Tonnages d'ordures ménagères	713 194	4 740	43 943	372 370	292 141
Tonnages de la collecte sélective	71 824	63 879	-	493	7 453
Tonnages de la collecte séparative	4 465	2 290	2 169	6	-
Tonnages des déchèteries	354 259	203 531	83 507	4 737	62 484
Tonnages des encombrants collectés et des apports divers sur sites de traitement	54 171	19 749	10 884	1 010	22 528
<b>Métropole Aix-Marseille-Provence</b>	<b>1 197 914</b>	<b>294 188</b>	<b>140 504</b>	<b>378 616</b>	<b>384 605</b>

### 3.3 – Répartition des tonnages pris en charge

La répartition des tonnages pris en charge par la Métropole est la suivante :

- 59,5 % sont constitués d'ordures ménagères soit 379 kg/hab/an,
- 6 % sont issus de la collecte sélective et séparative soit 40 kg/hab/an,
- 30 % sont issus des collectes en déchèteries soit 188 kg/hab/an,
- 4,5 % sont constitués des collectes des encombrants au porte à porte et d'autres apports divers et/ou issus des services techniques acheminés directement ou indirectement (hors tonnages des professionnels) vers les différentes installations et unités de gestion des déchets, soit 29 kg/hab/an.

### 3.4 – Indicateurs financiers

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, en particulier le décret de décembre 2015 a instauré obligation de transparence des coûts en demandant de préciser des indicateurs financiers dans le rapport annuel. Le décret impose l'expression des coûts par flux dans une matrice de référence similaire à celle de l'ADEME.

La matrice, fondée sur une méthode de comptabilité analytique, permet de restituer les coûts sous forme de ratios en euro par tonne et en euro par habitant pour chacun des différents flux pris en charge par le service public des déchets.

Depuis 2016, les six Territoires utilisent cette méthode afin de constituer la matrice métropolitaine. Le travail d'harmonisation sur la présentation des coûts s'est ainsi poursuivi.

Le coût complet global de la compétence sur le territoire de la Métropole est de 187 € TTC/habitant/an ou de 281 € TTC/tonne/an.

Le coût aidé est un coût qui laisse apparaître le « reste à financer » du service par l'impôt (TEOM), la redevance spéciale (RS), l'emprunt ou le budget général.

Sur l'ensemble de la Métropole, le coût aidé de la compétence est de 174 € TTC/habitant/an ou de 262 € TTC/tonne/an.

Le montant global des dépenses de l'activité déchets est de 351,8 K€ pour 2018 et les dépenses d'investissement cumulées de l'activité de 38,9 K€.

### **3 – Les actions fortes en 2018**

Le schéma métropolitain de gestion des déchets (délibération DEA 018-2836/17/CM du conseil de Métropole du 19 octobre 2017) définit la politique de la Métropole relative à la gestion des déchets selon les quatre axes suivants : en termes de prévention des déchets, en termes de valorisation

matière et organique, en termes de traitement des déchets et en termes de principes généraux.

En lien avec le volet prévention de ce schéma, l'année 2018 a été consacrée à la définition des objectifs du plan métropolitain de prévention des déchets ménagers et assimilés et sa déclinaison sur les six territoires.

Pour pouvoir atteindre ces objectifs de réduction de 10 % du ratio de déchets ménagers et assimilés à l'horizon 2025 et permettre la coordination de la politique générale, il est nécessaire que la mise en œuvre se fasse par les Territoires. C'est donc dans ce cadre que les principales actions ont été menées durant l'année 2018.

Plus précisément,

**> Sur le Territoire de Marseille Provence :** l'année a été marquée par la validation d'un nouveau règlement de collecte et d'une nouvelle réglementation de la redevance spéciale applicable courant 2020. Le Territoire a poursuivi les actions en termes de précollecte (livraison et retrait de nombreux bacs, extension de la conteneurisation individuelle), de mise en place de la collecte latérale, de mise en place de la collecte biflux et du renouvellement de marchés relatifs à la mise à disposition de plateforme pour la réception et la valorisation des déchets verts, encombrants, gravats et pneus, relatif à la collecte des points d'apport volontaire et relatif au marché de pesage du CT nord. Le Territoire de Marseille Provence a également réalisé de nombreuses actions d'informations et de sensibilisation auprès des habitants en termes de prévention et réduction des déchets et de tri et valorisation des recyclables.

**> Sur le Territoire du Pays d'Aix :** l'année a été marquée par des actions menées en termes de prévention des déchets avec la poursuite des actions de réduction des biodéchets, d'aides pour les structures de réemploi et de ressourceries, la réalisation d'un MODECOM, en termes d'amélioration de la performance du tri, en termes de mise en place et/ou de réhabilitation des dispositifs enterrés. Des travaux de désamiantage ont également été réalisés sur le quai de transfert de Pertuis. La déchèterie de Pertuis a été équipée d'un dispositif de contrôle d'accès automatisé par lecture de plaques d'immatriculation. Sur le site de l'Arbois, certifié ISO 14 001, a été installée une unité de traitement des lixiviats par évapoconcentration en complément de l'unité par osmose inverse.

**> Sur le Territoire du Pays Salonais :** l'année a été marquée par la réalisation d'importants travaux de mise en conformité de la déchèterie de Salon-de-Provence, créant notamment des zones de rétention (bassin et dalle), un auvent, un sens unique de circulation et des dispositifs anti-chutes pour les apporteurs. Des actions de sensibilisation ont également été réalisées au travers du salon des agricultures de Provence à Salon-de-Provence, du Word Clean Up Day à Salon-de-Provence et dans le cadre du partenariat avec la Ligue contre le cancer.

**> Sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :** l'année a été marquée par le lancement des Voisins « TriBien » afin d'optimiser la dynamique de tri sur le Territoire. Poursuite des actions de réemploi en partenariat avec Evolio dans un projet de ressourcerie « Le Dirigeable » permettant ainsi de valoriser les tonnages d'encombrants. Poursuite de la densification des colonnes aériennes pour les recyclables pour améliorer leur taux de captage, densification de colonnes ordures ménagères et remise à jour du règlement intérieur des déchèteries en modifiant les plages horaires afin de limiter les apports du secteur privé les weekends.

**> Sur le Territoire d'Istres Ouest Provence :** les principales actions menées concernent l'amélioration du tri et de l'accueil des usagers sur la déchèterie de Miramas avec l'aboutissement d'importants travaux de requalification, le déploiement d'une prestation d'insertion pour la gestion des hauts de quais et l'installation d'un 5ème caisson pour le réemploi. Mise en place du tri des recyclables sur les marchés forains de Miramas et optimisation de la collecte des cartons sur les communes de Cornillon-Confoux, Grans et Miramas.

**> Sur le Territoire du Pays de Martigues :** les principales actions menées concernent la poursuite des actions de prévention avec la distribution de composteurs, l'étude pour la mise en place de colonnes semi-enterrées pour les recyclables et les ordures ménagères, le maintien de la certification ISO 14 001 pour le site de traitement des déchets du vallon du Fou et des déchèteries de La Couronne et de Croix-Sainte. Sur cette dernière déchèterie a été mis en place un portique limiteur de gabarit afin de fluidifier et éviter les apports non autorisés.

A l'échelle de la Métropole, de nombreuses mesures sont prises en compte pour atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement des opérations de gestion des déchets. Ces actions, présentes sur tous les Territoires, regroupent des actions de lutte contre le réchauffement climatique, de prévention de la biodiversité, de plan d'actions réduisant les accidents du travail et améliorant les conditions de travail des agents, des démarches de certification ISO pour certaines installations ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets ;
- La délibération n° HN 088-219/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences pour la gestion des déchets ménagers et assimilés du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoires du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 10 octobre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de Métropole et mis à la disposition du public,
- Que le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés doit faire l'objet d'un rapport annuel relatif au prix et à la qualité de ce service.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que ses six annexes pour l'exercice 2018.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**  
Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 457**

#### **Vente aux enchères de véhicules d'exploitation et de collecte des déchets de la Métropole Aix-Marseille-Provence mis à la réforme**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans le domaine de la collecte des déchets. Compte-tenu de l'ancienneté et du kilométrage de certains véhicules, il convient de procéder à la réforme des véhicules de plus de 10 ans d'âge et/ou présentant un très mauvais état technique.

Les véhicules réformés seront proposés à la vente par le Commissariat aux Ventes des Domaines de Marseille. Un expert mandaté par les Domaines fixera le prix de vente et répartira les véhicules en trois catégories :

- Véhicules pouvant rester en circulation.
- Véhicules non ré-immatriculables vendus pour pièces détachées (vente aux récupérateurs de pièces détachées).
- Véhicules à faire détruire par un ferrailleur agréé (non vendus par les Domaines)

La Direction Nationale d'Interventions Domaniales sera rémunérée par la perception d'une taxe forfaitaire de 11 % payée par l'adjudicataire en sus du prix d'adjudication.

À l'issue de la vente aux enchères, les véhicules invendus ainsi que les véhicules classés à détruire seront confiés à un ferrailleur agréé pour dépollution et destruction.

Compte-tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et de certains de ces équipements, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements de collecte des déchets, indiqués dans le tableau ci-annexé, compte-tenu de leur ancienneté et de leur important kilométrage.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés la réforme et le retrait des engins, des poids lourds, des véhicules légers et d'équipements de collecte des déchets, indiqués dans le tableau ci-annexé, de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

#### **Article 3 :**

Est confiée la procédure de vente de tout ou partie de ces véhicules et équipements au commissariat aux Ventes des Domaines.

#### **Article 4 :**

La recette sera constatée sur le budget annexe Service Public d'Elimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, nature 775 et fonction 7212.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Risques majeurs**

### **2019 CT2 458**

**Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Pompiers sans Frontières pour l'année 2019 - Approbation d'une convention**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Pompiers Sans Frontières (PSF) est une association de solidarité internationale créée en 1991, agréée Sécurité Civile et dont le siège social est situé à Aix-en-Provence. Spécialisée dans l'aide au développement, notamment en matière de prévention et de gestion des risques majeurs, PSF s'est forgée, depuis sa création, au cours de missions dans différents pays, théâtres de catastrophes (Indonésie, Haïti...), une expérience reconnue au plus haut niveau. En cas d'événements exceptionnels, crise humanitaire de grande ampleur, conflit armé, elle est capable d'apporter une aide significative aux victimes.

Dans ce but, et dans une démarche d'intérêt général, elle a d'ailleurs acquis une unité mobile comportant un groupe électrogène, une unité de potabilisation de l'eau, du matériel d'éclairage, du matériel pour l'accueil des victimes (tentes, lits), du matériel de sauvetage de déblaiement, du matériel de premier secours et du matériel de transmission.

Ce matériel est stocké dans un local mis à disposition par la Ville d'Aix-en-Provence. Si ce matériel a vocation à être mobilisé dans le cadre des missions de solidarité internationale, l'association propose à la Métropole de le mettre à sa disposition au profit des communes du territoire du Pays d'Aix dans l'éventualité d'un événement exceptionnel.

Bien entendu, cette unité pourra être déployée sur demande des autres communes de la Métropole, si nécessaire, en accord avec le Président du Territoire du Pays d'Aix.

Afin de l'aider à financer l'entretien de cette unité mobile, Pompiers Sans Frontières sollicite le Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention de 5.000 € (cinq mille euros) au titre de l'année 2019. IL est proposé d'attribuer un montant de 3.000 €. Cette subvention, qui sera versée, en une seule fois, s'accompagne de la signature d'une convention entre Pompiers Sans Frontière et le Territoire du Pays d'Aix précisant les modalités de

partenariat et le cadre de son implication dans l'appui aux communes, pour la prévention des risques sur le territoire et notamment en cas de crise majeure.

La demande de subvention présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'ajouts qu'on
2019-00691	Assistance des populations sinistrées	PSF- Pompiers sans Frontières	Risques majeurs	5.000 €	14.500 €	5.000 €	3.000 €	OUI

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 2 octobre 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 3.000€ (trois mille euros) à l'Association «Pompiers sans Frontières».

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention à conclure avec l'Association « Pompiers sans Frontières ».

#### **Article 3 :**

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que toutes les pièces relatives à ce dossier.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, chapitre 65, nature 65748, fonction 020.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Eau et assainissement**

#### **2019 CT2 459**

**Approbation de la convention d'autorisation de franchissement de la canalisation d'éthylène TRANS ETHYLENE située sur la commune du Puy-Sainte-Réparate**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article

L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Préalablement au transfert de ces compétences, la commune du Puy-Sainte-Réparate avait confié à l'Établissement Public Départemental Louis Philibert, par convention signée le 9 mai 2017, une mission de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la création d'un réseau collectif d'assainissement des eaux usées et le raccordement de cet établissement au réseau ainsi créé.

Du fait du transfert des compétences eau et assainissement à la Métropole, celle-ci s'est substituée à la Commune dans cette convention.

Dans le cadre de la réalisation des travaux, le tracé des canalisations à poser a croisé celui de canalisations d'éthylène appartenant à la société TRANS ETHYLENE.

Afin d'établir les responsabilités respectives dans ce croisement d'ouvrages, il est proposé de mettre en place une convention d'autorisation de franchissement d'ouvrages.

Cette convention est sans incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir une convention d'autorisation de franchissement de la canalisation d'éthylène TRANS ETHYLENE située sur la Commune du Puy-Sainte-Réparate.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, d'autorisation de franchissement de la canalisation d'éthylène TRANS ETHYLENE située sur la Commune du Puy-Sainte-Réparate.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 460**

**Approbation de l'avenant n°2 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0607 pour la réalisation par la commune de Saint-Estève-Janson de l'opération de renouvellement des réseaux humides pour la traversée des Tarrasses**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, le Territoire du Pays d'Aix de la Métropole est compétent en matière d'eau potable

et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2020, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 002-3665/18/BM, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage portant sur le renouvellement des réseaux humides traversée des Tarrasses à Saint-Estève-Janson.

Cette convention portait sur les enveloppes de travaux suivantes :

- 10.933,00€HT, soit 13.119,60€TTC, pour la compétence eau potable,
- 11.566,00€HT, soit 13.879,20€TTC, pour la compétence assainissement,
- 27.077,00€HT, soit 32.492,40€TTC, pour la compétence pluvial.

De plus, le Bureau de la Métropole du 16 mai 2019 a approuvé un premier avenant à cette convention visant à acter le retrait des prestations relatives aux réseaux d'eau potable et d'assainissement dorénavant confiées à la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA).

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage initiale au bénéfice de la Commune de Saint-Estève-Janson.

En effet, le projet a évolué sur deux aspects :

- la séparation des interventions pour les renouvellements des canalisations d'eau et

d'assainissement, effectués en direct par la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA), qui a modifié le contenu du marché de travaux et les conditions d'exécution et démutualisant certaines prestations,

- l'avancement des études de projet qui a abouti à des précisions et compléments concernant les travaux à réaliser en matière de gestion des eaux pluviales.

L'enveloppe affectée au renouvellement des équipements de gestions des eaux pluviales de la traversée des Tarrasses est portée à 53.335,00€HT, soit 64.002€TTC, soit une augmentation de 97%.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 002-3665/18/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation de nouvelles conventions de Transfert Temporaires de Maîtrise d'Ouvrage et de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° DEA 004-5911/19/BM du Bureau de la Métropole du 16 mai 2019 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0607 relative au renouvellement des réseaux humides de la Traversée des Tarrasses sur la commune de Saint-Estève-Janson.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0607 pour la réalisation par la commune de Saint-

Estève-Janson de l'opération de renouvellement des réseaux humides de la traversée des Tarrasses à Saint-Estève-Janson.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2, ci-annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0607 pour la réalisation, par la commune de Saint-Estève-Janson, de l'opération de renouvellement des réseaux humides de la traversée des Tarrasses à Saint-Estève-Janson.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout

autre document y afférent.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

### **2019 CT2 461**

**Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1417 pour la réalisation par la commune de Lambesc d'opérations de travaux sur les réseaux humides**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2020, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°FAG 017-3020/17/BM, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Lambesc portant sur la réalisation d'opération de travaux sur les réseaux humides. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 998.427,00€HT, soit 1.198.112,40€TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage initiale au bénéfice de la Commune de Lambesc.

En premier lieu, l'annexe de la convention initiale ne distinguait pas :

- ni la répartition des montants entre les différentes compétences : Eau potable, Assainissement, Pluvial et Défense extérieure contre l'incendie (DECI),
- ni les montants affectés à chaque opération, de façon individualisée.

Ces éléments ne permettent pas, pour les parties, d'effectuer un suivi budgétaire et technique efficient.

Ensuite, il est apparu que, dans l'opération n°1 portant sur les travaux Rue Grande et Rue Eugène Pelletan, les travaux portant sur le pluvial et sur la DECI n'avaient pas été identifiés au sein des travaux de voirie. Par ailleurs, au cours du chantier, il est apparu nécessaire de remplacer les canalisations d'eau et d'assainissement, alors que ces renouvellements n'avaient pas été identifiés comme nécessaires au stade des études. L'enveloppe affectée à cette opération doit donc être augmentée des sommes afférentes.

De plus, les opérations n° 3 portant sur le renouvellement des réseaux humides rue Notre-Dame de la Rose, et n° 6 portant sur le réseau pluvial des 4 termes, sont aujourd'hui terminées ; il est opportun d'ajuster le montant de la convention aux montants réellement dépensés pour ces opérations.

Enfin, l'opération réfection des réseaux avenue de la Résistance identifiée dans la convention initiale était terminée avant le transfert de compétence. Il convient donc de la retirer de la convention.

Les montants de la convention sont ainsi adaptés et la convention est ainsi portée de 998.427,00 €HT, soit 1.198.112,40€TTC à un montant global de 1.350.663,25 €HT, soit 1.620.795,90 €TTC, soit une augmentation globale de 36%, répartis comme suit :

- pour la compétence eau potable, 713.516,50€HT, soit 856.219,80€TTC,
- pour la compétence assainissement, 364.196,00€HT, soit 437.035,20€TTC,
- pour la compétence eaux pluviales, 268.650,75€HT, soit 322.380,90€TTC,
- pour la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, 4.300,00€HT, soit 5.160,00€TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1417 pour la réalisation, par la commune de Lambesc, d'opérations de travaux sur les réseaux humides.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°17/1417 pour la réalisation, par la commune de Lambesc, d'opérations de travaux sur les réseaux humides.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909,
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI908.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 462**

**Approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réhabilitation par la commune de Puyloubier de réseaux d'eau potable et d'assainissement rue Jean Jaurès**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du CGCT, le Territoire du Pays d'Aix de la Métropole est compétent en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2020, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Compte-tenu de cette situation, la Métropole et la Commune se sont accordées pour investir la Commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En application de la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est ainsi que dans le cadre du réaménagement de la rue Jean Jaurès, la Commune de Puyloubier a sollicité le diagnostic des réseaux humides situés dans son sous-sol. Ce diagnostic a mis en évidence la nécessité de renouveler les réseaux d'eau potable et d'assainissement existants, sur une longueur d'environ 60 ml.

La part des travaux incombant à la Métropole est estimée à :

- 42.475,00€HT, soit 50.970,00€TTC, pour l'eau potable,
- 26.363,00€HT, soit 31.635,60€TTC pour l'assainissement.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour le renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre du réaménagement de la rue Jean Jaurès à Puyloubier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réhabilitation, par la commune de Puyloubier, de réseaux d'eau potable et d'assainissement rue Jean Jaurès.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, relative à la réhabilitation par la commune de Puyloubier de réseaux d'eau potable et d'assainissement rue Jean Jaurès.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 463**

**Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de réfection des réseaux humides du quartier Hautecloque situé sur la commune de Cabriès**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La commune de Cabriès doit réaliser des travaux d'aménagement et restructuration d'ouvrages de collecte des eaux pluviales ainsi que la réfection des équipements associés au réseau public d'eau potable, dans le cadre d'aménagements de voirie programmés quartier Hautecloque.

Il s'agit donc de l'opération « Réfection des réseaux humides du quartier Hautecloque » commune de Cabriès.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le montant de ces aménagements a été estimé pour la compétence pluviale à 45.235€HT et 440€HT pour la compétence eau potable, soit 45.675€HT au total.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT
<b>Financement externe</b>		
Conseil Départemental 13 «Partenariat Métropolitain »	50%	22.837,5
<b>Autofinancement</b>		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50%	22.837,5
<b>TOTAL HT</b>	<b>100%</b>	<b>45.675,0</b>

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la demande de subvention d'investissement relative à l'opération de réfection des réseaux humides du quartier Hautecloque située sur la commune de Cabriès.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la demande de subvention d'investissement relative à l'opération «Réfection des réseaux humides du quartier Hautecloque à Cabriès».

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisée à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- sur le budget Annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'investissement opération 10, nature 21531;
- sur le Budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Les recettes correspondantes seront constatées :

- sur le Budget Annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'investissement : opération 10, nature 1313 ;
- Sur l'Etat Spécial de Territoire pour la compétence Pluviale fonction 734 nature 1313.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

#### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

#### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

#### **Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 464**

### **Approbation d'une convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Régie des Eaux du Pays d'Aix et la Société des Eaux de Marseille pour le reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La convention tripartite, objet du présent rapport, est établie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) et la Société des Eaux de Marseille (SEM). La REPA exploite le réseau assainissement public de la commune. La SEM est titulaire du contrat de concession du service public eau potable de la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon.

Afin d'adresser une facture unique eau et assainissement aux abonnés, en application de l'article R2224-19-7 du CGCT, l'autorité concédante a confié à l'exploitant eau potable les missions de facturation des consommations eau et assainissement.

Les articles 40 à 47 du contrat de concession eau potable définissent les modalités de la facturation. L'article 47 qui traite de la facturation de la part assainissement sera complété par la convention tripartite de facturation, de recouvrement et de reversement des redevances d'assainissement.

Les tâches relatives à la facturation et au recouvrement des redevances et taxes d'assainissement collectif incombant à la SEM, Gestionnaire de l'Eau, en application de la convention sont rémunérées en valeur de base hors taxes au 01/01/2019 à raison de 2,50€HT par facture émise portant perception des redevances et des taxes.

Cette convention est sans incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°DEA 008-4227/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à la création de la Régie des Eaux

du Pays d'Aix ayant pour compétence l'exploitation de l'assainissement collectif de la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon ;

- Le contrats de concession du service public d'eau potable de la commune de Saint Antonin sur Bayon du 1er novembre 2013.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société des Eaux de Marseille et la Régie des Eaux du Pays d'Aix relative au reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention tripartite, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société des Eaux de Marseille et la Régie des Eaux du Pays d'Aix relative au reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

## **2019 CT2 465**

### **Approbation d'une convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Régie des Eaux du Pays d'Aix et la Société des Eaux de Marseille pour le reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune de Fuveau**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La convention tripartite, objet du présent rapport, est établie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Régie des Eaux du Pays d'Aix et la Société des Eaux de Marseille. La Régie des Eaux du Pays d'Aix exploite le réseau assainissement public de la commune. La Société des Eaux de Marseille est titulaire du contrat de concession du service public eau potable de la commune de Fuveau.

Afin d'adresser une facture unique eau et assainissement aux abonnés, en application de l'article R2224-19-7 du CGCT, l'autorité concédante a confié à l'exploitant eau potable les missions de facturation des consommations eau et assainissement.

L'article 47.1 du contrat de concession eau potable prévoit que les modalités de reversement de la rémunération de l'exploitant du service de l'assainissement soient définies par convention tripartite entre la Collectivité, le titulaire du contrat eau potable et l'exploitant assainissement.

L'article 47.1 fixe la rémunération du délégataire eau potable pour ses prestations de facturation, recouvrement et reversement de la part assainissement à 1,50€HT (valeur janvier 2014) par facture émise.

La convention annexée au présent rapport, à conclure par les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société des Eaux de Marseille et de la Régie des Eaux du Pays d'Aix, est conforme aux attendus des exploitants, au contrat de concession eau potable et aux articles correspondants du CGCT. Elle entrera en application dès la prise en charges de l'exploitation par la REPA, soit le 1<sup>er</sup> novembre 2019. Cette convention est sans incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° DEA 018-6491/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 relative à l'extension du périmètre de la Régie des Eaux du Pays d'Aix pour intégration de la compétence assainissement collectif sur la commune de Fuveau ;
- Le contrat de concession du service public d'eau potable de la commune de Fuveau du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société des Eaux de Marseille et la Régie des Eaux du Pays d'Aix relative au reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune de Fuveau.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention tripartite, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société des Eaux de Marseille et la Régie des Eaux du Pays d'Aix, relative au reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune de Fuveau qui entrera en application le 1<sup>er</sup> novembre 2019.

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

##### **Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

##### **Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 466**

**Approbation d'une convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Régie des Eaux du Pays d'Aix et la Société des Eaux de Marseille pour le reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune de Châteauneuf-le-Rouge**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La convention tripartite, objet du présent rapport, est établie entre la Société des Eaux de Marseille 5SEM), la Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) et la Métropole Aix-Marseille-Provence. La SEM est titulaire du contrat de concession du service public eau potable de la commune de Châteauneuf-le-Rouge. La REPA exploite le réseau assainissement public de la commune.

Afin d'adresser une facture unique eau et assainissement aux abonnés, en application de l'article R2224-19-7 du CGCT, l'autorité concédante a confié à l'exploitant eau potable les missions de facturation des consommations eau et assainissement.

L'article 47.1 du contrat de concession eau potable prévoit que les modalités de reversement de la rémunération de l'exploitant du service de l'assainissement soient définies par convention tripartite entre la Collectivité, le titulaire du contrat eau potable et l'exploitant assainissement.

L'article 47.1 fixe la rémunération du délégataire eau potable pour ses prestations de facturation, recouvrement et reversement de la part assainissement à 1,00€HT (valeur avril 2015) par facture émise.

La convention annexée au présent rapport, à conclure entre les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société des Eaux de Marseille et de la Régie des Eaux du Pays d'Aix est conforme aux attendus des exploitants, au contrat de concession eau potable et aux articles correspondants du CGCT.

Cette convention est sans incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° DEA 008-4227/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 de création de la Régie des Eaux du Pays d'Aix ayant pour compétence l'exploitation de l'assainissement collectif de la commune de Châteauneuf-le-Rouge ;
- Le contrat de concession du service public d'eau potable de la commune de Châteauneuf-le-Rouge du 19 avril 2015.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société des Eaux de Marseille et la Régie des Eaux du Pays d'Aix relative au reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune de Châteauneuf-le-Rouge.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention tripartite, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Société des Eaux de Marseille et la Régie des Eaux du Pays d'Aix relative au reversement des redevances d'assainissement collectif sur la commune de Châteauneuf-le-Rouge.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

**2019 CT2 467**

**AVIS - Approbation du règlement métropolitain du Service Public d'Assainissement Non Collectif**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contrôle des installations d'assainissement non collectif est une compétence exercée par les territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit par ailleurs que l'autorité en charge de la compétence établisse un règlement de service définissant les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de la collectivité et des usagers.

Chaque service public d'assainissement non collectif (SPANC) de la Métropole dispose actuellement de son propre règlement. Cette situation crée des différences de traitement pour les usagers alors même que les conditions de mise en œuvre de la compétence et les contraintes sont identiques sur l'ensemble du territoire Métropolitain. Il est par conséquent proposé d'établir un règlement unique métropolitain applicable à tous les usagers du SPANC.

Le règlement de service métropolitain rappelle que les missions des SPANC sont celles relatives au contrôle des installations existantes et aux installations neuves ou à réhabiliter prévues par les lois et règlements en vigueur.

La périodicité des contrôles périodiques est harmonisée et fixée à 10 ans pour les installations jusqu'à 20 équivalent-habitant et 5 ans pour les installations supérieures à 20 équivalent-habitant. Le règlement définit également la liste des éléments probants attestant de la présence d'une installation non collectif à l'occasion des contrôles des installations existantes.

Par ailleurs, le règlement prévoit des modalités uniques de prise de contact avec le SPANC et des engagements de délais sur la prise de rendez-vous et la transmission des rapports de visites.

Enfin, le règlement fixe les conditions d'application des pénalités de refus de visite ou de non réalisation des travaux prescrits par le SPANC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 en date du 1er février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 10 octobre 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'établir un règlement métropolitain du Service Public d'Assainissement Non Collectif en vue d'harmoniser les pratiques et de définir des conditions de mise en œuvre des contrôles identiques pour l'ensemble des usagers.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le règlement de service métropolitain de l'Assainissement Non Collectif qui sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Article 2 :**

Sont abrogés au 31 décembre 2019 les règlements de service SPANC appliqués dans les territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**  
Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**

#### **2019 CT2 468**

**AVIS - Mise en oeuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini - Approbation de la procédure de l'appel à projets 2019/2020**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article 51.2 du contrat de délégation de service public de l'eau du Conseil de Territoire Marseille Provence et au titre de la loi Oudin-Santini, il est prévu une contribution de 0,5 % des recettes HT de vente d'eau au titre d'un «Programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement», soit environ 440 000 € par an.

Dans un même temps, les contrats de délégation du service public de l'eau et de l'assainissement de la commune de Vitrolles du Conseil de Territoire du Pays d'Aix prévoient une participation forfaitaire annuelle respectivement de 6 200 € et 6 800 € au titre d'actions de coopération, d'actions d'aides d'urgence ou d'actions de solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

De manière exceptionnelle, l'enveloppe 2019 pour la partie eau sera de 33 583.33 € et pour la partie assainissement sera de 37 054 € correspondant aux montants cumulés (non utilisés) prévus aux contrats de DSP de l'eau et de l'assainissement depuis l'entrée en vigueur des deux contrats en août 2014.

La participation globale du Territoire d'Aix sera donc de 70 637.33 € pour l'année 2019.

Ces contributions permettent de participer à la mise en oeuvre de projets répondant aux objectifs suivants :

- Permettre l'accès à l'eau potable des populations en stress hydrique ;
- Améliorer l'assainissement et la sécurité sanitaire ;
- Agir sur le territoire d'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence défini à l'article 3.2 du dossier de consultation ;
- Favoriser l'émergence de nouveaux acteurs et proposer des modalités originales de gestion, permettant de protéger la ressource en eau potable.

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'engage par ailleurs à financer tous les dossiers retenus pour un montant de subvention équivalent à

celui alloué par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ont créé dans ce cadre un guichet unique permettant aux associations de déposer un seul dossier de demande de subvention.

La procédure de l'appel à projets proposée « Mise en oeuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement » est définie ci-après :

Après une publicité adéquate, les candidats intéressés par l'appel à projets devront retirer le dossier de consultation via le portail dématérialisé de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A l'expiration du délai de réception des candidatures et des offres, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera les candidats, dont le dossier administratif est complet, à partir des critères de sélection définis dans le dossier de consultation.

Les projets sélectionnés seront analysés par un jury composé d'élus et de représentants de l'administration.

Les projets ainsi retenus seront présentés en Conseil de Métropole pour l'attribution de la subvention. Chaque dossier reçoit une subvention maximale de 200 000 € (part Métropole et Agence de l'Eau). La part de la subvention ne pourra, par ailleurs, pas dépasser 80% du montant total des projets inférieurs ou égal à 50 000 € et 60% du montant total des projets supérieurs à 50 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2007-147 du 2 février 2007 dite loi Thiollière à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°REX 002-2325/10/CC du 1<sup>er</sup> octobre 2010 portant sur la coopération

décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;

- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau potable du Territoire de Marseille Provence attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention de Délégation de service public de l'eau potable attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération n°14-33 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 25 février 2014 ;
- La convention de Délégation de service public de l'assainissement attribuée à la SAUR par délibération n°14-34 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 25 février 2014.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mener des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la procédure de l'appel à projets « Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau » et le dossier de consultation ci-annexé.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention cadre ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à mettre en œuvre la procédure d'appel à projets et à signer toutes les conventions qui en découleront.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau du Conseil de Territoire Marseille-Provence Sous Politique F170 - Nature 6743 – 3DEAE.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau du Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section de fonctionnement - Nature 6743.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'assainissement du Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement - Nature 6743.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

**Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :**

Néant

**Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :**

Néant

**Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.**